

du Temple solaire
agues de suicides

Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ Kant,
mon prochain
■ Deleuze illustré
pour les enfants



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16227 - 7 F

VENDREDI 28 MARS 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Parents et instituteurs en colère contre les fermetures de classes

L'ÉLABORATION de la carte scolaire, qui décide des ouvertures et des suppressions de postes dans l'enseignement primaire, provoque des mouvements de protestation dans plusieurs départements. 686 postes d'instituteurs doivent être supprimés à la rentrée. Ces réductions entraînent souvent des fermetures de classes et viennent bouleverser des projets pédagogiques locaux. Le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-Maritime et la Meurthe-et-Moselle sont parmi les plus touchés. Dans la Loire, qui doit « rendre » quarante postes, parents et enseignants occupent depuis deux semaines les locaux de l'inspection académique, à Saint-Etienne et à Roanne. De nouvelles manifestations sont prévues vendredi 28 mars.

Lire page 12

Négociations en vue au Zaïre

Des négociations avec le pouvoir vont s'ouvrir « dans les prochains jours », a annoncé, jeudi 27 mars à Lomé, un délégué des rebelles zaïrois.

Un prion dans le sang

Le prion responsable de la maladie de Creutzfeldt-Jakob peut être transmis par le sang.

Guerre de l'ombre en Algérie

A quelques semaines des législatives, le pouvoir algérien multiplie les opérations de répression anti-islamistes.

Le « corbeau » et les RG

Le PS réclame sa demande de réforme des renseignements généraux, dont le directeur est mis en cause par un « corbeau ».

Time Warner sur le câble en France

La Générale des eaux a confirmé, mercredi 26 mars, que des discussions étaient « engagées » avec Time Warner pour la vente de son réseau câblé, selon le Financial Times.

Service militaire et pompiers

La suppression du service militaire augmentera les frais de gestion des pompiers et de la police.

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 BF; Espagne, 45 Ptas; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 74 KRD; Grèce, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Irlande, 200 Ptas; Italie, 1.400 Lira; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; Espagne, 165 Ptas; Suède, 2,20 SEK; Suisse, 1,20 Sfr; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 328 - 7,00 F



Le gouvernement parie sur l'« usure » de la grève des internes des hôpitaux

Les grévistes en appellent à Jacques Chirac et manifestent à Paris

LA MANIFESTATION des internes, des chefs de clinique et des étudiants en médecine, organisée jeudi 27 mars à Paris, pourrait marquer un tournant dans un conflit qui atteint désormais vingt-deux des vingt-six centres hospitalo-universitaires (CHU). Face à la fermeté du gouvernement, qui refuse de céder sur le dispositif de sanctions en cas de dérapage des dépenses médicales, ce défi, où les organisateurs attendent 20 000 personnes, devait être soit un baroud d'honneur, soit le début d'une nouvelle mobilisation.

Rejoints par les trois syndicats de médecins libéraux hostiles au plan Juppé (CSMF, FMP, SML) et par une délégation de la Coordination médicale hospitalière (CMFH), qui représente environ 20 % des médecins exerçant à l'hôpital, les internes devaient manifester de la Bastille à la Nation, en passant par le cimetière du Père-Lachaise, pour un « enterrement » de la convention médicale.

Les grévistes accusent le gouver-



nement de jouer le « pourrissement ». Le ministère des affaires sociales parie effectivement sur l'« usure » du mouvement. Jacques Barrot a confirmé, mercredi, au CHU d'Amiens, qu'il allait agréer les conventions médicales signées par les caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de praticiens libéraux. A la sortie du conseil des ministres, le matin, M. Barrot avait précisé que le gouvernement « ne va pas se laisser entraver par ce qui n'est plus l'amour de la médecine, mais ce qui relève de la préoccupation corporatiste ».

Les internes ont rendu public, jeudi, le contenu d'une lettre ouverte adressée à Jacques Chirac. « Nous vous prions, monsieur le Président, de bien vouloir faire ce qui est en votre pouvoir, afin de permettre à votre gouvernement de revenir sur les versements collectifs imposés par la convention », indique l'Intersyndicat national des internes des hôpitaux.

Lire page 6

Sectes : suicide de trente-neuf jeunes gens en Californie

QUATRE JOURS après le suicide collectif de cinq membres de l'Ordre du Temple solaire au Québec, une nouvelle affaire impliquant une secte semble être à l'origine du drame de Rancho Santa Fe, en Californie. Dans l'après-midi du mercredi 26 mars, les policiers ont découvert, dans une villa d'un quartier résidentiel, les cadavres de trente-neuf jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-quatre ans. « Cela semble être un suicide collectif », mais nous ne l'avons pas déterminé avec certitude », a déclaré un porte-parole de la police. Les décès pourraient remonter à quarante-huit heures. Selon l'avocat du propriétaire de la villa, les occupants de la maison appartenaient à une mystérieuse secte, dénommée WW Source Supérieure.

Lire page 34

Quatre minutes d'horreur sur la chaise électrique

WASHINGTON

de notre correspondant

Chargé de représenter les condamnés à mort, Michael Minerva n'en était pas à sa première exécution capitale. Mais ce à quoi il a assisté, mardi matin 25 mars, dans la prison de Starke (Floride), lorsque la première décharge électrique de 2 000 volts a frappé le corps de Pedro Medina, dépassait toute imagination. Des flammes ont brusquement bondi de la tête du condamné recouverte d'un masque de cuir, jusqu'à vingt-cinq à trente centimètres de hauteur. De la fumée ainsi qu'une odeur de chair grillée se sont répandues dans la chambre de mort, obligeant un responsable de la prison à ouvrir une fenêtre. Trente-neuf témoins ont assisté à la scène, deux l'ont racontée.

« Ils le brûlent vivant ! » s'est exclamé Michael Minerva. Ron Word, de l'Agence Associated Press, qui assistait également à l'exécution, raconta avoir vu des « flammes bleues et orange danser pendant six à dix secondes », alors qu'un aide tapotait la tête du condamné pour les éteindre. A 7 h 10, Pedro Medina se cambra brusquement en arrière : il était mort. La scène a duré presque quatre

minutes, suffisamment longtemps pour déclencher une controverse. Le docteur Belle Almogera affirme ne pas avoir noté de signe indiquant que le supplicié a souffert de cet « incident technique », et Lawton Chiles, le gouverneur de Floride, se retranchant derrière cet avis médical, rappelle le précédent de Jesse Joseph Tafer.

Le 4 mai 1990, le courant électrique avait dû être branché deux fois, parce que l'éponge placée entre le crâne du condamné et le casque dont il est couvert, qui est censée faire passer l'électricité, n'était pas conductrice. Enquête faite, on s'était aperçu qu'une éponge synthétique avait remplacé l'éponge naturelle habituellement utilisée. Une telle erreur n'a pas été commise avec Pedro Medina, dont c'est le masque de cuir, apparemment, qui a pris feu.

La chaise électrique de Floride a été fabriquée en 1923 par les détenus de la prison d'Etat. Elle est « démodée technologiquement », s'indigne un éditorial du journal Sun-Sentinel, qui ajoute : « C'est tout ce dont la Floride a besoin : une image internationale de barbarie, de cruauté, d'inhumanité et de pratiques désuètes, avec des équipements qui

fonctionnent mal et, par-dessus tout, un hôte représentant officiel qui s'en glorifie ! » Car l'horreur de la mort de Pedro Medina - reconnu coupable du meurtre d'une femme de cinquante-deux ans, il a toujours clamé son innocence, et le pape Jean Paul II était intervenu en sa faveur - le dispute au cynisme du procureur général de Floride, Bob Butterworth : « Les gens qui veulent commettre un meurtre, a-t-il assuré, feraient mieux de ne pas le faire en Floride, parce que nous pouvons avoir un problème avec notre chaise électrique ! »

Le gouverneur Chiles - qui a personnellement signé treize mandats sur les trente-huit condamnés exécutés depuis que la Floride a rétabli la peine capitale, en 1979 - songe-t-il vraiment à remplacer l'électrocution par l'injection d'une piqûre létale ? En tout cas, deux condamnés à mort utilisent le « raté » d'« Old Sparky » (« la vieille étincelle ») pour affirmer que la chaise électrique est contraire au huitième amendement de la Constitution, qui interdit tout « châtiment cruel ou inhabituel ».

Laurent Zecchini

L'eau : la guerre ou le marché

Y AURA-T-IL, demain, un prix mondial de l'eau, comme il y a, aujourd'hui, un cours mondial du pétrole ? La transformation d'une ressource naturelle élémentaire en marchandise monnayable sur un marché planétaire ne constitue-t-elle pas la meilleure garantie pour

que la « crise de l'eau », inscrite dans toutes les prévisions démographiques et climatiques, ne précipite pas le XXI^e siècle dans une interminable « guerre de l'eau » ?

C'est que l'eau douce, ce produit si banal, si évident, pour tout dire si « naturel », est précisément en

train de changer de nature. Institutions internationales et organismes spécialisés convergent dans l'analyse : au rendez-vous du prochain siècle, un risque majeur de pénurie menace l'humanité. Voici une ressource qui, de tout temps, a été considérée comme un

bien largement disponible, abondant et quasi gratuit - excepté en quelques zones désertiques traditionnelles -, un « don du ciel » que toutes les religions ont célébré. Et voilà que, au fur et à mesure de sa surexploitation par une humanité gourmande et dispendieuse, cette ressource collective devient une matière première rare, chère, convoitée, objet de pressions, source possible de conflits économiques et de guerres.

Le choc est brutal. La course entre la maîtrise de la rareté et les conséquences de sa pénurie possible va se jouer sur les cinquante ans à venir - une période très brève à l'échelle de l'histoire de l'humanité - le temps que la population de la planète se stabilise autour de 10 milliards d'habitants. Les économes modernes, peu préparés à ce que l'eau se transforme en facteur limitatif de production, pourraient s'en trouver ébranlés.

La rareté de l'eau douce n'est pas contestable, et personne, d'ailleurs, ni dans les milieux scientifiques ni parmi les responsables internationaux, ne le conteste.

Jean-Paul Besset

Lire la suite page 18

MICHEL RIO

Un vrai polar explorant tous les chemins d'une singulière réflexion sur la liberté.
Josyane Savigneau/Le Monde

Une captivante aventure policière et intellectuelle.
Une formidable dimension critique, avec une stratégie, une manière d'agir et des découvertes hors normes.
Un régal.
Jean-Claude Lebrun/L'Humanité

Editions du Seuil

Printemps palestinien



MAHMOUD DARWICH

LE PREMIER « Printemps palestinien » s'est ouvert le 26 mars à l'Institut du monde arabe, à Paris. Il réunit plasticiens, musiciens, chanteurs et acteurs, qui se produiront jusqu'au début de l'été dans la capitale et neuf villes françaises. Le poète Mahmoud Darwish a confié au Monde ses espoirs sur l'affirmation prochaine de la culture ancestrale de son peuple.

Lire page 28

International	2	Aujourd'hui	24
France	6	Jour	27
Société	12	Météorologie	27
Cronique	14	Culture	28
Régions	15	Communication	31
Horizons	16	Abonnements	32
Entreprises	19	Radio-Télévision	32
Finances/marchés	22	Kiosque	33

هكذا من الذم

ALGÉRIE Les services de sécurité algériens ont annoncé, mercredi 26 mars, la mort d'un homme présenté comme le chef du FIDA (Front islamique pour le djihad armé). Abdelkader Seddouki aurait été tué, selon les autorités, dans un accrochage, mardi, avec la police, à Bab-el-Oued. ● C'EST LA DEUXIÈME FOIS en quelques jours que les autorités

font état de l'élimination d'un chef présumé d'un des mouvements islamistes armés. Dimanche, elles avaient indiqué que Yahia Rihane, alias « Krounfi », un des respon-

sables du GIA (Groupe islamique armé), avait été tué au cours d'un assaut dans une banlieue d'Alger. ● D'AUTRE PART, le principal mouvement d'opposition laïque, le Front

des forces socialistes (FFS) d'Hocine Aït-Ahmed, devait confirmer sa participation au scrutin législatif du 5 juin. La tenue des élections confortera le régime vis-à-vis de l'étranger.

des forces socialistes (FFS) d'Hocine Aït-Ahmed, devait confirmer sa participation au scrutin législatif du 5 juin. La tenue des élections confortera le régime vis-à-vis de l'étranger.

Alger multiplie les opérations de sécurité avant les élections

A moins de deux mois du scrutin législatif, auquel l'opposition laïque devrait finalement participer, les forces gouvernementales annoncent avoir porté des coups décisifs à la tête de certains groupes armés islamistes

« LE CHEF DU FIDA liquidé » : L'émir du FIDA a été tué. A Alger, la presse quotidienne francophone du jeudi 27 mars consacrait sa une à l'« exécution », par les forces de sécurité, d'Abdelkader Seddouki, le chef du Front islamique pour le djihad armé (FIDA), un groupe spécialisé dans l'assassinat d'intellectuels et de personnalités.

Surnommé « Ahmed Abou El Fida », le numéro un du FIDA aurait été tué mardi après-midi, en compagnie de deux autres isla-

mistes, lors d'un accrochage à Bab-el-Oued, selon un communiqué des forces de sécurité. « Ça s'est passé très vite. Des policiers ont repéré trois hommes et ont ouvert le feu. Ils n'ont pas eu le temps de riposter », a raconté à la presse un témoin de l'accrochage. Samedi 22 mars, plusieurs journaux avaient annoncé la mort, quelques jours auparavant, de cinq autres personnes réputées membres du FIDA.

Dans un communiqué non authentifié, le FIDA avait revendiqué l'assassinat en plein centre d'Alger,

le 28 janvier, du responsable de l'UGTA, le principal syndicat algérien, Abdelhak Benhamouda. Mais le chef islamiste présenté à la télévision d'Etat le 24 février comme l'instigateur de l'attentat, Rachid Medjahed, loin de confirmer son appartenance au FIDA, avait déclaré que son groupe était « indépendant ».

MYSTÈRES

L'annonce de la mort du chef présumé du FIDA intervient alors que depuis plusieurs semaines les

forces armées algériennes mènent des opérations d'envergure contre des repaires islamistes. Dimanche, les autorités ont annoncé la mort d'un « dangereux » chef islamiste, Yahia Rihane, dit Abdelhak Krounfi (« clou de girofle », en arabe), dont le nom avait été avancé à plusieurs reprises dans le cadre des attentats commis en France en 1995, sans que cette piste soit jamais confirmée.

C'est dans ce contexte que la Cour suprême a confirmé, mardi 25 mars, la peine capitale prononcée il y a près de deux ans contre

Lembarck Boumârafi, le meurtrier du président Mohamed Boudiaf. Membre de la garde présidentielle rapprochée, le sous-lieutenant Boumârafi avait tiré une rafale contre M. Boudiaf alors que ce dernier aimait un meeting à Annaba. Au cours de son procès, M. Boumârafi s'était mué dans le silence, laissant planer des doutes sur la thèse de l'acte isolé retenue par le tribunal. Celle-ci avait été contestée par une partie de la presse et les proches du président Boudiaf, qui privilégiaient la thèse de l'acte planifié par la

« mafia politico-financière ». Autre affaire qui conserve un balo de mystère, celle des sept moines trapistes de Tibhirine, enlevés il y a tout juste un an, le 27 mars 1996, au monastère de Notre-Dame-de-l'Atlas, à proximité de Médéa, et assassinés après. Les circonstances exactes de la mort des religieux n'ont jamais été complètement éclaircies. La communauté religieuse – forte d'environ 300 personnes – vit toujours dans la crainte d'assassinats et observe une grande discrétion. (AFP, Reuters.)

Les législatives du 5 juin devraient conforter le pouvoir sans diminuer la violence

IL FAUT reconnaître aux dirigeants algériens un indéniable talent politique. Si les militaires – détenteurs de la réalité du pouvoir – ont échoué à éradiquer la violence qui, depuis plus de cinq ans, ensan-

ANALYSE

Le régime peut sans crainte respecter ses engagements. Quelle que soit l'issue du scrutin, il ne court aucun risque

glante le pays, ils peuvent se vanter d'avoir manœuvré de main de maître en organisant des élections législatives. A deux mois du scrutin (prévu pour le 5 juin), ils en ont déjà tiré des bénéfices substantiels. L'opposition part, affaiblie et désunie, livrer un combat électoral dont le régime attend qu'il améliore son image auprès des Occidentaux.

Les Européens hésitent à adopter une position claire et ferme sur l'Algérie. Pour ne pas voir leurs entreprises évincées d'un marché lucratif et solvable, pour que leur territoire national ne soit pas touché par des attentats aux commanditaires anonymes, les pays proches de l'Algérie – la France en tête – développent un discours vague et peu compromettant. On condamne la violence « d'où qu'elle vienne ». On réaffirme les vertus de la démocratie. Dans ce contexte, les élections législatives « libres et transparentes » promises par le pouvoir tombent comme pain béni. Les Occidentaux ont choisi par avance de se satisfaire de cet « éplâtre » démocratique.

Le régime algérien peut sans crainte res-

pecter ses engagements. Quelle que soit l'issue du scrutin, il ne court aucun risque. La nouvelle Constitution, adoptée par référendum en novembre 1996 (mais les chiffres ont été truqués), dénie tout pouvoir à la future Chambre des députés au profit d'une sorte de Sénat – le Conseil de la nation – contrôlé par le président de la République, Liamine Zéroual.

Pourquoi alors l'opposition accepte-t-elle de participer à des élections sans enjeu ? Pourquoi les adversaires du régime ne boycottent-ils pas les urnes ? C'est que les législatives fonctionnent comme un piège pour eux. Faire campagne, c'est cautionner une démocratie des apparences ; s'abstenir, dans un pays où l'opposition est interdite de télévision, c'est se priver de la seule tribune qui subsiste et se condamner à la marginalisation jusqu'aux prochaines élections à l'enjeu national (les présidentielles de l'an 2000).

Après bien des hésitations, le Front des forces socialistes (FFS) du dirigeant kabyle Hocine Aït-Ahmed a donc décidé de sauter le pas. Le conseil national du FFS, le principal parti de l'opposition non islamiste, qui se réunit jeudi 27 mars, « va en principe se prononcer en faveur d'une participation du parti aux prochaines élections, parce qu'il s'agit d'un sursaut de survie », a annoncé, dimanche 23 mars, M. Aït-



TANCHE

Ahmed, sur les ondes d'une radio, Média-1. Ce constat a dû réjouir le pouvoir et ses alliés. Il confirme l'affaiblissement de ceux qui, en Algérie, préconisent le dialogue pour résoudre la crise. Des dissidents du FFS, conduits par l'ancien ouvrier un paritirisme, Saïd Khellil, ont annoncé début mars la création prochaine d'un Mouvement pour la démocratie et la citoyenneté (MDC), en réponse, ont-ils expliqué, aux alliances passées par le FFS avec l'ex-FIS. Conduits par l'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche, les réformateurs du Front de libération nationale (FLN), l'unique parti unique, sont eux aussi en voie de marginalisation. Opposés au « tout sécuritaire » prôné par les militaires ils ont per-

du le contrôle de l'appareil du FLN repris en main par les « apparatchiks » liés aux clans au pouvoir. Quelle va être leur attitude aux législatives ? Vont-ils tenter d'imposer à l'appareil du parti des candidats « dialoguistes » ? Préféreront-ils s'affranchir du FLN et créer une nouvelle formation politique ? Ils hésitent, tergiversent.

LE FIS EN CRISE

Le FIS aussi – du moins ce qu'il en reste à l'étranger – traverse une crise. En 1991, au congrès de Batna, les partisans et les adversaires d'une participation aux élections législatives s'étaient affrontés violemment. Un scénario voisin d'aboutir à de profonds bouleversements au sein de l'instance exécutive à l'étranger. Accusés de faire de la surenchère en matière de violence et de lutte armée, une quarantaine de responsables ont été exclus – dont Anwar Haddam, le représentant du FIS à la signature de la plate-forme de Sant'Egidio, en janvier 1995.

Ceux qui restent tiennent un discours ocuménique. « Le FIS ne veut pas d'un Etat religieux ou d'une théocratie. (...) Nous voulons un Etat civil, une république indépendante sur la base des valeurs fondamentales de l'islam, avec un président librement élu et une justice indépendante », a ainsi déclaré le porte-parole officiel du FIS à

l'étranger à un quotidien allemand. « On a mis fin à la confusion, mais ce qui vient de se passer fait le jeu du pouvoir algérien », admet un islamiste, sous couvert d'anonymat.

Pour autant, le FIS n'a toujours pas adopté de stratégie pour le scrutin législatif. Boycottera-t-il le scrutin ? Négociera-t-il un accord avec le FFS ? Présentera-t-il des listes de candidats « indépendants » ? La question reste posée.

Comment ne pas opposer à ces déboires la tactique du régime ? Pour faire pièce aux islamistes du parti Hammas, allié et concurrent du pouvoir, qui a su récupérer une partie des électeurs du FIS, le président Zéroual a eu l'intelligence de se débarrasser d'un FLN dévalorisé et de créer un parti nouveau. Ce sera le Rassemblement national démocratique (RND), une formation dont le congrès constitutif se tiendra à Alger les 3 et 4 avril. S'y retrouveront tous ceux qui appartiennent à la « famille révolutionnaire » : anciens combattants de la guerre de libération, leurs enfants, les enfants de « martyrs », et la puissante UGTA, l'ancien syndicat unique.

Depuis des décennies, ces organisations quadrillent efficacement l'Algérie. En s'appuyant sur elles et, au lendemain des élections, sur quelques politiciens incarnant une « troisième voie » (Saïd Saadi, le secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie – RCD –, Mouradine Boukrouh, le dirigeant du Parti du nouveau algérien, voire Saïd Khellil, le transfuge du FFS), le président Zéroual peut faire illusion à l'étranger.

J.-P. T.

François Burgat, chercheur au CNRS, spécialiste du monde arabe

« L'Occident doit cesser de considérer l'islamisme comme une pathologie »

« Comment expliquer la permanence de la tourmente algérienne ?

– L'histoire algérienne est faite de ruptures violentes : la guerre de colonisation a été interminable – dix-sept ans ! –, l'indépendance, mal gérée, a perverti la relation avec l'Occident et atomisé la société civile. De là des clivages tribaux réactivés par les luttes entre milices et par un pouvoir qui freine de toutes ses forces l'émergence d'une opposition.

– La vivacité de ces clivages tient au fait que l'Algérie, en 1962, l'année de son indépendance, est partie de zéro en termes de production des élites, contrairement, par exemple, au Maroc, qui a renoué avec des formes de pouvoir antérieures au protectorat français. Le FLN, lorsqu'il est arrivé aux commandes, a été envahi. Sa légitimité était exclusive, comparée à celle du roi du Maroc contraint de composer avec l'opposition nationaliste de l'istiglal. J'ajoute que la rente pétrolière a donné au FLN les moyens de couler ses erreurs dans le béton.

– Vous voyez une filiation entre le FLN, l'ancien parti unique, et le FIS ?

– Le FLN a fabriqué le FIS et l'interdiction du FIS a donné naissance au GIA [Groupe islamique armé]. Le FLN a détesté sur le FIS en ce sens que ce dernier, vainqueur aux élections, a cru qu'il avait, comme auparavant l'ex-parti unique, le monopole de la légitimité. Avant son interdiction, il s'est

révéillé incapable de négocier un compromis avec les autres pôles forts de la société – l'armée, les « éradicateurs » – qui représentaient le lien avec l'Occident.

– Depuis, le FIS a enfoncé le GIA. Mais je ne vois pas que l'on prenne le GIA – ou ce qu'on en sait – comme la porte d'entrée pour la lecture d'une génération politique, celle des islamistes. Le pouvoir algérien, qui fait tout pour déplacer sur le terrain militaire une confrontation perdue sur le terrain politique, pense qu'il a d'autant plus de chances de gagner que l'ennemi est malade et incapable de communiquer avec l'Occident. La mauvaise foi occidentale, la tendance à ne retenir de l'islamisme que sa version extrémiste, fait le reste.

– Comment analysez-vous la montée des islamistes en Algérie et, plus largement, dans le monde arabe ?

– C'est la naissance d'une génération politique que l'Occident doit analyser autrement que comme une pathologie. Comme chercheur, je me suis efforcé de montrer à la fois ce que les islamistes ont de commun de la Jordanie au Maroc, et de dissoudre la dimension monolithique et très dangereuse d'un mot fourre-tout. On désigne du même terme, « les islamistes », les talibans – une tribu pachotroune archaïque et rigoriste (dont on oublie parfois de nous dire qu'elle a chassé un pouvoir tout aussi « islamique ») –, le premier ministre turc, dont le ministre des affaires étrangères est une femme, et pas

n'importe laquelle, Tansu Ciller...

– S'il existe des dénominateurs communs, il ne faut pas oublier qu'un frère musulman égyptien, qui a un passé de torture, d'oppression et de répression, n'a pas les mêmes « neurones » qu'un frère musulman jordanien, qui lui, a un passé de connivence et de collaboration avec le pouvoir.

– Quelle serait la bonne attitude à adopter pour les Occidentaux ?

– Je refuse de discuter d'une perspective politique du monde arabe qui se réduit à une stratégie d'élimination de l'islamisme. C'est

Un familier de l'islam politique

Chercheur au CNRS (Institut de recherches sur le monde arabe et musulman d'Aix-en-Provence), François Burgat, quarante-neuf ans, est un spécialiste du monde arabe. Après plusieurs années passées en Egypte et en Algérie, il a publié deux ouvrages : *L'islamisme en face* (La Découverte) et *L'islamisme au Maghreb. La voix du Sud* (Karthala).

une vision digne de Blaise Pascal ! La vérité, c'est que l'on va devoir composer avec. Si on le fait, on comprendra qu'il nous arrive la même chose qu'à nos parents dans les années 50, avec l'émergence d'un discours nationaliste algérien qui a fait passer à la trappe toute l'intelligentsia française. Camus en tête ! A l'époque, on disait déjà : « Si les fellaghas arrivent au pouvoir, ce sera la fin de la civilisation, des droits de la femme ! ». Regardez la génération intermédiaire. En 1971,

lors de la nationalisation du pétrole algérien, on a aussi dit : « Ils ne sauront jamais tourner le robinet tout seuls, il faut se tromper de sens ! ». Et encore : l'idée de nationalisation était une passerelle avec la gauche. Ce qui caractérise notre perception des islamistes, c'est qu'il n'y a plus aucune passerelle idéologique entre une famille politique de gauche ou de droite avec la substance même de ce mouvement.

– Alors, ne pas diaboliser les islamistes...

– Mon dogme est le suivant : les islamistes ont un déficit de

ment islamique. Les non-islamiques sont les seuls que l'on accepte d'écouter. Il faut les laisser nous convaincre qu'ils sont en mesure de négocier avec les islamistes une solution politique. Mais la France a fait le contraire de cela. Il faut se souvenir avec quel cynisme les politiques, à Paris, et certains dignitaires religieux, à Alger, ont tenté de discréditer Rome.

– Mais, en Algérie, vous avez également une opposition kabyle. Elle n'est pas négligeable.

– Je me méfie de toute prospective qui tourne autour d'une « troisième force » – les femmes celi, les Kabyles celi – qui ne peut être considérée comme un axe crédible de mobilisation sociale anti-islamiste ou contre-islamiste. Les véritables dynamiques politiques passent à l'intérieur du mouvement islamiste. Ce qui compte, c'est de savoir si c'est le petit fou fascinant – qui existe ! – qui l'emportera, ou le niveau au-dessus, plus ouvert qu'on ne veut bien le dire en Occident.

– Nous sommes en partie responsables du rapport de forces actuel. Et j'ai le sentiment qu'en la matière nous menons la politique du pire. Il faut donner la parole aux intermédiaires non islamistes tout en sachant qu'ils ne remporteront pas les élections. Il y aura toujours des islamistes dans le paysage politique. Peut-être même détiendront-ils la majorité.

– Le pouvoir peut-il supporter sans réagir le niveau de violence actuel ?

– Il faut savoir qu'une partie de la violence est « provoquée ». Elle justifie de nouvelles répressions. Mais il reste deux lourdes incertitudes : les clivages internes au pouvoir et la dérive sociale qui pourrait déboucher, un jour, sur un soulèvement spontané de la rue. Les Algériens, l'opinion publique, « tiennent », mais à un prix exorbitant : une violence inouïe qui est mise, dans une certaine mesure, sur le compte de la France.

– Notre pays est considéré, à tort ou à raison, comme partie prenante dans cette dérive. Une chose est de lutter contre le terrorisme sur notre territoire, une autre est de criminaliser toute forme de solidarité, ne serait-ce que financière, avec le camp qui se fait massacrer de l'autre côté. En trois phrases, le pouvoir politique français pourrait renverser la donne. Regardez l'impact des déclarations de Jacques Chirac lors de son voyage à Jérusalem ! D'un geste, il a su montrer qu'il ne s'identifiait pas à la seule rhétorique israélo-américaine. Mais regardez l'aveuglement français sur la Tunisie ou l'Egypte ! Le jour où la France dira que les demandes dont sont porteurs les courants d'opposition islamique ne sont pas toutes illégitimes, on fera déjà baisser la pression.

Propos recueillis par Gilles Paris et Jean-Pierre Tuquoi

مكتبة الفصحى

Des représentants du maréchal Mobutu et de M. Kabila se sont rencontrés à Lomé

Des négociations entre les deux parties zaïroises devraient s'ouvrir « dans les prochains jours »

Les émissaires des autorités de Kinshasa et de la rébellion de Laurent-Désiré Kabila se sont rencontrés, mercredi 26 mars, à Lomé, en

marge du sommet extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur le Zaïre. Ils pourraient se revoir ultérieurement. Les

participants au sommet n'ont pas abordé la question des dizaines de milliers de réfugiés en détresse dans la région de Kisangani.

LOMÉ

Des négociations inter-zaïroises vont s'ouvrir « dans les prochains jours », a annoncé jeudi 27 mars, à Lomé, un délégué de l'Alliance re-

belle, M. Bizima Karaba. Mercredi, en fin de soirée, les représentants de Laurent-Désiré Kabila et ceux du maréchal Mobutu s'étaient déjà rencontrés en marge du sommet de l'Organisation de l'unité africaine. André Bobolko, vice-président du Parlement de transition zaïrois, et Honoré Ngbanda, conseiller spécial du président Mobutu d'une part, Gaëtan Kakudji et Bizima Karaba, tous deux commissaires aux affaires étrangères de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), d'autre part, se sont entretenus en présence du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, du président en exercice de l'OUA, Paul Biya, du chef de l'État camerounais et de son homologue togolais, Gnassingbé Eyadéma, hôte du sommet.

Rien n'a filtré du contenu de cette entrevue, les deux parties se refusant à toute déclaration. Les représentants de M. Kabila ont préféré se rendre immédiatement au banquet offert par le Togo, M. Karaba faisant remarquer : « Il faut

qu'on mange un peu ; chez nous, il n'y a rien à manger ». S'ils n'ont guère été loquaces face à la presse au long de la journée, les deux hommes ont multiplié ce genre de remarques pour souligner tout ce qui les sépare du régime qu'ils cherchent à renverser. « Si nous sommes arrivés discrètement, c'est qu'en trente-deux ans de tache à l'œil, ces gens-là ont ruiné notre pays », a expliqué Gaëtan Kakudji, un ancien journaliste.

Les représentants de l'AFDL ont assisté à la cérémonie d'ouverture qui a eu lieu au palais des congrès de Lomé. Comme les chefs d'État et de délégation, ils étaient assis sur la

scène, côté cour, alors que les représentants de Kinshasa se trouvaient côté jardin. Ils ont ainsi découvert le rituel de ce genre de cérémonie, mis à la sauce togolaise, mélange de religiosité – on a pu entendre l'Alléluia du Messie de Haendel auquel on avait rajouté un couplet demandant la paix au Zaïre – et de culte de la personnalité, la moitié du public portant des vêtements coupés dans un pagne à l'effigie du général Eyadéma.

CONFUSION

Les discours ont été précédés d'une minute de silence en hommage aux victimes des conflits de la région des Grands Lacs. Tous les in-

tervenants – les secrétaires généraux de l'OUA et de l'ONU, les présidents kenyan, togolais et camerounais – se sont accordés sur la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et de l'ouverture de négociations. Mais Kofi Annan est allé plus loin en mettant vigoureusement l'accent sur la nécessité de l'aide humanitaire aux déplacés et aux réfugiés – rendant au passage hommage aux agences de l'ONU, dont le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), « injustement critiquées » – et sur le respect des droits de l'homme. Il a demandé l'ouverture d'enquêtes sur les allégations de massacres commis dans les zones contrôlées par l'Alliance.

Dans la nuit, une certaine confusion régnait quant à la suite des événements. Un membre de délégation se plaignait de ne pas savoir si le sommet était clos ou non. On s'attendait à de nouvelles rencontres informelles. Jeudi, en début de matinée, un représentant de la rébellion annonçait que les premiers contacts de Lomé avaient été fructueux puisqu'ils allaient déboucher sur des négociations, qui pourraient se tenir rapidement, en Afrique du Sud ou, de nouveau, dans la capitale togolaise.

Thomas Sottiel

L'OMS craint une résurgence de la fièvre d'Ebola

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait état, mercredi 26 mars, à Kisangani de ses craintes d'une résurgence de la fièvre hémorragique d'Ebola dans l'est du Zaïre. « Nous sommes très préoccupés par les risques de maladies infectieuses émergentes dans cette région », a expliqué le Docteur Léonard Kimani, représentant de l'OMS. « On craint la fièvre hémorragique d'Ebola, dont on ne connaît pas très bien les modes de transmission, la résurgence de la tuberculose pulmonaire et l'apparition de maladies inconnues », a-t-il ajouté.

L'émergence de ces maladies pourrait être favorisée par le séjour de plusieurs mois dans la forêt de plusieurs centaines de milliers de réfugiés. En 1995, une épidémie de fièvre d'Ebola avait frappé la région de Kikwit (Zaïre), près de 1 000 km au sud-ouest de Kisangani, tuant 245 personnes.

A Kinshasa, les Blancs ne sortent plus le soir

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Kinshasa est dans l'expectative. Les Kinois attendent le prochain épisode du feuilleton politique dans lequel la démission du premier ministre les a plongés. Peut-être connaîtront-ils déjà la fin de la semaine. La liste définitive des candidats à la primature. Mais il y a peu de chance que le successeur de Léon Kengo wa Dondolo soit investi dans ses fonctions, avant début avril. La ville bruit de rumeurs et semble s'accommoder de cette incertitude politique.

L'inquiétude soulevée par les succès militaires des rebelles de Laurent-Désiré Kabila dans l'est du pays s'estompe. L'heure est à la diplomatie. Les Kinois, avides d'informations, vivent l'oreille collée au transistor. Ils écoutent les radios étrangères. Ils connaissent sur le bout des doigts les fréquences de Radio France Internationale, de La Voix de l'Afrique, de la BBC et Africa NT, ainsi que les heures des bulletins. Ils lisent collectivement les journaux – la presse est chère – et commentent allégrement les événements.

Les habitants de Kinshasa ne comprennent toujours pas pourquoi « les étrangers pa-

niquent ». Les Blancs ne sortent plus le soir. Les restaurants, à l'exception de quelques habitudes transgressant les consignes de leurs ambassades respectives, sont déserts. Les bars font le plein à l'heure de l'apéritif, puis se vident. Les expatriés jouent la prudence. Les chancelleries occidentales, les organisations non gouvernementales et les agences des Nations unies déconseillent vivement à leur personnel de sortir la nuit tombée.

LISTES D'ATTENTE

Jeudi dernier, après la Belgique et les États-Unis, la France a invité ses ressortissants dont la présence n'est pas indispensable à quitter « provisoirement » le Zaïre. Les épouses et les enfants des fonctionnaires français ont donc pris l'avion à destination de la métropole. L'école française a fermé ses portes, anticipant d'une semaine les vacances de Pâques. Elle devrait reprendre le cours normal de ses activités le 7 avril, mais aucune instruction précise n'a pour l'instant été donnée. 1 307 Français vivent au Zaïre, dont 953 à Kinshasa. Les autorités françaises estiment qu'en cas de « pépin » un tiers d'entre eux partiront sur-le-champ : pour un autre tiers ils

resteront restera jusqu'au dernier moment et les autres demeureront quoi qu'il arrive.

Les avions des compagnies européennes ont affiché complet pendant une bonne semaine. Mais, maintenant, les Indécis reportent leur réservation d'un vol sur l'autre, allongeant sensiblement les listes d'attente. Beaucoup de ceux qui sont obligés de voyager transitent par Nairobi, Johannesburg ou Abidjan, des itinéraires inusités à partir de Kinshasa, mais moins fréquentés.

Les Occidentaux ne sont pas les seuls à avoir pris leurs précautions. Les Libanais, commerçants et hommes d'affaires honnêtes, comme les trafiquants en tous genres proches du premier cercle présidentiel, ont traversé le fleuve pour s'établir momentanément à Brazzaville, la capitale du Congo. Ils ont été échaudés lors des derniers pillages en 1991 et 1993 et sont généralement les premiers visés. Les Africains se méfient d'eux – comme des Indiens et des Pakistanais – plus que des Européens, et les accusent de tous les maux. Ils sont les bœufs émissaires habituels de la vindicte populaire.

Frédéric Fritschier

La Côte d'Ivoire recense les réfugiés libériens, ses « frères en détresse »

TOULEPLEU

(ouest de la Côte d'Ivoire)

de notre envoyé spécial

Ce samedi 22 mars au matin, les réfugiés libériens de Toulepleu sont un peu inquiets. Ils vivent pour la plupart depuis sept ans, depuis le début de la guerre civile, dans ce petit village ivoirien, à quelques kilomètres de la frontière. Et voilà que le gouvernement d'Abidjan et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) viennent de décider de les recenser.

Les Libériens chassés de leur pays par un conflit qui, depuis la nuit de Noël 1989, a fait 150 000 morts et contraint à l'exode les deux tiers de la population ont été accueillis par les Ivoiriens comme « des frères en détresse », explique Yves N'Goran, haut fonctionnaire du ministère ivoirien de l'intérieur.

Ainsi, les Libériens se sont installés dans les villages de l'ouest de la Côte d'Ivoire, chez des parents plus ou moins proches – on parle la même langue de part et d'autre de la frontière, même si on est appelé guéré en Côte d'Ivoire et kranh au Libéria. Voilà pourquoi il n'y a pas de camps de réfugiés en Côte d'Ivoire, alors que ce pays de 14,7 millions d'habitants accueille environ 350 000 Libériens.

Pour savoir exactement combien ils sont, pour les doter de documents d'identité, et aussi pour contrôler leurs mouvements, tout a commencé par la pose de

bracelets – que l'on ne peut ôter sans les déchirer – à tous les réfugiés. Cette opération rapide sera suivie par le recensement proprement dit avec la distribution d'un questionnaire qui a suscité une controverse, puisque les réfugiés doivent déclarer, entre autres, leur appartenance ethnique, une question qui a conduit certains bailleurs de fonds à retirer leur soutien à l'opération.

INQUIETUDES

A Toulepleu, on attend environ 4 000 Libériens. Certains s'inquiètent. Hostiles au chef de la principale faction libérienne, Charles Taylor, pour qui la Côte d'Ivoire a eu quelques faiblesses par le passé, ils ont peur que les bracelets les désignent à la vindicte des miliciens dont les incursions ont fait 80 morts en Côte d'Ivoire depuis le début de la guerre. D'autres – chrétiens fondamentalistes pour la plupart – rechignent à arborer un signe distinctif qui n'est pas religieux. Mais, en milieu de matinée, tous portent la petite bande de plastique blanc, et dans les rues de Toulepleu on de Danané, la grande bourgade qui fut la base arrière de Charles Taylor, on s'aperçoit que les Ivoiriens ne sont qu'une minorité dans cette région.

Ce recensement, qui vient après la création d'une zone d'opérations militaires à la frontière avec le Libéria, et le retrait du soutien de la Côte d'Ivoire à Charles Tay-

lor, témoigne d'une volonté de soutenir un processus de paix aujourd'hui conduit par le Nigeria.

Si tout va bien, des élections auront lieu le 30 mai, qui mettront fin définitivement à la guerre civile. Déjà, au poste-frontière de Gbintia, du côté libérien, des taxis jaunes attendent des passagers pour les emmener à Monrovia.

Mais, à Toulepleu, Henry Johnson ne se fait pas d'illusions : « En 1995, je suis retourné chez moi, j'ai passé Noël au Libéria. J'avais débarrassé mes champs et reconstruit trois pièces de ma maison. Et puis la guerre est revenue et je suis reparti pour la Côte d'Ivoire. »

T. S.

Les Palestiniens désespèrent de l'attitude des Etats-Unis

Le rôle de Washington dans le processus de paix « est devenu foncièrement négatif », nous déclare un proche de Yasser Arafat

YASSER ABED RABBO n'y va pas par quatre chemins. « La manière dont se déroulent les négociations avec Israël pour l'application des accords déjà conclus a atteint ses limites. » L'Autorité palestinienne, qui est attachée à l'application de ces accords, désespère de l'efficacité du « parrain » américain du processus de paix et réclame d'ores et déjà la participation de « parties internationales, notamment l'Égypte et l'Union européenne », à ces négociations.

Les Israéliens, a expliqué au Monde le ministre palestinien de la culture et de l'information, qui était, mercredi 26 mars, de passage à Paris pour l'ouverture du Printemps palestinien (lire page 28), « ouvrent la négociation autour de tous les points qui ont déjà fait l'objet d'un accord et, lorsque nous abordons des questions nouvelles, ils entament une nouvelle négociation sur la manière d'appliquer les points d'accord ».

Quant aux États-Unis, « leur rôle est devenu négatif », affirme-t-il, foncièrement négatif. Ils ont utilisé leur veto [au Conseil de sécurité des Nations unies] à deux reprises en l'espace d'un mois. Lorsqu'il s'agissait de discuter du protocole d'accord sur Hébron, ils se sont présentés en partenaires pour atténuer l'image extrêmement négative de Netanyahou. En revanche, lorsqu'il s'est agi de la création d'une colonie de peuplement à Jérusalem-Est, ils ont affirmé que le problème devait être réglé de manière bilatérale.

« TRÈS PESSIMISTE »

Or, souligne le ministre palestinien, « le portemont ne peut être équilibré. Ou bien ils sont portemonts en tout, ou alors ils ne le sont pas du tout ». Washington, déplore-t-il, « se prépare à commettre une de ces fautes dont il est coutumier dans la région, en assurant une couverture totale au gouvernement israélien. Netanyahou n'aurait jamais eu une telle attitude s'il n'était assuré de la couverture américaine ».

M. Abed Rabbo ne pense pas que Dennis Ross, le coordonnateur américain du processus de paix, « soit porteur de propositions nouvelles pour sortir les négociations de l'impasse. L'idée des Américains, prévoit-il, est d'organiser une rencontre entre Netanyahou et Yasser Arafat, sans contenu ni projets précis, qui arrêterait la colonisation et amènerait Israël à respecter ses engagements et les accords ».

« Les Américains nous proposent peut-être la clé quelques séductions, certaines mesures d'allègement du blocus économique [des territoires palestiniens] ou de mise en activité limitée de l'aéroport de Gaza, etc. En échange, ils nous demandent d'accepter les faits accomplis de la colonisation israélienne et de l'application des accords conformément aux vues israéliennes », dit encore M. Abed Rabbo. « Ils s'imaginent peut-être que Yasser Arafat est un banquier qui dispose d'un crédit illimité, et qu'il peut accorder

sans fin des prêts sans intérêts. C'est là, observe-t-il, un jeu dangereux qui risque de coûter cher au processus de paix et aux parties qui le mènent. »

M. Abed Rabbo confirme que des responsables du Mouvement de la résistance islamique Hamas ont été récemment libérés de prison par l'Autorité palestinienne, mais il s'agit de « responsables politiques », précise-t-il, dont la remise en liberté visait à favoriser le dialogue engagé par l'Autorité avec le Hamas. « Nous avons invité toutes les parties [de l'opposition] au dialogue et avons décidé que toute attitude positive de leur part serait suivie

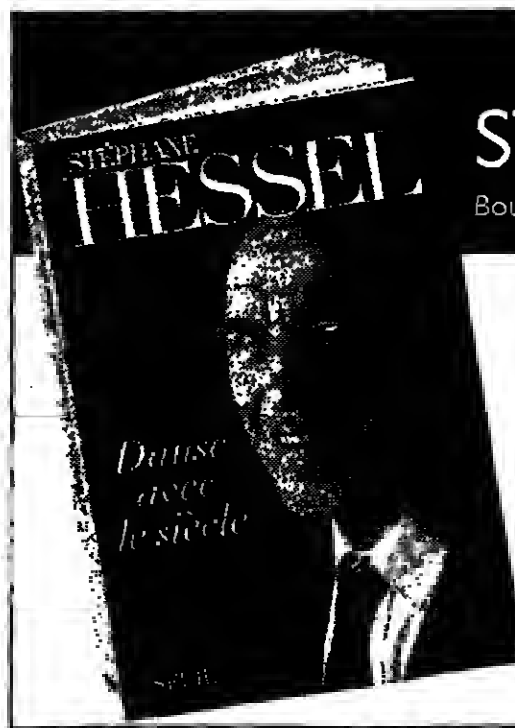
Nouvelle tournée de Dennis Ross

Le coordonnateur américain du processus de paix, Dennis Ross, est arrivé mercredi soir 26 mars à Rabat pour y rencontrer le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, en marge de la réunion du Comité islamique El Qods (Jérusalem). M. Ross pourrait également rencontrer le roi Hassan II du Maroc avant de se rendre en Israël pour s'entretenir avec le premier ministre, Benyamin Netanyahou. Il regagnera les États-Unis à la fin de la semaine pour informer le secrétaire d'État, Madeleine Albright, et le président Bill Clinton du résultat de ses entretiens. L'objectif est de désamorcer la grave crise que traversent les négociations israélo-palestiniennes.

d'une initiative positive de notre part. Même Ibrahim El Maqadme – que les Israéliens tiennent pour un des responsables militaires du Hamas et dont ils réclament l'arrestation – ne faisait l'objet, selon lui, d'aucune accusation. Nous le saupçonnerions de vouloir entreprendre une action contre les dirigeants palestiniens », affirme-t-il.

En clair, M. Abed Rabbo est « très pessimiste ». « Tous les ingrédients d'une explosion extrêmement dommageable pour le processus de paix sont réunis », estime-t-il, même s'il ne peut prédire la forme qu'une telle explosion prendra. « Le problème, avec le gouvernement israélien actuel, ne tourne pas autour de la mise en application des accords, mais sur le fait que ce gouvernement rejette la conception qu'a le Likoud de la paix, c'est-à-dire une auto-administration des Palestiniens, sous souveraineté israélienne, dans le cadre du Grand Israël. » Aussi ne s'agit-il pas aujourd'hui, à son avis, d'une crise au sein du processus de paix, comme il y en eut sous le gouvernement travailliste israélien, mais d'une crise de propos [des fondements mêmes] de ce processus, et c'est très grave ».

Mouna Naïm



STÉPHANE HESSEL

Bouillon de culture le 4 avril

De la jeunesse allemande à la Résistance et à la déportation, d'une brillante carrière diplomatique à la défense des sans-papiers, l'itinéraire d'un non-conformiste.

Editions du Seuil

هكذا من الأهل

Journée nationale de grève en Russie contre le non-paiement des salaires

Le Kremlin s'emploie à désamorcer la crise

MOSCOU
de notre correspondant

La seconde révolution russe n'aura probablement pas lieu jeudi 27 mars. A l'approche de cette journée nationale de grève et de protestation contre le non-paiement des salaires et des retraites en Russie (plus de 30 milliards de francs d'arriérés), les autorités russes ont utilisé une recette classique mais qui a fait ses preuves pour éloigner le spectre d'un « scénario albanais », à la fois redouté par le pouvoir et agité en sous-main pour dissuader les mécontents. Usant de la carotte et du bâton, le gouvernement russe a annoncé, la veille de la grève, qu'il allait débiter plus de 3 milliards de dollars (près de 17 milliards de francs) pour commencer à régler ses dettes. Parallèlement, le ministère de l'Intérieur « conseillait » aux « fauteurs de troubles canaux » de rester chez eux, sous peine de voir leur nom sans avoir fait savoir que « tous les moyens » seraient utilisés pour prévenir des « désordres de masse ». Jouant sur la peur, pour faire chuter la participation aux manifestations, un « syndicaliste », vraisemblablement en service commandé, a affirmé que les communistes se préparaient à dévaliser les dépôts d'armes.

Persone ne croit cependant que l'explosion sociale annoncée aura lieu ce jeudi. Depuis des semaines, le Kremlin s'est employé à désamorcer la crise. D'abord, le président Boris Eltsine a renouvelé et réajusté son gouvernement, qui compte aujourd'hui une figure populaire, le jeune premier ministre Vladimir Poutine. Ensuite, les autorités ont préventivement traité les points les plus chauds : souvent précédés par des transferts de fonds, les ministres et les gouverneurs ont mené ces derniers jours des négociations dans les zones les plus durément touchées par la crise, comme les mines du Kouzbass, en Sibirie.

EXPLOSION SOCIALE PEU PROBABLE
Mais si l'on exclut les manœuvres d'intimidation et de séduction du pouvoir, d'autres raisons permettent de douter de l'imminence d'une explosion sociale. D'abord, il n'existe ni structures ni chef, politique ou syndical, qui la souhaitent. La principale formation politique d'opposition, le Parti communiste de Russie (KPRF), encadré par la fraktion de la nomenklatura exclue du partage, a choisi depuis son échec à la présidentielle de 1996 une stratégie de collaboration avec le pouvoir. Au

plan syndical, la principale organisation du pays reste la Fédération des syndicats indépendants de Russie, qui n'est rien d'autre que l'héritière des structures syndicales soviétiques. Membres de droit de la nomenklatura, ses dirigeants semblent plus occupés à gérer les immenses biens immobiliers (hôtels, saunas, maisons de repos, etc.) de l'ex-centrale syndicale soviétique qu'à défendre les droits de ses adhérents (où l'on doit aussi compter des directeurs d'usine, des membres du gouvernement...). « La Fédération n'organise pas la vague de protestation, mais s'unit avec elle », estime ainsi Sergueï Markov, analyste politique de la Fondation Carnegie à Moscou.

L'autre motif qui fait douter qu'une explosion sociale se déclenche aujourd'hui est qu'une immense majorité de la population ne la souhaite pas non plus. Les Russes paraissent épuisés par les chocs répétés qui leur ont été assés et n'aspirent à rien d'autre qu'à une vie calme et « normale ». Il y a donc fort à parier que de nombreux mécontents profiteront du 27 mars pour se livrer à l'occupation qui, seule, assure la survie du peuple, du tsarisme au capitalisme en passant par le communisme : planter des pommes de terre dans un bout de terrain.

Cependant, le crédit des autorités et la patience du peuple ne sont pas illimités. Le gouvernement a quelques mois pour mettre un terme à la crise des non-paiements, qui trouve ses racines dans la dépression économique et dans la corruption du pouvoir.

Même si le nouveau cabinet mis en place par Boris Eltsine représente indéniablement un espoir, il semble déjà avoir renoué avec la principale difficulté du précédent : comment faire payer les impôts aux entreprises qui ont de l'argent mais qui sont protégées en haut lieu. Le cas de Gazprom, qui doit près de 3 milliards de dollars d'impôts à l'Etat, est devenu symbolique. Créée et protégée par le premier ministre, toujours en place, Viktor Tchernomyrdine, cette entreprise de production de gaz allait devoir, disait-on, acquitter ses dettes, au risque d'être démantelée. Il semble que les « jeunes loups » de Boris Eltsine aient déjà fait marche arrière : Gazprom est devenu officiellement le « moins néfaste » des monopoles, et il n'est plus question de le briser mais de le « restructurer » avec une « approche équilibrée ».

Jean-Baptiste Naudet

Rome présente un nouveau plan d'économies pour entrer dans l'Union monétaire

Le tour de vis préconisé par le gouvernement représente quelque 50 milliards de francs pour 1997

La coalition de centre gauche qui dirige l'Italie depuis un an est décidée à tenir ses engagements budgétaires pour que le pays, membre

fondateur de la construction européenne, puisse entrer dans l'Union économique et monétaire dès son lancement, en janvier 1999. Le président

du conseil, Romano Prodi, a réuni, jeudi 27 mars, son gouvernement pour entériner des économies de l'ordre de 50 milliards de francs en 1997.

ROME

de notre correspondant

Le conseil des ministres italien s'attela, jeudi 27 mars, à sa manœuvre. Romano Prodi, le président du conseil, l'avait confié : « Ce sera avant Pâques ». La manœuvre est la rectification de la loi de finances adoptée à la fin de l'année 1996 pour 1997. Ce correctif est capital car c'est grâce à lui que l'Italie entend remplir le critère d'équilibre budgétaire du traité de Maastricht et peut avoir ainsi des chances d'entrer dans l'Union économique et monétaire (UEM) dès le 1^{er} janvier 1999.

Le montant des nouvelles économies envisagées était d'environ 16 000 milliards de francs, soit près de 50 milliards de francs, afin de ramener le déficit public de 3,8 % du PIB actuellement aux 3 % imposés par Maastricht. Sur ces 16 000 milliards, 11 000 milliards devaient correspondre à des restrictions supplémentaires et 5 000 milliards à de nouvelles recettes.

Depuis deux semaines, les bruits les plus divers ont circulé sur la façon dont ils seraient trouvés. « Une chose est certaine, nous les trouverons. Le gouvernement s'est ancré à un défi : que l'Italie fasse partie de l'Europe, coûte que coûte », a déclaré au journal *La Stampa*, Walter Veltroni, vice-président du conseil. C'est pourquoi nous avons déjà fait un correctif de 85 000 milliards, réduit de moitié au presque l'inflation, créé les conditions pour abaisser de 3 points les taux d'intérêt et réduit le déficit public de 6,8 % à 3,8 %.

Lorsque le correctif sera adopté, l'entrée dans l'Europe sera chose faite. Ce gouvernement pourra dire qu'il a tenu sa parole et qu'il a réalisé la plus grande réforme du pays au cours des vingt dernières années. « Nous sommes dans la dernière ligne droite », a déclaré le ministre des Finances, Carlo Azeglio Ciampi. « Nous sommes dans la dernière ligne droite », a-t-il dit. Il ne manque que quelques pas pour y arriver.

Ces derniers jours, Romano Prodi et quelques membres de son gouvernement ont rencontré

tous les acteurs importants de la vie sociale et économique du pays (patronat, syndicats et partis politiques), afin de leur soumettre des propositions et de recueillir les avis sur ce nouveau tour de vis budgétaire. Les syndicats et la fondazione comunista, force d'appoint du gouvernement, ont mis le holà à d'éventuelles coupes sur les retraites et la santé.

Les sacrifices proposés n'ont pas eu l'air de déplaire à Fausto Bertinotti, le secrétaire de Rifon-

da de Rome, a été considérée comme un avertissement. 300 000 personnes se sont retrouvées dans la rue. C'est la première fois qu'une telle manifestation - même si elle était modérée - avait lieu contre le pouvoir de centre gauche depuis la victoire de la coalition de l'Olivier aux élections d'avril 1996. Fausto Bertinotti en était, bien évidemment, mais aussi Massimo D'Alema, secrétaire du Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-communiste), la princi-

chell, sous-secrétaire à la présidence du conseil, le montant définitif du correctif serait de 15 300 milliards de francs. Un montant légèrement supérieur aurait été demandé par certains ministres pour disposer d'une marge de sécurité. Cette requête aurait été rejetée, de même que les recommandations du Fonds monétaire international (FMI), qui parlait de la nécessité de 20 000 milliards de francs. « Les comptes, c'est nous qui les faisons et nous les faisons tranquillement et sereinement », a précisé M. Michel-

Reporter l'euro serait juridiquement impossible

Membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, l'industriel Jean-Pierre Gérard a réaffirmé, mercredi 26 mars, sa conviction que l'intérêt français commande que l'Italie, l'Espagne, le Portugal entrent dès son lancement dans l'Union monétaire. « A la limite, il est préférable de reporter d'un an deux ans la mise en place de l'euro » plutôt que de la faire sans eux, a-t-il estimé. Selon le président de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, un report est cependant juridiquement impossible. « La lettre du traité, dans l'analyse de nos juristes, ne permet pas un tel report », a-t-il dit au journal *Le Monde*.

Pour la délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale, qui a rendu un rapport, six pays (Luxembourg, Allemagne, France, Autriche, Belgique et Pays-Bas) « seront certainement dans le premier train » de l'euro ; la Finlande et l'Irlande devraient en être « sans trop de problèmes » ; l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Suède « pourraient être jugés en mesure de participer dès l'origine ».

dazione, qui, à l'issue d'une réunion au siège du gouvernement, mercredi, s'est déclaré satisfait de ses entretiens. Aucun avantage social ne serait touché et aucune nouvelle taxe créée. On prévoyait que certaines économies seraient opérées dans les budgets des postes, des transports ferroviaires, de l'armée, et des anticipations de paiements d'impôts. M. Bertinotti a affirmé que, dans « l'euro de Pâques, il n'y aura pas de chantage émissioinaire ».

La partie est très serrée pour le gouvernement. C'est pourquoi il a pris toutes les précautions possibles afin d'éviter une levée de bouilliers. La grande manifestation pour l'emploi, organisée samedi 22 mars par les trois grandes centrales syndicales dans les rues

pale formation de la majorité. Sa présence a suscité pas mal de sarcasmes au sein de l'opposition. Comme on peut-on appuyer le gouvernement et descendre dans la rue pour protester contre sa politique ? Un paradoxe que M. D'Alema n'a pas voulu expliquer : un important et musclé service d'ordre a empêché les représentants de la presse de lui poser la question.

LE PAS DE CLERC DE M. DINI

C'est en tant que dirigeant du PDS que Massimo D'Alema a également été reçu, mercredi, par le gouvernement afin de faire valoir son point de vue non pas sur l'emploi mais sur la manœuvre bis. Lui aussi est ressorti satisfait de cette réunion. Selon Enrico Mi-

Au beau milieu des efforts du gouvernement visant à trouver les ajustements nécessaires, la « sortie » de Lamberto Dini, ministre des affaires étrangères, ne pouvait donc pas plus mal tomber. Dans un entretien au quotidien économique *Il Sole 24 Ore*, il avait estimé, mardi 25 mars - le jour même des cérémonies d'anniversaire de la signature du traité de Rome - qu'un « report d'un an [de la monnaie unique] serait utile pour tous ». Des propos immédiatement ouverts : « Je n'ai pas demandé le report, j'ai simplement répété ce que je dis depuis longtemps, c'est-à-dire qu'un peu de temps supplémentaire serait utile à tous. » Romano Prodi a remis immédiatement les pendules à l'heure : « L'Italie est prête à entrer dans le premier groupe de la monnaie unique et ne demande ni report ni changement », a-t-il dit, calmant la mini-tempête provoquée par ce pas de clerc. Seul Fausto Bertinotti a estimé que « la position de Dini constitue un problème politique pour la majorité ».

Jacques Santest, président de la Commission européenne, a encouragé, mercredi, les efforts faits par l'Italie et s'est déclaré « confiant ». Interrogé sur ces propos laudatifs, Romano Prodi a seulement souri : « L'optimisme ne se cammante pas, il se s'avoure ».

Michel Bole-Richard

L'Armée républicaine irlandaise passe à l'action à la veille de l'ouverture de la campagne électorale en Grande-Bretagne

LONDRES

de notre correspondant

Quelques heures à peine après la mise en garde du chef de la police londonienne sur une reprise probable des attentats de l'IRA pendant la campagne électorale, deux bombes de faible puissance ont explosé, mercredi 26 mars au petit matin, à Wiltshire, au sud de Liverpool. Les engins avaient été placés sur l'une des voies ferrées les plus fréquentées de Grande-Bretagne reliant Londres à Glasgow. Au même moment, une alerte à la bombe à Doncaster interrompait également le trafic sur la ligne Londres-Edimbourg.

Les explosions, attribuées à l'Armée républicaine irlandaise, ont pas fait de victimes. Elles n'étaient pas destinées à tuer mais à causer un maximum de perturbation sur le réseau ferroviaire juste avant les heures de pointe. Il s'agit du premier attentat de l'IRA en terre anglaise depuis celui qui, en juin 1996, avait ravagé le centre de Manchester durant l'Euro de football.

Il a été unanimement condamné par les dirigeants britanniques. Le premier ministre, John Major, l'a qualifié de « bras d'honneur à la démocratie », et le dirigeant de l'opposition, Tony Blair, a réaffirmé « la détermination de fer » de tout futur gouvernement face au terrorisme. John Bruton, chef du gouvernement irlandais, avait déclaré mardi que « l'IRA était venue à bout de la patience de tous les hommes politiques démocrates ».

L'IRA a réaffirmé dans un message sa volonté « de mettre fin une fois pour toutes » au régime antidémocratique au Nord et de parvenir à « la réunification de notre pays et à l'établissement d'une république socialiste démocratique ».

dans les trente-deux comtés », tout en se disant « prêts à faire face à ses responsabilités en facilitant un processus pour résoudre durablement le conflit entre le gouvernement britannique et le peuple irlandais ». Sa détermination reste donc entière.

PARADE INAUGURALE

Mais l'organisation républicaine a surtout voulu manifester sa capacité de frapper à un moment où la situation en Irlande du Nord est pour le moins bloquée. Le Parlement vient de proroger pour un an la législation antiterroriste dans la province, où la violence suit son cours dramatique : les deux dernières victimes au date sont un père de famille catholique assassiné par un terroriste protestant et un ex-pasteur méthodiste suspecté d'homosexualité battu à mort par un autre extrémiste loyaliste. Le week-end pascal verra à la fois la célébration du 31^e anniversaire de l'insurrection de la poste centrale de Dublin - prélude à l'indépendance de l'Irlande du Sud - et la première marche protestante de l'année, à Belfast.

Après les violents débordements de 1996, cette parade inaugurale devrait se dérouler sans incidents, les deux camps ayant apparemment décidé de faire preuve de modération. Mais les protestants de l'Ordre d'Orange demeurent divisés à ce sujet à quelques semaines de la mise en place de la nouvelle commission chargée par le gouvernement de contrôler ces marches. Et, en cette période électorale, la tentation est grande au sein des deux communautés de se livrer à de la surenchère sectaire pour s'attirer les suffrages.

Ainsi, le torchon brûle entre les deux principaux chefs de file pro-

testants, David Trimble et le révérend Ian Paisley, le premier ayant traité son rival de « grande gueule agressive » dont « les slogans et les comédies » ont abouti à rien en trente ans. Du côté catholique, la décision improvisée, la semaine dernière, de Roisin McAliskey - fille de l'ancienne députée nationaliste Bernadette Devlin, actuellement emprisonnée dans l'attente de son extradition vers l'Allemagne, où elle est accusée d'avoir participé à un attentat antiterroriste - de se présenter à la députation avait soulevé un tollé dans le camp nationaliste. Devant les protestations du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, et du Parti travailliste social-démocrate (SDLP, nationaliste modéré), M^{me} McAliskey a été contrainte de retirer sa candidature.

Il est difficile de dire ce que donneront les élections dans la province en raison de ces multiples divisions. Celles qui existent dans les rangs protestants risquent de faire le lit de candidats nationalistes, mais ces derniers pourraient également pâtir de leurs propres rivalités.

En particulier, le SDLP et le Sinn Féin se livrent un combat sans merci pour les suffrages catholiques. Parmi les candidats républicains, on devrait compter Gerry Adams et Martin McGuinness, qui se refusent toujours à condamner les attentats de l'IRA et affirment que l'Etat britannique est lui aussi coupable de terrorisme depuis le massacre par des militaires de quatorze catholiques à Londonderry, il y a vingt-cinq ans, lors du Dimanche sanglant.

Dans une file où l'histoire se conjugue toujours au présent, le Bloody Sunday continue d'envenimer les relations entre la communauté nationaliste et l'Ordre. D'autant que, selon de récentes révélations de la télévision britannique, plusieurs victimes auraient été tuées par des tirs d'élite anglais, et l'enquête aurait été sciemment bâclée.

Les catholiques du Nord, comme Dublin, réclament aujourd'hui l'ouverture d'une nouvelle enquête pour connaître enfin la vérité sur ce drame.

Patrice de Beer

le nouvel
Observateur

LES VRAIS BONS LYCÉES

Le banc d'essai
1997 de tous les
lycées de France

A STRASBOURG CONTRE LE PEN

En vente chez votre marchand de journaux

هكذا من الفصل

u plan d'économies
monétaire

Bonn s'oppose toujours à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

ANKARA. « La Turquie n'a aucune chance de devenir membre de l'Union européenne avant une période assez longue », a déclaré, mercredi 26 mars, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel. Ces propos ont été tenus à l'issue d'une visite d'une journée à Ankara, au cours de laquelle le chef de la diplomatie allemande s'est entretenu avec son homologue Tansu Ciller ainsi qu'avec le premier ministre, Necmettin Erbakan. Les dirigeants turcs, à l'occasion de cette rencontre, n'ont pas réitéré leur volonté de bloquer l'élargissement de l'OTAN tant que la question de leur entrée dans l'Union européenne ne serait pas réglée. La visite de Klaus Kinkel a eu lieu dans un contexte tendu : le chancelier Kohl ainsi que d'autres dirigeants chrétiens-démocrates européens ont exclu récemment toute perspective d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. - (Corresp.)

L'Allemagne envisage de limiter l'immigration en provenance des pays non-membres de l'UE

BONN. L'Allemagne est entrée dans un vif débat autour de l'immigration. Un document de travail de la CDU du chancelier Kohl envisage de réduire, en vue d'un projet de loi, l'immigration en provenance des pays non-membres de l'Union européenne. D'après un passage de ce texte particulièrement controversé, des quotas devront notamment être établis en ce qui concerne l'immigration de Juifs d'Europe centrale et de Russie, qui ont été 60 000 à venir s'installer en Allemagne depuis la fin de la guerre froide, et dont 150 000 autres seraient en attente de documents leur permettant de le faire. La communauté juive d'Allemagne a fait part publiquement de sa stupeur, et dénonce le caractère « populiste » de ce projet. - (Corresp.)

A Cuba, l'ex-général de La Guardia est à nouveau placé en détention

LA HAVANE. L'ex-général cubain, Patricio de la Guardia, condamné à trente ans de prison en juillet 1989 dans le cadre d'un procès pour trafic de drogue, a été de nouveau placé en détention, mardi 25 mars, un peu plus d'une semaine après avoir été libéré, a-t-on appris mercredi de source proche de sa famille. L'ancien officier est l'un des principaux condamnés du procès Ochoa, du nom du général Arnaldo Ochoa, condamné à mort et fusillé en même temps que le colonel Antonio de La Guardia, frère jumeau de Patricio et que deux autres officiers. A l'issue de ce procès, une dizaine d'autres accusés, dont Patricio de la Guardia, avaient été condamnés à des peines de dix à trente ans de prison.

Le général Ochoa, un héros de la guerre d'Angola, était accusé d'être en relation avec le cartel colombien de Medellín qui, selon l'accusation, aurait versé 3,4 millions de dollars pour pouvoir faire transiter de la cocaïne par Cuba. Dans un texte publié par le Monde, le 31 juillet 1992, Patricio de la Guardia affirmait que « les plus hautes instances » de Cuba étaient au courant des opérations pour lesquelles lui et son frère avaient été condamnés. - (AFP)

Qiao Shi a préparé la visite de Jacques Chirac en Chine

PARIS. Le président de l'Assemblée nationale populaire de Chine (ANP), Qiao Shi, s'est entretenu, mercredi 26 mars, avec le ministre des affaires étrangères Hervé de Charette. Cet entretien a porté principalement sur la préparation de la visite que le président Jacques Chirac doit effectuer en Chine à la mi-mai. M. Qiao, qui occupe le troisième rang dans la hiérarchie de l'Etat chinois, a également rencontré, mercredi matin, Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. M. Qiao, en France jusqu'au 31 mars, sera reçu, jeudi, par Jacques Chirac. - (AFP)

EUROPE

■ AUTRICHE : le chancelier Viktor Klima a déclaré, mercredi 26 mars, dans un entretien publié par le quotidien viennois Kurier, que les Autrichiens devraient se prononcer par référendum sur l'adhésion éventuelle de leur pays à l'OTAN. L'abandon de la neutralité est un geste grave, a-t-il dit, qui doit être décidé par le suffrage universel comme l'a été l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne.

■ TURQUIE : le Parlement a renouvelé pour quatre mois, mercredi 26 mars, l'état d'urgence en vigueur dans le sud-est anatolien depuis 1987, théâtre de la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). La décision sera effective à partir du 30 mars dans neuf régions : Batman, Bingöl, Bitlis, Diyarbakir, Hakkari, Tunceli, Siirt, Sînak et Van. Le Parlement avait aboli, en novembre 1996, le régime d'état d'urgence dans la province de Mardin, à la frontière avec la Syrie. - (AFP)

■ BIÉLORUSSIE : en représaille à l'expulsion d'un de ses diplomates en poste à Minsk, le gouvernement américain a déclaré persona non grata le premier secrétaire et consul de Biélorussie à Washington, mercredi 26 mars, l'enjoignant de quitter le pays « sous vingt-quatre heures ». - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ARABIE SAOUDITE : le milliardaire saoudien Walid Ben Talal, a annoncé, mercredi 26 mars, avoir accepté d'acheter, pour un montant de 20 millions de dollars (113 millions de francs), 5 % des actions de la société de croisières Norwegian Cruise Line. Ce neveu du roi Fahd, qui possède déjà des parts dans de multiples chaînes d'hôtels, avait annoncé, lundi, avoir acheté six des huit hôtels de la chaîne Princess. Quelques jours plus tôt, il avait pris 5 % des parts de la compagnie aérienne TWA. - (AFP)

■ IRAK : des médecins français sont à Bagdad pour opérer dans les prochains jours Oudai Saddam Hussein, le fils du président, hospitalisé après un attentat en décembre 1996, ont indiqué, mercredi 26 mars, des sources françaises. Selon l'une d'entre elles, Oudai Saddam Hussein « va mal ». - (AFP)

ÉCONOMIE

■ ITALIE : le taux de chômage a atteint 12,4 % de la population active en janvier, contre 12,2 % en octobre, a annoncé l'Institut national de statistiques, mercredi 26 mars. Ce taux est environ deux fois plus élevé dans le sud que dans le nord du pays. Il ne tient pas compte de l'économie souterraine, qui fournirait 2 millions de postes de travail environ. 2,8 millions de personnes étaient officiellement inscrites au chômage en janvier. - (AFP)

■ MADAGASCAR : le Club de Paris, qui regroupe les pays riches créanciers des pays pauvres, a décidé de recommander à ses membres une restructuration de la dette de Madagascar comportant une annulation de 67 % de sa dette, a annoncé le Club, mercredi 26 mars. - (AFP)

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 28 MARS 1997 / 5

L'expert de l'ONU pour les personnes disparues en ex-Yougoslavie a présenté sa démission

Manfred Nowak dénonce l'insuffisance des moyens pour l'exhumation des charniers

L'expert de l'ONU pour les personnes disparues en ex-Yougoslavie, Manfred Nowak, a présenté, mercredi 26 mars, sa démission devant la

Commission des droits de l'homme des Nations unies, qui est réunie au Palais des Nations, à Genève, du 10 mars au 18 avril. Il a notamment dé-

noncé l'insuffisance des moyens et le manque de soutien de la communauté internationale pour l'exhumation des charniers.

GENÈVE

de notre correspondant

Une solution au problème des disparitions est « la condition essentielle à l'établissement d'une paix et d'une justice durables en ex-Yougoslavie et dans la région », a affirmé Manfred Nowak en présentant, mercredi 26 mars, sa démission devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU. L'expert autrichien de l'ONU pour les personnes disparues en ex-Yougoslavie a expliqué les motifs de sa décision par le manque de soutien, tant politique que matériel, qui constitue un frein aux opérations d'exhumation de fosses communes, ainsi que l'absence de coordination sur le terrain des intervenants internationaux, un manque de clarté dans la répartition des tâches et un chevauchement des mandats. Il reproche entre autres à la Force internationale d'interposition (IFOR) de n'avoir rien fait pour la sécurité des experts s'efforçant d'identifier les corps, et dénonce aussi l'absence totale de coopération de la part du gouvernement de la République

fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro).

Les activités de M. Nowak avaient débuté dès l'entrée en vigueur de l'accord de Dayton, le 14 décembre 1995. Un premier budget d'un montant de 6,12 millions de dollars avait été prévu afin de pouvoir exhumier et identifier mille corps. L'exhumation et l'identification de chaque corps revient à 1 000 dollars. Or seulement 300 000 dollars, soit 5 % de la somme nécessaire, ont pu être recueillis.

A LA RECHERCHE DE 25 000 PERSONNES

L'expert de l'ONU estime que le nombre de cas de disparitions enregistrées et non étudiées s'élève à 25 000. Ce nombre est, selon lui, un des plus élevés au monde. Quelque 20 000 personnes ont disparu en Bosnie-Herzégovine, victimes de la politique du nettoyage ethnique. Dans son rapport, M. Nowak rappelle que, lors de l'attaque de Srebrenica, les musulmans valides et mobilisables, âgés de quinze à soixante-dix ans, ont

été rassemblés dans un stade de football sans qu'on sache ce qu'ils sont devenus, que des civils auraient été victimes d'exécutions sommaires, que des femmes, des enfants et des vieillards ont été contraints à des « marches de la mort », et, selon des témoignages de réfugiés de l'intérieur, 2 000 hommes, au moins, ont été fusillés par groupe de cinq à dix personnes.

En République de Croatie, on déplore 5 000 disparitions, dont 2 500 au moins ont été aussi victimes du nettoyage ethnique. On évalue à 2 000 le nombre de Serbes de Croatie qui ont disparu, mais ce chiffre n'a pu être vérifié par l'expert de l'ONU. Environ 1 000 soldats serbes ont péri sans laisser de traces. Il y a eu deux grandes vagues de disparitions : la première s'est déroulée en Bosnie orientale entre avril et septembre 1992, et une seconde dans la Krajina bosniaque (Bosnie-Herzégovine occidentale) entre mai et août 1992. Le Danemark, l'Allemagne, l'Irlande et la Grèce se placent par-

mi les pays qui ont le plus contribué financièrement à la recherche et à l'identification des corps. L'Union européenne, les Pays-Bas et la Finlande ont fourni des médecins légistes pour aider aux exhumations entreprises par les autorités locales, chacune dans les territoires qu'elles contrôlent. Des spécialistes français et ceux du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont supervisé ces travaux. En conclusion, M. Nowak a rappelé à la communauté internationale la responsabilité qui lui incombe, « en vertu de la déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, de procéder à une enquête approfondie sur chacun des cas (...) signalés, de traduire les coupables en justice et d'indemniser correctement les victimes et leurs proches ». Enfin, il estime nécessaire de mettre en place sur le terrain, en ex-Yougoslavie, un centre de liaison pour les recherches des personnes disparues.

Isabelle Vichniac

GROUPE CRÉDIT NATIONAL B F C E

1996, PLATE-FORME DE DÉPART DU NOUVEAU GROUPE

- Une évolution du nouveau groupe en ligne avec les projections du Projet d'entreprise à trois ans.
- Progression des métiers bancaires à l'international et des activités de marché, mais faiblesse de l'activité de crédit à moyen et long terme et du capital investissement. Bonne performance du sous-groupe BFCE.
- Bénéfice net (part du groupe) : 98 millions de francs après provisions pour restructuration.
- Proposition d'un dividende de 10 francs par action avant avoir fiscal.

LES CHIFFRES CLES

(en millions de francs)	1995 pro forma	1996	Variation	(en milliards de francs)	31.12.1995	31.12.1996
Produit net bancaire	4 079	5 939	+ 5,4 %	Total de bilan	333,5	288,5
Résultat brut d'exploitation	1 372	1 224	-10,8 %	Fonds propres totaux	17,3	17,4
Provision pour charges de restructuration		(250)*		Ratio de solvabilité	9,01 %	9,35 %
Résultat net (part du groupe)	524	98				

* sur un total de 500

L'année 1996 a été pour le nouveau groupe Crédit National-BFCE l'année de la mise en place de sa nouvelle organisation. Dans un contexte qui sera resté peu favorable pour les activités de crédit aux entreprises en France, le groupe a quasiment stabilisé le PNB 1996 de ses activités concurrentielles au niveau de celui de l'année dernière. Les profits réalisés ont été largement affectés à une charge exceptionnelle de restructuration de 250 millions de francs (part passée en résultat), mais ils permettent de dégager un bénéfice net, part du groupe, de 98 millions de francs.

L'ANALYSE DU PNB DÉMONTRER UN RÉÉQUILIBRE

DÉJÀ BIEN ENGAGÉ DES SOURCES DE REVENUS DU GROUPE

En 1996, le PNB des activités concurrentielles a atteint 5 361 millions de francs, contre 3 385 millions de francs en 1995 (+0,7 %). La progression satisfaisante du PNB de la direction des Marchés (+39 %), de la Gestion et Intermédiation (+7 %) et de la direction Internationale (+6 %) a pratiquement compensé la baisse du PNB de la Banque commerciale France (-7 %) et la détérioration de la contribution du capital investissement.

Le groupe tire ainsi parti de la bonne conjoncture qui a prévalu dans les activités liées aux marchés financiers ainsi que dans des zones géographiques où le groupe est bien implanté (Amérique du Nord et Asie), alors qu'en France la faible demande de crédits nouveaux, la baisse naturelle ou accidentelle des encours à moyen et long terme ainsi que la pression concurrentielle sur les marges et les tarifs sont restées la règle. L'effort de provisionnement sur le portefeuille du capital investissement a également significativement réduit la contribution de ce métier au PNB du groupe. Dans le même temps, les revenus issus des activités institutionnelles (exercées pour le compte de l'Etat) ont poursuivi la dérive prévue, tandis que la contribution de la trésorerie sociale a diminué par rapport à 1995, en raison notamment de la baisse des taux, et de moindres revenus des titres de participation.

Au-delà de ces évolutions différenciées, les lignes de force inscrites dans le Projet d'entreprise à trois ans se traduisent par :

- une croissance de la part des revenus générés hors de France (22 % du PNB global contre 20 % en 1995) ;
- une bonne progression des activités les moins concurrentielles de fonds propres, telles que notamment les activités de marché dont le PNB est passé de 10 % en 1995 à 14 % en 1996. La part du PNB provenant des commissions a ainsi atteint 30 % en 1996, contre 27 % en 1995. Il faut noter la bonne performance de la BFCE, dont la contribution au PNB du groupe augmente de 10 % ;
- Le PNB global s'inscrit ainsi à 5 939 millions de francs, en recul de 3,4 % par rapport à l'exercice 1995 (4 079 millions de francs).

■ Les charges sont maîtrisées grâce en particulier aux premières économies liées au rapprochement.

Les charges d'exploitation du groupe (2 715 millions de francs en 1996, contre 2 707 en 1995) sont stables (+0,3 %). Elles résultent :

- d'une progression modérée des frais de personnel (+2,1 %) due au renforcement du réseau international et de certaines équipes très spécialisées ;

- d'une forte baisse (-3,1 %) des autres charges d'exploitation et amortissements : les premières synergies de moyens dégagées dès 1996, notamment par la mise en commun des systèmes d'information, ont déjà permis de réaliser des économies de charges externes significatives.

■ Le résultat brut d'exploitation s'élève à 1 224 millions de francs, contre 1 372 millions de francs en 1995 (-10,8 %). Cette baisse est due essentiellement à la répercussion sur le RBE de la diminution du PNB d'origine non commerciale.

■ Le montant du solde des dotations nettes sur créances atteint 747 millions de francs, pour l'ensemble de l'exercice, contre 458 millions de francs pour le seul premier semestre ; il s'élevait à 698 millions de francs pour 1995, mais après reprise nette de 359 millions de francs de provision inscrite au passif. La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence reflète pour une large part la participation du groupe au financement de quelques grands projets immobiliers parisiens. Le solde négatif (-158 millions de francs) est très nettement inférieur à celui de l'exercice 1995 (-513 millions de francs).

■ 500 MILLIONS DE FRANCS DE CHARGES DE RESTRUCTURATION (dont 250 millions ayant un impact sur le compte de résultat)

Le groupe avait pris en compte au premier semestre 1996 les charges exceptionnelles de restructuration liées pour l'essentiel à l'adaptation des effectifs nécessitées par le rapprochement entre le Crédit National et la BFCE à travers une provision de 500 millions de francs, répartie forfaitairement entre les deux établissements. Compte tenu, une dotation de 250 millions de francs a été portée dans le compte de résultats consolidés, la part figurant dans les comptes de la BFCE (250 millions de francs) ayant été reprise sur la sous-valeur d'acquisition.

Compte tenu notamment de la situation fiscale déficitaire du groupe, le solde net de l'impôt à payer et de la fiscalité différée s'élève à +130 millions de francs.

■ Le bénéfice net consolidé total s'établit à 162 millions de francs et la part du groupe à 98 millions de francs.

■ UNE STRUCTURE FINANCIÈRE SOLIDE

A la fin 1996, les fonds propres nets consolidés, au sens du ratio international de solvabilité, s'élevaient à 17,4 milliards de francs, dont 10,4 milliards de francs de "noyau dur". Le ratio Cooke atteint 9,3 %, dont 5,6 % sur fonds propres de base.

Constatant que l'activité et les résultats sont en phase avec ce qui avait été annoncé dans le Projet d'entreprise à trois ans, et compte tenu des perspectives ouvertes au nouveau groupe, le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale, qui se tiendra le 14 mai prochain, la distribution d'un dividende net de 10 francs par action, ce qui correspond à une rémunération de 15 francs, avoir fiscal inclus. L'option du paiement en actions de ce dividende sera proposée à l'Assemblée générale.



GROUPE
CRÉDIT NATIONAL B F C E

مكتبة الشعب

SÉCURITÉ SOCIALE Les internes, les chefs de clinique et les étudiants en médecine, en grève dans vingt-deux centres hospitalo-universitaires sur vingt-six, manifestaient

à Paris, jeudi 27 mars, pour réclamer une fois encore la révision des conventions entre l'assurance-maladie et deux syndicats de médecins, prévoyant des sanctions collectives

en cas de dépassement des objectifs de dépense de santé. ● LE GOUVERNEMENT n'envisage pas de reculer sur les modalités prévues par ces conventions en application du plan

de réforme de la Sécurité sociale destiné à maîtriser l'évolution des coûts de l'assurance-maladie. ● À AMIENS, où il a rencontré les grévistes, mercredi 26, Jacques Bar-

rot, ministre des affaires sociales, a confirmé qu'il n'envisage pas de renégociation. Les parlementaires envoyés dans d'autres villes ont été mal accueillis.

Les internes veulent « enterrer » les conventions médicales

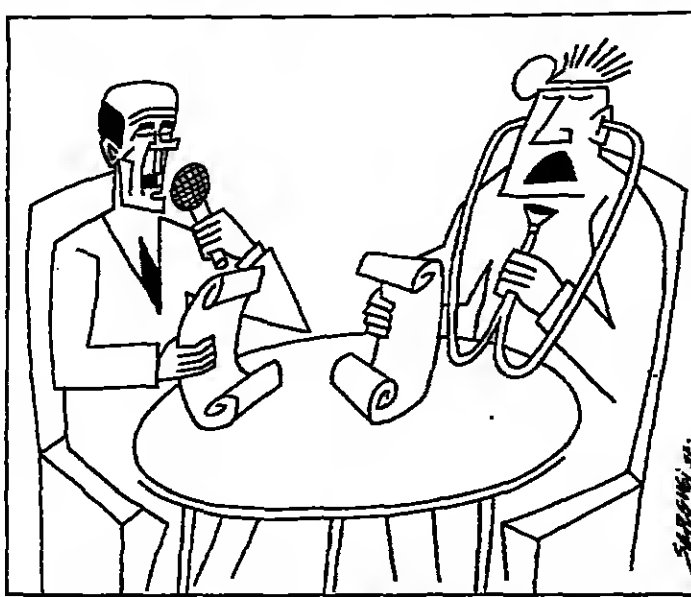
En grève dans vingt-deux centres hospitalo-universitaires, les médecins ou futurs médecins espéraient, jeudi 27, vingt mille manifestants à Paris pour convaincre le gouvernement de revenir sur les dispositions de maîtrise des dépenses de santé adoptées par l'assurance-maladie

REBOND du conflit ou baroud d'honneur ? La manifestation nationale que les internes, les chefs de clinique et les étudiants en médecine des vingt-deux centres hospitalo-universitaires (CHU) touchés par la grève organisaient à Paris, jeudi 27 mars, de la Bastille à Nation, est sans doute l'une des dernières armes que les grévistes ont à opposer à la fermeté affichée par le gouvernement depuis une semaine. Alain Juppé n'a pas l'intention, en effet, d'accepter une renégociation des deux conventions médicales signées par les caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de médecins, qui signifierait un recul politique et un désaveu pour les organisations ayant soutenu, depuis le 15 novembre 1995, son plan de réforme de la Sécurité sociale, notamment la CFTD, la Mutualité française et le syndicat MG-France (généralistes).

La manifestation, pour laquelle les internes attendaient environ vingt mille personnes, devait mettre en scène un « enterrement » de la convention médicale au cimetière du Père-Lachaise. Or-

ganisée par les intersyndicats des internes des chefs de clinique, le comité de grève des internes de Paris et l'Association des étudiants en médecine de France (Anemf), elle a été reprise par les trois organisations de médecins libéraux hostiles au plan Juppé : le Syndicat des médecins libéraux (SML), la Fédération des médecins de France (FMF) et la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui fournissent depuis plusieurs jours une aide logistique importante au comité de grève.

Si une organisation de chirurgiens ou de spécialistes de la coo-ordination et deux syndicats de masso-kinésithérapeutes se sont joints au mouvement, celui-ci est loin de mobiliser tous les professionnels de santé, comme en 1991 et 1992. Du côté des médecins exerçant dans les hôpitaux, seule la Coordination médicale hospitalière (moins de 20 % des praticiens) a décidé d'envoyer une « délégation forte », mais deux grands syndicats de médecins des hôpitaux, l'INPH et le SNAM-HR globalement favorables au plan Juppé, ne s'y sont pas associés.



Au-delà de son noyau dur, constitué de internes et de certains médecins libéraux, ce défilé aurait pu se transformer en un rassemblement hétéroclite de forces représentant des intérêts diver-

gents mais unies dans un même rejet de la réforme du système de santé. Les internes et les chefs de clinique ne s'y sont pas trompés, qui ont refusé la présence de la CGT ou de Force ouvrière à leur

manifestation. Pourtant, la Fédération des mutualités de France, très proche de la CGT, a appelé les assurés sociaux à manifester au côté des « blouses blanches ».

EXPLICATIONS HOULEUSES

Sur le terrain, la mobilisation n'a pas faibli, en apparence du moins : après la reprise du mouvement à Rennes, la grève touchait, jeudi, vingt-deux des vingt-six CHU. Dans la plupart d'entre eux, les chefs de clinique se sont joints aux mots d'ordre. Au ministère des affaires sociales, on se montre toutefois relativement serein. Si vingt-deux CHU sont touchés, le nombre de grévistes, assure-t-on, n'augmente pas - 50 % des internes et 30 % des chefs de clinique -, et l'usure commence à se faire sentir. Le ministre Jacques Barrot, qui s'est engagé, mercredi 26 mars au CHU d'Amiens, à « prendre un décret » ou à faire voter un article de loi afin d'associer officiellement internes et chefs de clinique aux futures négociations conventionnelles, n'en table pas moins sur un changement d'attitude des grévistes.

Las ! les premiers pas de la campagne d'explication sur le terrain de la réforme de la « Sécu » confiée par M. Juppé à treize-sept parlementaires de la majorité (*Le Monde* du 27 mars) n'ont pas été cocoonants. Pour la plupart médecins, ils vont avoir bien du mal à convaincre des internes obnubilés par les sanctions financières, alors que, par ailleurs, beaucoup approuvent certains points clés de la réforme, comme le développement des normes de bonne pratique, la formation continue obligatoire et l'informatisation des cabinets médicaux.

Trois d'entre eux, dépêchés dans les CHU les plus chauds, ont été fraîchement accueillis par les grévistes. Bernard Accoyer, député de Haute-Savoie et membre du secrétariat national du RPR, chargé des questions de santé, a été « retenu », mercredi, à l'hôpital Pellegrin de Bordeaux par plusieurs centaines de grévistes qui exigeaient « plus d'informations ». A Montpellier, un autre CHU très impliqué dans le conflit, le professeur Jean-Michel Dubernard (RPR, Rhône) n'a pas convaincu les praticiens. A Strasbourg, la rencontre de Jacques Richir (UDF, Nord) avec les internes a été particulièrement houleuse, notamment sur le problème des versements d'honoraires. M. Richir, entré en politique après avoir présidé le Syndicat national des médecins de groupe (SNMG), affilié à la CSMF, n'est pas parvenu à convaincre.

Le mouvement ne fait pas l'unanimité dans les hôpitaux, où il est souvent considéré comme corporatiste par les infirmières ou les aides-soignants, depuis de voir les internes se mobiliser pour la seule médecine libérale et non pour les conditions de travail à l'hôpital. Quant à la population, elle accueille de manière plutôt amusée un mouvement ponctué d'actions souvent spectaculaires et bles dans la tradition des carabins : une réunion de la caisse d'assurance-maladie a été perturbée à Marseille, et, à Paris, plusieurs centaines d'internes ont manifesté, aux abords du Sénat, dans les jardins du Luxembourg.

« Nous n'avons pas fait treize jours de grève pour un "non" »

AMIENS

de notre envoyé spécial

La visite avait été bien préparée. Le cabinet du ministre avait pris contact avec le comité de grève pour en arrêter les modalités : une réunion restreinte avec huit étudiants, internes et chefs de clinique, puis une

REPORTAGE

Face aux internes d'Amiens, M. Barrot n'a pas voulu faire miroiter l'espoir d'une renégociation

rencontre avec les cent soixante grévistes, dans un amphithéâtre, pour un « jeu » questions-réponses. Le professeur Philippe Thibault, conseiller pour les affaires médicales, avait « pris la température » en téléphonant au directeur général et au président de la commission médicale d'établissement. « Vous savez, tout est possible », confiait un de ses conseillers, mi-enjoué, mi-inquiet. Quand Jacques Barrot arrive au CHU

d'Amiens, mercredi 26 mars en fin d'après-midi, le terrain a été balisé, sinon déminé. Il cherche en vain du regard un comité d'accueil, une haie d'honneur, un monôme bruyant... Seules quelques banderoles accrochées aux grilles de l'hôpital Nord témoignent qu'Amiens fait bien partie des vingt-deux CHU touchés par la grève. « Depuis le 13 mars », précise Julien Begon-Louis, interne en psychiatrie, et préposé à la presse. Dans une pièce interdite aux journalistes, les huit « blouses blanches » soumettent « leur » ministre à la question : les bonnes pratiques, les filières de soins et, comme un leitmotiv obsédant, les versements d'honoraires en cas de dérive des dépenses, qui ont mis le feu dans les salles de garde.

Dehors, cent cinquante grévistes se sont rassemblés sous les fenêtres directionnelles. Quand il sort de la réunion, le ministre remercie ses invités pour la « sérénité » des débats, lâche un bon mot devant les caméras, sort sur le perron. Des sifflets fusent. « Pas de manifestations intempestives ! Du calme ! », lance un des chefs de clinique

ayant participé au premier entretien, avant d'inviter ses collègues à se rendre dans l'amphithéâtre. Le plus dur attend le ministre des affaires sociales.

M. Barrot n'a pas voulu réduire son déplacement à cet échange en comité restreint, comme le vendredi précédent, à Lyon, où quelques pontes des Hospices civils lui avaient organisé une trop discrète rencontre avec les grévistes dans un grand hôtel de la ville. Loin de l'hôpital, loin de la presse. A Amiens, il ne veut pas donner le sentiment de se « défilier ». D'autres tâches l'attendent à Paris, prévient-il, micro baladeur à la main, « mais je ne regarderai pas ma montre ».

« Mais il a aussi dit : La salle commence à s'agiter quand il tente de leur administrer une leçon d'économie de la santé. « Vous faites partie d'un gouvernement libéral, attaque un interne, et, dans la conversation, je vois partout le mot "sanction" ». M. Barrot l'invite à « ne pas se focaliser sur ce seul point de la réforme ». L'interne insiste : « Est-ce que vous êtes prêt à renégocier la convention ? » Le texte d'étude la question. « Répondez par "oui" ou par "non" », coupe son interlo-

uteur. « Non ! Pour le moment, non ! », s'empare M. Barrot. « Pour le moment ! », ironisent quelques voix. « Nous n'avons pas fait treize jours de grève pour un "non", lui lance l'interne. Vous ne lâchez pas, nous ne lâcherons pas. »

La tension baisse. Elle remontera à un peu plus tard, quand le ministre lancera : « Vous ne savez pas la médecine à la française en tirant tous les jours des chèques sur la Sécurité sociale. » Avant d'ajouter : « Nous agréerons la convention médicale, ne vous trompez pas là-dessus. » Au cours de la soirée, ses conseillers ont appelé Paris. « Que dit l'AFP ? Ah ? Vingt mille manifestants attendus demain ? En Accoyer ? » Bernard Accoyer, député de Haute-Savoie, chargé de la santé au secrétariat national du RPR, dépêché à Bordeaux par le premier ministre, a été retenu plusieurs heures par les grévistes. Les nouvelles des parlementaires envoyés à Strasbourg et à Montpellier ne sont pas meilleures. Les conseillers du ministre sont satisfaits : le ministre, lui, s'en est bien tiré.

Jean-Michel Bezzat

J.-M. B.

Le texte d'orientation sur la cohésion sociale réécrit par des députés

LA COMMISSION des affaires sociales de l'Assemblée nationale devait poursuivre, jeudi 27 mars, l'examen du projet de loi d'orientation sur le renforcement de la cohésion sociale. Ce texte doit être discuté en séance publique à partir du 15 avril. Présenté par Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et par Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, il rassemble des volets très divers : l'accès aux soins, le logement, l'emploi. Les discussions se déroulent de manière cahotante depuis deux jours, car, comme l'explique Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) rapporteur du projet, c'est « une accumulation de cathédrales législatives ».

A l'heure actuelle, nul ne peut prédire quelle forme prendra le projet de loi, les députés des deux commissions concernées - celle des affaires sociales et celle de la production et des échanges, consultée pour avis - se livrant à un étonnant travail d'enrichissement-déconstruction du texte. Pour le gouvernement, l'essentiel est pour le moment préservé : les quelques francs-tireurs ultra-libéraux qui, à l'instar de Hervé Novelli (UDF-PR, Indre-et-Loire), souhaitaient en profiter pour rendre plus restrictif le revenu minimum d'insertion (RMI) ont été bridés. Contre toute attente, en effet, les députés de la majorité sont, aux dires de certains observateurs, en pleine surenchère « gauchisante ».

La commission de la production et des échanges a commencé par examiner les neuf articles du projet de loi concernant l'accès au logement. La réforme de l'ordonnance de 1945 sur les réquisitions, l'attribution des HLM et la prévention des procédures d'expulsion constituent les trois points forts du texte. Sur les réquisitions, les parlementaires ont adopté un amendement symbolique : les sociétés civiles immobilières familiales seront épargnées. En revanche, l'article 19 sur l'attribution des logements sociaux a été largement modifié. La commission de la production a tenu à regrouper diverses sections éparpillées du code de la construction et à en améliorer la cohérence, par exemple sur la question sensible de l'information statistique sur le volume de la demande de logement et l'occupation du parc. Elle a surtout souhaité renforcer le rôle des élus dans l'attribution des logements sociaux. La commission a ainsi adopté un amendement rendant obligatoire la création de « conférences intercommunales du logement ». Elles seraient présidées par des élus qui pourraient ainsi « maîtriser la mixité sociale des territoires dans les zones de cherté ».

Largement inspirés des demandes répétées des associations, deux autres amendements, présentés par le rapporteur de la commission de la production, Gérard Vigobelle (UDF-Nord), concernent les procédures d'expulsion. Devant le juge, les fa-

milles pourraient se faire assister par une association. Une fois les recours épuisés, le préfet serait obligé de proposer à toute personne de bonne foi en difficulté « une offre de relogement préalable à l'octroi du concours de la force publique ». Dans la phase de préparation du texte, le ministère du logement avait souhaité que les personnes expulsées se voient proposer un « hébergement » provisoire. Le ministère de l'intérieur avait écarté l'idée. Elle est revenue, sous la forme adoucissante d'une proposition de « relogement », par le biais de la commission.

Le préfet serait obligé de proposer à toute personne de bonne foi en difficulté « une offre de relogement »

La commission des affaires sociales a largement réécrit la copie. A l'initiative de René Couanau (UDF, Ille-et-Vilaine), a été délibérément supprimé le numéro d'ordre unique départemental pour les demandeurs de logement. Les principaux amendements adoptés portent sur la mesure-phare du volet emploi de la loi : la création de 300 000 contrats d'in-

tégration locale en cinq ans, qui permettront aux bénéficiaires de minima sociaux d'exercer une activité rémunérée sur la base du SMIC. M. Couanau a proposé d'ouvrir ces contrats aux bénéficiaires de l'allocation veuve. Il a surtout fait adopter l'extension du dispositif aux « jeunes de dix-huit à vingt-six ans sans emploi », d'un niveau de formation inférieur au BEP.

Cet amendement remet en cause le principe d'activation des dépenses passives, voie choisie par le gouvernement pour tenir dans des limites budgétaires très étroites. Pierre Cardo (UDF, Yvelines) a obtenu l'adoption d'un amendement créant un fonds départemental d'initiative locale qui permettrait la mutualisation des sommes consacrées à l'insertion par l'emploi en provenance de tous les organismes concernés.

Plus surprenante est l'adoption d'un amendement, présenté par le groupe socialiste, étendant le régime de faillite civile, en vigueur en Alsace et en Moselle, à l'ensemble du territoire. Ce système permet aux personnes surendettées de voir leur dette annulée par une longue procédure judiciaire. Longtemps en désuétude, il a été de plus en plus utilisé ces dernières années. Le ministère du travail a toutefois fait connaître ses doutes sur la pertinence de la généralisation du dispositif.

Jérôme Fenoglio, Christine Garin et Caroline Monnot

La commission des lois veut « durcir » le projet sur les atteintes sexuelles

LA COMMISSION des lois de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 26 mars, une série d'amendements visant à « durcir » le projet de loi de Jacques Toubou sur les atteintes sexuelles contre les mineurs. Les débats ont porté sur la manière de rendre plus sévère ce texte, qui doit être examiné en séance publique le 22 avril. La commission a adopté un amendement qui prive les personnes condamnées pour infraction sexuelle des remises de peine ordinaires et supplémentaires. De plus, sur proposition du rapporteur, Suzanne Sauvaigo (RPR), la commission propose que la « peine perpétuelle » soit désormais encourue par un assassin violent ou tortionnaire, quel que soit l'âge de sa victime. Jusqu'à présent, cette peine n'était envisageable que si la victime avait moins de quinze ans.

En revanche, un amendement portant de trente à cinquante ans la durée de la peine perpétuelle « réelle » encourue par les assassins violents d'enfants a été retiré. Plusieurs commissaires jugent en effet une telle peine irréalisable. Pour ce qui concerne l'hospitalisation d'office des auteurs de crimes ou délits jugés pénalement irresponsables, la commission a adopté un amendement qui propose que seule une commission tripartite composée d'un représentant du préfet, du médecin traitant de

l'établissement et d'un magistrat puisse y mettre fin.

Pour éviter le caractère traumatisant des auditions du mineur victime (*Le Monde* du 27 mars), la commission propose que le procureur de la République ou le juge d'instruction puisse faire procéder à l'enregistrement sonore ou audiovisuel de ces auditions ou confrontations.

La commission souhaite que l'auteur d'agressions sexuelles ne puisse exercer un métier en contact avec les mineurs soit pour une période inférieure ou égale à dix ans, soit définitivement. Concernant la peine de suivi médico-social proposée dans le projet, elle suggère de porter la durée d'application de cinq ans, dans le projet gouvernemental, à dix ans, voire « à titre définitif ». En cas de non-exécution de cette peine de suivi, la commission aggrave les sanctions en relevant le maximum de l'emprisonnement encouru de deux à cinq ans en cas de délit, de cinq à dix ans en cas de crime.

Enfin, la commission veut doubler les peines prévues en cas de transmission, en vue de diffusion, d'images pornographiques de mineurs. Un an d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende sont également préconisés pour la détention d'une image pornographique d'un mineur de quinze ans.

Michèle Aulagnon

حکومت الرشید

ions médicales

LA DEVISE
DE DEMAIN N'EST
PAS LE FRANC,
LA LIVRE,
LE MARK,
LE DOLLAR
OU LE YEN.

هكذا من الأفضل

C'EST L'INFORMATION.

Les années 90. Où l'on mesure le temps en nanosecondes. Où, pour rester en tête, il faut pouvoir rassembler immédiatement des données disséminées dans le monde entier, et les assimiler, et prendre instantanément des décisions basées sur ces informations. Vous êtes devant pour quelques mois. Quelques jours, peut-être. Vous devez être en brainstorming perpétuel, les idées doivent fusier.

L'échange d'informations devient vital. Un marché mondial émerge. Ses devises?

L'information numérique. Et l'information numérique. Et l'information numérique.

Des données qui doivent être rassemblées. Traitées. Gérées. Distribuées.

Au 21^{ème} siècle, chaque multinationale aura besoin des systèmes de télécommunications les plus sophistiqués disponibles. L'époque où les opérateurs pouvaient se contenter de louer des câbles est d'ores et déjà révolue.

Aujourd'hui, nous devons être à même d'offrir plus. L'accès au multi-média, par exemple.

Une forme améliorée de fax ne suffit plus. Vous devez être à même de recevoir et d'échanger toutes sortes de données: vidéos, voix, son, qualité numérique.

Le 8 janvier, la Nippon Telegraph and Telephone Corporation a annoncé son intention d'inclure la Communication Mondiale dans son plan de développement. Et pour vous, notre décision pourrait présenter un grand intérêt.

Une claire compréhension des possibilités, et de la direction que prend l'industrie des télécommunications donnera à votre entreprise un avantage évident... et considérable.

AUTOROUTE DE L'INFORMATION OU IMPASSE DE L'INFORMATION?

Dans la prochaine décennie, votre capacité à négocier sur le marché mondial de l'information dépendra entièrement de la capacité de vos services de télécommunications.

Un réseau mondial efficace permet aux organisations locales d'échanger

des idées, et de faire fructifier les efforts plutôt que de vous en imposer plus.

Alors la compétence, le poids et l'expérience de votre opérateur ne sont-ils pas d'une importance primordiale?

NTT dispose d'atouts uniques: la masse critique, une expertise technique très poussée, sans oublier une efficacité et une méticulosité toutes japonaises.

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de télécommunications au monde avec 60 millions de lignes domestiques, 13 laboratoires de R&D, et de phénoménales capacités d'investissement.

Il n'est donc pas étonnant que nous fournissions déjà certaines des plus puissantes entreprises au monde (Il y a des chances pour que toute marque japonaise qui vous vienne à l'esprit soit un de nos clients).

Mais, dans cette branche, la taille n'est pas tout. Ce ne sont pas les plus gros opérateurs, mais les plus aptes qui seront les locomotives de cette ère de l'information. Ceux qui connaîtront le mieux leur marché. Ceux qui répondront le mieux aux besoins, au fur et à mesure de leurs évolutions.

Et c'est précisément pourquoi nous avons mis en place Global Total Solution.

GLOBAL TOTAL SOLUTION, OU NÉGOCIATIONS SANS FIN AVEC LES FOURNISSEURS?

Et la négociation des contrats n'est qu'un début. Mettre en place et entretenir un réseau est aussi complexe que le marché mondial de l'information.

La solution? C'est un service sur mesure, un seul fournisseur qui répond à tous les besoins particuliers à votre entreprise. C'est Global Total Solution, de NTT.

C'est un service complet, où nous commencerons par vous consulter pour cerner vos besoins, avant de concevoir et de mettre en place votre LAN, WAN ou Intranet.

Et c'est votre bureau NTT local qui s'occupera de l'équipement et de la maintenance de votre réseau.

Mais vous pourrez aussi nous en laisser l'entière responsabilité. Nous



travaillerons alors en collaboration étroite avec votre personnel, vous n'aurez plus à vous soucier de votre matériel, et nous nous occuperons de l'ensemble de votre réseau.

L'INTERNET DEVIENT UNE PART IMPORTANTE DE VOTRE BUDGET. MAIS ÊTES-VOUS SATISFAIT DU SERVICE?

Il y a 20 ans notre R&D a commencé des recherches portant sur des fibres de verre qui pourraient véhiculer des informations sous forme d'ondes lumineuses.

Aujourd'hui, les câbles en fibres optiques peuvent transporter des quantités phénoménales de données... à une vitesse tout aussi phénoménale: une seule paire de fibres, chacune de l'épaisseur d'un cheveu humain, peut transmettre plus de 10 millions de millions d'octets par seconde.

Nous avons investi très lourdement dans les fibres optiques, installant des réseaux partout au Japon. Ce qui est une expérience inestimable, parce que nombre de réseaux dans le monde ne peuvent supporter le trafic auquel ils ont ou auront à faire face. Un simple exemple: 50 millions d'abonnés Internet deviendront 500 millions au 21ème siècle.

En tant que responsable informatique, êtes-vous totalement satisfait des systèmes actuels?

Le High Speed Internet Backbone de NTT, en phase finale de développement, pourra transférer en une seconde les informations contenues dans un an de journal.

Êtes-vous encore satisfait des systèmes actuels?

POUVONS-NOUS VOUS OUVRIR LA PORTE DES MARCHÉS ASIATIQUES?

Alors que l'Asie Pacifique fait son entrée dans le marché mondial, il devient de plus en plus vital pour les multinationales d'avoir accès aux technologies appropriées. Et naturellement, aux compétences locales adéquates.

NTT a les moyens de vous aider à pénétrer ces marchés et à établir les liens les plus utiles - et les plus rentables.

Nous mettons en ce moment en pratique notre expertise technique à Hong Kong, au Vietnam, en Thaïlande, dans les Philippines, en Indonésie et à Singapour. Une joint-venture composée de NTT et de Shanghai Post & Telecommunications Administration est actuellement consultée pour développer les nouveaux services de télécommunications en Chine.

Nous développons également des systèmes multimédia très avancés: le Malaysian Multimedia Super Corridor en est un superbe exemple.

Ce projet visionnaire sera doté d'une Ville Informatique Virtuelle au cœur d'un ordinateur central multimédia global.

Vous ne pourriez rêver d'un meilleur partenaire que NTT: personne ne connaît les systèmes japonais et d'Extrême-Orient mieux que nous. Et la raison en est simple: nous avons installé la plupart d'entre eux.

Mais permettre aux multinationales de prendre pied en Asie n'est qu'un début. Car ce n'est pas seulement le lieu de travail, mais aussi l'éducation, la culture, le développement humain qui évoluent dans cette ère de l'Information.

Comme l'a dit notre Président, Jun-ichiro Miyazu: "Si nous ignorons le changement social causé par le développement rapide de la technologie numérique, nous ne pourrions comprendre vers où se dirige le monde multimédia."

L'avenir de votre entreprise dépend de votre compréhension de ce monde et de votre contribution à celui-ci.

Pour toutes informations, contactez <http://www.ntt.fr/>

GLOBAL NETWORKING. WORKING WITHOUT LIMITS.



NTT

NIPPON TELEGRAPH AND TELEPHONE CORPORATION

19-2 Nishi-Shinjuku 3-chome, Shinjuku-ku, Tokyo 163-19 Japan. Telephone: 81 (3) 5359-5111.

PARIS • LONDRES • OUSSELDORF • GENÈVE • BANGKOK • PÉKIN • HANOI • HONG KONG • JAKARTA • KUALA LUMPUR • MANILLE • SHANGHAI • SINGAPOUR • NEW YORK • LOS ANGELES • MOUNTAIN VIEW • RIO DE JANEIRO

هكذا من العمل

Le RPR et l'UDF font front commun pour dénoncer les thèses de l'extrême droite

Philippe Douste-Blazy redoute des violences à l'occasion du congrès du FN

Lors d'une réunion, mercredi 26 mars à Strasbourg, Philippe Douste-Blazy, secrétaire général de Force démocrate, Jean-François Mancel, se-

crétaire général du RPR, et l'ancien ministre Nicolas Sarkozy ont appelé la droite à mettre en avant ses propres valeurs. Le ministre de la

culture a adressé une mise en garde contre les violences que pourrait provoquer la réunion du congrès du FN.

STRASBOURG

de notre correspondant régional Le débat organisé, mercredi 26 mars, par les responsables alsaciens de l'UDF et du RPR à l'occasion du congrès du Front national à Strasbourg pendant le week-end pascal a permis aux balladuristes et aux chiraquiens de délivrer un message commun : le mouvement de Jean-Marie Le Pen défend des idées contraires aux valeurs de la droite ; celles-ci doivent être impérativement mises en avant pour bien marquer la différence entre la majorité et les socialistes.

Dans cet exercice, Nicolas Sarkozy s'est montré habile. Malgré « la nullité consternante de son programme et de ses propositions », le FN bénéficie, a-t-il expliqué, d'une « vie politique ennuyeuse », due aux effets pervers du recours systématique au consensus. Volontiers provocateur, l'ancien ministre d'Edouard Balladur a affirmé que la déception de l'électorat de

droite tenait pour une bonne part à la « frilosité » de certains responsables de la majorité. Il a enfoncé le clou en dénonçant la propension de beaucoup à se cacher derrière les contraintes de l'Europe et de la mondialisation pour éviter de prendre position dans des dossiers difficiles, comme celui de Renault. En conclusion, il a invité les quelques centaines de participants, venus défendre les « valeurs humanistes face à la montée des extrémismes », à redoubler de militantisme pour revenir aux sources : « conduire une action passionnée ».

MANQUE D'EFFICACITÉ

Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, par ailleurs secrétaire général de Force démocrate, a lui aussi déploré le manque d'efficacité dans le combat contre l'extrême droite. « Peut-être que nous lutons mal contre la haine », s'est-il interro-

gé, avant d'affirmer sa détermination à ne pas confondre « fermeté et violence ». Le dirigeant centriste a aussi adressé une mise en garde « contre les violences que pourrait susciter le congrès du FN et qui ne pourraient que profiter à ce parti, qui, du reste, les attend plus qu'il ne les redoute ». Il a aussi souligné l'impérieuse nécessité qu'il y a à ne pas laisser le monopole des « valeurs nationales » au Front national, et à entreprendre « une reconquête civique, militante, quotidienne ». Pour M. Douste-Blazy, le danger est d'autant plus grand que le parti d'extrême droite est « un vrai mouvement, ou sens d'orientation du terme, qui mue et qui s'adapte constamment pour atteindre son seul objectif : mettre en place une idéologie raciste ».

Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, a tenu, à l'instar des autres orateurs, à dénoncer le caractère haineux, raciste et antisémite du Front national. Mais il

est très vite passé à des préoccupations plus électoralistes. Après avoir insisté sur les « responsabilités » de François Mitterrand et du Parti socialiste dans la montée de l'extrême droite, le député de l'Oise a mis en garde contre la « fausse piste » sur laquelle la majorité ne doit pas s'engager, celle du « front républicain ». Outre la « confusion idéologique » qu'elle risque d'entraîner, cette stratégie, a-t-il assuré, serait « dangereuse parce qu'elle donnerait prise à l'idée d'un complot de tous contre le Front national ». Comme les élus incantés de l'UDF et du RPR, qui stigmatisaient les « gesticulations » du maire socialiste de Strasbourg, Catherine Trautmann, M. Mancel a déclaré : « On ne combat pas efficacement le Front national en recherchant à tout propos l'agitation médiatique ».

Marcel Scotto

Chrétiens et juifs lancent un appel commun contre le racisme

LES RESPONSABLES confessionnels des trois départements de l'Alsace et de la Moselle, où les cultes sont reconnus (ils étaient allemands au moment des lois de séparation de 1905 et ont gardé le régime antérieur), se mobilisent avant le congrès du Front national à Strasbourg. Une déclaration commune devait être rendue publique jeudi 27 mars par les responsables de la communauté juive et des Eglises chrétiennes. Elle est signée par les grands rabbins de Strasbourg, de Metz et de Colmar (René Gutman, Bruno Fisson et Jacky Dreyfus), par les présidents des Eglises réformée (Antoine Pfeiffer) et luthérienne (Michel Hoeffel), par Mgr Charles Brand, archevêque de Strasbourg, et Mgr Pierre Raffin, évêque de Metz.

Dans ce message, essentiellement spirituel, ils réaffirment les principes communs aux croyants

qui se réclament de la Bible, citant en particulier « la dignité de la personne humaine créée à l'image de Dieu, l'unité du genre humain, la fraternité et l'égalité de tous les hommes par leur descendance commune, leur égalité devant Dieu et devant la loi, l'amour et la justice comme fondement des relations humaines ». Ces convictions, souligne la déclaration commune, sont « en opposition absolue avec toute affirmation d'une inégalité des races, fondement du racisme et de l'antisémitisme ».

La communauté juive de Strasbourg, qui compte quinze mille personnes, s'est aussi déclarée solidaire des manifestations contre « les fléaux du racisme et de la xénophobie ». Dans un communiqué publié le 25 mars, elle cite l'exode : « Tu n'humilieras pas l'étranger, ni le maltraiteras, car vous-mêmes avez été étrangers en Egypte ». Et elle ajoute : « Il est de notre devoir de

rappeler que les proclamations d'un parti d'extrême droite, entre autres, sur l'indignité des races, mènent aux plus affreuses tragédies de l'histoire ».

JÉHON PUBLIC

Pour ces responsables religieux, il s'agit de contrer le Front national sur le terrain des idées et des valeurs fondamentales, telles que le respect des différences ou l'accueil de l'étranger. C'est aussi dans cet esprit que les Eglises organisent des manifestations avant la fête de Pâques : une veillée œcuménique pour la « fraternité » à eu lieu le 24 mars à l'église Saint-Thomas de Strasbourg, réunissant près d'un millier de personnes. Un texte commun aux catholiques et aux protestants sera distribué dans toutes les églises d'Alsace à la sortie des offices du Vendredi Saint. Un jeûne public sera organisé par le

mouvement Comprendre et s'engager, créé par des pasteurs protestants du nord de l'Alsace, du vendredi 28 mars au dimanche de Pâques.

Enfin, l'Assemblée générale de la Fédération protestante de France, qui s'est réunie à Paris les 22 et 23 mars, a appelé à la « résistance » contre « les comportements racistes et xénophobes qu'entraînent et facilitent l'extrême droite ». Jacques Stewart, président, a notamment déclaré : « Il faut dire publiquement que ce qu'un chrétien croit et vit est incompatible avec l'idéologie du Front national et que si l'on est pour l'Evangile, on est contre le Front national ». Pour M. Stewart, le discours de Jean-Marie Le Pen « pervertit et (...) dénature le contenu même de la Bible, le don gratuit de la grâce fait par Dieu ».

Henri Thucy

A Strasbourg, l'envie de s'engager, « mais où ? »

STRASBOURG

de notre envoyé spécial A Strasbourg, il règne désormais une envie de s'engager, « mais où ? ». A la maison de quartier de Krutenau, les militants des quatre-vingt-dix-sept organisations formant le collectif Justice et Liberté règlent les derniers détails de la manifestation de samedi. « La police conseille d'alonger le parcours, sinon on va marcher sur 500 mètres », avertit un délégué. La marche de Strasbourg sera ouverte par les Toulonnais et « tous les gens du Sud-Est venus en train, ils ont la place d'honneur ». Les associations, les syndicats, les partis politiques et leurs témoins se disputent la queue du cortège, derrière les simples citoyens.

Pendant plusieurs mois, au sein du collectif, les associations de quartier et des comités de citoyens se sont mélangés à SOS-Racisme, à Ras l'Front, aux « travailleurs marocains », aux « jeunes de la ville », à Jean-Marie Daugeville, vice-président de la Ligue des droits de l'homme, à la victoire modeste. « Ce nous montre à nous-mêmes qu'on peut reprendre le chemin du terrain. On était différents, on a réfléchi ensemble, on n'a rien obtenu des états-majors, les gens se sont ouverts eux-mêmes un espace », estime-t-il, lui qui

rêve désormais d'une manifestation européenne des chômeurs. « Les partis politiques ont intérêt à bien analyser ce qui est en train de se passer, avertit-il. A un an des élections, trente mille ou quarante mille personnes à la porte d'un congrès du Front national, un week-end de Pâques, ça veut dire aux politiques : "Occupez-vous des vrais problèmes maintenant. Le chômage, l'Europe qui manque de démocratie, occupez-vous en ! Et vous avez intérêt à réussir !" ».

« AGITER LES CLOCHETTES »

A côté, Colin, vingt-cinq ans, magasinier, élu CFDT et militant à Ras l'Front, raconte comment il se débat dans la chocolaterie où il travaille. « Avant d'être dans cette boîte, je n'aurais jamais imaginé que le racisme était aussi profond dans les conversations, aussi compliqué à combattre. Nous, on manque de formation. Longtemps, à la CFDT, on m'a répondu : "Dans chaque militant CFDT, il y a naturellement une capacité à lutter contre le Front national." Je devais me débrouiller avec ça. Depuis un an, une prise de conscience a gagné les grandes centrales syndicales, reconnaît-il, mais, lui qui n'appartient à aucun parti, il regrette aujourd'hui la désertion de la politique dans le monde du travail. « A la pré-

sidentielle, dit-il, les collègues ont voté Chirac, Le Pen. Pour eux la gauche, c'était la trahison des grands acquis sociaux. Maintenant, personne n'est politicien ».

Un autre militant de Ras l'Front, Roland Pfefferkorn, sociologue, auteur avec Alain Bihl du livre *Déchiffrer les inégalités* (Syros), a calculé qu'entre 1982 et 1992, le PIB a augmenté de 1400 milliards de francs, « ce qui correspondrait à 2 000 francs par mois et par personne si l'argent était réparti équitablement », avance-t-il, alors que « pendant cette période, ce sont les revenus de la propriété qui ont littéralement explosé ». « Ras l'Front, c'est bien pour agiter les clochettes, ironise l'universitaire. Il faut tout faire pour délégitimer le Front national, montrer que sa vision du monde social n'est pas traversée par des divages de classe, mais de race. Mais on ne règlera rien si on répond aux peurs, aux inquiétudes par des orientations économiques néolibérales ».

Tous voudraient que les « quotidiens bougent, prennent eux-mêmes la parole ». Tous rêvent d'un grand mouvement social comme « antidote ». Tous songent à un nouveau parti politique. Mais qui ressemblerait à quoi ?

Dominique Le Guilledoux

Une demande de levée d'immunité parlementaire vise Michel Charasse

LE JUGE d'instruction chargé de l'enquête sur les bureaux d'études proches du Parti communiste, Laurence Vichnievsky, a transmis au bureau du Sénat une demande de levée d'immunité parlementaire concernant le sénateur (PS) du Puy-de-Dôme, Michel Charasse. M. Vichnievsky ne compte pas lui signifier de charges, et encore moins l'incarcérer : elle souhaite simplement entendre M. Charasse comme témoin en tant qu'ancien ministre du budget.

L'enquête du magistrat, qui porte notamment sur les relations entre la Compagnie générale des eaux (CGE) et des bureaux d'études proches du PCF, montre que certains redressements fiscaux imposés à la CGE

n'ont pas été recouvrés par l'administration fiscale. Afin d'avoir des explications sur cette cécité, le juge d'instruction de Paris avait demandé à entendre trois anciens ministres du budget : Henri Emmanuelli, Nicolas Sarkozy et Michel Charasse.

MM. Emmanuelli et Sarkozy ont tous deux accepté de répondre au juge, mais M. Charasse a refusé catégoriquement, à deux reprises, de se rendre au palais de justice. Convoqué en décembre, puis en janvier, le sénateur du Puy-de-Dôme ne s'est pas rendu au tribunal, considérant que cette audition violerait le principe de la séparation des pouvoirs. « M. Charasse, écrit son avocat, Gilles-Jean Portejoie, dans une

lettre adressée au juge, le 10 décembre, estime qu'il méconnaît les lois de la République s'il répondait à vos questions ».

Pourtant, rien n'empêche un magistrat d'entendre un ancien ministre comme témoin. Le code de procédure pénale prévoit des dispositions particulières pour les ministres en exercice, qui ne peuvent être entendus qu'après l'autorisation du conseil des ministres, mais M. Charasse n'est pas membre de l'actuel gouvernement.

La Constitution précise que la Cour de justice de la République est compétente pour les crimes et délits commis par les ministres dans l'exercice de leurs fonctions, mais le juge ne lui reproche pas une infraction

pénale : elle souhaite simplement l'entendre comme témoin. Dans une citation par voie d'huissier envoyée le 21 janvier à M. Charasse, le juge Vichnievsky avait indiqué que si le sénateur persistait à ne pas vouloir témoigner, il y aurait « un contrat par amende et même par corps ».

Pour toute mesure coercitive, la magistrat est obligée de demander au préalable l'autorisation du bureau du Sénat. Elle vient donc de la faire, transmettant, comme le révèle l'Est républicain, une demande de levée d'immunité parlementaire au parquet de Paris, qui devrait la transmettre prochainement à la chancellerie, via le parquet général.

Annie Chemin

La droite est à la recherche d'une réforme de l'ISF politiquement indolore

Un colloque a réuni des parlementaires au Sénat

COMMENT rendre politiquement indolore, pour la majorité, une réforme de l'impôt sur la fortune appelée de ses vœux par le président de la République ? Alain Lambert (Union centriste), rapporteur du budget au Sénat, en liaison avec Pierre Méhaignerie, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, avait convié mercredi 26 mars, lors d'un colloque, quelques parlementaires à réfléchir avec lui aux voies et moyens d'alléger un tel impôt.

Convaincus que l'ISF pénalise les sociétés familiales et joue contre l'emploi, MM. Lambert et Méhaignerie ont souhaité ouvrir publiquement le débat, à un mois de l'examen au Parlement du traditionnel projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et fiscal (DOEF) après l'échec essuyé, à l'automne, lors de la discussion de la loi de finances pour 1997.

Enrayer trop précipitamment sur le souhait présidentiel, M. Lambert avait déposé un amendement tendant au rétablissement du plafonnement de l'ISF, supprimé par la majorité en 1995 et qui, un mois durant, en novembre 1996, a suscité flottements et polémiques. Face à l'hostilité de la plupart des députés de la majorité qui doutaient de l'opportunité politique d'un tel assouplissement, et sur consignes de Mitterrand, cet amendement avait été repoussé. La commission des finances de l'Assemblée nationale et le gouvernement avaient pensé, à l'origine, agir en douceur en proposant un tel assouplissement non lors de la discussion du projet de loi de finances, mais, un peu plus tard, lors de l'examen du « collectif » de fin d'année. L'emprisonnement de M. Lambert, avait torpillé ce schéma.

Mercredi, il s'agissait donc de repartir de zéro. Devant un petit

de chefs d'entreprise, invités à témoigner, et de fiscalistes, encouragés à fournir des arguments techniques, M. Méhaignerie a pointé le souci de la majorité : une réforme de l'ISF peut être « l'un de ces moments où tombent dans les urnes des votes dans l'autre sens ». Une tentation s'offre à la majorité, a-t-il indiqué, celle d'attendre que l'esprit public mûrisse, c'est la stratégie d'après-législatives. Pour sa part, il estime que le problème posé par le déplaçonnement est « urgent » et peut être réglé « dès le DOEF en mai ».

« Nous réfléchissons à des avantages fiscaux qui seraient accordés aux actionnaires signant entre eux un pacte de stabilité ou un pacte familial », a-t-il expliqué. L'idée est d'octroyer aux membres d'un tel pacte soit « un plafonnement de l'ISF », s'ils s'engagent pour cinq ans, soit « un abattement de 50 % », si le pacte dure dix ans. Un tel pacte, pour être valable, devrait rassembler une part du capital équivalente à la minorité de blocage (33,3 %).

La suggestion a séduit les patrons d'entreprises familiales présents au colloque. Littéralement assailli, à l'issue des travaux, M. Méhaignerie s'est vu féliciter pour l'assuagement du débat. « Un abattement de 100 % aura le même effet politique et sera plus efficace », lui a quand même suggéré un chef d'entreprise. « Ne parlez surtout pas de plafonnement de l'ISF ! Mettez l'accent sur le pacte de stabilité, c'est plus discret », lui conseillait un autre, qui s'interrogeait : « Faut-il aller voir aussi les socialistes ? ». M. Méhaignerie l'a adressé à Laurent Fabius, président du groupe PS à l'Assemblée nationale qui, selon lui, « pourrait convaincre ses députés de ne pas en faire trop ».

Caroline Monnot

Notaire, sénateur, bourgeois moderniste

SA RÉUSSITE a fait bien des envieux. Dans les couloirs feutrés du palais du Luxembourg, les promotions rapides ne sont ni habituelles ni appréciées. Or,

PORTRAIT

Alain Lambert, porte-parole de ceux pour qui le patrimoine est sacré

moins de trois ans après avoir été élu sénateur de l'Orne, Alain Lambert a arraché le poste recherché de rapporteur général du budget. Jusqu'à Jean Arthuis est entré dans le premier gouvernement d'Alain Juppé, en mai 1995. Ce ne fut certes pas par consensus. Mut au long de sa carrière politique, il s'est fait plus d'ennemis que d'amis dans sa famille politique naturelle, la droite, et des membres éminents de la majorité sénatoriale jugeaient déontologiquement contestable qu'une fonction aussi essentielle dans la vie de leur maison soit confiée à un homme qui, par son rôle au Conseil supérieur du notariat, est aussi le porte-parole d'une profession directement intéressée par la fabrication de la loi.

Ce notaire d'Alençon s'est lui-même posé la question. S'il avait dû choisir, le fils d'un curdionnier d'un petit bourg mayennais aurait vite tranché : parvenir au sommet de sa profession était, et reste, à ses yeux plus important que d'arracher un mandat politique, si prestigieux soit-il. La politique ne lui est certes pas un monde étranger ; son beau-père, Pierre Nival, fut un temps député gaulliste de l'Orne ; par son intermédiaire, il est depuis longtemps un intime de Jean Arthuis ; les voisinages discrets des propriétés ornaïses lui avaient aussi permis de bien connaître Etienne Daillly.

Pour convaincre ce notable moderniste de sortir de son étude, il fallut toute la force de conviction de Michel d'Ornano, alors « duc » de Normandie. Pour la droite,

l'investissement fut rentable : en 1989, Alain Lambert a arraché la ville d'Alençon au PS. Immédiatement, il s'est lancé dans une autre bataille : faire mourir la poussière aux élus traditionnels qui, sous la houlette d'Hubert d'Andigné, sénateur RPR, géraient l'Orne comme au beau temps de la III^e République. Le combat fut homérique, la victoire acquise lors des sénatoriales de 1992.

L'humilité et la discrétion ne sont pas les vertus premières d'Alain Lambert. UDF, sans appartenance plus précise, tous les groupes de cette mouvance dévotement sous ses pieds le tapis rouge ; les centristes, en acceptant que le nouvel élu siège à la commission des finances, l'emportèrent. Ornaïses et Alençonnaises furent, alors, priés de comprendre que leur élu serait d'abord parisien. Déjà vice-président du conseil supérieur du notariat, il savait qu'il deviendrait, en octobre 1996 et pour deux ans, le président de cet organisme chargé de représenter la profession auprès des pouvoirs publics.

Ce cumul professionnel et politique ne le gêna pas. Alain Lambert plaide que ce conseil n'est pas chargé de défendre les intérêts des notaires, mais de conseiller le gouvernement sur le droit des familles dont ils sont les principaux praticiens. Ceux qui siègent avec lui à la commission des finances conviennent d'ailleurs que son accession au rapport général n'a rien changé à son attitude. S'il surveille de très près la fiscalité de l'épargne, s'il s'efforce de limiter le poids de l'impôt de solidarité sur la fortune, s'il est l'inventeur d'une solution constitutionnellement acceptable pour faciliter la transmission d'entreprises, c'est, tout simplement, qu'il est le porte-parole d'une bourgeoisie provinciale pour qui le patrimoine familial et « entrepreneurial » est sacré.

Thierry Bréhier

L'Assemblée nationale sur la réforme

ZZZZZ

سكزاسن الذهل

L'Assemblée nationale s'oppose au Sénat sur la réforme du service national

Les députés RPR et UDF privilégient le rôle militaire du « rendez-vous citoyen »

La réforme du service national, voulue par le président de la République, contraint le ministre de la défense à un délicat parcours parlementaire.

Alors que le Sénat souhaite privilégier l'aspect civil du « rendez-vous citoyen » et de l'appel au volontariat, l'Assemblée nationale tient à

mettre l'accent sur l'aspect militaire. La mise en œuvre de ces deux aspects de la réforme se révèle plus difficile que prévu.

CHARLES MILLON aura fort à faire pour rapprocher les points de vue de l'Assemblée nationale et du Sénat, tant les deux chambres du Parlement ont, à ce stade de l'examen du projet, des visions différentes de ce que doit être le futur service national. Certes le texte approuvé, mardi 26 mars, en deuxième lecture par les députés de la majorité, ceux de l'opposition votant contre, ne contredit pas les grandes lignes de la réforme présentée par le ministre de la défense le 28 janvier en première lecture au Palais-Bourbon, et approuvé au Palais du Luxembourg : le futur service national comportera deux parties obligatoires – un recensement à l'âge de 16 ans concernant à terme également les jeunes filles et un « rendez-vous citoyen » de cinq jours, étendu aux jeunes filles à partir de 2003 – ainsi que des volontariats. Mais au-delà, il reste de nombreux points de désaccord.

En termes diplomatiques le rapporteur du projet, Jacques Boyon (RPR, Ain), avait évoqué, au cours des travaux de la commission de la défense qu'il préside, une « approche quelque peu différente » de la réforme tandis que René Galy-Dejean (RPR, Paris) avait souligné « la différence d'esprit entre le texte voté par le Sénat et celui adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ». M. Galy-Dejean avait aussi fait remarquer que les sénateurs avaient en le souci de faire du projet de service national un « texte concernant la société civile », alors que les députés souhaitaient que le texte « procède de l'esprit de défense ».

C'est fort de ce constat que les

députés se sont méthodiquement attachés, mardi, à rétablir, article après article, la version qu'ils avaient élaborée en première lecture, et que les sénateurs avaient ensuite largement transformée. Il s'est d'abord agi de redonner au projet « un souffle de défense » en revenant sur la rédaction des deux premiers articles du texte, énonçant les principes mêmes du service national. Soulignant ironiquement que le Sénat « avait trouvé "paradoxal" d'inscrire le devoir de défense dans notre législation », M. Boyon a fait rétablir la version, plus martiale, du premier article du projet que le Sénat avait, à ses yeux, édulcorée : « le service national contribue à former l'esprit de défense des citoyens, qui concourent à la défense du pays » est ainsi devenu : « tous les citoyens concourent à la défense du pays. Cette obligation et ce droit s'exercent notamment dans le cadre du service national ».

Un âpre débat a, ensuite, opposé les députés au ministre de la

défense sur la rédaction de l'article qui prévoit, en cas de nécessité, le rétablissement du service militaire dans sa forme actuelle. Les sénateurs avaient réécrit la copie des députés, en indiquant que « les dispositions du livre II du code du service national pourront être remises en vigueur si la défense de la nation le justifie ». Trop « juridique » a tranché M. Boyon, alors que M. Millon préférait la version sénatoriale.

SANCTIONS

Olivier Darrason (UDF, Bouches-du-Rhône) a plaidé pour que soit écrite noir sur blanc la formule « symbolique » : « l'appel sous les drapeaux peut être rétabli ». Au moins, « tout le monde comprend ce que cela veut dire » a insisté M. Boyon. Dans le souci de pouvoir éventuellement raccourcir un « rendez-vous citoyen » qui les laisse sceptiques, les sénateurs avaient indiqué qu'il aurait une durée de « cinq jours au plus ». Cet « au plus » qui agaçait M. Millon a

été supprimé. Le Sénat avait chassé du projet les « médiateurs citoyens », censés accueillir les jeunes en difficulté pendant le « rendez-vous citoyen ». Ils avaient également annulé la possibilité de suivi de ces jeunes pendant les deux mois suivant ce rendez-vous. Abandonnant au passage la notion de « médiateurs citoyens », formule introduite dans le texte par le secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, mais jugée peu claire, les députés ont néanmoins tenu à préciser que « chaque centre du service national contribuera à la lutte contre l'exclusion et au renforcement de la cohésion sociale » et ils ont rétabli l'article « malencontreusement supprimé par le Sénat » qui prévoyait une période facultative d'orientation.

Les sénateurs avaient durci les sanctions prévues pour le non-respect des règles du service national. Les députés se sont attachés à les assouplir. Ces sanctions prévoient par exemple l'interdiction de se présenter aux examens et concours publics (baccalauréat, concours administratifs, permis de conduire, etc.) jusqu'à 25 ans. Le Sénat avait éliminé ce butoir, rendant la sanction valable à vie. L'Assemblée nationale l'a rétabli avec l'appui du ministre de la défense qui s'est dit « attaché à la proportionnalité des peines ».

Paul Quilès (PS, Tarn) a confirmé que les députés socialistes défèreront ce texte au Conseil constitutionnel. D'ici là, le Sénat doit l'examiner, en seconde lecture, à la fin du mois d'avril.

Fabien Roland-Lévy

Qui va payer les pompiers de Paris ?

La réforme du service militaire touche directement la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), qui compte 20 % d'appelés sur un effectif de sept mille hommes. Le problème a été soulevé, lors du débat budgétaire du Conseil de Paris, par Jean-Marie Le Guen (PS), qui a dénoncé l'« imprévoyance de la majorité face à cette réforme ».

En réponse aux interrogations du groupe socialiste sur le financement de la BSPP, Philippe Massoni, préfet de police de Paris, a indiqué que, pour 1997, le problème est résolu. Le coût total (66 millions de francs) du changement de statut des appelés sapeurs-pompiers, qui, au bout de dix mois de service national, deviennent des engagés touchant une solde, est pris en charge par l'État. A partir du 1^{er} avril, les appelés toucheront une solde d'engagés et, à compter du 1^{er} juin, ils seront mensualisés, a indiqué M. Massoni, qui n'a pas pu préciser, toutefois, qui, du ministère de l'Intérieur ou de celui de la défense, assumera ce surcoût.

Doutes sur le « rendez-vous-citoyen » et sur le volontariat

PARCE QU'IL EST une œuvre hybride par nature et qu'il a encore besoin d'être mis à l'épreuve sur le terrain, le projet de réforme du service national a du mal à entraîner l'adhésion de tous : élus, mouvements associatifs, citoyens

ANALYSE

Le ministre de la défense s'est retrouvé bien seul pour défendre un projet auquel le souffle fait défaut

ou responsables militaires. Certes, le gouvernement peut faire valoir qu'il innove en la matière et qu'il ne peut s'appuyer sur aucune expérience précédente de même nature à l'étranger. Le « rendez-vous citoyen » est inconnu ailleurs, et même le volontariat est une originalité française dans la mesure où, à la fois, il accompagne la création d'une année professionnelle – comme ce peut être le cas dans certaines armées étrangères – et il tend à remplir une fonction – ce qui est une nouveauté – au service d'activités civiles.

Mais, précisément, les discussions préparatoires au texte de loi ont fait apparaître cette ambiguïté, que certains qualifient même d'improvisation. De ce point de vue, les interventions des élus de la nation ont témoigné de leurs approches différentes : les députés ont plutôt cherché à renforcer la portée propre à la défense de la réforme, quand les sénateurs ont paru davantage s'intéresser à ses implications civiles. De sorte que, par rapport au texte initial, des modifications et des assouplissements en ont altéré quelque peu l'économie de départ. Ce qui n'est pas forcément un mal, s'agissant d'un projet de loi que ses auteurs ont vou-

lu, à tort, d'inspiration plus technique que politique.

Quelles que soient les retouches à venir, deux pièces maîtresses du dispositif restent sur la sellette et menacent même de soulever bico des difficultés. La première est le « rendez-vous citoyen » de cinq jours, obligatoire – y compris pour les jeunes femmes à partir de 2003 – entre dix-huit et vingt ans. Le ministre de la défense, Charles Millon, voudrait en faire une étape importante du « parcours civique » et du « parcours d'insertion » de la jeunesse. L'ambition est louable, mais rien n'est acquis à ce jour. Les premières expériences, tentées dès juin à Mâcon, et avant la fin de l'année à Compiègne-Cambrai et à Nîmes-Tarascon, vont pouvoir montrer que le bon fonctionnement de tels centres du « rendez-vous citoyen » dépendra très directement du montant des moyens financiers et de la qualité de l'encadrement civil et militaire mis à leur disposition ; les parlementaires, comme les armées, ont, sur ce point, déjà mis en garde le gouvernement.

PARI SUR LA GÉNÉROSITÉ

Ces « vitrines » de la citoyenneté risquent, sinon, de vite devenir une contre-publicité. Or, il n'est pas aujourd'hui assuré que les administrations civiles aient compris la nécessité de faire un effort. Pas davantage les armées, qui reçoivent à fournir des cadres de qualité en prêtant un engagement excessif au profit du « rendez-vous citoyen » met en cause sa professionnalisation.

La seconde difficulté tient au volontariat, qu'il soit à vocation militaire ou civile, de jeunes Françaises et Français entre dix-huit et trente ans. Le gouvernement parie sur la générosité des jeunes et sur la capacité des armées, pour le volontariat sous l'uniforme, et de l'État

ou des associations à but humanitaire, à en tirer parti. Mais rien n'est joué d'avance, en regard du droit du travail. La modicité de l'indemnité prévue (l'équivalent d'un revenu minimum d'insertion) ; les aléas d'une protection sociale dont les organismes d'accueil, les employeurs éventuels et les administrations se renvoient la charge ; le risque que le volontariat ne soit assimilé à un « petit boulot » ou qu'il ne se substitue à des emplois de la fonction publique ou du secteur privé, avivent les craintes d'un « dérapage » au fil des années. Même, au sein des armées, le volontariat n'est pas considéré comme la panacée : trop court pour être rentable, surtout s'il devait être fractionné dans le temps, il lui est généralement préféré un engagement contractuel de plus longue durée.

En définitive, si le projet de loi suscite quelque appréhension et si le gouvernement sait qu'après son approbation par le Parlement il devra encore batailler pour le traduire dans les faits, c'est que le texte ne répond pas, ou insuffisamment, à ses objectifs. Cette réforme a été présentée par M. Millon comme le moyen de « remettre en marche le creuset républicain » et de « renouveler le pacte de la République » et de « renouveler le pacte de la République » à un moment de l'histoire de la France où « c'est désormais de l'intérieur que viennent les menaces principales ». Or, le nouveau service, s'il devait jamais se résumer à un simple « rendez-vous citoyen », manque singulièrement de souffle. Et le moins qu'on puisse observer – même après que le chef de l'État ait invité le gouvernement à s'y associer sans états d'âme – est que le ministre de la défense est resté bien seul, face à la représentation nationale, à promouvoir un texte législatif que ses collègues ont superbement ignoré.

Jacques Isnard

Sondage : la gauche perd du terrain

SI LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES avaient lieu aujourd'hui, la droite devancerait la gauche de 3 points au premier tour, alors qu'elles étaient à égalité fin novembre 1996. Selon un sondage réalisé par Ipsos pour France 2 et Le Point, du 14 au 22 mars, auprès d'un échantillon de 1 741 personnes, la majorité (RPR, UDF et divers droite) recueille 40 % des intentions de vote (+ 0,5 point). Les socialistes et divers gauche en recueillent 26 % (- 2), les communistes 10 % (- 0,5) et l'extrême gauche 1 % (inchangé), soit un total de 37 % pour l'ensemble de la gauche. Enfin, le Front national (15 %) et les écologistes (8 %) progressent chacun de 1 point.

Au second tour, les projections en sièges font apparaître une nette amélioration pour la droite et une forte dégradation pour la gauche. La majorité pourrait ainsi tabler aujourd'hui sur 232 sièges « acquis » ou « probables », contre 201 sièges en novembre. À l'inverse, le PS est en position favorable dans 124 circonscriptions (contre 151 en novembre) et le PCF dans 27 circonscriptions (+ 3).

Philippe Séguin

prend la défense de l'ENA

RECEVANT LA PROMOTION SORTANTE Marc-Bloch de l'ENA, mercredi 26 mars à l'hôtel de Lassay, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, a vigoureusement défendu cette institution, en butte à de nombreuses critiques depuis la campagne présidentielle de Jacques Chirac : « Ses imperfections ne seront jamais corrigées tant que (...) trop de dirigeants de ce pays s'obstinent à faire de cette école le bouc émissaire de nos impuissances », a-t-il déclaré.

Ancien élève de l'ENA lui-même, M. Séguin a soutenu que cette institution est « un élément essentiel du bon fonctionnement de l'État républicain ». « Plutôt que de supprimer l'ENA – pour la remplacer par quoi, nul ne le sait, (...) réformons-la vraiment (...) sans en faire le cobaye de prétendues innovations administratives qui sont plus des mesures d'affichage que de véritables réformes », a-t-il conseillé, faisant manifestement allusion à la mesure de la mobilité géographique qui vient d'être prise par le gouvernement Juppé.

DÉPÊCHES

■ **RATIFICATION** : Hervé de Charette a confirmé, mercredi 26 mars, à l'Assemblée nationale que la France entendaient ratifier l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, en dépit de la situation sur le terrain. Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères, qui avait fait retirer le projet de ratification de l'ordre du jour (Le Monde du 27 mars), a déclaré, devant la commission, que l'accord avec Israël serait discuté conjointement en séance publique avec un accord entre l'Union européenne et l'OPE.

■ **BIENS JUIFS** : le premier ministre Alain Juppé a affirmé, en installant mercredi 26 mars le groupe de travail sur la spoliation des biens juifs, présidé par Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social (Le Monde du 27 mars), que c'était « l'honneur d'une génération politique, et ce sera la nôtre, celle du XXI^e siècle, que d'accepter l'exigence de mémoire ». « Il faut apprendre ou réapprendre l'histoire et non pas essayer de la récrire », a poursuivi M. Juppé en expliquant que « l'oppression, (...) c'était reconnaître que des pages peu glorieuses de notre passé font partie intégrante de l'histoire du pays ».

■ **JURÉS D'ASSISES** : les sénateurs ont décidé à l'unanimité, mercredi 26 mars, de maintenir à vingt-trois ans la limite d'âge des jurés. Le projet de réforme de la procédure criminelle, examiné en première lecture au Palais du Luxembourg, prévoyait de l'abaisser à dix-huit ans (Le Monde du 27 mars).

■ **FRONT NATIONAL** : Jean-Marie Le Pen estime, dans un entretien accordé au Figaro, jeudi 27 mars, que « la manière dont on traite l'opposition du FN en la réduisant, de façon absolument mensongère, hostile à la République et à la démocratie, prive la classe politique d'un repère fort utile ».

■ **STRASBOURG** : L'humanité du 27 mars évoque le « débat » qui « s'est engagé avec Lionel Jospin » au sujet de la manifestation contre le Front national, le 29 mars, à Strasbourg (Le Monde du 27 mars). Le quotidien communiste reproche au premier secrétaire du PS d'avoir voulu « faire bande à part et défilé dans les rangs du PS et non avec le comité de vigilance, dont est membre ce parti » aux côtés de Robert Hue, Jean-Pierre Chevènement, Jean-Michel Baylet et Dominique Voynet.

■ **FORUM SYNDICAL** : Alain Juppé s'est rendu, mercredi 26 mars, à l'heure de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, au forum des comités d'entreprise organisé par la CFDT à Paris. Le premier ministre a parcouru les stands en compagnie de Nicole Notat, secrétaire générale de la Confédération. Ce forum avait été inauguré la veille par M^{me} Notat, en présence du ministre du travail, Jacques Barrot.

■ **PARIS** : la majorité RPR-UDF du Conseil de Paris a voté, mardi 25 mars, le budget de la ville et du département, d'un montant de 33 milliards de francs (Le Monde du 26 mars). L'opposition (PS, PC, MDC, Verts et écologistes) a voté contre. Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste, a demandé mercredi au préfet de Paris de déférer cette délibération devant le tribunal administratif, pour non-respect de la nouvelle nomenclature budgétaire, qui, selon lui, « garantit une plus grande transparence des comptes ».

■ **LÉGISLATIVES** : le Mouvement des réformateurs, présidé par Jean-Pierre Soisson, député (République et Liberté) de l'Yonne, et les gauchistes de gauche du Mouvement Solidarité Participation ont décidé de s'allier pour « renforcer l'aile gauche de la majorité présidentielle » à l'occasion des élections législatives. Ils tiennent en réserve une liste d'une centaine de candidats, qui vise à obtenir la réinvestiture par la majorité des cinq députés sortants revendiqués par le MDR.

■ **INVESTITURE** : le bureau national du Parti socialiste a demandé, mercredi 26 mars, à sa fédération de la Somme d'organiser un nouveau vote pour le choix du candidat du PS dans la 3^e circonscription. Contrairement à ce qui était annoncé (Le Monde du 27 mars), la commission électorale nationale, qui proposait de choisir Vincent Peillon et non Pierre Hlad, désigné lors du vote des militants, n'a pas été suivie.

ZZZZZ

ZZZZZ

ZZZZZ

ZZZZZ

ZZZZZ

ZZZZZ

Espace, confort, tranquillité, quinze salons Executive Club Club Europe sont à votre disposition dans les grandes métropoles européennes.

CLUB EUROPE
BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

هكذا من الأول

ÉDUCATION Les conflits se multiplient dans plusieurs départements, à l'occasion de l'établissement de la carte scolaire, qui décide des ouvertures et des suppressions de postes

d'enseignants. 686 postes d'instituteurs doivent être supprimés lors de la prochaine rentrée, principalement dans des départements ruraux ou de tradition industrielle. ● DANS LA

LOIRE, parents et enseignants occupent depuis deux semaines les locaux de l'inspection académique à Saint-Etienne et à Roanne. 40 postes doivent disparaître dans ce départe-

ment. Les élus locaux et les députés se mobilisent à leur tour. ● TROIS PETITES COMMUNES rurales, qui avaient organisé le regroupement de leurs écoles primaires, voient d'un

coup leur système menacé. Une classe pourrait être fermée, les ratios du ministère de l'éducation nationale établissant qu'il manque, sur l'effectif global, deux élèves.

Parents et enseignants protestent contre les fermetures de classes

Dans le primaire, plusieurs centaines de suppressions de postes sont programmées, bouleversant souvent des projets pédagogiques locaux. Dans la Loire, comme dans d'autres départements fortement touchés, les manifestations se multiplient

SAINT-ÉTIENNE

Cours sautés sur la place publique, occupations d'écoles ou de locaux administratifs, manifestations, grèves partielles, barrages filant, blocages de ponts... Depuis plusieurs semaines, des parents et des enseignants rivalisent d'imagination pour défendre des classes, dans l'attente, une à une, empêcher la fermeture. L'établissement de la carte scolaire, qui décide dans l'école primaire des ouvertures et des fermetures de classes, n'est jamais chose aisée. Cette année, en imposant surtout des fermetures, fondées sur un argument démographique - moins d'élèves - contesté par les syndicats (lire ci-dessous), elle suscite la colère des usagers, un peu partout en France.

Le bilan, présenté le 19 mars par le directeur des écoles au ministère de l'éducation, Marcel Duhamel, à ses interlocuteurs, relève que « les effectifs décroissent dans deux types de région : les secteurs industriels tra-

ditionnels et les départements à dominante rurale ». La Loire a la malchance de cumuler les deux situations. Ce département économiquement sinistré a perdu cette année près de 1 000 élèves dans 650 écoles, soit en moyenne un élève et demi par école. Il doit « rendre » au ministère une quarantaine de postes. Et ces suppressions entraînent presque toutes des fermetures de classes, dont une dizaine en zone d'éducation prioritaire.

Dès début mars, des rassemblements s'organisent à Roanne et à Saint-Etienne. Le 7, les syndicats quittent le Comité technique paritaire (CTP) puis, le 12, le Conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN), où est censée se négocier la carte scolaire. Le même jour, l'occupation de l'inspection académique de Saint-Etienne se solde par une expulsion nocturne. Dès le surlendemain, l'inspection départementale de Roanne est occupée par les manifestants. Et,

chaque soir, depuis quatorze jours, la relève a lieu à 21 heures. Les hommes montent le large escalier carrelé, leur sac de couchage sous le bras.

« UN GRAND BONHEUR D'ÊTRE LÀ » Cette nuit-là, hasard des équipes, il n'y a pas de femmes. Au-dessus du tableau où sont consignés les « tours », quelqu'un a écrit : « Nos nuits sont plus belles que vos jours. » Les RG passent tous les jours ou téléphonent, s'amuse un militant syndical, mais on ne les laisse pas monter ici. » Michel Despinasse, enseignant (SE-FEN), lance l'initiative : « Ce sont les enfants de la crise que l'on a à l'école. Ils ne sont plus les mêmes qu'avant. Et au moment où il faudrait renforcer l'école, on l'affaiblit. » Sa femme travaillait dans une bonneterie. « En 1985, il y en avait encore quatre ou cinq, dit-il. Tout a fermé. »

Pour Jacques, conducteur de bus et parent d'élèves, venir dormir une nuit dans les locaux de l'inspection

de Roanne, ou assurer une heure ou deux de permanence « n'a même pas posé de questions ». Les classes de ses enfants ne sont pas menacées. Mais il ne comprend pas que, dans le quartier en difficulté du Halage, on supprime le poste de CRI (cours de rattrapage intégré) pour les élèves qui connaissent de graves difficultés. « À l'origine, ces cours étaient surtout faits pour les enfants issus de l'immigration ; maintenant, c'est du soutien pour tout le monde », souligne Jean-Marc Boudot, leader local du SNU-ipp. « Dans la morosité actuelle, où tout le monde courbe l'échine, c'est un grand bonheur d'être là, jeunes, vieux, vingt-quatre heures sur vingt-quatre », ajoute Jean-Michel Denis, enseignant. « On n'a jamais discuté comme cela entre parents et enseignants, renchérit Alain Chaudagne, membre de la FCPE, cela ne suffit pas de dire "partenaires" dans la loi d'orientation de 1989, nous on le vit. »

A l'inspection de circonscription

de Saint-Etienne, en revanche, les banderoles sont rangées tous les soirs, les locaux n'étant occupés que durant la journée. Les inspecteurs de l'éducation nationale, muets, viennent donner le tour de clé vespéral. André, directeur d'école, ne se prive pas de renvoyer les politiques à leurs contradictions : « Les Philibert, Clément, Rochelonne et autres Chossy, qui prétendent aujourd'hui iniques toutes ces fermetures de classes, ont bien voté le budget de l'éducation nationale à l'Assemblée », lance-t-il. Parmi ces députés de l'UDF, les deux premiers sont au Parti républicain, les deux derniers à Force démocrate de François Bayrou. L'un des inspecteurs sort de son mutisme : « Si le ministre redonne des postes, on ne souhaite pas que ce soit en fonction des circonscriptions électorales. »

A 17 h 30, ce lundi 24 mars, une délégation d'enseignants est reçue à l'hôtel de ville de Saint-Etienne par le maire et son adjoint à l'enseignement. La campagne électo-

rale n'est pas loin, les doléances sont écoutées d'une oreille attentive. « Quand on rencontre le préfet et l'inspecteur d'académie, c'est la pensée unique de la calculatrice, avec des ratios vieux de quinze ans. Les seuls d'ouverture et de fermeture de classes sont à revoir. De plus, les élèves ont beaucoup changé », fait valoir le représentant de la CGT.

RECHERCHE D'UN « MORATOIRE »

Claudine Zentar (SE-FEN) plaide avec sa collègue du SGEN-CFDT pour le maintien de la scolarisation des enfants de deux ans, une forte tradition dans ce département. « Les parents ne comprendraient pas que cela soit supprimé, ils pensent que c'est la situation normale », reconnaît le maire (UDF, radical), Michel Thiollier.

Ancien enseignant de collège, le maire de Saint-Etienne, qui discute avec l'Etat de la reconversion des sites de GIAT-Industries (fabricant de matériel militaire), précise : « Nous étudions la possibilité d'un moratoire qui empêcherait toute suppression d'emploi public dans la Loire. » A Saint-Etienne, Roanne, Saint-Chamond, le groupe qui employait encore 3 300 personnes voilà cinq ans, n'en compte plus qu'un peu plus de 2 000. « Et il envisage d'en faire sauter encore 800, si ça ne ferme pas », souligne un enseignant.

Le conseil municipal, qui vote ce 24 mars son budget, décide dans la foulée d'adopter à l'unanimité une résolution adressée au ministre de l'éducation nationale. Elle souligne : « Rien qu'à Montreynaud (un quartier sensible de 13 000 habitants), pour lequel nous venons de signer une convention de zone franche, cinq fermetures de classes sont décidées, et deux à surveiller. Le service public de l'éducation nationale ne peut, dans ces conditions, lever les défis qui lui sont posés. » Vendredi 28 mars, à l'initiative des syndicats, toutes les sirènes des écoles mugiront à 11 h 15. En signe d'urgence.

B. G.

Béatrice Gurrey

Le cas des « maîtres aux »

La coordination nationale des non-titulaires de l'éducation nationale poursuit son mouvement pour « le réemploi et la titularisation sans condition » de tous les maîtres auxiliaires. Quelques dizaines de ses membres ont manifesté, mercredi 26 mars, lors du congrès du SNES à Nice, en demandant au « syndicat majoritaire » chez les enseignants du second degré de soutenir leur action.

A l'Assemblée nationale mercredi, le ministre de l'éducation a confirmé son opposition au principe d'une titularisation automatique sans concours. Mais il a rappelé son engagement de réembaucher, jusqu'à la fin de l'année, les maîtres auxiliaires ayant trois ans d'ancienneté et précisés que 5 000 postes seraient proposés aux concours spéciaux pour les « maîtres aux ».

Deux élèves en moins... et des écoles rurales gérées à la Kafka

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Bussy, Saint-Sixte, Arthun : les noms sonnent comme cloches d'église dans la campagne. Au plus profond de la Loire, trois villages ont lié leur histoire au pluriel de leurs écoles, ce qui finalement revient au même. A la demande pressante de l'éducation nationale, dépassant les réticences villageoises et les obstacles d'intendance, les trois communes ont créé l'an dernier ce que le jargon administratif appelle un « regroupement pédagogique intercommunal », dit RPI.

Une idée simple : plutôt que d'avoir de si petites écoles que l'on y mélangeait tous les élèves dans la même classe, de quatre-cinq ans à onze-douze ans, on demanda aux maires et à leurs administrés d'envoyer à Saint-Sixte les « petits » des trois communes, en créant tout exprès une école maternelle. Les « moyens » iraient à Arthun, du CP au CE2 ; les « grands » se rendraient à l'école de Bussy. On organisait les transports, on embaucha des contrats emploi-solidarité, on réorganisa la cantine, etc. Un travail d'un an et demi, avec son lot d'ar-

rangements intercommunaux et familiaux.

Aujourd'hui, les trois écoles sont ornées de banderoles vengeresses et occupées par les parents. Une classe est menacée de fermeture à Arthun, ce qui met à bas tout l'échafaudage patiemment construit. L'inspection a en effet décidé d'appliquer à la lettre des quotas et des « seuils ». Il faudrait au RPI 117 élèves pour survivre : il ne peut en aligner que... 115. Kafka à la campagne. Si les villages avaient gardé leurs classes uniques à cinq niveaux, elles n'auraient pas pu être fermées en raison du moratoire Balladur sur les écoles rurales. C'est peu de dire que la fureur a saisi les habitants de ces petits villages.

Frédéric et Fabienne, tous deux infirmiers et travaillant à Roanne, avaient fait le choix du retour à Bussy. Bien organisés, avec leurs trois enfants, ils avaient le sentiment d'avoir mené à bien un projet commun. Brigitte, secrétaire, avait aussi fait avec son mari « un choix de vie ». « On a tous vécu en ville pendant au moins dix ans et on est revenus ici. On est écumés », dit-elle.

Fabienne enrage : « Quand j'ai entendu

Chirac à la télévision dire toutes ces bêtises sur l'école, je faisais des bonds de 3 mètres. Il nous a vraiment pris pour des imbéciles. » Il y a dix jours, l'inspecteur d'académie a racroché au nez des parents, lorsqu'il a su qu'ils occupaient les écoles en « perturbant le déroulement des cours ». Avec ce commentaire pour seul vaticane : « C'est bien dommage. » Jacqueline, mère au foyer de trois enfants et habitante de Saint-Sixte, ne trouve pas de mots assez durs pour cette politique qui « lance des promesses tout en haut, et qui détruit tout, en bas, sur le terrain ». Elle ajoute : « On avait trouvé avec les enseignants une solution pédagogique idéale. Une solution digne des meilleurs établissements en ville. »

Avec lassitude, Fabienne constate : « Quand tout sera détruit, le privé pourra continuer à recruter tranquillement. » Vendredi 28 mars, parents et enseignants seront devant la sous-préfecture de Montbrison avec des œufs pleins les poches. Le slogan est trouvé : « Vous nous avez pris pour des cloches, voilà les œufs. »

B. G.

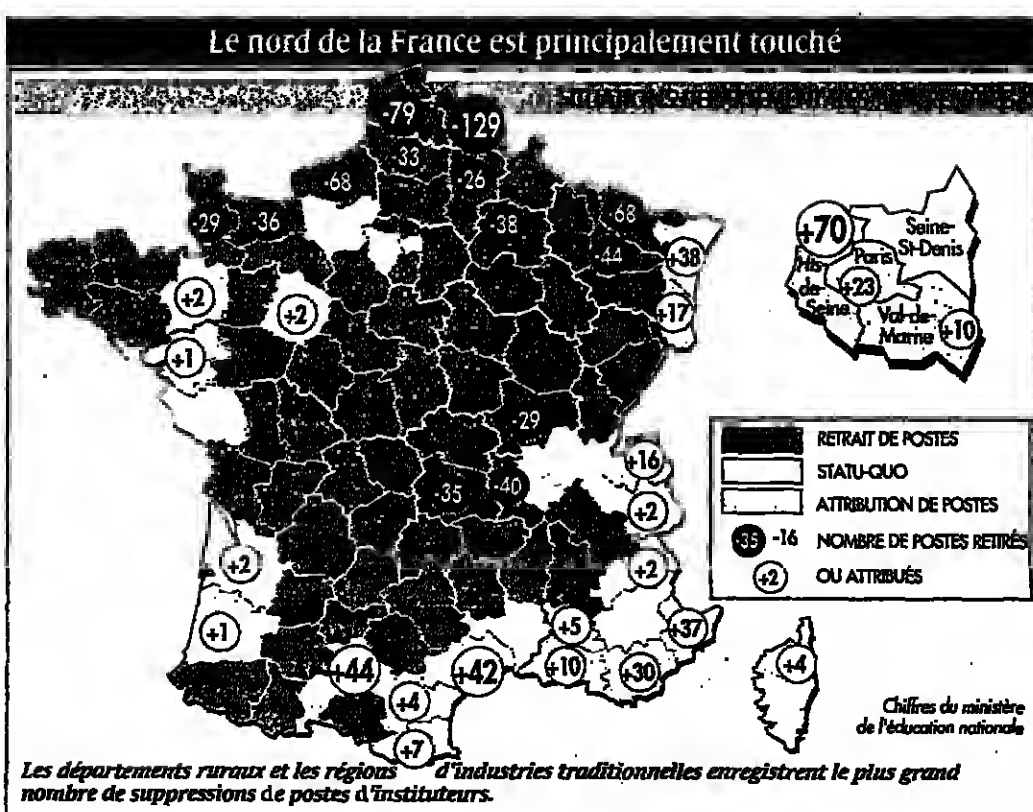
Béatrice Gurrey

686 suppressions de postes d'instituteurs sont prévues à la rentrée

LA LENTE DÉCRUE des effectifs dans les écoles primaires (-46 000 élèves en 1996, -21 000 en 1995, -8 000 en 1994) justifie pour le ministère de l'éducation nationale les suppressions de postes et donc les fermetures de classe qui auront lieu à la rentrée 1997. Pour l'année scolaire prochaine, on attend 57 000 élèves de moins (principalement en maternelle), mais il faut comparer ce chiffre au nombre total d'élèves, soit 6 712 000. La baisse ne représente donc que 0,8 % des effectifs. Les syndicats font remarquer que le nombre de naissances observées par l'Insee depuis deux ans aurait tendance à se stabiliser et même à augmenter légèrement.

L'argument de la qualité de l'enseignement, développé par Edouard Balladur en 1994, alors premier ministre, au moment de la présentation du nouveau contrat pour l'école, s'est depuis effacé du discours ministériel, au profit d'une logique de taux, de calculs et de ratios. « Même si les effectifs d'élèves subissent une diminution, je demanderai que les marges d'emplois ainsi dégagées soient d'abord orientées vers une amélioration de l'encadrement des enfants, condition essentielle de leur réussite scolaire », avait-il déclaré, le 16 juin 1994.

Etablie département par département, la carte scolaire prévoyait donc au mois de janvier 1 324 suppressions de postes dans 64 départements et 492 créations, soit un solde net de 832 suppressions. Après que 116 postes aient été redonnés aux DOM-TOM, 3 à la Meuse, 9 à la Charente-Maritime, 8 au Doubs, 3 à la Vienne, 5 aux Vosges, 1 aux Hautes-Alpes, 1 à la Seine-Maritime et 1 à l'Ardeche -



146 postes redistribués lors de la négociation de la carte scolaire, ce solde négatif s'établit actuellement à 686 postes.

Ce chiffre est donc plus élevé que les 500 suppressions nettes prévues par la loi de finances 1997. Le Nord et le Pas-de-Calais sont les plus touchés (plus de 200 suppressions), ainsi que la Seine-Maritime, le Calvados, la Meurthe-et-Moselle. Il faut également ajouter à ces chiffres les suppressions de 200 congés de

mobilité, de 1 700 postes de professeurs stagiaires, de 500 postes de cycle préparatoire aux concours.

Aussi complexes que propices aux manœuvres, les finances du ministère de l'éducation nationale donnent des aigres au ministère du budget. Y a-t-il plus d'enseignants que ne le suggèrent les chiffres du gouvernement, figurant dans la loi de finances pour 1997 ? C'est officiellement inconcevable. Les « effectifs physiques » doivent

correspondre très précisément aux « effectifs budgétaires ». Mais dans les faits, la correspondance n'est pas toujours totale. Une pratique officieuse de postes supplémentaires - baptisés les « surnombres » - a été utilisée par la gauche comme par la droite. Mais, dit-on, François Bayrou se serait engagé auprès du premier ministre à ce qu'il n'y ait aucun dans son ministère.

B. G.

Des sénateurs se déclarent hostiles à une loi sur le foulard islamique

FAUT-IL une loi pour interdire le port du foulard islamique dans les établissements scolaires ? A cette question qui resurgit périodiquement, la commission des affaires culturelles du Sénat, que préside

Adrien Goutteyron (RPR-Haute-Loire), vient d'apporter une réponse négative. Alors que plusieurs députés et sénateurs de la majorité, du RPR mais aussi de l'UDF, ont déposé des propositions de loi en ce sens, la commission sénatoriale a formulé un avis très réservé après avoir procédé à l'audition, mercredi 26 mars, de Renaux Denoux de Saint-Marc, vice-président du Conseil d'Etat, de Maurice Nivau, recteur honoraire, et de Mireille Wartin, proviseur qui exerce à Jallot-Curie de Nanterre au moment d'affaires de foulards.

« Tout le monde reconnaît qu'il ne faut pas légiférer », a précisé M. Goutteyron. Cela ne nous apparaît ni souhaitable ni utile ni même possible car une telle loi pourrait tomber sous le coup de l'inconstitutionnalité. Selon lui, en effet, « l'avis de novembre 1989 du Conseil d'Etat est une base solide sur laquelle devraient s'appuyer les chefs d'établissements et la communauté éducative pour traiter ces cas difficiles. »

Face à une situation « marginale par le nombre », ces sénateurs estiment que « c'est au chef d'établissement d'apprécier si l'attitude d'une jeune fille portant le foulard perturbe le fonctionnement de l'établissement ». Favorables au « dialogue dans une école ferme sur les principes qui doit rester accueillante et tolérante », ils ont proposé de développer les procédures de média-

tion. Ils ont aussi souhaité que les chefs d'établissements soient mieux informés « afin d'éviter qu'ils courent le risque de voir leurs décisions annulées ».

Le débat sur le port du foulard avait été relancé en novembre et décembre 1996. Au lycée Racine à Paris, des enseignantes avaient refusé d'assurer leur cours devant un élève de terminale portant le foulard islamique. Bien que restant inscrite dans l'établissement, cette dernière a été contrainte de suivre des cours de philosophie, d'histoire et de littérature française par correspondance. En Savoie, le conseil d'administration du lycée Jean-Moulin d'Albertville avait prononcé plusieurs exclusions malgré un avis contraire du tribunal administratif de Grenoble.

Confronté à la pression de plusieurs députés favorables à un texte de loi interdisant tout « signe ostentatoire » dans l'enceinte des établissements, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, n'avait pas encaissé cette épreuve. Il l'avait toutefois assorti de conditions. « La circulaire de 1994 a porté ses fruits. Le nombre de cas de foulards est tombé de 90 %, avait-il déclaré. Si le retour de ces signes était avéré, l'envisage de prendre contact avec les présidents de groupe de l'Assemblée et du Sénat afin d'examiner avec eux les conditions nécessaires pour que cette question soit traitée par la nation et la République comme il se doit. » Sur ce point, il dispose désormais d'un avis du Sénat.

Michel Delberghe

هكذا من الأفضل

Le Parti socialiste réagit aux déclarations du directeur des renseignements généraux

Yves Bertrand avait dénoncé une « tentative de déstabilisation »

Dans un entretien au *Parisien* du 27 mars, le directeur des renseignements généraux, Yves Bertrand, estime que la polémique sur la transmis-

sion, par les RG, des notes sur l'enquête du juge Halphen est « une tentative de déstabilisation » qu'il « rapproche de l'annonce, par un parti poli-

tique, de sa volonté de dissoudre les RG ». M. Bertrand nous a déclaré viser l'extrême droite. Le Front national demande la dissolution des RG.

LE NUMÉRO DEUX du Parti socialiste (PS), Daniel Vaillant, a réagi, jeudi matin 27 mars, aux déclarations du directeur central des Renseignements généraux (RG), Yves Bertrand, publiées le jour-même par le quotidien *Le Parisien*. « C'est une petite manœuvre de diversion que je n'impute pas à M. Bertrand », a déclaré au *Monde* le député de Paris, maire du 18^e arrondissement, ajoutant que « tout cela [lui] apparaît un peu téléphoné » et qu'il « n'aurait pas voulu que le directeur des RG puisse tenir de tels propos sans avoir un feu vert politique ».

Les propos du responsable policier qui ont suscité cette réaction sont les suivants : « Il y a une tentative de déstabilisation, que je rapproche de l'annonce par un parti politique de sa volonté de dissoudre les RG ». M. Bertrand s'expliquait longuement, dans les colonnes du *Parisien*, après les demandes de poursuites pénales pour « délit d'entrave » formulées à son encontre, en marge du dossier des HLM de Paris, instruit par le juge d'instruction Eric Halphen (*Le Monde* du 26 mars).

A la suite d'une série de lettres anonymes, dont certaines agrémentées de copies de « notes blanches » (sans en-tête ni signature) des RG, le juge Halphen a interrogé deux fois Yves Bertrand, à titre de témoin. Ces notes, étant attribuées au commissaire Brigitte Henri, alors chargée de mission auprès du directeur des RG et spécialistes des



affaires financières, et leur contenu ayant trait aux affaires mettant en cause la Ville de Paris et le RPR, le juge souhaitait obtenir le détail des informations recueillies par les Renseignements généraux sur ces dossiers.

DISSOLUTION

Dans son entretien accordé au *Parisien*, M. Bertrand a répété que « les notes de Brigitte Henri [n'étaient] pas archivées » et qu'au demeurant, leur auteur « n'avait pas plus d'éléments importants que des journalistes » sur lesdites affaires. « Elle ne détenait en aucun cas des preuves judiciaires », a-t-il ajouté.

Réagissant au « rapprochement » effectué par le directeur des RG entre la campagne de lettres anonymes reçues par le juge et la dissolution de son service, pronée par « un parti politique », Daniel Vaillant juge « tout amalgame nul et non avéré » et assure n'être « ni de près ni de loin au courant des évolutions du dossier [du juge Halphen] ». Surtout, le secrétaire national du PS chargé de la coordination, qui est également en charge des questions liées à la police et à la sécurité, rappelle que depuis la campagne présidentielle de Lionel Jospin, en 1995, le PS demande « non pas la

dissolution mais la rationalisation des services de renseignement ».

Interrogé par *Le Monde*, jeudi matin, le directeur central des RG, M. Bertrand, a justement précisé que « la phrase contestée ne visait nullement le Parti socialiste », mais « évoquait plutôt la position de mouvements politiques situés à l'extrême droite » — le programme du Front national propose, lui, la dissolution des RG. « Je n'ai jamais voulu occire le PS d'être à l'origine de ce qui nous arrive en ce moment », nous a déclaré M. Bertrand. J'ai simplement voulu souligner que ces lettres anonymes, qui cherchent à me placer dans une position délicate, surviennent à un moment où les attaques contre mon service recommencent, et qu'il existe un contexte d'agressivité à l'égard des RG, qui n'existe pas lorsque nous surveillons les sectes dangereuses, que nous travaillons sur le phénomène des bonlieux à risques ou que nous contribuons au démantèlement des réseaux du GIA en France... ».

« L'état a besoin d'un service de renseignements plus efficace et plus scientifique », estime pour sa part M. Vaillant. Sans mettre en cause « la qualité du travail » des fonctionnaires, le responsable socialiste estime que « ce n'est pas le travail des RG d'immobiliser des policiers pour faire du renseignement électoral », mais que « prévenir l'insécurité intérieure et extérieure, c'est utile ». Le rapport sur la sécurité rédigé par Bruno Le Roux, maire d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), glorieusement approuvé par le bureau national du PS et mis en débat dans les fédérations, préconise une fusion de la Direction de la surveillance du territoire (DST) — le service de contre-espionnage — et des RG. Le directeur des RG a rappelé, quant à lui, que « depuis 1994, les Renseignements généraux ne travaillent plus sur le fonctionnement interne des partis politiques ».

Hervé Gattegno et Michel Noblecourt

Une carrière consacrée aux RG

Yves Bertrand, cinquante-trois ans, a commencé sa carrière de commissaire à Montmorency (Val-d'Oise), en août 1970. A l'époque, il était déjà affecté aux RG. Par la suite, il a passé un peu moins d'un an au service régional des RG de Lorient (Morbihan) où le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin, maire de Vannes, le remarque.

● A compter du 1^{er} juillet 1973, M. Bertrand intègre la direction centrale des RG, à Paris. Il y restera jusqu'en décembre 1983, occupant notamment les fonctions d'adjoint au chef de la section chargée des mouvements révolutionnaires. Après un passage de près de trois ans à la police de l'air et des frontières (PAF) de décembre 1983 à juin 1986, il revient au sein de la direction centrale des RG. Il sera successivement chef de l'état-major, sous-directeur des

affaires administratives et directeur central adjoint. ● Le 12 mars 1992, M. Bertrand prend la tête de la direction, sur décision du ministre de l'Intérieur, Philippe Marchand (PS). Un poste qu'il occupe toujours aujourd'hui. ● Depuis 1986 et son retour à la DCRG, M. Bertrand, qui dirige un service de 3 800 fonctionnaires, a connu aussi bien des ministres de l'Intérieur de gauche (Paul Quilès, Pierre Joxe) que des ministres de droite (Charles Pasqua, Jean-Louis Debré).

Une procédure d'exclusion du RPR est engagée contre Claude-Annick Tissot

« METTRE en cause le président de la République sur un problème aussi subalterne, c'est ce qui a fait déborder la coupe », déclare Robert Pandraud, président du groupe RPR du conseil régional d'Ile-de-France, pour expliquer la procédure d'exclusion engagée, mercredi 26 mars, lors d'une réunion du groupe, contre Claude-Annick Tissot (RPR), vice-présidente de l'assemblée régionale. Vendredi 28 mars, les quarante-neuf membres du groupe, dont Michel Giraud, président du conseil régional, se prononceront à bulletin secret sur cette exclusion.

Celle-ci a été demandée le jour même de la publication, par *Le Parisien*, d'un entretien dans lequel M^{me} Tissot confirmait, comme l'avaient écrit deux journalistes du *Conard enchaîné*, Alain Guédé et Hervé Liffman, dans un livre intitulé *Péril sur la chiroquie* (éditions Stock), que Jacques Chirac lui avait demandé, en mai 1996, de quitter la présidence de la commission des marchés de la région. Nommée à ce poste en novembre 1994, M^{me} Tissot n'avait pas tardé à dénoncer publiquement des

irrégularités dans l'attribution des marchés des lycées. Prévue de longue date, la réunion de mercredi avait pour objet de préparer la commission permanente, jeudi 27 mars, au cours de laquelle doit être décidée l'extinction progressive des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), au cœur du système dénoncé par M^{me} Tissot.

GROS DOSSIER VERT

D'entrée, Didier Juha et Roger Karoutchi, vice-présidents du conseil régional, ont réclamé l'exclusion de l'élu parisienne, appuyés par un requêteur virulent du président Giraud. « J'ai adapté la procédure la plus démocratique possible en organisant une réunion de groupe, au cours de laquelle je donnerai la parole à la défense », précise M. Pandraud, qui annonce que, à l'issue du vote, M^{me} Tissot restera à la commission permanente, avec un titre de vice-présidente sans délégation.

Si nombre de conseillers régionaux RPR sont décidés à exclure M^{me} Tissot, les élus de Paris,

qui tiennent toujours rigueur à M. Giraud d'avoir choisi le camp balladurien lors de la présidentielle, semblent plus réservés sur l'urgence de cette sanction. Le bras de fer qui oppose l'élu RPR aux instances de son parti (*Le Monde* du 27 mars) a désormais pour objet son investiture dans une circonscription législative parisienne convoquée par Corinne Lepage, ministre de l'Environnement.

Le « problème Tissot » est traité au plus haut niveau. A la sortie du conseil des ministres, mercredi, le ministre de la justice, Jacques Toubon, élu parisien, portait un gros dossier vert sous le bras. Sur la couverture, un nom était inscrit en gros caractère d'imprimerie : Claude-Annick Tissot.

M^{me} Tissot, à laquelle le RPR reproche de s'être déclarée candidate par voie de presse, devait rencontrer à ce sujet Jean Tiberi, maire de Paris et secrétaire de la fédération RPR de Paris, jeudi en milieu de journée.

Pascal Sauvage

Michel Mouillot est à nouveau soupçonné de corruption

NICE de notre correspondant

L'ancien maire (UDF-PR) de Cannes, Michel Mouillot, devait être présenté jeudi matin 27 mars au juge d'instruction de Grasse, Philippe Alenda, dans le cadre de l'enquête sur ses relations avec une filiale de la Compagnie générale des eaux, la Compagnie immobilière Phénix (CIP). Extrait de sa cellule mardi, M. Mouillot avait été placé en garde à vue, d'abord par la brigade de recherches de la gendarmerie de Cannes, puis par la brigade financière de la police judiciaire de Nice, pour répondre aux questions des enquêteurs sur les avantages personnels que lui aurait consentis la CIP, alors que celle-ci avait acquis une position dominante dans les projets d'aménagement cannois.

La veille, le magistrat avait prononcé une mise en examen pour « corruption active et trafic d'influence » à l'encontre du dirigeant d'un bureau d'études lié à la CIP, Jean-François Bourdaloue. Ce dernier a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

Ami de longue date de M. Mouillot et longtemps proche de Jean-Marc Oury, l'ancien PDG de la CIP, M. Bourdaloue s'était retrouvé, entre 1991 et 1993, au centre d'un dispositif liant Cannes à la compagnie, derrière lequel les enquêteurs soupçonnent l'existence de faits de corruption. Au mois de février, lors d'une perquisition au siège de l'antenne parisienne de la ville de Cannes, le juge Aleoda avait recueilli les confidences de l'ancien chauffeur du maire, qui avait accusé M. Bourdaloue ainsi que l'an-

cienne secrétaire de Jean-Marc Oury, de lui avoir remis « des enveloppes en papier kraft » ayant sans doute contenu de l'argent à l'intention de M. Mouillot (*Le Monde* du 27 mars). Aujourd'hui collaboratrice du PDG de la Générale des eaux, l'ancienne secrétaire de M. Oury avait été mise en examen dès mardi pour « complicité de corruption » et escroquerie.

Ancien directeur du développement chez Campeon Bernard, M. Bourdaloue avait créé, en 1991, la Compagnie internationale de développement (CID). M. Bourdaloue avait ensuite fondé sa propre société de conseil en immobilier et s'était vu charger par M. Oury de la commercialisation du projet de réaménagement du Palm Beach. En juillet 1993, après une mésaventure avec M. Oury, il avait abandonné ses positions sur Cannes.

Au mois de juin 1996, M. Bourdaloue avait déjà été placé en garde à vue. Les policiers l'avaient alors interrogé sur une avance de 7 millions de francs que lui avait versée la CIP sur la commercialisation du Palm Beach. Face aux enquêteurs, il a reconnu, mercredi soir, au cours d'une confrontation organisée par le juge avec l'ancien chauffeur de M. Mouillot, avoir versé à Michel Mouillot 170 000 francs en deux fois, en 1993. Il a nié toute forme de corruption, évoquant un prêt personnel consenti par amitié à l'ancien maire de Cannes, alors que celui-ci connaissait des difficultés financières. M. Mouillot avait confirmé cette version.

Jean-Pierre Labarde

La plainte des fils Hernu contre « L'Express » déclarée recevable

LA PREMIÈRE CHAMBRE CIVILE du tribunal de grande instance de Paris a déclaré recevable, mercredi 26 mars, la plainte déposée par les fils de Charles Hernu contre l'hebdomadaire *L'Express*, qui avait publié, en octobre 1996 et en janvier 1997, des enquêtes selon lesquelles l'ancien ministre socialiste de la défense, décédé en 1990, aurait été un « agent de l'Est » entre 1953 et 1963. Dans cette procédure civile visant les dommages causés à autrui (article 1382 du code civil), le tribunal a cependant décidé de surseoir à statuer, dans l'attente de la décision qui sera rendue, en matière pénale, par la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Cette dernière a en effet été ultérieurement saisie d'une plainte pour « tentative d'escroquerie au jugement, faux et usage de faux », déposée par les fils de Charles Hernu, qui accusent *L'Express* d'avoir tenté de tromper la chambre civile en versant au dossier des documents dont ils contestent l'authenticité. Il s'agit notamment d'un texte présenté par l'hebdomadaire comme un document du ministère des affaires étrangères soviétique datant de 1957, mais portant un tampon anachronique de la « Fédération de Russie » ; d'après nos confrères, ce tampon a été récemment apposé par un fonctionnaire russe sur le document initial, consulté par leurs soins dans les archives russes à Moscou.

Meurtres de Louveciennes : le parquet demande le renvoi en assises d'Alexi

LA CHAMBRE D'ACCUSATION de la cour d'appel de Versailles (Yvelines), qui siègeait mercredi 26 mars, a mis en délibéré au 4 avril prochain sa décision sur un éventuel renvoi du jeune Alexi devant la cour d'assises des mineurs des Yvelines. Aujourd'hui âgé de dix-neuf ans, Alexi est l'auteur présumé de l'assassinat de son père et de cinq membres de sa famille, tous de nationalité russe, le 26 février 1995, dans une villa de Louveciennes (Yvelines).

Lors de l'audience, l'avocat général Thérèse Gheskière-Dierckx a demandé le renvoi du jeune homme devant la cour d'assises alors que ses défenseurs, M^{rs} Henri Leclerc, M^{rs} William Bourdoo et M^{rs} Olivier Combe, ont souligné la nullité de l'ordonnance de transmission des pièces du juge d'instruction et demandé une poursuite de l'enquête en Russie et au Luxembourg, où se trouverait un mystérieux commanditaire du meurtre lié à la mafia russe. — (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : le dossier de l'assassinat de Yann Piat a été renvoyé devant la cour d'assises du Var, a annoncé, mercredi 26 mars, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Lucien Ferri, vingt-cinq ans, et Marc Di Caro, vingt-trois ans, sont soupçonnés d'avoir abattu, le 25 février 1994, à Hyères (Var), le député UDF-PR. Cinq autres personnes devraient être jugées pour « complicité ». Les avocats des deux principaux accusés entendent se pourvoir en cassation afin que soient menées des investigations supplémentaires pour « découvrir les véritables commanditaires » du meurtre.

■ VIOLENCES : Christian Saint-Gille, ancien directeur d'école de Rosny-sous-Bois, a été condamné mercredi 26 mars à dix ans de prison par la cour d'assises de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour viol sur mineure de moins de quinze ans. M. Saint-Gille, quarante-neuf ans, était accusé de s'être livré à des attents sexuels poussés sur une fillette de treize ans alors qu'il lui dispensait des cours particuliers (*Le Monde* du 27 mars).

■ VIOLENCES : Xavier Voute, conseiller municipal Front national du 19^e arrondissement de Paris, a été condamné, mercredi 26 mars, par le tribunal correctionnel de Paris, à 3 000 francs d'amende pour avoir aspergé de gaz lacrymogène quatre militants du mouvement Ras le Front, sur un marché parisien, le 21 avril 1996. Les magistrats ont pris acte du fait qu'une table du stand du FN avait auparavant été renversée, mais ils ont estimé que « l'utilisation d'une bombe lacrymogène contre des personnes ne [pouvait] être considérée comme étant en proportion avec la mise à sac d'une table ».

■ MARCHÉS PUBLICS : Jacky Warot, directeur des services du conseil général de la Meuse, a été mis en examen mercredi 26 mars pour favoritisme et placé sous contrôle judiciaire par le juge d'instruction nancéen, Anne Haye, en charge du dossier des marchés publics de la Meuse. M. Warot est soupçonné d'avoir favorisé des entreprises meusiennes du BTP avec lesquelles le conseil général avait l'habitude de travailler par l'entremise de sa société d'économie mixte, la Semagri.

■ ESSONNE : Xavier Dugoin, président (RPR) du conseil général de l'Essonne, aurait fait salarier sa femme de ménage par son cabinet, selon *Libération* du 27 mars. L'épouse du maire de Paris, Xavier Tiberi, avait été également salariée par le cabinet de M. Dugoin. Cette dernière affaire s'ajoute à l'information judiciaire ouverte « contre X... pour abus de confiance, détournement de fonds publics et recel », relative à l'emploi présumé fictif de l'épouse du président du conseil général en tant que membre de son cabinet.

■ FICHIERS : la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a émis « des réserves » sur un projet de loi du ministère du travail et des affaires sociales visant à autoriser la consultation des fichiers fiscaux par les organismes de Sécurité sociale et les caisses de retraite complémentaires. Dans un avis, rendu mardi 25 mars, la CNIL estime que « ce projet pourrait être interprété comme visant à organiser des contrôles systématiques sur les personnes les plus démunies ». Les syndicats CGT et CFDT, ainsi qu'une quinzaine d'associations, y voyaient déjà « un réel danger pour les libertés individuelles et publiques et pour la démocratie ».

CALVITIE



Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE

Tél. : 01 53 83 79 79 - Fax : 01 53 83 79 70 - 3617 INFO CHAUVÉ

Centre Médico-Chirurgical Franklin Roosevelt

49, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris

هكذا من الأسفل

La polygamie de Mimoun El Hadri mène sa première femme devant les assises

Elle est accusée d'avoir tué son mari qui avait refait sa vie au Maroc

Hanifa El Hadri, soixante-trois ans, comparait depuis le 26 mars devant la cour d'assises des Yvelines pour le meurtre de son mari en 1993. C'est l'un de ses fils, Mo-

hamed, qui en recherchant son père disparu après avoir pris une seconde épouse au Maroc, a découvert après de nombreuses démarches qu'il avait été tué par sa mère.

Raïde devant la barre des témoins, Mohamed El Hadri, quarante ans, fait mine de se mouchoir, essuie subrepticement une larme et murmure : « Je suis tombé dans un piège. »

Un « piège » tendu par un hasard cruel qui a voulu que son infortuné à éclaircir la disparition de son père le conduise à découvrir qu'il avait été tué par sa mère. Aujourd'hui, il est devant la cour d'assises des Yvelines pour raconter une enquête qu'il regrette d'avoir faite.

Son père, Mimoun El Hadri, a quitté le Maroc en 1965 pour travailler d'abord chez Citroën puis aux usines Renault. Il a fait venir sa famille et a travaillé dur pour élever ses sept enfants dans un appartement d'Elancourt (Yvelines), tout en économisant pour faire construire deux maisons au Maroc et y acheter un bout de terrain. Quand Renault l'a mis en préretraite, il est reparti pour le Maroc, où il a épousé une seconde femme, bien plus jeune.

« Je n'étais pas content, grommelle le fils. On vit avec une femme pendant quarante ans, et le lendemain on en prend une autre. » Mais Mohamed ajoute aussitôt : « Depuis vingt ans, il disait qu'il voulait retourner au Maroc. Ce choix lui appartenait. »

En juillet 1993, Mohamed a téléphoné au Maroc. On lui a dit que son père était retourné en France. Il a donc téléphoné à Elancourt. Sa mère lui a assuré que son père n'était pas revenu. Mohamed a attendu, puis il a cherché, en France et au Maroc, pour savoir ce que son père était devenu. Dans les commissariats, on lui a fait remplir des for-

mulaires, mais on n'a pas jugé nécessaire de prendre la photo du disparu, que Mohamed voulait joindre au signalement. Pourtant, le ton a changé quand un journaliste de l'émission télévisée « Terminé ! » a décidé de s'occuper de lui. Mohamed a été reçu au SRP de Versailles; quelque temps plus tard, un inspecteur lui a montré la photo d'un cadavre découvert dans la Seine à Puteaux, le 11 juillet 1993.

« Si elle me l'avait dit... »

Pour Mohamed, ce n'était pas une surprise. Son enquête l'avait amené à contacter les voisins de ses parents. « Il y en a qui m'ont dit que mon père était venu à Elancourt, soupirait-il. Un autre m'a dit qu'il avait entendu une grande dispute. Avant que le policier me montre les photos, je savais que mon père, c'était fini pour lui. » Dans le box des accusés, Hanifa El Hadri, soixante-trois ans, pose son son fils aîné un regard d'une tendresse infinie quand Mohamed ajoute : « Si elle me l'avait dit, peut-être que j'aurais abandonné... »

Hanifa pleure doucement. C'est une petite grand-mère dans une belle gandoura bleue. Elle ne sait ni lire ni écrire et ne s'exprime pas en français. On parle d'elle à la troisième personne car elle n'existe qu'à travers un interprète. « Elle ne s'exprimait pas chez elle ? » demande la présidente, Suzanne Muller. Non, « elle » ne s'exprimait pas. On ne l'empêchait pas de sortir et « elle » allait même faire les magasins. Tous les enfants, tous les témoins viennent dire que la famille était très unie, que le couple s'entendait très bien. « Le père, il était gentil, pas violent, pas de disputes », précise Mohamed. Et quand on lui demande si Hanifa n'était pas autoritaire, il répond d'une phrase : « Mo-

hamed dirigeait la maison pour le bien, pas pour le mal. »

Que s'est-il passé ce soir du 8 juillet 1993, quand Mimoun est revenu du Maroc ? Hanifa l'a-t-elle fait revenir, comme le soutient l'accusation, en lui faisant croire que les usines Renault l'avaient convoqué dans le cadre de sa préretraite ? Malika, l'épouse, la plus jeune des sept enfants, a vu une partie de la scène. Il y a eu une dispute, des cris. L'un des frères, Mustapha, lui a ordonné de rentrer dans sa chambre. Après, ce fut le silence. Elle a ensuite vu du sang et un corps allongé. Malika dit seulement : « Avant, quand je rentrais des cours, je savais que j'avais des parents qui m'attendaient. Aujourd'hui, je n'ai plus de père et presque plus de mère. C'est à cause de cette nouvelle femme. »

Lors des débats du jeudi 27 mars, Hanifa devra s'expliquer sur les circonstances précises d'un drame qui semble avoir commencé par un échange de coups. Il faudra aussi décrire le rôle exact de deux des enfants, Mustapha, vingt-sept ans, et Miloud, vingt-deux ans, poursuivis pour recel de cadavre pour avoir jeté le corps à la Seine. Pour sa part, Mohamed donne déjà son avis sur une polygamie qui est au centre des débats : « Si le mari se marie à nouveau, la femme n'accepte pas. Avec la deuxième et la troisième femme, c'est sûr que le mari va faire des différences. » Certes, le Coran exige une totale égalité entre les femmes, mais Mohamed ajoute : « La première femme, elle est à part, sa vie est foutue. » Un silence, Mohamed se mouchoir, puis il dit : « Maintenant je ne sais pas qui n'a tué exactement. Si c'est ma mère, c'est la colère, car après quarante ans de mariage... »

Maurice Peyrot

Des peines de prison ferme requises lors d'un nouveau procès des « filières bretonnes de l'ETA »

Le substitut Irène Stoller a dénoncé les « hébergeants d'assassins »

LES PROCÈS se suivent et se ressemblent pour ce qu'il est convenu d'appeler les « filières bretonnes de l'ETA ». D'audience en audience, deux mondes se côtoient au palais de justice de Paris : des séparatistes basques, membres de l'ETA ; et des Bretons « ordinaires », prévenus d'avoir hébergé, au nom du « droit d'asile », certains militants en exil. En novembre 1995, ils avaient été quatre-vingts, Basques et Bretons, à comparaître devant le tribunal correctionnel (Le Monde du 18 novembre 1995). En novembre 1996, une dizaine de personnes avaient comparu. Mardi 25 et mercredi 26 mars, un troisième procès du même genre s'est tenu devant la onzième chambre. Il concernait, cette fois, dix-neuf prévenus, dont quatre Basques en fuite.

Parmi les quinze personnes présentes, cinq détenus d'origine basque espagnole se trouvaient dans le box, encadrés par des gardes. Certains d'entre eux, arrêtés à la suite d'une longue enquête de la police française, avaient été en relation avec José Rego Vidal, le chef d'un commando qui avait projeté d'assassiner le roi d'Espagne en août 1995. Dès mardi, leur audition a tourné court puisqu'ils ont refusé de s'exprimer en espagnol ou en français. Le président Olivier Pénusset n'acceptant pas l'aide d'un interprète, présent dans la salle mais non assermenté, les débats se sont réduits à un dialogue de sourds. « Ceci est un tribunal français, vous n'avez pas le droit de nous parler », a lancé - en français - Pedro Picabea Ugaldé, considéré comme un responsable de l'ETA.

Javier Chimeno Intza, recherché par les autorités espagnoles, s'est contenté de sourire ou de faire « coucou » au président Pénusset,

d'un geste de la main. Vers 17 heures, les cinq ont décidé de quitter la salle en levant le poing, tandis que leurs sympathisants, assis sur les bancs du public, criaient : « ETA militaire, ETA militaire ! ». Le contraste est alors apparu saisissant entre ces « durs », repartant vers leurs cellules, et les dix autres prévenus, sagement alignés devant le tribunal. Il y avait là cinq Basques espagnols résidant dans le sud-ouest de la France, soupçonnés de soutien logistique ; mais aussi cinq Bretons, trois femmes et deux hommes, poursuivis pour avoir hébergé des Basques en situation irrégulière.

BASE ARRIÈRE

Selon l'accusation, la Bretagne servirait de base arrière aux terroristes désireux de se faire oublier. Les Bretons ont rejeté ces accusations en invoquant la « tradition d'hospitalité ». Dans les années 70 et 80, de nombreux exilés trouvaient refuge - légalement - en Bretagne. Des liens se sont créés, et la région est devenue une terre d'accueil. Depuis 1992, 216 personnes ont été interpellées pour avoir « aidé » des clandestins. Plusieurs élus, de tous bords, ont soutenu les personnes mises en examen (Le Monde du 4 mars 1996).

« Quand je repense à ce que j'ai vu, je ne lui demande pas son casier judiciaire », a expliqué Marie-Noëlle Boudannay, une infirmière prévenue d'avoir accueilli Jesus Echevarri Elordi, membre supposé de l'ETA. Quand il s'agit de dire qu'elle, si se faisait appeler « François », mais lorsqu'il habitait chez les époux Le Coq, une autre famille d'accueil, il se présentait comme « Michel ». Paul Le Coq, un écologiste très impliqué dans la vie de la commune de Spézet (Finistère), a nié tout activisme

politique : « C'est un réseau d'amitié, et non un réseau politique. Chez nous, la maison est ouverte, on ne fait pas remplir de fiches de police. » Parmi les prévenus figurait aussi Yvonne Le Moigne, une enseignante à laquelle il était reproché de s'être rendue à Hendaye, chez le chef du commando chargé d'assassiner le roi d'Espagne.

Le substitut Irène Stoller, chef de la quatorzième section du parquet de Paris, spécialisée dans la lutte antiterroriste, a rejeté les explications de ces « hébergeants » : « Quand on dit que ces gens (les exilés) sont gentils et malheureux, on ne dit pas la vérité : ce sont des membres de l'ETA, des assassins. » Selon M^{me} Stoller, les Bretons « savaient très bien » que leurs invités appartenaient à ce mouvement. La représentante du parquet a assuré que les « hébergeants d'assassins » continueraient d'être poursuivis. Elle a requis des peines de deux ans d'emprisonnement avec sursis à l'encontre d'un agriculteur qui avait logé - parfois sous la menace - des hommes surnommés « Fernand », « Philippe » et « Xavier ». Des peines d'un an d'emprisonnement, dont une partie avec sursis, ont été requises contre les quatre autres Bretons.

Du côté basque, les réquisitions les plus lourdes concernent les cinq détenus et les quatre « combattants » en fuite. M^{me} Stoller a notamment réclamé sept ans fermes contre Javier Chimeno Intza et dix ans contre Pedro Picabea Ugaldé. Enfin, elle a demandé dix ans d'emprisonnement à l'encontre de José Arizcuren Ruiz (en fuite), considéré comme « l'instigateur » de l'attentat avorté contre Juan Carlos. Jugement le 26 mai.

Philippe Broussard

CARNET

NOMINATIONS

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, le conseil des ministres du mercredi 26 mars a procédé au mouvement préfectoral suivant : Bernard Gérard, préfet de la région Centre, est nommé préfet hors cadre. Il devrait être nommé directeur du cabinet de Jean-Louis Debré, en remplacement de Michel Besse, nommé préfet de la région Rhône-Alpes le 20 mars. Jacques Barel, préfet de la région Bourgogne, est nommé préfet de la région Centre, en remplacement de Bernard Gérard. Pierre Stelmets, directeur du cabinet du ministre de la fonction publique, Dominique Perben, est nommé préfet de la région Bourgogne, en remplacement de Jacques Barel.

[Né le 18 janvier 1936 à Marseille, Jacques Barel est affecté au ministère de l'Intérieur à sa sortie de l'ENA, en mai 1965. Il devient directeur du cabinet des préfetures du Var (juillet 1965), de Champagne-Ardenne (juillet 1966) et des Pays de la Loire (janvier 1968). Sous-préfet de Reims (juillet 1970), chef de cabinet du préfet de police de Paris Jean Padoa-Schioppa (décembre 1973), puis directeur adjoint du cabinet de son successeur, Pierre Souvillat (octobre 1976), secrétaire général des préfetures de l'Hérault (mai 1978) et des Bouches-du-Rhône (janvier 1982), il devient préfet de la Haute-Corse (mai 1983). Directeur du cabinet du préfet de police de Paris, Guy Fougère (mars 1985), il est nommé préfet des Hauts-de-Seine (janvier 1987) et préfet de la région Alsace (août 1989), avant d'être affecté comme conseiller-maire en service extraordinaire à la Cour des comptes (novembre 1992). Depuis le 14 juin 1995, il était préfet de la région Bourgogne.]

[Né le 23 janvier 1943 à Sainte-Colombe (Rhône), Pierre Stelmets est affecté au ministère des départements et territoires d'outre-mer, à la sortie de l'ENA, en juin 1970. Directeur du cabinet du haut-commissaire de la République dans l'Océan pacifique (octobre 1972), chargé de mission au secrétariat général du gouvernement (août 1975), il entre au cabinet de Raymond Barre, alors premier ministre, comme chargé de mission occupant des collectivités locales, des établissements publics régionaux, des rapatriés, de la jeunesse et des sports (février 1979-avril 1981). Il est chargé de mission à la direction de l'urbanisme et du logement (avril 1983), chef du service de la politique foncière de la Ville de Paris (juillet 1983), directeur du cabinet du secrétaire général de la Ville de Paris Camille Cabana, puis Guy Mail-

lard (octobre 1984-avril 1987), et directeur du développement économique et social au conseil régional d'Ile-de-France (avril-septembre 1987). Il fait partie de la mission chargée par Michel Rocard, alors premier ministre, d'apprécier la situation et de redéfinir le dialogue » en Nouvelle-Calédonie (mai 1988-juin 1988), avant d'être nommé préfet de la Haute-Maine (septembre 1988) et de diriger le cabinet et du développement du gouvernement de Michel Rocard (octobre 1989-mai 1991). Il est préfet des Pyrénées-Orientales (janvier 1992), de la Haute-Savoie (juillet 1993), de la Réunion (octobre 1994). Il occupait la fonction de directeur du cabinet de Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation depuis novembre 1995.]

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Jean Gaeremynck, conseiller d'Etat, a été nommé directeur de la population et des migrations sur proposition de Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, lors du conseil des ministres du mercredi 26 mars.

[Né le 7 mars 1954 à Angers (Maine-et-Loire), licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Jean Gaeremynck a intégré le Conseil d'Etat à sa sortie de l'ENA, en 1980. Il y a fait la plus grande partie de sa carrière, avant de devenir directeur adjoint (avril 1993-septembre 1994), puis directeur (septembre 1994-mai 1995) du cabinet de Pierre Méhaignerie, garde des sceaux.]

EPISCOPAT

Mgr Maurice de Germigny, vicaire général de Paris, a été nommé évêque de Blois, jeudi 27 mars, par Jean Paul II. Il succède à Mgr Jean Cuminal, décédé le 18 avril 1996.

[Né le 23 novembre 1939 à Saint-Maurice-du-Désert (Orne), Maurice de Germigny a fait ses études au lycée Janson-de-Sailly et au séminaire des Carmes à Paris. Il a un diplôme d'archiviste-paléographe et une maîtrise de théologie. Ordonné en 1974 pour le diocèse de Paris, il a été prêtre dans les paroisses Notre-Dame d'Auteuil et Saint-Roch, puis, de 1981 à 1986, secrétaire particulier de Mgr Lustig, archevêque de Paris. Nommé en 1986 curé de Saint-Séverin-Saint-Nicolas, il devient, en 1993, vicaire général du diocèse et responsable de la formation continue des prêtres. Mgr Germigny est également membre de plusieurs commissions catholiques dont celle des travaux historiques de la Ville de Paris.]

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

~ Claude Ancel, son épouse, sa fille, et ses amis, ont la douleur de faire part du décès subit de

M^{me} Claude ANCEL, née Elizabeth (Lily) JURAM, survenu le 17 mars 1997, à l'âge de soixante-trois ans.

Selon sa volonté, l'incinération a eu lieu dans l'intimité.

20, avenue du Docteur-Calmette, 92140 Clamart.

~ M. Jean Patrick Matheron, directeur de l'UTP de Paris, université Paris-VI, M. Franck Rexaud, chef du département Carrières sociales, M^{me} Maryse Lain, chef du département Gestion des entreprises et des administrations. Les enseignants et l'ensemble du personnel de l'UTP. Le bureau des étudiants Carrières sociales, les étudiants de l'UTP, font part de leur profonde tristesse après la disparition de leur collègue et ami et de leur professeur.

Laurent BOLO, professeur de gestion et d'informatique.

Il s'adressent à son épouse, Cynthia, à ses enfants et à sa famille leurs plus sincères condoléances.

~ Grenoble. Montpellier. Bordeaux. Paris.

~ M^{me} Georgette Dicky, Hervé et Anna, ses enfants, Simon, son petit-fils. Les docteurs Olga et Yves Cachin. Sa sœur et son beau-frère. Parents et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Léonide DICKY, survenu dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 26 mars 1997, à Grenoble.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

~ Paris. Narbonne. Shanklin (Grande-Bretagne). Marseille. Montréal (Canada).

Les familles Haag, Vachin, Ledger, Gilebert, Fréchet, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Vivienne HAAG, née de VILLENEUVE, le 14 mars 1997, à Paris-13^e.

~ M^{me} Paula Hittner, son épouse, M. Dominique Hittner, son fils, Emmanuel et Grégoire, ses petits-fils. M. Michel Gherchenzon, son beau-frère, ont la douleur de faire part du décès de

M. Stéphane HITTNER, survenu le 22 mars 1997.

3, rue du Boccage, 92310 Sèvres.

~ Marie-Renée Lemelle, sa fille, Henriette Lemelle, sa nièce, Bernard Lemelle, son frère, Sarah-Renée, Thibault, Pauline, ses neveux, Evelyne Lemelle et Marie-Lemelle, ses belles-sœurs. Les familles Cominetti, Gort et Courant, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Renée LEMELLE, survenu le 26 mars 1997.

Une messe sera célébrée en l'église de Saint-Denis-de-Saint-Sacrement, 68 bis, rue de Turenne, Paris-3^e, le mercredi 2 avril, à 11 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Ouen.

76, rue Charlot, 75003 Paris.

~ M^{me} Paulette Vincent, son épouse, Les familles Meunier, Vincent, Milay, Kari, Ducloux, Yau, ont la douleur de faire part du décès, survenu dans sa quatre-vingt-neufième année, le 18 mars 1997, de

Raymond VINCENT, croix de guerre 1939-1945, ancien de la 2^e DB.

L'incinération a eu lieu le mardi 25 mars, au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise.

Anniversaires de décès

~ Pour le troisième anniversaire du départ de

Marcelo BORDO POSADAS,

une messe anniversaire a eu lieu dans l'intimité de sa famille, de ses amis.

De la part de Horacio et Mercedes Bordo Posadas, Claude Fléout, Dany et Loïc Limon.

« Je suppose que tous les grands (hommes) ont un peu de tristesse. La beauté signifie le parfum des roses et puis la mort des roses... La beauté signifie la torture du sacrifice et la fin de la torture. »

Raphaël CLUZEL,

nous a soudainement quittés, il y a un an déjà.

Que ses amis se souviennent de l'être d'exception qu'il était et déposent, s'ils le peuvent, une fleur sur sa tombe au cimetière de Montmartre, où ils pourront rencontrer sa famille, le mardi 1^{er} avril, à 14 heures.

En hommage conjoint à son œuvre de poète et à celle du compositeur Henri Sauguet, son père adoptif, décédé le 21 juin 1989, un concert sera donné en l'église Saint-Roch, le mardi 3 juin 1997, à 20 h 30.

~ Son sourire était doux, et ses yeux pétillaient.

Benjamin

était plein de courage.

Il n'avait que cinq ans, et la vie l'a quitté.

Pensez à lui. Pensez à nous.

Familles Dogna, Tuduri, Baillaupé, Breus.

~ C'était il y a quatre ans, le 27 mars 1993.

Gérard LOBIER

quittait les siens.

Merci de garder vivant son souvenir.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Services religieux

Vendredi 28 mars 1997, à 21 heures

Culte réformé du Vendredi-Saint par le pasteur Samuel Sabagian.

Chorale du Luxembourg, soli, orgue et ensemble instrumental (flûte, violon, violoncelle). Œuvres de Delalande, Bach, Haydn, Schubert.

Colloques

« De l'affaire Dreyfus à la fin de la II^e guerre mondiale : les engagements de Jules Isaac. »

Colloque organisé par l'Association des amis de Jules Isaac, 28 et 29 mars 1997, Cité du livre, 8, rue des Allumettes, Aix-en-Provence. Avec A. Mariel, président, C. Iancu, secrétaire, A. Kaspi (conférence inaugurale) et MM. Amalvi, Andréani, Bendick, Berstein, Carboneil, Chandezon, Maurin, Riemschneider.

Renseignements : D. Oppetit, tél. : 04-42-25-98-70.

Soutenances de thèse

~ M. René Guy Gadrin a soutenu avec succès, le samedi 22 mars 1997, une thèse de doctorat intitulée :

L'Astrologie au XVIII^e siècle. Étude sur la pratique des horoscopes, notamment à travers ceux du Roi-Soleil (1638-1715).

et a été déclaré digne du titre de docteur de l'École pratique des hautes études, sciences religieuses, avec la mention : Très Honorable avec félicitations du jury.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75002 Paris Cedex 05

Renseignements : 01-42-17-29-44 ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 85 F

Thèses étudiants : 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Maximum 10 lignes.

مكتبة الشرف

prison ferme requise
1 nouveau procès
bretonnes de l'ETA

AMÉNAGEMENT Les ministres intéressés par la politique d'aménagement du territoire devaient se réunir, jeudi 27 mars, à l'hôtel Matignon, en présence d'Alain

Juppé. ● LE PREMIER MINISTRE doit rendre ses arbitrages sur l'avant-projet de schéma national d'aménagement élaboré par les services de Jean-Claude Gaudin, ministre de

l'aménagement du territoire et de la ville. ● MIS AU POINT par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), le schéma national, qui « traduit une vision de

la France en 2015 », servira de base de travail à la réunion, prévue le 10 avril, à Auch (Gers), d'un Comité national d'aménagement du territoire (CIAT), présidé par le premier

ministre. ● CERTAINS ÉLUS locaux sont réticents face aux orientations volontaristes de M. Gaudin et le calendrier n'est pas favorable à l'avancée d'un sujet sensible.

Le gouvernement hésite à bousculer l'organisation du territoire

Un comité interministériel se tiendra à Auch le 10 avril. Jean-Claude Gaudin prône une démarche volontariste. Mais, à quelques mois des élections, le gouvernement s'interroge et Alain Juppé réunit les ministres jeudi pour arbitrer sur le schéma national d'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT, à l'évidence, a souhaité donner le moins de publicité possible à la réunion de ministres, jeudi 27 mars à l'hôtel Matignon, autour du projet de schéma national d'aménagement du territoire. Il faut en effet que la prochaine « grande messe » de l'aménagement, au cœur de la France rurale, à Auch (Gers) – à l'instar du dernier CIAT, en 1993, tenu symboliquement à Mende, en Lozère, le département le moins peuplé, et sous la présidence de Charles Pasqua, alors ministre d'Etat – donne l'image d'un gouvernement unanime, déterminé à faire aboutir un processus qui doit dessiner les contours de la France de 2015. Alors qu'un vif débat est en cours, depuis que Jean-Claude Gaudin a diffusé à chacun des ministres intéressés, à la fin de 1996, un avant-projet de schéma: la réunion de jeudi doit permettre à Alain Juppé de rendre les arbitrages et de prendre les décisions nécessaires à la réussite publique du CIAT d'Auch.

Les grandes orientations et préconisations du projet, minutieusement rédigées par la Datar, sont connues. Elles ont pour ambition de proposer des actions, d'identifier des évolutions. Outre la présentation des futures grandes infrastructures du pays, l'avant-projet diffusé à la fin de 1996 envisage de simplifier la carte communale, jugée trop éparpillée, en rendant obligatoire, à terme, la création de vastes communautés urbaines dotées

d'une fiscalité propre. Le texte introduit également une nouveauté importante à propos des « pays », l'un des points forts de la loi de 1995. Il s'agit de parachèver, en les dotant d'un statut juridique, ces « pays », dont deux cents sont en émergence et qui ont pour originalité majeure d'associer politiques, administrations et collectivités de rangs divers aux acteurs de la société civile. Pourquoi une telle réforme? « A l'exception de Paris et de son agglomération, nos grandes villes ne possèdent pas l'ensemble des fonctions qui leur permettraient d'être compétitives à l'échelle européenne », explique M. Gaudin. Par ailleurs, les découpages territoriaux actuels ne sont plus « à l'échelle des problèmes rencontrés ». Enfin, la « multiplication actuelle de politiques territoriales ou européennes achève de brouiller la cohérence et la lisibilité de l'action publique ».

CHANGEMENT PHILOSOPHIQUE Quel outil principal pour mettre en œuvre cette politique? L'époque est venue, estime M. Gaudin, où « il faut rompre avec la conception redistributive qui a longtemps inspiré la politique d'aménagement. Il s'agit moins désormais de décentraliser, c'est-à-dire déplacer des activités (...), que de créer des conditions favorables au développement ». En clair, chaque territoire, chaque région, est invité à privilégier son propre développement: une manière de rompre avec cinq décennies de philosophie



Les « pays » sont une idée neuve de la politique d'aménagement du territoire. Malgré la réticence de nombreux élus locaux, qui craignent une concurrence avec les cantons, la formule rencontre un succès certain.

d'aménagement. De la loi Pasqua, qui voulait signer le « retour de l'Etat », après le constat d'échec de la décentralisation en matière d'aménagement du territoire et de réduction des inégalités géographiques, le schéma reprend l'idée d'une impulsion venue d'en haut. Mais c'est, paradoxalement, pour engager chacun à compter sur ses propres forces.

En fait, les dispositions essentielles du schéma restent suspendues aux arbitrages de Matignon. M. Gaudin et la Datar ont déjà dû reculer sur plusieurs points. Pour que le « développement » des régions comme des pays puisse s'appuyer sur une réalité juridique et fiscale, M. Gaudin évoquait, au départ, une centaine de grandes agglomérations. Régulation et concentration devaient permettre, notamment, d'éviter une croissance urbaine « en tache d'huile » qui aboutirait à un mitage généralisé.

L'avant-projet de la fin 1996 n'évoquait plus que la transformation obligatoire de seize agglomérations (hors Paris) en communautés urbaines ayant compétence unique pour la taxe professionnelle, gage d'indépendance. Fin mars, le ministre se limite à « quelques » agglomérations de plus de 200 000 habitants. Quant à la personnalité juridique des « pays », M. Gaudin n'en parle plus.

CONTRAINTES CONTRE INCITATION Il est, par ailleurs, notoire que Dominique Perben, ministre (RPR) de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, qui élabore patiemment un projet de loi sur l'intercommunalité, n'est pas en phase avec son collègue de l'aménagement du territoire. Contrairement à M. Gaudin, M. Perben préconise une intercommunalité fondée sur le « volontariat et l'incitation », rejetant toute idée de contrainte.

Les élus locaux, quant à eux, suivent non sans crainte ce débat qui touche à leurs pouvoirs, qui engage leur avenir et dont ils se sentent écartés. Une partie d'entre eux rejette par principe l'idée d'une organisation imposée d'en haut. Certains présidents de conseils généraux s'inquiètent de l'avenir probable des départements, écartelés entre un tissu de grandes agglomérations et des « pays » qui dévitaliseraient les cantons. De son côté, l'Assemblée des districts et des communautés de France (ADCF) s'étonne de « l'absence de toute concertation avant l'annonce d'un tel redécoupage national » et considère que « le « pays » n'est pas la bonne échelle de la conception et de la mise en œuvre du projet de développement local porté par les structures intercommunales existantes ». « Désormais, ajoute l'ADCF, ce sont les élus locaux qui organisent leur territoire. Devant ces réalités, tout schéma imposé par le haut est totalement à contre-courant, et donc voué à l'échec ».

M. Gaudin s'attendait que le schéma suscite des réactions hostiles. Aussi, afin d'éviter les « revendications particularistes et querelles nuisibles au débat », il a confié ne vouloir publier aucune carte géographique ni aucun état des lieux. Cette confidentialité à double tranchant peut également signifier que le schéma se vide de sa substance.

Jean-Louis Andrieu et Jean Menanteau

La « grande œuvre » de la loi Pasqua, un élan brisé ?

DE RETARD EN REPORT, d'he-sitation en débat, la « grande œuvre » voulue par Charles Pasqua dans sa loi de 1995 va-t-elle être victime de son ambition et... du ca-

ANALYSE

Le projet devait venir devant le Parlement avant février 1996. Y arrivera-t-il avant 1998 ?

lendrier? Selon les termes de la loi Pasqua, le Parlement devait être saisi du projet de schéma national d'aménagement du territoire avant le 4 février 1996. Or il n'est même plus certain que députés et sénateurs voteront un texte avant les élections législatives de 1998.

D'une certaine façon, Jean-Claude Gaudin, continuant l'UDF de l'œuvre entreprise par le RPR Charles Pasqua, paye son audace, l'enthousiasme de ses services et de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar). Il a fallu un temps considérable pour les travaux préparatoires d'un schéma qui, au fond, ambitionnait un bouleversement de l'organisation du territoire français. Pour éviter l'ensablement dans les conservatismes et les résistances de tout ordre – tout le monde sait qu'il y a urgence à canaliser le développement urbain et à tenter d'éviter le naufrage du monde rural –, le ministre de l'aménagement du territoire s'est lancé dans une démarche volontariste: l'avant-projet transmis aux ministres à la fin de

l'année 1996 contenait, schématisiquement, l'idée d'imposer des changements profonds afin de parvenir, à l'horizon 2015, à structurer le territoire autour de grandes agglomérations, pour la « France urbaine », et de pays, pour la « France rurale ». Or les réactions des ministères ont été pour le moins « en demi-teinte », selon une expression entendue à la Datar, en particulier sur le côté contraignant de la démarche. Et certains élus locaux, en particulier départementaux, sont vent debout contre les idées du ministre.

Or la plupart des présidents de conseils généraux (77 sur 101 pour l'Hexagone et l'Outre-mer) appartiennent à l'actuelle majorité. Le gouvernement a déjà assez de difficultés pour ne pas se mettre à dos

ses propres élus à quelques mois d'élections législatives et régionales à priori difficiles, sans oublier les cantonales. Compte tenu des délais, cheminement et concertations obligatoires après le dépôt d'un projet de loi en conseil des ministres, le texte du schéma, s'il est approuvé par le gouvernement en avril, comme il est prévu, ne pourra être présenté au Parlement, selon toute probabilité, qu'à la fin de l'année, soit quatre à cinq mois avant les législatives... On ne peut rêver plus mauvais calendrier pour un sujet sensible. Dans ces conditions, on ne peut exclure que le CIAT d'Auch, en avril, masque, derrière des annonces alléchantes, la perspective d'une nouvelle retraite.

J.-L. A.

Le vélo et l'écharpe tricolore des élus grenoblois

GRENOBLE

de notre correspondante
Afin de convaincre leurs concitoyens de rouler en ville à vélo, une dizaine d'élus de Grenoble, écologistes en tête, ont décidé de montrer l'exemple. C'est ainsi que sur les quarante kilomètres de pistes cyclables, on peut croiser l'adjoint à la vie des quartiers et à la citoyenneté ou la conseillère déléguée à la décentralisation, tous dignes par leurs vélocipèdes achetés tout exprès par la municipalité (PS). Mardi 25 mars, trente vélos flamboyants, spécialement équipés pour le milieu urbain, ont été livrés.

Au-delà du symbole, l'objectif est de faire passer la part du vélo dans les déplacements de 5 % à 10 %, ce qui, même dans une ville sportive comme Grenoble, n'est pas gagné

d'avance. « Pour conquérir de nouveaux usagers, il faut modifier l'image du vélo en montrant qu'il n'est pas réservé aux lycéens en jeans et en baskets », argumente l'adjoint écologiste à l'environnement et aux transports, Michel Gilbert, qui pilote l'opération en concertation avec les associations.

En costume-cravate ou blouson, le porte-documents à l'arrière voisinant parfois avec le siège du bébé déposé en chemin à la crèche, les élus parcourent ainsi, selon les cas et la couleur du ciel, de 2 à 20 kilomètres par jour. « Sur chaque déplacement, je gagne au moins quinze à vingt minutes », témoigne l'un d'eux, pas fâché d'arriver systématiquement en avance sur ses collègues motorisés. Comme pour tout cycliste, le vol est leur hantise. Deux vélos de fonction ont déjà été

dérobés devant l'hôtel de ville. « Les élus se rendent compte qu'une véritable politique de développement du vélo n'est pas dissociable d'un effort en matière de stationnement », observe le vice-président de l'une des associations qui militent pour les transports en commun et les voies cyclables et piétonnes, l'ADTC.

Un élu à vélo bouscule également les représentations habituelles. « Le rapport qui s'instaure est forcément moins conventionnel, rapporte un conseiller écologiste. On s'échange des infos; on se donne des conseils. Bref, on parle. » Mais si le conseiller chargé du socioculturel sait que pour aller visiter une maison des jeunes, le vélo est son « meilleur ambassadeur », le jour où il a rendez-vous à la chambre de commerce, il le

gare deux rues plus loin. L'adjoint à l'urbanisme préfère, lui, arriver à pied à une cérémonie officielle ou à un dépôt de gerbe: « Ce n'est pas utile de choquer. »

Aux yeux du personnel municipal, aussi, les traditions sont malmenées. « Il faut rester sérieux », fait remarquer, dans le hall de l'hôtel de ville, une dame à son guichet, tandis que l'un des chauffeurs affectés au maire estime qu'un élu doit tenir « un certain rang ». L'opposition ironise sur ce « folklore ». « Même s'il ne s'agit que d'une micro-mesure, réplique l'ADTC, elle s'inscrit dans une démarche positivement discriminatoire, seule issue pour sauver nos villes de l'apoplexie. »

Nicole Cabret

2 spectacles de Philippe Delaigue :
Il faut l'aimer pour l'écrire
ce soir d'après Planchet
Badier, Badier
d'après Rabalais
en alternance du 8 au 12 avril 97
Théâtre de la Croix Rousse
place Jeanne d'Arc 69004 Lyon
04.78.29.05.49 / Franc / Progres

VILLA GILLET
Unité de Recherches Contemporaines
Conférence de Jacques Le Goff
historien
« Saint Louis: un individu royal »
Mardi 9 avril à 20h 30
à l'E.R.S. - 48 allée d'Italie - Lyon 7e
Tarifs et réservations nécessaires
au : 04 78 27 02 43

Le Cargo Grenoble
En caravane
un roman d'Elizabeth von Arnim
adaptation libre Agathe Méliand
mise en scène Laurent Pelly
du 1er au 11 avril
relâche dimanche
réservations 04.76.25.91.81
Le Cargo/C.D.N.A.
4, rue Paul Claudel

VILLA GILLET
Unité de Recherches Contemporaines
25, rue Chaziers - 69004 LYON
« Ces choses qui sont dans la voix »
Conférence de Henri Meschonnic
Jeudi 3 avril à 20h 30
Tarifs et réservations nécessaires
au : 04 78 27 02 48

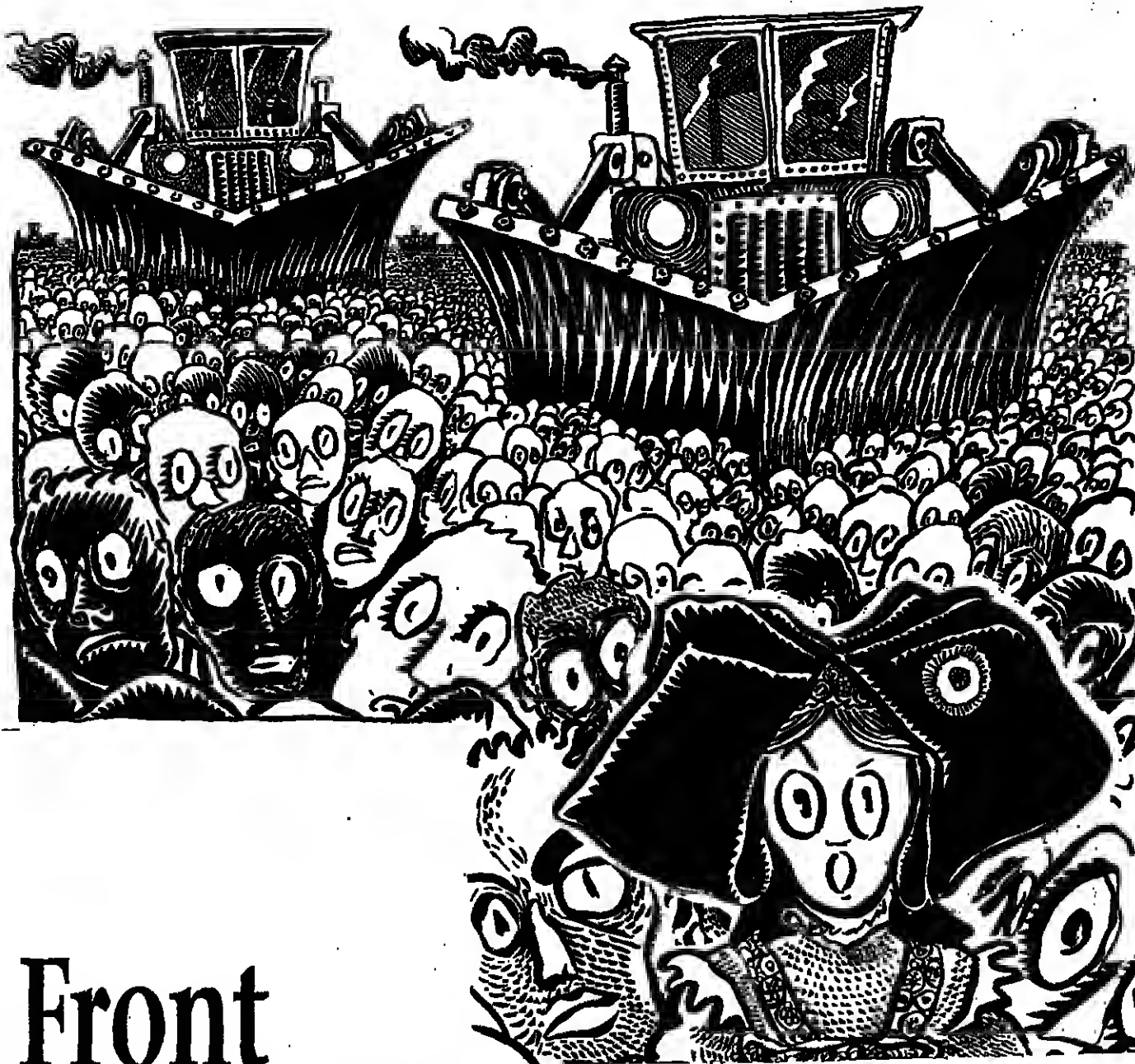
RUBRIQUE
CULTURE EN RÉGIONS
pour vos annonces
contactez le :
01 44 43 76 15
fax : 01 44 43 77 23

مكتبة الأهل

HORIZONS

ENQUÊTE

Plusieurs dizaines de milliers de personnes devraient manifester, samedi, à Strasbourg contre le Front national, qui a choisi de tenir son congrès dans la ville symbole de l'Europe. Encouragée par Catherine Trautmann, le maire socialiste, cette très forte « mobilisation citoyenne » embarrasse la droite, qui évoque une « récupération politique »



Strasbourg, fronts contre Front

Il a choisi d'eo rire, plutôt que d'eo pleurer. A la « Choucroute », le théâtre de la Choucrouterie, haut lieu de l'insolence strasbourgeoise, c'est comme ça que l'on a fait lorsque l'on a mal à ses racines, à son histoire, à son passé, à son avenir. C'est ici, dans ce minuscule théâtre de poche où se perpétue la tradition cabaretière, que Roger Siffer, ce géant harbu aux yeux bleus, mûrit ses spectacles joués alternativement en français et en alsacien.

Il dit qu'il ne veut pas qu'on mette de harbeles autour de son pays. Il dit qu'il se méfie du régionalisme, qui peut être ambigu. Il dit qu'il a eu du mal à supporter que Jean-Marie Le Pen, avec plus de 25 % des suffrages, arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle eo Alsace. Il dit qu'il a alors eu l'irrésistible envie d'appuyer le doigt sur une douleur qu'il ne parvenait pas lui-même à expliquer. A Strasbourg, dans son théâtre, mais aussi sur les places de ces villages alsaciens qui ont si massivement voté pour le Front national, et où on le paie en nature avec du lard, du schnaps, des petits pois ou du pain, il est allé fouiller les racines du mal. Il a même chanté en turc, ce qui fut diversement apprécié.

Il a été effrayé quand il a compris que le vote frontiste avait changé de nature, et que « le vote de détresse », peu à peu, insensiblement, était devenu « un vote de conviction ». Il a alors fait ce qu'il sait faire : faire rire les gens, fût-ce à leurs propres dépens. Ceux qui se sont tordus de rire eo applaudissant « Ku-klopf's Klan » (jeu de mots entre le Ku Klux Klan et le savoureux gâteau alsacien) ne devraient pas rester insensibles au prochain spectacle qui sera donné au moment où Jean-Marie Le Pen tiendra son congrès les 29, 30 et 31 mars à Strasbourg. En assistant à *Theater macht frei* ou *Les Aventures de Monsieur Proper*, les spectateurs gagneront des billets « mirador » à « la route de l'infirmité », seront initiés à la délation, et découvriront une exposition aux toilettes sur « la supériorité des races et des excréments allemands ».

Avec sa truculente bonhomie, il a recensé les initiatives les plus farfelues : certains avaient, un temps, envisagé de dérouler des kilomètres de papier hygiénique du haut de la cathédrale pour que « Strasbourg ne soit pas une ville

de merde ». D'autres voudraient laver le Palais des congrès à l'eau de Javel, dès que Jean-Marie Le Pen et ses amis auraient fait place nette. D'autres encore lancent « une expérience de tourisme exotique » pour évacuer Strasbourg et gagner Kehl, à quelques kilomètres de là, en territoire allemand, munis d'une valise, d'une bonne houteille, et d'un guide « de conversation à l'usage des évacués non germanophones ».

Faire la fête contre la honte, défer par la désobéissance ou la culture la provocation, de sa voix multiple couvrant celle de l'extrême droite : c'est la mission que des dizaines de milliers de Strasbourgeois se sont assignée quand ils ont compris qu'ils ne coopéreraient pas à l'intrusion du Front national dans leur ville. Dans l'urne bleue du Front citoyen, le premier des collectifs qui s'est constitué autour de François Guichard, adjoint au maire de Strasbourg et juge d'instruction à Colmar, seize mille pétitions ont été glissées en un temps record, tissées « un lien invisible entre les citoyens ». Beaucoup de femmes, les beurs des cités, des lycéens, des étudiants, des profs, des chômeurs ont ajouté leurs noms sur les feuilles qui ont circulé, ont été photocopiées. Sur la place Kléber, au son de la fanfare des Enfants de la batterie, ils sont, chaque samedi depuis le 1^{er} mars, des centaines à s'agglutiner autour de l'urne géante, décidés à secouer ensemble la honte qui s'était abattue sur eux lors de la dernière présidentielle. Au sein de justice et liberté, 90 associations et partis politiques se sont regroupés et réunissent, eux aussi, les signatures par milliers.

Le monde culturel, au sein de Culture et libertés, ajoute son foisonnement à cette joyeuse sarabande. Dans la semaine qui précède la tenue du congrès du FN, et pendant celui-ci, pas une salle de spectacle ou de réunion qui ne soit réquisitionnée pour un débat, un concert, une pièce de théâtre, dédiés à la lutte contre l'extrémisme. On attend du « beau monde » Salman Rushdie, « citoyen de Strasbourg », honoraire de sa présence le Parlement des écrivains. Marek Halter, Madeleine Rebéroux, Elisabeth Badinter, Gérard Paquet, Daniel Cohn-Bendit, Ababacar Diop, Emmanuelle Béart, Guy Bedos, Patrick Bruel sont annoncés.

Anonyme, un groupe d'amis se sont cotisés dans la France en-

tière pour acheter 115 panneaux publicitaires de 4 mètres sur 3 sur les plus grands axes de la ville : une affiche peodant quatre jours y annoncera : « Du 29 au 31 mars, Palais des congrès : le rassemblement des étrangers à nos idées ». D'autres, eo signe de dénû, ont décidé de recouvrir les panneaux indicateurs de milliers de has oirs. D'autres encore font fabriquer des T-shirts « contre la lepénite ». Un centre socioculturel de banlieue a décidé de s'offrir un emballage à la Christo, et s'enveloppera dans un énorme drapeau tricolore « pour ne pas laisser certains s'approprier les couleurs du drapeau français, qui est à tous ».

Un centre socioculturel de banlieue s'enveloppera dans un énorme drapeau tricolore pour « ne pas laisser certains s'approprier les couleurs du drapeau français, qui est à tous »

à la meilleure manière de tordre le cou aux « idées courtes », « plutôt que de rester isolé, chacun avec ses idées dans sa petite tête ».

Un paysagiste, un assureur, un médecin du travail, un prof de philo, des mères de famille qui se retrouvent devant la porte de l'école du quartier, des gens de gauche et de droite confrontés dans leur entourage à un nombre croissant d'électeurs de Jean-Marie Le Pen, ont considéré qu'il était temps de réagir : « Nous étions peut-être des citoyens un peu paresseux : au moment où l'on appelle les politiques à plus de responsabilité, nous nous sommes dit que c'était le moment, pour les citoyens, de prendre les leurs ». Alors, des fans des sixties, regroupés dans un collectif Salut les copains, écrivent à leurs élus. Des médecins se réunissent pour discuter de l'utilisation dévoyée de la science. Les étudiants des Arts déco, à partir d'un modèle inventé par des enfants maliens, fabriquent à tour de bras des milliers de sifflets de métal découpés dans des boîtes de soda, pour « siffler les idées dangereuses ».

Tous d'accord, tous ensemble contre « la prise d'otages » de Strasbourg par les lepénistes ?

L'histoire serait belle si elle était aussi simple, de cette ville entière fiévreusement dressée contre une extrême droite qui resurgit en terrain conquis là où l'histoire a amplement montré le mal qu'elle pouvait y faire, et décidée à laver l'affront. C'est ainsi que le maire de la ville, la socialiste Catherine Trautmann, aime présenter les choses. Déjà condamnée pour avoir refusé d'abriter dans sa ville en 1992 un meeting du Front national, elle n'avait pas, explique-t-elle, d'autre choix que de laisser le Palais des congrès (qui dépend d'une société d'économie mixte où la ville est actionnaire majoritaire) répondre favorablement à la demande de location de salle formulée en juin 1996 par le FN, faute de quoi, risquant une condamnation pour refus de

personnes à plein temps pour organiser les festivités. But de l'opération : que les gens se disent qu'à Strasbourg il y a quelqu'un qui vous protège de Le Pen. Confiez-vous à elle ! Derrière tout cela, il y a un malaise fou.

Ces manifestations de protestation, estime Philippe Breton, chercheur au CNRS et spécialiste des questions de propagande, sont autant dirigées « contre Le Pen que pour la mairie ». Elles ont pour inconvénient d'exclure la droite et de couper toute possibilité à la construction d'un Front républicain. A droite, le député UDF-PR Harry Lapp estime que M^{me} Trautmann « que l'on a vue ovationnée par 8 000 personnes et dansant au concert de Khaled organisé par le Front citoyen » « a réalisé une fabuleuse opération de récupération politique, un media show comme elle s'en est bien le faire. A agiter ainsi le chiffon rouge devant le taureau, on ne fait pas autre chose que pousser les gens dans les bras du FN ». Au RPR, le vice-président du conseil général et porte-parole de l'opposition municipale, Robert Grossmann, se dit convaincu que « le congrès du FN arrange M^{me} Trautmann : il fait ses affaires. Et c'est indigne, d'un an des législatives, de faire de ce congrès un coup politique ». Outre qu'il ait, un temps, été question que le maire de la ville preme la tête de la grande manifestation prévue le samedi 29 mars, pas plus que les autres élus de droite, il n'y participera, se contentant d'un rassemblement symbolique dans la matinée sur le parvis du palais de l'Europe.

Même si, à titre individuel, des religieux participent à la grande manifestation (le grand rabbin Gutmann a ainsi invité les juifs de Strasbourg à s'y rendre malgré le shabbat), le malaise est sensible aussi au sein des différentes communautés. Michel Hoefel, président de l'Eglise d'Alsace-Lorraine, tout en soulignant que c'est la première fois que les trois communautés concordataires (juifs, catholiques et protestants) parviennent à délivrer un message commun d'une extrême prudence contre les thèses d'exclusion (le oom du Front national n'est jamais cité), craint « un phénomène de récupération politique », en apprenant que Lionel Jospin et Robert Hue seront présents. Le mouvement Comprendre et s'engager, qui

réunit des chrétiens qui veulent réagir face au Front national, organisera un jeûne de pénitence dans une église : « Je ne vois mal défilé avec des gens qui vont crier : "Le Pen, on aura ta peau !" », dit eo souriant le pasteur Thomas Wild. Quant à Jean Kaha, président du Consistoire central israélite de France, il se dit « opposé aux chocs frontaux et aux gestulations et très dérangé par les oppositions politiques qui préfigurent les prochaines batailles électorales ».

A la cité de l'III, dans le quartier de la Robertsau, où près de 16 % des habitants sont chômeurs, et où 30 % des électeurs votent Front national, le « bus de la citoyenneté » poursuit inlassablement sa tournée. Décoré de hal-lous, le bus offre une exposition itinérante qui vise à « démonter » le programme du FN. Au volant, il y a Rudi l'ancien boxeur et Patrick qui joue de l'accordéon. Les gars ne ruent sur les ballons. Circospects, les habitants s'approchent en cercles concentriques de la table où l'on signe la pétition. Il y a ceux qui « signent des quatre mains, des yeux et des oreilles » ! Il y a Marinette, qui a, comme elle dit, « connu la période » : celle où le bérêt basque, accusé « d'assombrir le cerveau », était interdit par les Allemands comme il était interdit de parler français, celle où les lieux de culte étaient fermés, celle où tous les noms étaient germanisés, et les Malgré-nous incorporés de force. « Il y avait une telle pollution qu'on ne pouvait respirer... En 1960, mon père m'avait dit en parlant de Le Pen : "Si celui-là, un jour, a le droit de parler à la télé, alors vous serez foutus." Alors, oui, bien sûr, je signe... »

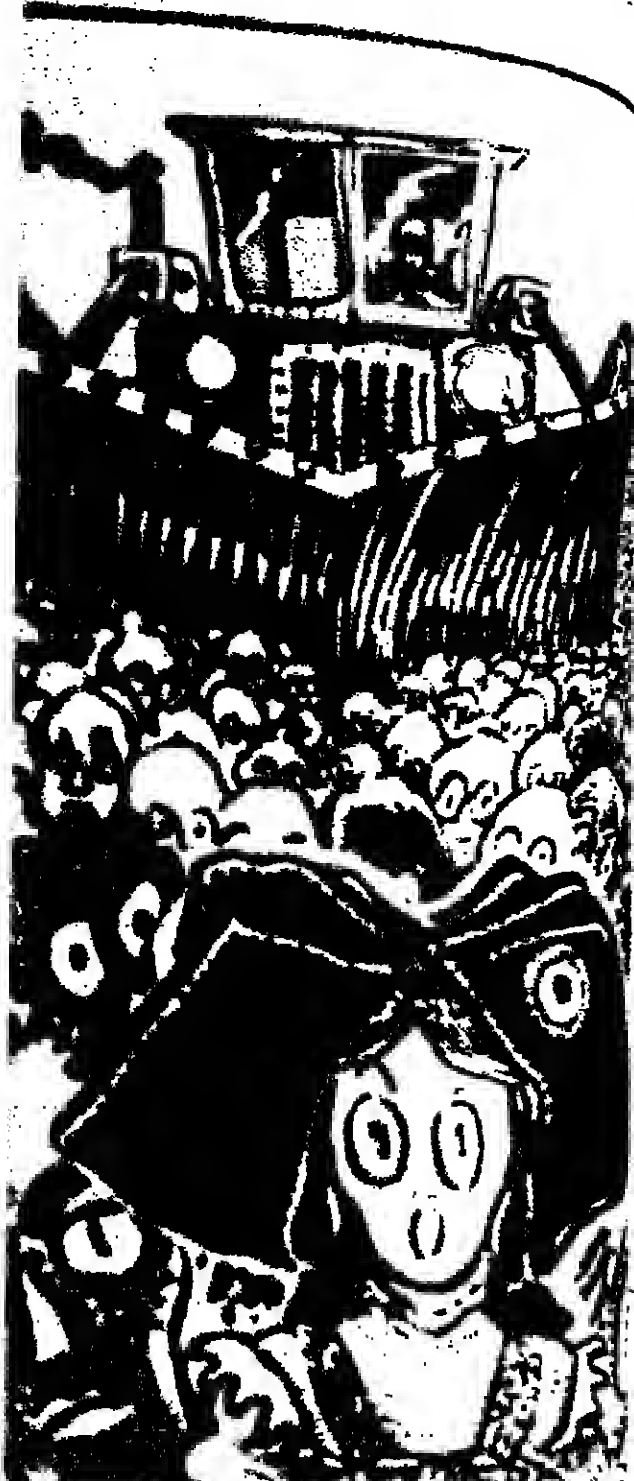
Et puis il y a les anciens d'Indochine qui s'énerment et disent que tous ces beaux messieurs, venus leur faire la morale, devraient « repartir avec ce qu'il y a en trop dans cette cité et le loger dans leurs propriétés pour voir ce que ça fait ». Il y a le dealer arrogant qui fait tourner la laisse de son gros chien comme une chaîne de vélo. Et l'Abribus qui a été cassé onze fois, et la porte du centre socioculturel enfouie pas plus tard qu'hier soir. Ces gens-là, le week-end de Pâques, n'iront ni au congrès du FN ni à la grande manifestation. Ils resteront chez eux, comme d'habitude.

Agathe Logeart
Dessin : Nicolas Vial

Heure d'été, h

au Zaïre
où nous avons pech

مكتبة من الكتب



Heure d'été, heure des vaincus

par André Bendjebbar

SONT-ILS parents les commissaires de Bruxelles qui ont imposé aux Français d'adopter l'heure d'été ? Ils ne peuvent l'être et ne doivent pas se souvenir de leur enfance, car ils se souviendraient que les pères et mères ne peuvent dire à leurs chérubins d'aller dormir alors que la clarté du jour passe par les fenêtres.

Ces commissaires qui ont reçu aucune commission n'ont jamais dû dire un jour à des enfants : « Bonne nuit, les petits », sans quoi ils sauraient qu'un enfant ne peut compter le jour et la nuit. Ces messieurs et dames confondent l'heure, le crépuscule, les méridiens et les parallèles. Ils ne savent rien de ces endormissements que procure la nuit et de cet éveil que donne le jour.

Le soleil ne se lève pas ni se couche à la même heure à Strasbourg, et à Brest. Les nuits blanches de Saint-Petersbourg sont ignorées des Sévillans. Se sont-ils avisés, ces commissaires, que les feux de la Saint-Jean, qui marquent le solstice d'été, étaient une fête de la nuit la plus courte et du jour le plus long et que, dans leur antique sagesse, les hommes ne vivaient des nuits blanches que le temps des petites nuits noires et de longues nuits noires le temps des petits jours blancs ?

Qu'ont-ils à vouloir confondre les solstices, les longitudes et les latitudes ?

Se sont-ils penchés au chevet des malades qui souffrent dans les hôpitaux, que l'on nourrit d'une soupe chaude à 5 heures de l'après-midi dans la splendide clarté du mois de juillet parce que c'est le règlement ? Qu'importe, si l'horloge marque 5 heures, heure légale, et le cadran solaire, la seule heure vraie, 3 heures ? Ont-ils jamais eu, ces commissaires de Bruxelles, de pauvres parents, vieux et âgés et qui, à 5 heures, dans nos maisons de retraite et nos hospices, disent à leur visiteur : « Je n'ai pas faim ; il est trop tôt pour avaler cette soupe. » Ont-ils jamais tenu la main de l'accouchée qui, à la clinique, renvoie la femme de service qui apporte le souper à l'heure où l'on devrait lui offrir des rafraîchissements ? Ont-ils jamais eu un père maçon qui, par tradition, s'assoit au moment du zénith alors que le soleil dardait ses rayons brûlants ?

Les commissaires proclament désormais que l'heure du casse-croûte, le dix-heures, est devenue l'heure de la sieste. Ils envoient, chaque matin, aux maîtres d'école des enfants ébouriffés de fatigue parce qu'ils n'auront pas eu leur content de sommeil. Ils ajoutent de la fatigue à la fatigue, de l'agitation nerveuse à l'agitation ner-

veuse. Ils alimentent la sarabande des malades nerveux, des surexcitations et des mines déconçues. Les enfants ne dormiront plus et leurs pères ne feront plus « marionnette ». Car, jadis, nos pères savaient faire « marionnette », et même s'ils ne savaient pas que « marionnette » signifiait mé-

lorsque la strène des pompiers sonnera midi, le premier mercredi du mois, il sera 10 heures solaires. Songons un instant à tous ceux qui souffrent de l'heure d'été. Sont-ce les cadres qui espèrent rejoindre leur green, leur court de tennis, leur barbecue-partie ? Que leur importe l'heure d'été, ceux

consommation énergétique de Strasbourg. Or la consommation de Strasbourg ne représente même pas l'équivalent de la quantité d'énergie évaporée dans nos raffineries. On bouleverse le sommeil de millions d'enfants de France, de milliers de parturientes et de personnes âgées pour une économie voisine d'un rien. Qui voulait jadis montrer que le maître du temps était le maître des choses ?

Lors du concile de Trente, les pères conciliaires s'avisèrent qu'il serait judicieux de combattre les hérétiques en leur imposant l'heure du pape. Vous, messieurs les commissaires qui voyez les cadavres solaires orner les maisons des pays valdais des Alpes, vous avisés-vous jamais qu'ils mar-

AU COURRIER DU « MONDE »

LES ANARCHISTES ET L'AFFAIRE DREYFUS

Votre article « Gauche sociale, gauche morale » (Le Monde daté 16-17 mars) n'hésite pas à affirmer à propos de l'affaire Dreyfus qu'« une partie du mouvement socialiste - les gauchistes et les anarchistes - avait refusé de prendre, derrière Jaurès, la défense du capitaine accusé » (...).

Il ne s'agit pas de nier que des anarchistes aient pu individuellement avoir des sympathies pour ces thèses, mais celles-ci sont parfaitement incompatibles avec les idéaux mêmes de l'anarchie, et ce genre d'amalgame n'est pas acceptable. (...) Il est certain qu'une partie des anarchistes, à l'instar de Jean Grave, par exemple, ne se sont pas intéressés à Dreyfus, estimant qu'il s'agissait d'une affaire interne à la bourgeoisie.

Quant à Jaurès, ce n'est qu'après un long cheminement qu'il a évolué et pris effectivement la défense de Dreyfus, trois ans après le début de l'affaire, et après la même prise de position d'une importante partie du mouvement anarchiste, derrière Sébastien Faure.

En outre, il faut rappeler que le premier défenseur de Dreyfus, qui, lui, a réagi tout de suite, par un article publié dès le 17 novembre 1894 dans la Justice, c'est Bernard Lazare. Un anarchiste.

Jean-Jacques Gandini, Montpellier

On bouleverse le sommeil de millions d'enfants de France, de milliers de parturientes et de personnes âgées, pour une économie voisine d'un rien

dienne, ils faisaient tout bonnement la sieste à l'ombre, comme toutes les bêtes de la création.

Mais que faire si Rome n'est plus dans Rome ni Bruxelles dans Bruxelles ? L'Europe des commissaires de Bruxelles cherche 14 heures à midi. Elle charge notre pauvre vie de deux heures de trop. Elle veut que nous soyons en avance sur le temps alors que, pour nous, mammifères, notre seule heure, c'est l'heure vraie.

Qu'y a-t-il de nouveau sous le soleil d'Europe, demandait le sage Persan ? Tous les braves gens de France savaient désormais que,

qui comptent leur temps de manière arithmétique et qui ont des loisirs, de l'argent, et du travail ?

L'heure d'été n'est une malédiction que pour les petits de la terre : les enfants, les malades, les vieillards, les paysans et les gens qui suent les travaux et les jours. L'heure d'été est une heureuse conjonction pour ceux qui ont pour horizon les pages des indicateurs horaires des transports, qui dressent des bilans économiques.

Pendant plusieurs lustres, on a chanté sur toutes les odes que l'heure d'été faisait économiser à la France l'équivalent de la

André Bendjebbar est historien.

Punis au Zaïre par où nous avons péché

par Gilles Rosset

L'OBSTINATION aveugle des dirigeants français à soutenir le régime détestable du Zaïre ne date pas d'hier. La prise du pouvoir par le colonel Mobutu, inspirée à l'origine sans doute par les Américains mais rapidement prise en charge par Paris - la mort de Jacques Foccart, le commanditaire de bien des coups d'Etat africains, est doublement symbolique -, a cessé d'être la ligne directrice des responsables de l'Hexagone.

Lorsque j'étais secrétaire général de l'Ofpra - Office français de protection des réfugiés et apatrides -, j'ai eu à accueillir le flot des étudiants, universitaires, intellectuels, leaders politiques, venus en France pour échapper aux griffes des sbires de l'homme à la toque de Léopold, champion de l'« abacost » et de l'« authenticité ».

L'élection de François Mitterrand, au printemps 1981, souleva un immense espoir parmi les exilés zairois qui aspiraient à la démocratie et à la libéralisation du régime. Les historiens évalueront le mystère qui enveloppa le voyage du président de la République à Kinshasa en 1984. Le premier jour, les enfants des écoles massés le long du parcours du cortège officiel offrirent leurs postérieurs à l'homme venu de Paris. Le lendemain, sur le fameux yacht ancré dans les eaux du fleuve Congo, le masque s'était dissipé et les visages affichaient des sourires dignes de la fameuse hospitalité africaine.

Quelles tractations pour aboutir à cette révision déclinante ? La volte-face, dans 500 raccourci exemplaire, explique bien des choses. Il n'y a jamais eu de politique française en Afrique, notamment pour le Zaïre, mais « des » politiques : l'Élysée, 500 ans après confiée par népotisme au fils du monarque, Matignon, les affaires étrangères, la coopération, la DGSE, la DST, j'en passe et des meilleures - complices et autres « intérêts particuliers » de « la France ».

Au sein des instances et conférences de la mouvance africaine, la France recommandait la démocratisation, la nécessité d'une opposition, le respect des droits de l'homme, la distinction entre la cassette personnelle et les deniers publics, tout en chuchotant en coulisse aux despotes patentés de ne rien changer à leurs habitudes.

Les intérêts militaires et économiques de la France exigeaient le

statu quo ; des hommes forts, sur des tréteaux branlants. La France paierait, passerait l'éponge sur les dettes trop criantes, les malversations, les bastonnades et les noyades dans le fleuve. Les comptes spéciaux du Trésor étaient faits pour ça, de même que les coopérants mosclés et bien outillés.

J'étais allé confier à un colonel de la « Piscine » du boulevard Mortier les soucis que me posait cette jeunesse zairoise turbulente à qui on enseignait à Paris la vertu de la séparation des pouvoirs, les beautés de l'alternance, les dangers de la corruption, les règles élémentaires de la comptabilité publique, et qui ne comprenait pas que la France continuât à maintenir à flot un dictateur discrédité, mégalomane, dispendieux, avec ses comptes en Suisse, déjà malade semblait-il, et manifestement incapable de rétablir l'ordre dans l'immense et composite ex-colonie belge pour laquelle, sans doute, Léopold II avait eu les yeux plus gros que le ventre lors de la conférence de Berlin de 1885. Ledit colonel des services secrets eut ces mots admirables : « Mobutu ? Un homme peu fréquentable certes, un tantinet crapule, cruel même, sans scrupules. Mais pourquoi en changer ? Lui, nous le connaissons ! D'ailleurs, celui qui le remplacerait lui ressemblerait comme un frère. Ces nègres ne sont pas encore mûrs pour la démocratie. Le seront-ils un jour ? »

Je me demande aujourd'hui quels sont les sentiments de ce militaire - appuyé de toute évidence par les différentes hiérarchies - qui traînait derrière lui la nostalgie de l'ancien « Empire ». N'éprouve-t-il pas quelque mauvaise conscience, une légère démangeaison, devant l'effondrement du régime gangrené depuis des décennies de Kinshasa ? Un autre Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banda - c'est l'état civil complet du roi de la jungle intronisé et assisté par le contribuable français - aurait-il été pire ? On en doute. Le courage en politique consiste souvent à rompre avec les mauvaises habitudes.

La conclusion de ce conte bantou ? Encore une fois, les marrons seront tirés du feu pour les Yankees.

Gilles Rosset est ancien secrétaire général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

83%

des Français considèrent que la construction d'infrastructures routières contribue au développement de l'économie.

Tous les experts partagent cet avis : les investissements routiers améliorent la compétitivité des entreprises et facilitent les échanges. Plus que jamais, la route prépare nos emplois de demain.

Scandage IFCT réalisé en février 1997 sur un échantillon de 1 000 personnes, selon la méthode des quotas.



UNION DES SYNDICATS DE L'INDUSTRIE ROUTIÈRE FRANÇAISE (adhésion à la IFTR)

la route au cœur des Français

سكننا من الأهل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 804 F
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Les vieux démons

C'EST à sa police et à son information que l'on juge véritablement une démocratie. C'est à la déontologie de la première et au pluralisme de la seconde que l'on en mesure l'intensité. Si le pouvoir en place cède à la tentation de politiser les services publics de police et d'information, s'il les instrumentalise à son profit dans un but partisan, bref s'il en privatise de fait l'usage, la démocratie recule.

Depuis que, au cours des années 60 et 70, cette évidence a fait son chemin, dans la critique des mauvaises habitudes gaulloises en la matière - information contrôlée et police manipulée -, on n'aurait pu croire la démocratie française définitivement à l'abri de ces dérives. Hélas, il semble bien qu'en sein de la majorité le RPR tienne absolument à la démonstration inverse, en s'acharnant à retourner à ses vieux démons.

S'agissant de l'information, la reprise en main de l'audiovisuel public est sourde, discrète, mais tenace et déterminée. Des attaques publiques contre France-Info aux nominations à Radio-France - tout dernièrement à France Culture -, en passant par les alliances privilégiées de France Inter et de France 2 avec un quotidien qui ne cache pas ses sympathies - légitimes - pour la droite, sans oublier l'impensable émission offerte sur mesure au président de la République par le service public, tout se passe comme si le paysage audiovisuel français avait fait un bond en arrière de vingt-

cinq ans, effaçant d'un trait les avancées libérales des septennats de Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand.

Cependant, le climat dans la police est encore plus alarmant. Face aux « affaires » qui menacent ce précaire chiraquien qu'est la mairie de Paris, l'État-RPR n'hésite pas à jouer la police contre la justice, à manipuler la première pour entraver la seconde. On avait vu, en 1996, un directeur de la police judiciaire, Olivier Foll, dont les sympathies néo-gaullistes sont notoirement, ordonner à ses subordonnés de ne pas répondre aux réquisitions d'un magistrat, le juge Halphen, qui avait l'insigne tort d'enquêter sur la Mairie de Paris. M. Foll a beau avoir été sanctionné par la plus haute instance judiciaire du pays, la Cour de cassation, il est toujours en place, formellement soutenu par le ministre de l'intérieur.

C'est maintenant au tour du directeur central des renseignements généraux, Yves Bertrand, de monter en ligne, sinon sur ordre, du moins avec l'autorisation de son ministre. Policière d'ordinaire discret, ayant servi loyalement des pouvoirs de droite et de gauche, le volci soudain bavard, estimant dans un entretien - au *Parisien* - que les enquêtes de son service autour des affaires parisiennes relèvent d'une « tentative de déstabilisation » liée au projet d'un parti politique de dissoudre les RG.

Ce mélange des genres n'est pas admissible.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani, Dominique Audebert, directeur général
Maurice Lévy, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Frédéric Besset, Bruno de Chazay, Pierre Gaspard, Laurent Gaudier, Eric Lacroix, Michel Kahan, Bertrand Le Goff
Directeur artistique : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Jauré
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Modérateur : Thomas Fercanet
Directeur exécutif : Eric Follon, directeur délégué : Anne Charnet-Bong
Conseiller de la direction : Alain Rollat, directeur des relations internationales : Daniel Veron
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Autres directeurs : Hubert Bourn-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lacroix (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 975 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert Bourn-Méry, Société anonyme des Lettres du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Kios Press, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Une date pour la magistrature

LE CONSEIL supérieur de la magistrature tiendra sa première séance au palais de l'Élysée vendredi 28 mars à 15 heures ; en même temps qu'elle marque un nouveau progrès dans la mise en place des organismes nouveaux issus de la Constitution, cette réunion fera date dans l'histoire de la magistrature française.

Des trois attributions essentielles qui sont dévolues au Conseil, la plus importante, aux yeux des constituants, avait été la nomination des magistrats du siège : ceux-ci, en effet, propriétaires de leurs charges sous l'Ancien Régime, puis élus par le peuple sous la Révolution, furent, à partir du Consulat, nommés par le gouvernement : c'est dire que la tradition avec laquelle il est présentement rompu remontait à l'an VII.

Le Conseil supérieur a aussi hérité, à l'égard des magistrats du siège,

des attributions disciplinaires qui étaient autrefois confiées aux chambres réunies de la Cour de cassation ; cette compétence, d'ordinaire, n'a que peu d'occasions de s'exercer ; il n'est pas exclu qu'en raison des circonstances actuelles le Conseil soit, dans un proche avenir, saisi des fautes professionnelles que les enquêtes en cours pourraient éventuellement relever à l'encontre de divers magistrats parisiens.

Il faudra, en revanche, attendre une loi organique ultérieure pour connaître les modalités suivant lesquelles le Conseil entend remplir les deux autres séries d'attributions que lui confère l'article 84 de la Constitution, à savoir : assurer l'indépendance des magistrats et administrer les tribunaux judiciaires.

Jean-Bernard Maruège
(28 mars 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC

ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compact Disc : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

L'Indonésie plus instable que le Vietnam

LE VIETNAM (76 millions d'habitants) et l'Indonésie (200 millions) rassemblent, à eux deux, plus de la moitié de la population des dix pays du Sud-Est asiatique. Si la puissance ne se juge pas à l'aune de la démographie, ces deux nations n'en ont pas moins une influence déterminante sur l'évolution de la zone. L'histoire et ses derniers développements laissent penser que l'Indonésie devient, bien plus que le Vietnam, une source sérieuse de préoccupations en ce qui concerne l'équilibre d'une région qui avant la fin du siècle, avec l'adhésion annon-

cée de la Birmanie, du Cambodge et du Laos, sera réunie au sein de l'Asie du Sud-Est. Les deux pays ont en commun des géographies difficiles à gérer. S'étendant le long de la mer de Chine du Sud, en forme de « S », sur deux mille kilomètres du nord au sud, le Vietnam est large d'à peine plus de cinquante kilomètres en son centre, à la hauteur du Bas-Laos. L'Indonésie, pour sa part, est un archipel de quelque treize mille îles qui s'étale, d'est en ouest, sur près de cinq mille kilomètres. Dans

les deux cas, la réponse actuelle aux problèmes de cohésion ainsi posés est de même nature : l'hypercentralisation du pouvoir, monopole du PC au Vietnam ou d'un régime d'essence militaire et autoritaire en Indonésie. A Jakarta comme à Hanoi, la tendance actuelle est de faire un procès de « subversion », au nom d'une sacro-sainte unité, à ceux qui contestent les règles du jeu définies en haut lieu.

UNITÉ CHÈREMENT PAYÉE

Le rapprochement s'arrête là. L'histoire enseigne que, malgré de longues périodes de désunion, notamment du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle, ceux qui ont inné contre l'unité du Vietnam l'ont chèrement payé. Les Français, puis les Américains et leurs partenaires locaux, en ont fait récemment l'amère expérience. Culture et identité se sont forgées au fil de deux mille ans. Les communistes vietnamiens ont su prendre le contrôle, au lendemain de la seconde guerre mondiale, d'un élan nationaliste inscrit dans une longue histoire de lutte contre le grand voisin chinois et dont l'un des effets a encouragé, également du XVI^e au XVIII^e siècle, la « marche vers le Sud », à savoir la conquête et l'assimilation de l'ancien royaume islamisé du Champa et, dans un second temps, du delta khmer du Mékong.

La genèse de l'Indonésie est bien plus récente, puisque cette République est une réponse à plus de trois siècles d'exploitation de l'archipel par les Hollandais, qui en avaient fait les Indes néerlandaises. Sukarno, un Javanais, a été le ciment d'une unité vieille d'un demi-siècle seulement. L'Indonésie comprend également l'Irian Jaya, une concession faite par l'ONU au lendemain de l'indépendance, et Timor-Orientale, possession portugaise annexée unilatéralement en 1976. Avant de conduire le pays au bord de la banqueroute, le « père de l'indépendance », qui ne manquait ni de charisme ni de souffle, a même doté d'une *lingua franca* (le bahasa indonesien) cet archipel aux deux cents ethnies qui avaient, pour cause commune, la volonté de se débarrasser d'une pesante tutelle néerlandaise, l'un des fruits, au départ, de l'essor du commerce et des échanges maritimes.

La deuxième unité de l'Indonésie a été le produit d'un terrible traumatisme quand, en 1965-1966, un contre-coup d'État militaire a rayé de la carte politique le PKI, Parti communiste indonésien aux dix millions de membres et qui se trouvait alors, apparemment, à la porte du pouvoir. De ce bain de sang - on a parlé d'un demi-million de victimes - est sorti l'« ordre nouveau » de Suharto, par opposition à l'« ordre ancien » de Sukarno. Suharto a ancré le développement économique de l'archipel tout en exerçant un contrôle étroit de la vie politique dans le cadre d'un régime

semi-électif au sein duquel l'armée a joué les arbitres.

Le Vietnam, de son côté, est encore géré par ceux qui tirent leur légitimité de la victoire de 1975 et qui se sont adaptés aux réalités, contraignantes à leurs yeux, de la fin de la guerre froide. De ces années 1990-1991 date l'amorce de l'essor économique du pays, lequel conserve donc un retard important : un revenu annuel par *capita* évalué à moins de 300 dollars, contre plus de 1 000 dollars en Indonésie. Si l'évolution politique déjà engagée au Vietnam comporte bien des imprévisibles, la cohésion nationale n'y est pas pour autant en cause. Les *Kinh*, les Vietnamiens, n'ont pas grand-chose à redouter d'ethnies fortement minoritaires (au mieux 15 % de la population), dont le rôle a été marginalisé au fil des siècles.

La situation est radicalement différente en Indonésie, où la cohabitation entre les Javanais et les Madura, qui forment les trois cinquièmes de la population, et d'autres ethnies, est d'autant plus difficile que deux décennies au moins de transmission officielle, pour décongestionner Java et Madura, contribuent aux tensions actuelles non seulement à Timor-Orientale mais également à Kalimantan (la partie indonésienne de la grande île de Bornéo). La logique - ou le rêve - aurait voulu que l'immense archipel s'orientât vers un système fédéral. Les événements de 1965-1966 et le peur du pouvoir central de voir le pays se désintégrer en ont décidé autrement.

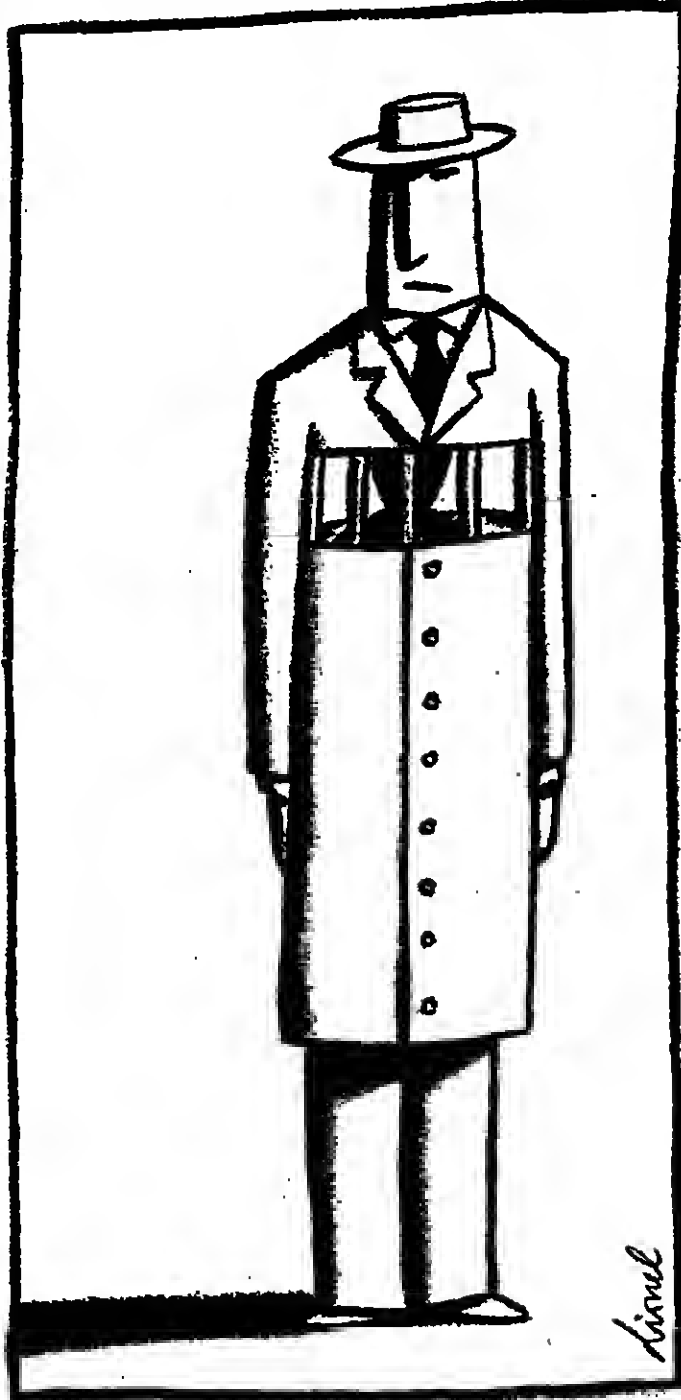
RAIDISSEMENT

Sur ce chapitre, prétexte ou raison, le raidissement récent du président Suharto, âgé de soixante-cinq ans et dont le sixième mandat présidentiel consécutif vient à échéance en 1998, est également le reflet d'une impasse. Les pouvoirs politique et économique se concentrent de plus en plus dans quelques mains alors qu'au terme de deux décennies de forte croissance on aurait pu s'attendre à l'évolution inverse. Les tensions ethniques ou religieuses semblent même exacerbées par des frustrations croissantes face au système politique.

Le Vietnam ne fera pas forcément l'économie d'une crise politique, au cas où la transition en cours entre la génération d'anciens combattants et leurs héritiers ne déboucherait pas sur des réformes en intégrant d'autres forces vives. Mais une telle crise d'aurait que des répercussions internes et ne remettrait pas en cause l'équilibre régional. Ce n'est pas le cas de l'Indonésie, où la nature de l'unité, relativement récente, pourrait être mise une troisième fois en jeu au cas où la succession de Suharto ne se déroulerait pas dans des conditions satisfaisantes.

Jean-Claude Pomonti

Le prisonnier par Lionel Portier



L'eau : la guerre ou le marché

Suite de la première page

La consommation d'eau progresse à un rythme deux fois supérieur à celui de la croissance démographique. Tous les vingt ans, la demande mondiale double, sous l'impact des nécessités d'irrigation (l'agriculture est responsable de plus de 70 % des prélèvements), de l'urbanisation et de la mondialisation d'un mode de vie consumériste.

Le plus dur reste à venir. Pour nourrir 4 à 5 milliards d'humains supplémentaires en 2050, l'irrigation devra encore être intensifiée. En 2025, le monde comptera pas moins de 650 villes de plus d'un million d'habitants (elles étaient moins d'une centaine en 1950). Le réchauffement climatique, dont la réalité est désormais reconnue mais dont l'ampleur reste inconnue, modifie le régime des pluies dans le sens d'une accentuation des sécheresses. Enfin, les différentes sources de pollution impliquent des traitements de plus en plus sophistiqués, d'un coût inaccessible à la plupart des budgets nationaux.

Les chiffres fournis au premier Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu le 22 et 23 mars à Marrakech (Le Monde du 23 mars), font apparaître qu'au total, la quantité d'eau douce disponible par habitant a diminué de 40 % depuis 1970. Vingt-

quatre pays sont d'ores et déjà au dessous du niveau de pénurie (1 000 mètres cubes par habitant et par an). Au tournant du siècle, l'Afrique ne disposera plus que du quart de ce qu'elle possédait en 1950, l'Asie et l'Amérique latine le tiers.

Si les ressources potentielles, en terme de niveau global d'écoulement, demeurent encore largement suffisantes, elles sont très inégalement réparties. Les difficultés d'exploitation, d'acheminement, de traitement, ajoutées à l'impact des surconsommations, des pollutions et du changement climatique, devraient entraîner, selon l'Organisation météorologique mondiale, la diminution de moitié de la quantité totale disponible. En 2025, « les régions de stress hydrique (utilisation de l'eau à un rythme plus élevé que celui de son renouvellement naturel) se seront étendues aux deux tiers environ de la population mondiale », c'est-à-dire à l'Afrique du Nord et du Sud, au Moyen-Orient jusqu'à l'Inde, à l'Asie centrale et la Chine, aux États-Unis et au Mexique, à une partie de l'Europe de l'Est et du Sud. En 2050, « elles couvriront sans doute la majeure partie du globe », ce qui provoquera, selon la Banque mondiale, « une pénurie chronique ».

Seuls une trentaine de pays - la Russie, le Brésil, l'Australie, l'Europe du Nord et de l'Ouest, l'Afrique équatoriale - resteront autosuffisants. Les autres devront avoir recours à l'importation d'eau à moins que, comme l'Arabie saoudite, ils bénéficient de rentes qui leur permettent de mettre en

œuvre les techniques très onéreuses du dessalement de l'eau de mer.

Le pire n'est jamais sûr, mais l'hypothèse que des pays aillent, les armes à la main, se procurer chez le voisin une ressource indispensable dont ils sont privés ne relève plus de la politique-fiction. Les Nations unies ont relevé environ trois cents zones potentielles de conflit pour cause de fleuves transfrontaliers ou de nappes phréatiques communes. Les cas du Jourdain et de l'Euphrate sont souvent cités en exemple. La question des eaux du Nil peut aggraver encore les tensions entre l'Égypte et le Soudan. L'Algérie conteste à la Libye l'approvisionnement de son « fleuve artificiel ». Dans les Balkans, si imprévisibles, une dizaine de pays sont dépendants du même fleuve, le Danube.

L'IDÉE D'UN PRIX MONDIAL

Il va donc falloir mettre en place un dispositif international de répartition. Les Nations unies veulent ainsi faire de l'installation d'un « partenariat mondial de l'eau » un objectif prioritaire. Les mesures envisagées relèvent d'une démarche volontariste classique : économiser la ressource afin que la courbe de la demande n'excède pas celle de l'offre. Cela passe par la rénovation des conduites, la promotion de techniques d'irrigations moins gaspilleuses (on estime que 60 % de l'eau est perdue par fuites ou évaporation), ainsi que par le traitement de la pollution et une éducation aux économies. Le problème est que ce type de logique, à base de subventions - évaluées en l'oc-

currence à environ 800 milliards de dollars par la Banque mondiale - a déjà montré ses limites.

Aussi, de plus en plus nombreux sont ceux qui inclinent à une solution plus radicale : introduire l'eau sur le marché en lui affectant un prix mondial qui soit le reflet de sa nouvelle valeur en tant que bien économique rare. Il s'agirait de consacrer ainsi ce que l'eau est réellement devenue : une matière première stratégique, au même titre que le pétrole. Fixer un prix au mètre cube sur un marché, c'est pousser à la négociation entre les hommes plutôt qu'au conflit, favoriser l'échange au lieu de préparer la guerre. C'est, par la monétisation, tenter d'introduire une régulation de l'offre et de la demande afin de maîtriser celle-ci.

Un tel marché de l'eau n'a que peu à voir avec le *free market* cher aux doctrines du libéralisme. Il s'agit plus d'organiser l'échange pour favoriser une répartition à peu près équitable de la ressource que de laisser jouer un mécanisme. Comment parvenir à une valeur monétaire de référence, comment éviter les dérives spéculatives, comment monnayer le droit régalien des États sur l'eau, comment veiller à ce qu'il n'y ait pas de préjudice pour les autres usagers lorsque l'eau est vendue ou achetée, comment garder à une marchandise son caractère de bien social ? Autant de questions complexes qui nourrissent un débat désormais ouvert au sein de la communauté internationale.

Jean-Paul Besset

حکومت الرشید

CAPITALISME Le projet de prise de contrôle inamicale de Thyssen par Krupp Hoesch continue de faire des vagues en Allemagne, bien que les deux groupes aient conclu

un accord, mercredi 26 mars, pour mettre en commun leurs activités sidérurgiques. ● LA DEUTSCHE BANK, qui a soutenu les projets de Krupp, est critiquée par l'opinion

publique : 25 000 personnes ont manifesté, mardi, devant son siège à Francfort. ● LE PRÉSIDENT du syndicat IG-Metall dénonce le « capitalisme de casino » en le qualifiant de

« danger pour la communauté ». Le président de l'Office des cartels s'inquiète de l'« accumulation des moyens d'influence » des banques. ● LE GOUVERNEMENT va présenter,

en avril, un projet de loi limitant le rôle des banques dans les entreprises dont elles sont actionnaires. L'opposition veut plafonner leurs participations.

La classe politique allemande veut limiter le rôle des banques dans l'économie

Le gouvernement va réduire le pouvoir des établissements financiers dans les entreprises dont ils sont actionnaires. L'opposition réclame des mesures radicales. 25 000 personnes ont manifesté, mardi, devant le siège de la Deutsche Bank

COLOGNE

Dure semaine pour les banques de Francfort : en soutenant le projet de prise de contrôle inamicale de Thyssen par Krupp, la Deutsche Bank et la Dresdner Bank pensaient renforcer leurs activités d'investissement et témoigner de la « modernité » de la place financière allemande. En quelques jours, elles ont dû déchanter. L'offensive de Krupp sur son concurrent ne s'est pas déroulée comme prévu et le rôle des instituts bancaires a surtout provoqué une vague de protestations sans précédent. Les salariés, les syndicats et une partie de la classe politique, à droite comme à gauche, se sont élevés contre des « méthodes dignes du Far west ». Outre les dirigeants de Krupp, les banques semblent être les pre-

mières visées par cette volée de critiques. Les syndicats les accusent d'avoir utilisé des « informations d'intérieur » pour préparer le plan de reprise. Ulrich Carstensen, membre du directoire de la Deutsche Bank, personnellement mis en cause, a rejeté ces soupçons mais envisageait de rendre son mandat au conseil de surveillance de Thyssen qui devait se réunir jeudi 27 mars. Devant les quelque vingt-cinq mille manifestants rassemblés devant le siège de la Deutsche Bank, mardi, pour défendre leurs emplois et dénoncer l'implication de la banque, Klaus Zwickel, le président du syndicat IG Metall, s'en est pris au « casino-kapitalismus », le qualifiant de « danger pour la communauté ». Dans leur « combat contre le démantèlement social »,

les manifestants de Francfort ont d'abord cherché à dénoncer le « pouvoir financier anonyme » qui se cachait dans les grilles de la ville. Un peu comme si ces salariés inquiets réagissaient sur les banquiers les conséquences de la globalisation accélérée de l'économie allemande à un moment où le dynamisme de la Bourse et des milieux financiers semble, aux yeux de beaucoup, s'opposer aux réalités sociales.

SIGNES DE FAIBLESSE

Le débat sur le pouvoir des banques n'est pas nouveau. Alors que les participations croisées entre les grands noms de la finance et le monde industriel demeurent la base du capitalisme allemand, l'accord survenu cette semaine entre le groupe de bâtiment Hochtief et la Deutsche Bank, qui ont un tiers participations pour prendre le contrôle de Philipp Holzmann, offre un nouvel exemple de la vitalité d'un système où les banques se substituent aux pouvoirs publics en matière de politique industrielle.

Mais cette organisation a montré ces dernières années certains signes de faiblesse. Les banques, la Deutsche Bank en particulier, ont été impliquées dans quelques dossiers retentissants en tant qu'actionnaires ou créanciers. La faillite frauduleuse du promoteur immobilier Schneider, la quasi faillite du groupe Metallgesellschaft ou les pertes records de Daimler-Benz

après une stratégie d'expansion et de diversification inadéquates ont marqué les esprits. Les plus critiques dénoncent régulièrement la « Deutschland AG », c'est-à-dire la collusion entre les banques et leurs « clients » qui permettrait à quelques dizaines de personnalités de contrôler l'essentiel de l'économie allemande. A chaque nouveau

renouveau dans les entreprises » est d'ailleurs à l'étude et devrait être soumis à l'appréciation du gouvernement en avril. Ce texte cherche à améliorer le travail des conseils de surveillance en diminuant le nombre de leurs membres et à mettre de l'ordre dans les délégations de vote accordées aux banques par les petites actionnaires. Mais les partis de la

L'opposition souhaite réduire à cinq le nombre des mandats détenu par une personne en conseil de surveillance, alors que certains dirigeants de l'économie allemande collectionnent les sièges. Enfin, les droits de vote en dépôt ne devraient plus être exercés par les banques, mais par des organismes indépendants choisis par les actionnaires afin de limiter la possibilité pour les banques de servir leurs propres intérêts lors des assemblées générales.

Thyssen et Krupp se sont mis d'accord

Thyssen et Krupp ont signé, mercredi 26 mars, un accord de principe sur la fusion de leurs activités sidérurgiques au sein d'une société commune dont Thyssen détendrait 60 % et Krupp 40 %. Le nouveau groupe fera partie des trois premiers européens, avec British Steel et Usinor Sacilor. Les modalités de la fusion doivent être mises au point dans les quatre semaines à venir.

Quelque 8 000 emplois devraient être supprimés sur les différents sites de production dans les cinq ans mais les signataires se sont engagés à ne procéder à aucun licenciement économique. Les salariés de l'usine Krupp-Hoesch à Dortmund ont poursuivi la grève entamée mardi. Les restructurations doivent toucher, en premier lieu, les sites de production de Krupp.

scandale, c'est la passivité et le laxisme des banques qui sont pointés du doigt. Le SPD et certains libéraux estiment que le système bancaire a trop de pouvoir et qu'il en fait mauvais usage. Le président de l'Office fédéral des cartels en personne est d'avis que l'« accumulation des moyens d'influence » (des banques) n'est pas sans risques.

Un projet de loi sur l'« amélioration du contrôle et de la transpa-

coalition ont en du mal à se mettre d'accord et les débats ont traîné.

Portés par les protestations écologiques, les sociaux-démocrates et certains libéraux proposent des mesures plus radicales. Pour le SPD, les fonctions d'actionnaire et de créancier ne sont plus compatibles et il propose une limitation des participations bancaires dans les entreprises (à 5 %, contrairement à ce que prévoit le projet gouvernemental en préparation).

Philippe Ricard

Daimler-Benz s'est redressé en 1996

Le premier groupe industriel allemand, Daimler-Benz, dont les pertes en 1995 avaient posé la question de la responsabilité des banques actionnaires, a renoué avec les profits en 1996. Le groupe d'automobile, d'aéronautique et de défense a annoncé, mercredi 26 mars, un bénéfice net de 2,8 milliards de DM (9,4 milliards de francs), à comparer à une perte de 5,7 milliards de DM en 1995. Le bénéfice opérationnel a atteint 2,4 milliards de DM, contre une perte de 1 milliard de DM l'année précédente. En 1995, Daimler-Benz avait décidé d'abandonner son soutien financier à l'avionneur néerlandais Fokker, de céder la majorité des divisions de sa filiale électrotechnique AEG et d'appliquer un plan d'assainissement sévère dans sa filiale d'aéronautique et de défense Daimler-Benz Aerospace (DASA), entraînant la constitution d'importantes provisions pour restructuration. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires a augmenté de 10 %, à 106,3 milliards de DM.

Les principales participations

Selon une étude publiée par la Süddeutsche Zeitung, les principales participations des trois premières banques allemandes dans l'industrie et les services sont les suivantes : ● Deutsche Bank : Continental (pneus) : 10,49 %, Daimler-Benz (automobile, aéronautique,

défense) : 24,42 %, Hapag Lloyd (transport, voyages) : 10 %, Heidelberg Zement (cimenteries) : 10 %, Philipp Holzmann (BTP) : 25,86 %, Karstadt (distribution) : 10 %, Linde (machine-outil, gaz liquide) : 10 %, Metallgesellschaft (métallurgie) : 10,65 %, Dynamit Nobel (chimie) : 14,29 %, Allianz (assurances) : 10 %, Aachener und Münchener (assurances) : 10 %, ● Dresdner Bank :

Bilfinger-Berger (bâtiment) : 25,1 %, Brau und Brunnen (brasseries) : 25,6 %, Heidelberger Zement (cimenteries) : 24 %, Metallgesellschaft (métallurgie) : 14,2 %, Dyckerhoff (distribution) : 10 %, Hapag Lloyd (transport, voyages) : 10 %, Buderus (métallurgie) : 10 %, Allianz (assurances) : 10 %, Aachener und Münchener (assurances) : 13,7 %, ● Commerzbank : Kühnle, Kopp, Kausch (moteurs) : 19,9 %,

Heidelberger Druck (imprimerie) : 13,8 %, Hochtief (BTP) : 2,5 %, Karstadt (distribution) : 10 %, Linde (machine-outil, gaz liquide) : 10,4 %, Linotype Hell (imprimerie) : 6,7 %, MAN (camions) : 6,5 %, Daimler-Benz (automobile, aéronautique, défense) : 1,5 %, Salamander (chaussures) : 10 %, Thyssen (acier) : 5 %, Buderus (métallurgie) : 10 %.

M. Pineau-Valencienne dément toute négociation avec la justice belge

BRUXELLES

Didier Pineau-Valencienne a fermement démenti, mercredi 26 mars, avoir tenté de négocier avec les autorités belges une fin de ses poursuites judiciaires dans l'affaire Cofibet et Cofimines. « Il n'y a eu aucune tentative en France et en particulier chez Schneider pour arrêter ce dossier. C'est une affabulation », a déclaré le PDG de Schneider sur Europe 1. « Il y a des initiatives qui peuvent être prises en Belgique que l'ignore », a-t-il toutefois admis.

Le procureur du roi de Bruxelles, Benoît Dejeunne, a confirmé, le même jour, les informations faisant état d'une offre de transaction de Schneider afin d'obtenir un non-lieu pour son PDG, inculpé de faux et usage de faux, d'abus de confiance et d'escroquerie par la justice belge.

(Le Monde du 27 mars). « La justice belge n'est pas à vendre », a-t-il précisé.

Au Sénat, on confirme également la teneur des propos tenus le 14 mars par le juge d'instruction Jean-Claude Van Espen, chargé du dossier Pineau-Valencienne, devant la commission d'enquête sur le crime organisé. M. Van Espen avait déclaré qu'un émissaire du groupe Schneider, M. Pierre Legros, ancien bâtonnier du barreau de Bruxelles, avait proposé une somme de « plusieurs centaines de millions de francs belges » pour que soit mis un terme aux poursuites engagées. Devant les sénateurs abasourdis, le juge a en outre déclaré que l'intermédiaire se faisait fort de ses bonnes relations avec les plus hautes autorités françaises, proposait son intervention dans le dossier de la fermeture de

Renault-Vivordie, en cas d'issue favorable de l'affaire Pineau-Valencienne. « Tout cela c'est vraiment une affaire très belge », commente un sénateur membre de la commission, qui tient à garder l'anonymat pour ne pas être suspecté de fuites. « Il suffit de mettre trois Belges ensemble pour que des informations confidentielles se retrouvent le lendemain dans les journaux ».

Selon le porte-parole du ministère belge de la justice, les possibilités de transaction existent bien en droit belge, mais elles sont très encadrées. Il cite l'exemple des infractions au code de la route où le procureur peut décider l'arrêt des poursuites pénales contre le versement d'une amende. Mais il précise : « Aucune transaction n'est possible dès qu'un juge d'instruction est saisi d'un dossier », ce qui est le cas dans l'affaire

Pineau-Valencienne. En revanche, poursuit le porte-parole, les magistrats tiennent compte, dans leurs décisions, du fait que les parties lésées aient été dédommagées ou non. « L'instruction dans l'affaire Cofibet-Cofimines ne peut être close », souligne-t-on dans les milieux judiciaires, « car Didier Pineau-Valencienne refuse de se rendre aux convocations du juge Jean-Claude Van Espen depuis son incarcération en juin 1994 ».

Les fuites relatives à cette affaire embarrassent le gouvernement de Jean-Luc Dehaene, qui ne fait aucun commentaire. Ce dernier avait adopté, ces dernières semaines, une attitude visant à déceper les relations avec Paris. Ainsi le premier ministre n'a pas mis à exécution, du moins publiquement, sa menace formulée, il y a un mois, de demander directement des comptes à son homologue, Alain Juppé, sur la non-communication, par la chancellerie, de pièces du dossier des commissions occultes versées par Dassault aux partis politiques belges, notamment au Parti socialiste francophone.

Les autorités belges semblent également soucieuses de ne pas heurter de front le monde français des affaires au moment où se déroulent de délicates négociations sur l'avenir du groupe énergétique belge Tractebel, dans l'hypothèse d'une fusion de Suez, sa maison-mère, avec la Lyonnaise des eaux. Au moment aussi où vont peut-être s'ouvrir des discussions sur le volet social de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, comme le propose Louis Schweitzer, PDG du groupe, dans un entretien publié jeudi par La Libre Belgique.

Luc Rosenzweig

OBLITYS

Sicav obligations et autres titres de créances français

Gestion : SOGEPOSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

DIVIDENDE EXERCICE 1996 : le conseil d'administration de la Sicav OBLITYS a arrêté les comptes de l'exercice 1996 et a proposé de fixer à 13,96 francs le dividende net versé par action.

Décomposition du dividende net, en francs : Obligations françaises non indexées 13,96

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 9 avril 1997 et mis en paiement le 11 avril 1997 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 11 juillet 1997).

Valeur de l'action au 28.02.1997 : 620,06 francs.

Sicav Info Poste : 06 36 98 58 18

Le Monde

Vendredi 4 avril 1997

Toute l'équipe du Monde vous invite à une journée spéciale pour

Rencontrer Les journalistes de la rédaction

Découvrir

Le Monde, ses publications, le multimédia, l'électricité ou quotidien et essayer les voitures électriques

au PALAIS DE LA BOURSE à partir de 14 h 30 Place de la Bourse - Lyon-2 Entrée libre et gratuite

Débattre « Vivre à Lyon »

un débat public dont vous êtes les acteurs : les questions des Lyonnais sur l'avenir de la cité aux responsables politiques, économiques, culturels...

au THEATRE DES CELESTINS à 17 heures Place des Célestins - Lyon-2 Entrée libre dans la mesure des places disponibles

Posez vos questions sur l'avenir de la cité lyonnaise Culture Education-Formation Emploi et avenir économique Environnement Lyon en Europe Transports

Question :

A retourner par courrier à : LE MONDE, 62, rue de la République 69003 LYON ou à déposer le 4 avril dans l'urne au Palais de la Bourse

مكتبة الدليل

Yves Galland se défend d'avoir fait adopter « une loi inflationniste » sur le commerce

Les prix des produits de grande consommation ont néanmoins augmenté dans les supermarchés

La loi Galland sur les relations commerciales, en supprimant les pratiques de vente à perte et de prix abusivement bas depuis le 1^{er} janvier, serait responsable de certaines hausses de prix sur des produits de grande consommation dans les hypermarchés et les supermarchés. Mais le ministre de la loi n'y voit qu'un effet limité et se félicite de l'assainissement des relations producteurs-distributeurs.

QU'ON SE LE DISE : la loi Galland n'est pas génératrice d'inflation. Le premier bilan établi, mercredi 26 mars, par le ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, Yves Galland, était tout entier tourné vers cette démonstration. Trois semaines après la publication par les Centres Leclerc d'une enquête faisant état d'augmentations de prix de plus de 4 % au cours des mois de janvier et de février, sur 1 500 produits parmi les plus vendus dans les grandes surfaces (*Le Monde* des 9 et 10 mars), M. Galland a présenté ses propres enquêtes. Elles ne contredisaient pas l'ampleur des chiffres relevés par la société d'études de marché Nielsen pour Leclerc. Elles confirment cependant que les prix des produits de grande consommation ont augmenté depuis le début de l'année dans la grande distribution.

La première enquête a été réali-

sée par la direction de la concurrence, la DGCCRF, qui dépend du ministère. Après avoir effectué 100 000 relevés de prix, dans 557 hyper et supermarchés, sur 60 produits, les enquêteurs publics ont observé une hausse moyenne de 1,5 % des prix au cours des deux premiers mois de l'année. Deux autres études ont été commanditées par des organismes ou des entreprises privées, Monoprix et MLEC (Institut de liaison et d'études des industries de grande consommation). La première fait état d'une hausse de 2,6 % en janvier-février sur « 4 600 produits vendus dans sept enseignes d'hypermarchés ».

L'ILEC a relevé, pour sa part, des hausses de 2,7 % entre novembre 1996 et février 1997 « sur 197 produits de grandes marques ». Alors que le dérapage, tous produits confondus, n'est que de 0,84 % sur la même période.

Pour M. Galland, « [sa] loi n'est donc pas inflationniste ». De fait, l'impact de ces hausses sur le taux d'inflation est faible, de 0,1 à 0,24 point, les produits de grande consommation n'entrant qu'à hauteur d'un cloquème dans la composition de l'indice général des prix établi par l'Insee. Le ministre ne nie pas qu'en janvier on ait enregistré un dérapage des prix. Mais ce serait simplement la preuve que sa loi a atteint son objectif principal : éliminer la vente à perte et les prix abusivement bas. « Je constate que des pratiques comme la baquette à 1 franc ou le steak haché bradé ont disparu ».

Une fois digéré le coup de chaud de janvier, un équilibre devrait s'établir entre hausses et baisses, qui se neutraliseraient. C'est le résultat des « nombreuses promotions qui se multiplient sur un nombre

croissant de produits. Nous sommes sortis de la logique « un flot de perte dans un océan de profit » qui prévalait jusqu'ici chez certains grands distributeurs », assure M. Galland. Quant au deuxième volet de sa loi, le rééquilibrage des relations entre producteurs et distributeurs, le ministre se veut confiant sur les capacités des PME à résister aux grandes marques : « Les produits locaux, les marques de distributeurs, pour la plupart fabriqués par des PME, constituent désormais une réelle alternative face aux grandes marques. Le consommateur n'est pas idiot, il saura faire l'arbitrage au moment du choix dans les rayons ».

Pascal Galland

Les syndicats européens de Renault tentent de relancer leurs actions

Une nouvelle journée d'action a lieu vendredi

TROIS CENTS salariés belges de Renault Vilvorde devaient mener une nouvelle « action-surprise » dans le nord de la France, jeudi 27 mars en fin de matinée, et une action « à la frontière », vendredi 28. En revanche, les trente salariés qui occupaient depuis une semaine le parking Renault de Wavrin, près de Lille, ont quitté les lieux jeudi. « Il était important pour nous de rester une semaine sur place », a déclaré Hervé Jorissen, secrétaire général des métallurgistes FGFB (socialistes). « Mais il y a d'autres choses prévues, et nous occuperons un autre terrain », a-t-il ajouté.

Selon les syndicats belges, la direction de Renault Vilvorde et les représentants du personnel devaient rencontrer, pour la première fois, vendredi après-midi, un médiateur : le président de la commission paritaire pour la métallurgie du Brabant.

Mardi, une cinquantaine de salariés de Vilvorde se sont rendus à l'usine de Cléon (Seine-Maritime) pour soutenir les syndicats qui avaient appelé à débrayer durant deux heures contre un aménagement des horaires imposé par la direction à partir du 1^{er} avril. Selon la direction, ce mouvement n'a été suivi que par 21,63 % des salariés. Les syndicats font remarquer que, rapporté au nombre d'ouvriers - les seuls à être concernés par les nouveaux horaires -, le pourcentage est bien plus élevé. De fait, dans la matinée, les observateurs ont pu constater que l'atelier fabriquant des boîtes de vitesse était quasiment vide durant le débrayage.

Un mois après l'annonce de la fermeture de Vilvorde, les syndicats tentent de donner un nouvel élan à un mouvement qui s'essouffait. C'est ainsi que les syndicats belges (FGFB, CSC), français (CFDT, FO, CFTC) et espagnols (CCOO, UGT) adhérent à la Fédération européenne de la métallurgie ainsi que la CGT ont décidé d'organiser une

nouvelle journée d'action européenne vendredi 4 avril. « Exigeant le respect des droits sociaux, l'introduction de la réduction massive du temps de travail tout en amplifiant des mesures d'âge pour embaucher des jeunes, l'élaboration de solutions industrielles alternatives protégeant durablement l'emploi », elles expliciteront leurs positions lors de conférences de presse qui se tiendront simultanément à Bruxelles, Paris et Madrid.

JURISPRUDENCE NON RESPECTÉE

C'est également le 4 avril que le tribunal de grande instance de Nanterre rendra son jugement sur le respect par Renault de l'accord sur le comité de groupe européen de 1995. Au cours de l'audience qui s'est déroulée le 26 mars, l'avocat du comité de groupe européen a estimé que le droit français et le droit communautaire font du licenciement économique l'ultime recours. Représentant une analyse faite par le professeur Couturier, expert du droit du travail, il a jugé que la directive de 1975 sur les licenciements prévoit que « les consultations portent au moins sur les possibilités d'éviter ou de réduire les licenciements collectifs ». Il estime que Renault n'a pas respecté la jurisprudence française selon laquelle toute décision de l'employeur doit être précédée de l'information précise et écrite des représentants du personnel.

En revanche, l'avocat de Renault a estimé que ni l'accord du 5 mai ni la directive de 1994 transcrite dans le droit français en 1996 n'obligeaient l'employeur à informer et consulter préalablement le comité de groupe européen avant l'annonce de la fermeture de Vilvorde. Il a également plaidé que le tribunal ne pouvait suspendre le processus de fermeture de Vilvorde, car celui-ci relève de Renault Industrie Belgique et non plus du groupe.

Frédéric Lemaître

Le groupe de François Pinault a achevé sa réorganisation

PENDANT les travaux, la croissance continue. Les résultats présentés, mercredi 26 mars, par Pinault-Printemps-Redoute (PPR) pour 1996, prouvent que le remodelage incessant, les fluctuations de périmètre et les changements d'hommes opérés dans le groupe de François Pinault n'ont pas affecté sa capacité à dégager toujours plus de profits. Pour un chiffre d'affaires en hausse de 3,6 % (-8,3 % à périmètre comparable), à 80,4 milliards de francs, PPR a enregistré une progression de 18,4 % de son

résultat d'exploitation (à 3,5 milliards) et de 36,2 % de son résultat net part du groupe (à 2,06 milliards).

Selon Serge Weinberg, le président du directoire, dernier en date des bras droits de M. Pinault - qui en a changé souvent - le moment est cependant venu pour le groupe de distribution de se stabiliser. « PPR a une structure arrêtée à 90 % », affirme-t-il. Vingt mois après avoir succédé à Pierre Blayau (aujourd'hui patron de Moulinex), M. Weinberg estime avoir achevé

la mise en place de l'organisation décentralisée pour laquelle il avait été nommé. Reste à la faire fonctionner.

Le président a changé toutes les têtes dirigeantes : quatorze nominations sont intervenues depuis la fin de 1995, tant dans les filiales (Fnac, Printemps, La Redoute, Primatic, Conforama, Rexel, CFAO) qu'à l'état-major. Les nouveaux venus ont pour la plupart des quadragénaires, à l'image du président, âgé de quarante-cinq ans. M. Weinberg se défend d'avoir « fait le ménage » : « J'ai fait de vrais choix d'hommes et non de spécialistes, ce sont des entrepreneurs. Nous avons des enseignes fortes qui ont besoin d'un moteur très fort à leur tête ».

Les deux nominations les plus spectaculaires ont eu lieu au Printemps et à la Fnac. Pour le premier, M. Weinberg a débouché le PDG d'Ikea France, le suédois Per Kaufmann, quarante ans, pour lequel a été créé le poste de président du directoire. Philippe Vindry, qui présidait le Printemps, est « promu » président du tout nouveau conseil de surveillance. Ce tandem se voit assigner par M. Weinberg un objectif ambitieux : « Le grand magasin est un format de vente ancien. Nous avons pris le pari d'en faire un outil moderne, à l'image de Saks, Harrods ou Bloomingdale's ». En 1996, l'énorme chantier de rénovation du magasin du boulevard Haussmann à Paris a pesé sur les comptes du Printemps, qui n'ont dégagé qu'un bénéfice symbolique.

L'autre nomination remarquée est celle, à compter du 5 mai, de François-Henri Pinault, trente-quatre ans, comme PDG de la Fnac. Un choix dont M. Weinberg assure être à l'origine, ayant pu jurer « la capacité de travail » du fils de François Pinault à la tête de la CFAO et de Pinault Distribution,

mais qui sera inévitablement ressenti par les salariés comme la promotion du « fils du patron ». Un double défi à relever pour M. Pinault junior, qui arrive à la Fnac au moment où celle-ci aborde la phase délicate de sa modernisation, avec l'adoption de méthodes inspirées de la grande distribution (*Le Monde* du 25 mars). M. Weinberg balaise les craintes manifestées par certains éditeurs : « Si l'hybridation n'est pas la solution, il y aurait peu d'acteurs ».

VALORISATION

En rendant plus autonomes les filiales, le président de PPR espère stimuler leur créativité. « Nous allons tester de nombreux nouveaux concepts », explique-t-il. La Fnac va ainsi ouvrir en 1997 un magasin dédié aux jeunes. Pour le développement international, autre axe stratégique, le désendettement mené par M. Weinberg vise à redonner à PPR « une capacité de croissance externe », explique-t-il.

Mais la décentralisation du groupe n'a pas que des visées opérationnelles. Selon certains analystes, il s'agit pour François Pinault, en vrai capitaliste, de maintenir le groupe PPR en état d'être cédé, en tout ou en partie. M. Weinberg se refuse à parler au nom de son actionnaire. Il se contente d'observer : « La liquidité du groupe est l'une des raisons de la revalorisation de l'action [jeudi 27 mars, dans la matinée, le titre gagnait 6,7 % à la Bourse de Paris]. Si la logique capitaliste n'entre pas en ligne de compte pour la décentralisation des structures, j'ai le même objectif que M. Pinault : valoriser ou mieux le groupe. » Il oïgore pas que, dans le cas contraire, il rejoindrait aussitôt la cohorte des anciens bras droits.

P. Ga.

Alcatel CIT va proposer la semaine de 4 jours

ALCATEL CIT présentera, mercredi 2 avril, au comité central d'entreprise son plan social prévoyant 1 206 suppressions nettes d'emplois sur 9 400 d'ici à fin 1998 (1 511 suppressions, 305 créations), ainsi que la fermeture des unités industrielles d'Ormes (Loiret), Laon (Côte-d'Or) et Orvault (Loire-Atlantique). La direction proposera une réduction et une annualisation du temps de travail : cinquante-deux semaines comportant quatre journées de huit heures, plus quatorze jours à répartir selon les besoins. La mesure concernerait 6 000 personnes. Les préretraites à 55 ans, qui permettraient des embauches de jeunes, figurent aussi dans les mesures proposées. Elles seront conditionnées à un passage à temps partiel (50 %, 60 % ou 80 %) à cinquante-deux ans d'un type un peu particulier : les salariés devront travailler un peu plus que ce temps théorique, la différence étant placée sur un compte épargne temps, qui sera abondé au bout de trois ans par la direction pour permettre une préretraite totale.

DÉPÊCHES

■ COKERILL-SAMBRE : le numéro un de la sidérurgie belge a enregistré en 1996 une perte nette consolidée de 9 milliards de francs belges (1,45 milliard de francs), contre un bénéfice de 3,24 milliards de francs belges lors de l'exercice précédent. Le groupe a engagé de très fortes provisions exceptionnelles (7,7 milliards de francs belges) pour un plan de restructuration, « Horizon 2000 », qui devrait se traduire par la suppression de 2 000 emplois.

■ FUJITSU : le groupe japonais a annoncé, mercredi 26 mars, que Fujitsu AMD Semiconductors, sa filiale commune avec l'américain Advanced Micro Devices (AMD), va investir près de 2 milliards de francs pour tripler à 24 milliards d'unités par mois sa production de mémoires « flash » (puces conservant les informations en l'absence d'alimentation électrique).

■ TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION : trente-neuf pays ont confirmé, mercredi 26 mars à Genève, leur engagement à éliminer leurs droits de douane d'ici à l'an 2000 sur quelque 300 produits (ordinateurs, logiciels, CD-ROM, produits de télécommunication, semiconducteurs) représentant un marché de 600 milliards de dollars.

■ RADIODÉLÉPHONE : France Télécom et la SFR ont confirmé, mercredi 26 mars, l'information donnée le même jour par le quotidien *La Tribune* sur leur volonté de réduire, le 1^{er} avril, de 1 500 à 1 000 francs la prime à l'achat de téléphones mobiles, qui permettait souvent aux distributeurs d'annoncer « le terminus à 0 franc ».

■ TWA : les commissaires aux comptes de la compagnie aérienne américaine ont indiqué, dans son rapport annuel, qu'ils s'interrogeaient sur la viabilité de l'entreprise. Les comptes de TWA, qui a affiché une perte de 258 millions de dollars (1,4 milliard de francs) au quatrième trimestre 1996, n'ont cessé de se dégrader depuis la catastrophe du vol 800 l'été dernier.

■ NOVARTIS : le groupe pharmaceutique suisse, né de la fusion de Ciba-Geigy et Sandoz, a rattrapé au premier rang mondial le britannique Glaxo Wellcome et va le dépasser, a estimé le 26 mars l'institut IMS International.

■ RENAULT V1 : la filiale de Renault spécialisée dans le camion a perdu 791 millions de francs en 1996 pour un chiffre d'affaires de 30,5 milliards de francs. La perte provient essentiellement des activités européennes, dont l'exploitation a été déficitaire de 819 millions de francs.

■ CHÂTEAU D'YQUEM : le tribunal de grande instance de Bordeaux a ordonné en référé, mercredi 26 mars, la mise sous séquestre des 550 millions de francs versés par LVMH à Eugène de Lur Saluces pour l'achat de 50,66 % du château d'Yquem, prestigieuse propriété de Sauternes (sud de Bordeaux). Ceci à la demande de son frère Alexandre de Lur Saluces, gérant du château, qui affirme que les parts étaient en indivision et donc non cessibles.

■ BANQUES POPULAIRES : le groupe affiche un résultat de 1,94 milliard de francs pour 1996, en hausse de 26,3 %, soit un rendement sur fonds propres de 8,2 %.

BP France se repositionne dans la distribution pétrolière

NI FERMETURE de la raffinerie de Lavéra, ni reprise de cette unité par des cadres de BP. Lors de la présentation des résultats de la filiale française du groupe britannique le 26 mars, son président, Michel de Fabiani, a été très clair : « Nous n'avons pas retenu les offres qui se sont présentées. Nous poursuivons la recherche de partenaires et continuons d'opérer sur ce site ». Pour BP France, l'année 1996 s'achève sur un bénéfice net de 360 millions de francs, en hausse de 118 %. Si les résultats dans le domaine pétrolier ont été « insuffisants », avec une perte de 74 millions de francs, la performance dans la chimie est considérée comme « satisfaisante », avec un bénéfice de 344 millions. Le groupe a également constitué une provision de 176 millions pour financer la fusion des stations services avec ceux de Mobil, décidée l'an dernier.

Au-delà de ces données chiffrées, l'exercice écoulé illustre un repositionnement du groupe dans le raffinage-distribution et la chimie. En janvier 1996, BP créait la surprise en annonçant la mise en vote de Lavéra (Bouches-du-Rhône), la deuxième raffinerie française par sa capacité de production (10 millions de tonnes). L'unité française produit deux fois plus que les besoins du groupe dans la zone ; l'idée est donc de trouver un repreneur ou un partenaire garantissant à BP la fourniture des 5 millions de tonnes qui lui sont nécessaires et capable de commercialiser le reste. Un mois plus tard, le 29 février, le britannique décidait de marier ses activités de raffinage-distribution en Europe avec l'américain Mobil. Cette association, la première du genre dans l'aval pétrolier, doit, elle aussi, permettre de lutter contre les surcapacités. Pour plus d'efficacité, les deux compagnies se sont réparties les tâches. Mobil produit et dis-

tribue les lubrifiants, BP les autres produits pétroliers.

Peu de temps après, dans la chimie, le groupe amorçait des négociations avec l'allemand Hoechst pour s'associer dans le polyéthylène de haute densité et devenir l'un des acteurs majeurs dans ce domaine.

VIRAGE STRATÉGIQUE

Un an après ce virage stratégique, la situation a peu évolué concernant Lavéra. « Nous avançons du temps, nous ne sommes pas pressés », affirme M. Fabiani, bien que le rapport annuel du groupe britannique envisage sur ce sujet une décision avant la fin du premier semestre. « Actuellement, il n'y a pas d'offre précise. Notre problème est d'ajuster notre capacité de raffinage à nos besoins. Mais Lavéra ne peut être coupée en deux, c'est un ensemble », ajoute-t-il, faisant référence à son voisin Shell qui réduira de plus de moitié la capacité de production de sa raffinerie de Berre l'Étang dans les Bouches-du-Rhône (*Le Monde* du 11 février).

Dans la chimie, les discussions continuent « de manière positive » selon Michel Depaepe, directeur général de la branche. L'association BP-Mobil est, quant à elle, devenue effective le 1^{er} janvier. Les deux réseaux, sensiblement de même taille (400 stations service chacun), ont fusionné et aux enseignes Mobil se substitue le logo BP. Cette fusion ne devrait pas amener de restructurations importantes car les deux chaînes de distribution sont complémentaires. « Nous avons fait l'essentiel des restructurations avant le rapprochement », précise M. Fabiani. Avec des parts de marché de 8 à 10 % selon les produits et de 15 à 20 % selon les régions, BP se hisse au niveau de Shell et Esso, loin derrière Total et Elf.

Dominique Gallois

LBi LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS
SICAV ÉLIGIBLE AU PEA
Investissez dans les entreprises françaises

Le conseil d'administration de Livret Bourse Investissements, réuni le 6 février 1997, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996, et décidé de convoquer les actionnaires de la Sicav en assemblée générale ordinaire le 3 avril 1997.

Il sera proposé à l'assemblée de fixer à 13,56 F par action le dividende net de l'exercice 1996. Il se décompose en :

• revenus d'actions françaises	11,98 F
• revenus d'obligations françaises non indexées	1,58 F

Sous réserve de l'approbation de l'assemblée, ce dividende sera mis en paiement le 11 avril 1997. Le crédit d'impôt sera déterminé le jour du détachement, le 9 avril.

Réinvestissement sans frais jusqu'au 11 juillet 1997.

GESTION
GROUPE CASSE DES DÉPÔTS
CAISSE D'ÉPARGNE, LA POSTE, TRÉSOR PUBLIC

هكنا من الفصل

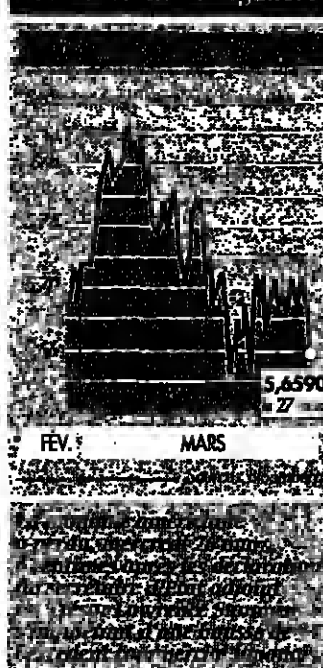
Le dollar ne profite déjà plus de la hausse des taux américains

Le billet vert est revenu à 5,65 francs

La devise américaine n'a pas profité longtemps de la hausse, mardi, d'un quart de point de son taux au jour le jour. Après être repassé au-dessus des 5,70 francs,

1,69 mark et 124 yens, le dollar a rapidement perdu le terrain gagné, victime notamment des craintes d'un gonflement du déficit commercial américain face au Japon.

Une évolution irrégulière



qu'en Allemagne, où ils ne rapportent que 3,35 %.

D'autres experts sont d'un avis contraire. Ils craignent que le resserrement des conditions de crédit aux Etats-Unis ne provoque une baisse des actifs financiers américains et, par contre-coup, un repli du billet

vert. Pour étayer leur analyse, ils rappellent le mouvement observé en 1994. Dans les dix mois qui ont suivi la hausse des taux de la Fed, le dollar s'était déprécié de 15 % vis-à-vis du deutschemark, passant de 1,75 à 1,50 mark.

La vigueur du billet vert constitue un enjeu essentiel pour les économies européennes en phase de reprise. L'ampleur de celle-ci dépendra largement de la parité du dollar vis-à-vis du deutschemark et du volume des exportations des entreprises du Vieux Continent.

Jean-Pierre Gérard, membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, a estimé, mercredi, que le « niveau actuel du dollar face au franc est dans une zone acceptable pour les Allemands et pour nous ». « La bonne parité du dollar pour l'industrie française serait de quelque 6,20 francs », a-t-il ajouté, mais les Allemands ont une autre perception.

La force du dollar – et la faiblesse du deutschemark qui en résulte – constitue aussi un gage de stabilité pour le marché des devises européennes. Elle soutient les monnaies réputées faibles, comme la lire italienne, et réduit la probabilité qu'une crise monétaire éclate en Europe en dépit des nombreuses incertitudes qui demeurent à propos de l'introduction de la monnaie unique.

Pierre-Antoine Delhommais

Six questions sur la devise américaine

DEPUIS le début de l'année et en dépit d'une évolution hétéroclite au cours des dernières semaines, le dollar s'est vivement apprécié. Il a gagné 9 % face au franc et au mark et 7 % contre le yen.

● Le dollar est-il devenu pour autant une monnaie forte ?

Par rapport à ses plus hauts niveaux historiques atteints au printemps de l'année 1995 (1,3450 mark et 79,75 yens), le dollar s'est apprécié de 55 % face à la monnaie japonaise et de 26 % face à la devise allemande. Le mouvement de hausse a connu une accélération brutale à partir du mois de novembre 1996, avec un gain de 70 centimes vis-à-vis du franc.

La hausse du billet vert doit toutefois être relativisée. Le dollar reste stable vis-à-vis des nombreuses devises d'Asie ou d'Amérique du Sud qui lui sont directement attachées. Au cours des six derniers mois, la monnaie américaine a également cédé du terrain face à la livre sterling ou au dollar canadien, des partenaires économiques majeurs des Etats-Unis. An total, depuis le mois d'avril 1995, le dollar ne s'est apprécié que de 15 % face au panier de devises des pays représentant 80 % de la destination des exportations américaines.

Le dollar, enfin, reste très éloigné de ses plus hauts niveaux historiques (4,20 marks en avril 1957, 363 yens en juillet 1963). En février 1985, le cours du dollar s'établissait à 10,25 francs : ce douze ans, il a perdu près de la moitié de sa valeur.

● Quels sont les facteurs de hausse du billet vert ?

Le billet vert est soutenu par le dynamisme de l'économie américaine. Le produit intérieur brut a progressé de 2,4 % en 1996 aux Etats-Unis, soit la cinquième année de hausse consécutive. Parallèlement, le chômage continue à reculer : outre-Atlantique (5,3 %). En Allemagne, la croissance a été limitée à 1,4 % en 1996, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi s'est envolé (+400 000). La reprise de l'économie japonaise reste pour sa part très fragile, en raison de l'absence de consommation intérieure et de la crise du système bancaire.

Les investisseurs sont également attirés aux Etats-Unis par les niveaux de rémunération plus élevés que dans le reste du monde. Les rendements à trois mois se situent à 5,75 % à New York, contre 3,25 % à Francfort et 0,50 % à Tokyo.

Munnaie refuge sur un plan économique et monétaire, le dollar l'est aussi en matière institution-

nelle et politique. Les investisseurs internationaux ne savent pas précisément de quoi sera faite la future monnaie européenne. Des incertitudes qui dissuadent certains gestionnaires de placer leurs capitaux sur le Vieux Continent.

● Jusqu'où la monnaie américaine peut-elle monter ?

Si la majorité des analystes s'attendent, en début d'année, à une hausse du dollar, aucun n'avait prévu une progression aussi rapide. Le billet vert a mis moins de trois semaines à effectuer une ascension dont les spécialistes pensaient qu'elle exigerait au moins un semestre. Face à cette envolée imprévue, les économistes ont dû revoir leurs scénarios pour 1997.

Les experts estiment qu'une appréciation de 10 % du billet vert offre 0,5 % de croissance supplémentaire à la France

Les experts de la grande banque américaine Merrill Lynch prévoient que le dollar va continuer à monter pour atteindre 1,80 mark, 6,05 francs et 128 yens dans six mois. D'autres calculs, complexes, effectués à partir des parités de pouvoir d'achat (les taux de change qui égalisent les coûts de production entre les pays), parviennent à un niveau théorique de 2 marks (6,75 francs).

● Quels sont les avantages et les inconvénients économiques d'une hausse du dollar ?

La force du dollar constitue une excellente nouvelle pour les économies européennes, car elle favorise les exportations et contribue à la relance des investissements. Les experts estiment qu'une appréciation de 10 % du billet vert offre 0,5 % de croissance supplémentaire à la France. En revanche – c'est la grande crainte de la Bundesbank –, la hausse de la monnaie américaine renchérit le coût de la facture énergétique et se traduit par une légère augmentation du rythme d'inflation.

Au Japon, les autorités monétaires craignent qu'un affaiblissement trop marqué du yen offende les investisseurs nippons à placer leurs capitaux en dehors de l'archi-

Décret de 1937 : l'AFB désavouée par le commissaire du gouvernement

L'Association française des banques a décidé de retirer, en extremis, son recours devant le Conseil d'Etat contre les textes empêchant l'ouverture des établissements financiers le samedi

IL NE FAUT jamais préjuger des décisions de justice. L'Association française des banques (AFB) le sait. En apprenant que son recours contre le décret de 1937, qui régit l'organisation du travail dans les banques, était inscrit au rôle du Conseil d'Etat, mercredi 26 mars, elle a aussitôt décidé de le retirer. Motif invoqué par l'association patronale : le ministre du travail ayant communiqué le 19 mars aux différents partenaires sociaux un nouveau projet de décret, elle estime avoir obtenu gain de cause dans sa bataille pour obtenir le retrait ou la modification de ce texte. Pourquoi dès lors s'embarasser de l'aléa juridique que représente tout recours.

« Il était temps que le gouvernement engage sa réforme et que l'AFB retire son recours », ironise toutefois la Fédération CFDT-Banque. Car en constatant le désistement de l'AFB, Christine Maugé, le commissaire du gouvernement au Conseil d'Etat chargé de l'affaire, n'a pu s'empêcher de faire une remarque préalable. Elle a indiqué que, sans ce recul, « elle aurait conclu au rejet des requêtes », rapporte M. Hélène Masse-Dessen, avocat de la CFDT.

« Selon ses conclusions, il n'existe pas dans le décret de 1937 de rupture d'égalité entre les personnes qu'il concerne, ce texte ne viole aucun principe, et les différences entre les régimes applicables aux banques AFB, au Crédit agricole et à La Poste trouvent leur origine dans des dispositions législatives applicables au secteur privé en général, au secteur agricole et à la fonction publique. »

C'était l'un des arguments majeurs du patronat pour obtenir du gouvernement qu'il engage rapidement la réforme

Même si l'avis du commissaire du gouvernement – l'avocat général des juridictions administratives qui, contrairement à son titre, ne dépend pas du gouvernement – n'est pas toujours suivi par le Conseil d'Etat, il est intéressant dans le débat.

L'AFB a en effet fait de son recours devant le Conseil d'Etat – et de ses chances de succès – l'un de ses arguments majeurs pour obtenir du gouvernement qu'il engage rapidement la réforme du décret de 1937. « Depuis plusieurs semaines, l'AFB se répandait sur son succès assuré dans cette action judiciaire. On connaît aujourd'hui la réalité », commente la CFDT, qui, avec les autres syndicats du secteur, appelle à la grève le vendredi 4 avril. Pour eux, la remarque de M. Maugé montre qu'il n'est pas nécessaire de modifier le décret dans la précipitation mais qu'on peut le « moderniser de manière négociée, en y intégrant des contreparties en emplois et en réduction du temps de travail ».

L'AFB ne fait aucun commentaire, constatant que son recours ayant été retiré, il n'y a pas matière à discuter. Quant au ministère du travail, il reste décidé à mener à bien la réforme d'un texte vieux de soixante ans et mal adapté à l'activité bancaire. Mais les syndicats et le patronat ont des positions qui paraissent difficilement conciliables.

Sophie Fay

GROUPE SAGEM

Résultats de l'exercice 1996

en AUGMENTATION de 16%

Le Conseil d'Administration de SAGEM SA, société mère du Groupe SAGEM, réuni sous la présidence de Monsieur Pierre FAURE le 26 mars 1997, a arrêté les comptes de l'exercice 1996.

Chiffre d'affaires

Avec un effectif de 14 350 personnes au 31/12/1996 contre 14 684 au 31/12/1995, le Groupe SAGEM a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires consolidé de 15,409 milliards de francs, en augmentation de 2,2 % sur l'exercice précédent. Il se ventille ainsi par branche d'activité :

• Branche Défense	3 547 MF (+ 9,7 %)
• Branche Télécommunications	7 973 MF (+ 2,3 %)
• Branche Automobile et Câbles	3 889 MF (+ 4,8 %)

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe SAGEM a été de 15,409 milliards de francs, en augmentation de 2,2 % sur l'exercice précédent. Par division, les chiffres d'affaires, tenant compte des intégrations à partir du 01/06/1996 des activités Défense de SAT, Signalisation et Mesure de Silac, ont connu l'évolution suivante : Division Défense et Sécurité : +26,4% avec 3,079 milliards de francs ; Division Télécommunications : +2,2% avec 3,132 milliards de francs ; Division Automobile : +12,7% avec 3,198 milliards de francs.

La société SAT a enregistré un chiffre d'affaires de 5,720 milliards de francs contre 4,497 en 1995. Il convient de préciser qu'elle a intégré les activités Câbles de Silac pour toute l'année 1996 et les activités Signalisation et Mesure pour les cinq premiers mois puisque ces dernières, en même temps que l'activité Défense de SAT, ont été apportées par SAT à SAGEM SA à effet du 01/06/1996. La Division Réseau et Télécommunications et la Division Câbles ont enregistré un chiffre d'affaires respectivement de 3,325 milliards de francs (+1,5%) et de 1,832 milliards de francs.

DIVIDENDES PROPOSEES AUX ASSEMBLEES DU 28.05.1997

(en francs)	SAGEM SA		SAT	
	1997	1996	1997	1996
Dividende net	26	24,50	31	29,50
Dividende brut (avant fiscalité)	39	36,75	46,50	44,25

De plus, les comptes extérieurs américains restent très fortement déficitaires. La balance commerciale des Etats-Unis a enregistré en 1996 un solde négatif de 114,2 milliards de dollars, son plus haut niveau depuis 1988. Si cette donnée est aujourd'hui totalement ignorée par les investisseurs, elle risque tôt ou tard de redevenir un sujet de préoccupation.

P.-A. D.

Résultats

Au niveau des résultats, le résultat net consolidé global atteint 698,1 millions de francs et le part du Groupe 638,3 millions de francs contre 548,9 en 1995, en hausse de 16,27 %.

Aussi, la cession faite des 9,09 % d'actions SAGEM d'autocroissance résultant de la réorganisation du Groupe en 1996, le résultat net consolidé par action se monte à 176 francs pour l'exercice 1996 contre 151 francs pour l'exercice précédent et le PER au 31/12/1996 à 15,5 %.

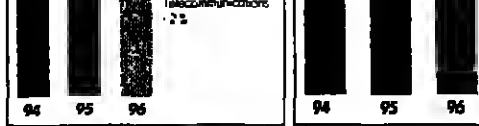
Les investissements du Groupe, tant industriels que financiers, ont atteint en 1996 le milliard de francs à comparer à une capacité d'autofinancement du près de 1,3 milliard de francs, en hausse de 15,3 % par rapport à 1995. La trésorerie (notamment le placement et le développement) s'est consolidée en 1996 à 2,389 milliards de francs au 31/12/1996 contre 2,440 milliards de francs au 31/12/1995.

Plusieurs éléments conformes à la stratégie constante du Groupe SAGEM ont contribué à la formation de ses résultats 1996 :

- une plus-value de cession d'une filiale high-tech créée par SAGEM dans le cadre de besoins non récurrents,
- des efforts de recherche et développement renforcés et concentrés sur les créneaux les plus porteurs,
- un ajustement des moyens nécessaires par l'adaptation à des marchés sans cesse renouvelés.

Au total, les résultats 1996 du Groupe sont en augmentation sensible malgré la concurrence internationale qui régit ses marchés.

Résultats consolidés du Groupe SAGEM



Chiffre d'affaires consolidé MF (en MF)

Résultat net consolidé MF (en MF)

RESULTAT NET CONSOLIDE Part du Groupe 638,3 MF +16,27%

* Le résultat net consolidé part du Groupe tient compte d'une plus-value nette de cession de la filiale DiviCom d'environ 100 MF après imputation de l'IS au taux moyen pondéré de 32 % et des diverses provisions et dotations consécutives. Cette cession devait encore avoir des conséquences financières positives après la clôture de l'exercice clos le 31/12/1996.

** Capitalisation boursière au 31/12/1996 (2 719 200 actions ordinaires à 130 FRF et 908 400 ADP à 1 493 FRF) sur bénéfices net de l'exercice 1996 (638,3 MF)

SAGEM

مكتبة الدكتور

■ LA BOURSE DE TOKYO a nettement fléchi, jeudi 27 mars, entraînée par le secteur bancaire. L'indice Nikkei a perdu 262,03 points à 18 210,42 points (-1,42 %).

■ L'OR a ouvert en hausse, jeudi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 350-350,25 dollars contre 347,20-347,50 dollars la veille.

■ LE DOLLAR était en baisse face au yen, jeudi, sur le marché des changes de Tokyo. La devise américaine s'échangeait à 123,75 yens, contre 124,11 yens à New York mercredi soir.

■ LE PÉTROLE BRUT a baissé, mercredi, sur le marché à terme new-yorkais. Le prix du pétrole brut de référence a cédé 35 cents à 20,64 dollars. La veille, il avait perdu 7 cents.

■ LE PRIX DU NICKEL a encore reculé, mercredi, sur le LME londonien. Le cours de référence a chuté de 115 dollars pour finir la séance à 7 650 dollars au plus bas depuis janvier.

LES PLACES BOURSIÈRES

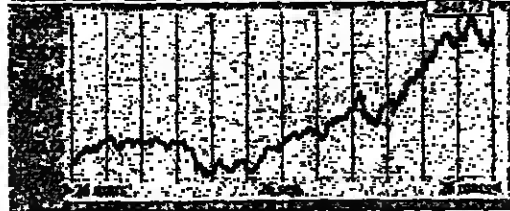
Fermeté à Paris

A LA VEILLE d'un long week-end - la Bourse de Paris ne rouvra ses portes que mardi 1^{er} avril en raison des fêtes pascales - les valeurs françaises faisaient preuve de fermeté jeudi 27 mars dans un marché actif. Le CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,71 %. Aux alentours de 12 h 30, l'indice CAC 40 s'appréciait de 0,59 % à 2 664,46 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de 3,2 milliards de francs.

Les Bourses ont bien réagi mercredi à la décision de la FED de resserrer sa politique de crédit afin de prévenir toute surchauffe économique. Elles avaient largement anticipé cet événement.

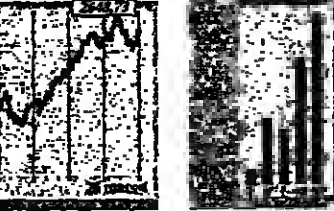
Les résultats 1996 des sociétés publiées ces dernières heures sont quelquefois meilleurs que prévu - à l'image de Schneider, Hermès ou Pinault-Printemps - et les perspectives 1997 sont également bonnes pour ces groupes. Les industriels français estiment

Indice CAC 40 sur un an



que les perspectives générales de production en France se sont dégradées en mars mais que leurs perspectives personnelles continuent à s'améliorer, selon l'en-

CAC 40 5 jours



quête mensuelle de l'Insee publiée jeudi. Pinault-Printemps montrait de 7 % à 2 466 francs, Primagaz de 3 % et les Comptoirs modernes de 2,6 %.

Schneider, valeur du jour

DEUXIÈME plus forte hausse de la séance, Schneider a été la vedette du jour, mercredi 26 mars à la Bourse de Paris. L'action a gagné 6,26 %, à 320,70 francs, avec 2,23 millions de titres, représentant 715 millions de francs. Cette progression s'est effectuée après l'annonce de résultats 1996 meilleurs que prévu. La société de Bourse SBC Warburg est passée de « neutre » à « achat » sur la valeur. Certaines sociétés de Bourse se sont fixé un objectif de cours de l'ordre de 400 francs à moyen terme.

Schneider a annoncé qu'il envisageait de racheter les titres détenus en autocroissance (1,55 % du capital) pour les annuler.



Nette baisse à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a perdu 1,42 %, jeudi 27 mars, tirée à la baisse par le compartiment bancaire, qui a mal réagi à l'annonce, par la Nippon Credit Bank, d'un programme de restructuration. Une autre banque, Sumitomo Bank, a été déclassée par l'agence de notation Moody's, et la Bank of Tokyo-Mitsubishi Ltd a été affectée par des rumeurs de pertes sur les marchés dérivés. L'indice Nikkei a fini en baisse de 262,03 points, à 18 210,42 points.

La veille, Wall Street a connu une légère embalée, soulignée après le relèvement d'un quart de point du taux d'intérêt interbancaire par la Réserve fédérale, largement attendu. L'indice Dow Jones a fini en hausse de 4,53 points (+0,06 %), à 6 880,70 points. Les détenteurs de capitaux se demandent désormais si ce premier resserrement de la poli-

tique monétaire américaine depuis deux ans ne signale pas le début d'une série de relèvements successifs.

En Europe, la Bourse de Londres a progressé, mais la plus belle performance est allemande. Si l'indice Footsie a gagné 30,7 points (0,72 %), à 4 301,4 points, l'indice DAX s'est apprécié, lui, de 2,06 %, à 3 418,12 points.

INDICES MONDIAUX

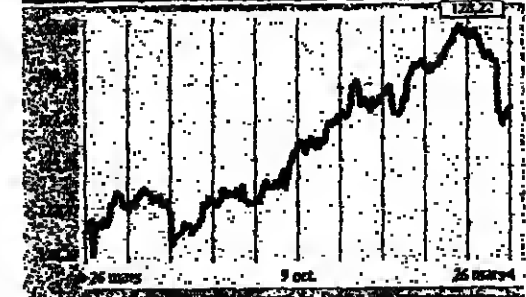
Cours au	Var.	Cours au	Var.
26/03	26/03	26/03	26/03
Paris CAC 40	+0,71 %	2664,46	+21,71
New York DJ	+0,06 %	6880,70	+4,53
Tokyo Nikkei	-1,42 %	18210,42	-262,03
Londres FT100	+0,72 %	4301,4	+30,7
Frankfurt DAX	+2,06 %	3418,12	+70,2
Bourse de Hong Kong	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Taipei	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Séoul	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Taïwan	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Pékin	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Shanghai	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Shenzhen	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Nanjing	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Hangzhou	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Ningbo	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Wenzhou	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Jiaxing	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Huzhou	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Shaoxing	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Suzhou	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Wuxi	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Zhenjiang	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Yangzhou	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Huaiyin	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Xuyi	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Wuyue	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Shaoxing	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Suzhou	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Wuxi	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Zhenjiang	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Yangzhou	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Huaiyin	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Xuyi	+0,06 %	18210,42	+262,03
Bourse de Wuyue	+0,06 %	18210,42	+262,03

LES TAUX

Progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, jeudi 27 mars. Après quelques minutes de transaction, l'échéance juin gagnait 18 centimes, à 128,38 points. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en baisse, toujours affecté par le resserrement monétaire décidé mardi par la Réserve fédérale. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était inscrit

Notionnel 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
26/03	26/03	26/03	26/03
France	5,61	5,61	120
Allemagne	5,53	5,53	120
Grande-Bretagne	7,28	7,28	120
Italie	6,95	6,95	120
Japon	2,35	2,35	120
Etats-Unis	6,69	6,69	120

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
26/03	26/03	26/03
Fonds d'Etat à 3 ans	4,24	99,15
Fonds d'Etat à 5 ans	4,98	100,25
Fonds d'Etat à 7 ans	5,37	101,38
Fonds d'Etat à 10 ans	5,68	102,46
Fonds d'Etat à 30 ans	6,25	104,36
Obligations Françaises	5,65	101,58
Fonds d'Etat à TME	1,91	98,67
Fonds d'Etat à TME	2,15	99,02
Obligat. franc. à TME	1,97	99,28
Obligat. franc. à TME	2,08	99,78

en clôture à 6,98 %. Les opérateurs ne prévoyaient pas de gestions de la politique monétaire de la Banque de France, réuni jeudi. Il existe en France « une marge de manœuvre, mais réduite » pour une baisse des taux, avait indiqué, mercredi, Jean-Pierre Gérard, membre du CFM. « Toutefois, nous n'utiliserons peut-être pas cette marge pour conserver le taux de change, satisfaisant, actuel » du franc, avait-il ajouté.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Achats	Ventes	Achats	Ventes
26/03	26/03	26/03	26/03
Jour le jour	3,1875	3,1875	3,1875
1 mois	3,24	3,24	3,24
3 mois	3,28	3,28	3,28
6 mois	3,33	3,33	3,33
1 an	3,37	3,37	3,37
PIBOR FRANCES	3,3145	3,3145	3,3145
PIBOR France 1 mois	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR France 3 mois	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR France 6 mois	3,4475	3,4475	3,4475
PIBOR France 9 mois	3,5117	3,5117	3,5117
PIBOR France 12 mois	3,5781	3,5781	3,5781
PIBOR ECU	4,2552	4,2552	4,2552
PIBOR Ecu 3 mois	4,3021	4,3021	4,3021
PIBOR Ecu 6 mois	4,3021	4,3021	4,3021
PIBOR Ecu 12 mois	4,3854	4,3854	4,3854

MATIF

Echéances 26/03	volume	dernier	plus	plus	premier
26/03	26/03	26/03	26/03	26/03	26/03
Notionnel 10 %	21713	128,32	128,43	128,21	128,58
Sept. 97	285	126,42	126,42	126,36	126,36
Dec. 97	2	96,06	96,06	96,06	96,06

PIBOR 3 MOIS

Jour le jour	26/03	26/03	26/03	26/03
26/03	26/03	26/03	26/03	26/03
Sept. 97	2092	96,48	96,49	96,43
Dec. 97	11982	96,35	96,37	96,30
Mars 98	7197	96,21	96,21	96,13

ECU LONG TERME

Jour le jour	26/03	26/03	26/03	26/03
26/03	26/03	26/03	26/03	26/03
Sept. 97	2390	99,64	99,70	99,50

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 26/03	volume	dernier	plus	plus	premier
26/03	26/03	26/03	26/03	26/03	26/03
Mars 97	30285	2650	2657	2648	2658
Avril 97	17479	2630	2657	2619	2627
Mai 97	1521	2637	2637	2613	2614
Juin 97	1841	2618	2621	2588	2594

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au	Var.	Var. %
26/03	26/03	26/03	26/03
Pinault-Printemps	2462	+4,65	+19,83
CLF-Denis France	613	+4,48	+3,61
Comptoir Entrep.	12	+3,84	+25
Carbone Lorraine	1384	+3,31	+40,93
Sommer-Albert	173,40	+2,95	+11,87
Colteup	304	+2,80	+28,45
RTS	508	+2,50	+4,69
Orléans Lyonnais CI	215	+2,28	+6,45
Primagaz	581	+2,28	+4,90
Enlir Int AdP	1401	+2,02	+7,76

BAISSES, 12h30

26/03	26/03	26/03	26/03
26/03	26/03	26/03	26/03
Sageat SA	145	-1,26	-12,31
Nord-Est	1137	-1,26	-0,78
Canal +	289	-1,26	-2,19
Suez	131,10	-1,26	-4,16
Sis Rospagnol	145,10	-1,26	-30,13
Renault	310	-1,26	-14,40
Rochette (La)	20,30	-1,26	-10,25
Interchimie	1268	-1,26	-45,61
Salmor (Nv)	483	-1,26	-14,13

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	27/03	Capitalisation	en F
26/03	26/03	26/03	26/03
Pinault-Printemps	86772	34109520	1,91
Schneider SA	63239	21107750,10	1,91
Renault	40474	13145570,30	1,91
Alcatel Alsthom	21018	14169940	1,91
LYM Mot Mot	96279	13311396	1,91
SA Aquitaine	217516	12070498	1,91
Saint-Gobain	144942	12818009	1,91
Banque (Cie)	151518	11411025	1,91
Carrefour	3264	11229490	1,91
Eau (Gie des)	14640	11187132	1,91

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

26/03	26/03	26/03	26/03
26/03	26/03	26/03	26/03
Allied Lyons	4,45	4,40	4,40
Barclays Bank	10,16	9,90	9,90
B.A.T. Industries	5,08	5,05	5,05
British Aerospace	13,25	13,10	13,10
British Airways	6,40	6,31	6,31
British Petroleum	6,98	7,04	7,04
British Telecom	4,51	4,50	4,50
B.T.C.	2,61	2,53	2,53
Caixa de Pensions	5,41	5,35	5,35
Carlucci Schieppati	0,74	0,73	0,73
Fortis	10,77	10,57	10,57
Glaxo Wellcome	9,28	9,22	9,22
Granada Group PLC	4,80	4,78	4,78
Grand Metropolitan	5,05	5,05	5,05
Guinness	0,87	0,87	0,87
Harmon PLC	6,44	6,42	6,42
Grain LC	14,64	14,23	14,23
Imperial Chemical	6,98	6,88	6,88
Legal & Gen. Corp	3,86	3,85	3,85
Longwoods	4,42	4,42	4,42
Marks and Spencer	4,24	4,24	4,24
National Westminster	6,85	6,75	6,75
Peninsular Oriental	6,34	6,23	6,23
Reunert	6,05	6,03	6,03
Satchi and Satchi	1,21	1,19	1,19
Shell Transport	10,44	10,17	10,17
Yates and Yate	4,34	4,34	4,34
Unilever Ltd	16,11	15,87	15,87
Zeneca	17,57	17,38	17,38

LES MONNAIES

Repli du dollar

LE DOLLAR S'INSCRIVAIT en net repli, jeudi matin 27 mars. Il cotait 1,6760 mark, 5,6590 francs et 123,30 yens, nettement en deçà de ses cours de la veille (1,6950 mark, 5,7175 francs et 124,50 yens). Les investisseurs ont vivement réagi aux déclarations du secrétaire d'Etat adjoint américain au Trésor, Lawrence Summers, s'inquiétant de la hausse de l'excédent commercial nippon. « Lorsque les commentaires de M. Summers

ont été rendus publics, les investisseurs les ont interprétés comme un feu vert à la vente de dollars », a expliqué un opérateur. Le franc était en légère hausse, jeudi matin, face à la monnaie allemande. Il cotait 3,3708 francs pour un deutschemark. La lire progressait également avant la présentation du collectif budgétaire destiné à permettre à l'Italie de respecter les critères de Maastricht. Elle cotait 996 lire pour un mark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Allemagne (100 dm)	337,1700	-0,03
Ecu	6,5575	+0,08
Start-Unia (1 f)	5,5055	+0,28
Belgique (100 F)	16,3410	-0,03
Pays-Bas (100 fl)	299,7100	-0,09
Italie (100 li)	3,3755	+0,28
Danemark (100 kr)	86,4600	-0,02
Finlande (1 fep)	5,9515	-0,08
Grèce (100 dr)	9,2970	+0,05
Suède (100 lacs)	74,4200	-0,19
Suisse (100 frs)	388,7700	-0,40
Norvège (100 N)	85,4400	-0,02
Autriche (100 sch)	47,8010	-0,05
Espagne (100 pes)	3,9720	-0,02
Portugal (100 esc)	3,3500	-0,02
Argentine (100 arg)	3,3500	-0,02
Iran (100 rials)	4,9957	-0,28
Canada (100 mns)	113,8600	+0,24

CENTENAIRE Survenue le 30 avril 1897, au terme de plusieurs siècles d'avancées successives des savants sur la nature des phénomènes électriques, la découverte de l'élec-

tron par le Britannique Joseph John Thomson a ouvert la voie à la physique atomique. ● NOTRE REPRÉSENTATION de la structure intime de la matière et de l'Univers a été totale-

ment bouleversée par les recherches menées depuis un siècle dans cette discipline. ● LES MODÈLES THÉORIQUES élaborés par les chercheurs pour décrire le comportement des

constituants de l'atome ne parviennent pas encore à expliquer certaines caractéristiques des particules élémentaires qui le composent et, notamment, l'origine de leur masse.

● LES APPLICATIONS de l'électron, particule à tout faire responsable de l'électricité, ont néanmoins envahi notre vie quotidienne, des ordinateurs aux lasers, du laboratoire à l'usine.

Comment la découverte de l'électron a bouleversé la perception du monde

Le Britannique Joseph John Thomson s'est appuyé sur plusieurs siècles d'observations pour mettre en évidence cette particule élémentaire de la matière, responsable de l'électricité, ouvrant ainsi la voie à la physique atomique

DANS LE MONDE quantique de l'infiniment petit, l'électron est considéré moins comme une particule ponctuelle que comme un nuage de probabilités « délocalisé », à la fois concentré en un lieu et étendu jusqu'aux limites de l'Univers. Il est de même de sa découverte. Plus que toute autre peut-être, l'histoire de l'électron montre qu'une avancée scientifique n'est pas un événement isolé, mais s'appuie sur d'autres découvertes faites des dizaines, des

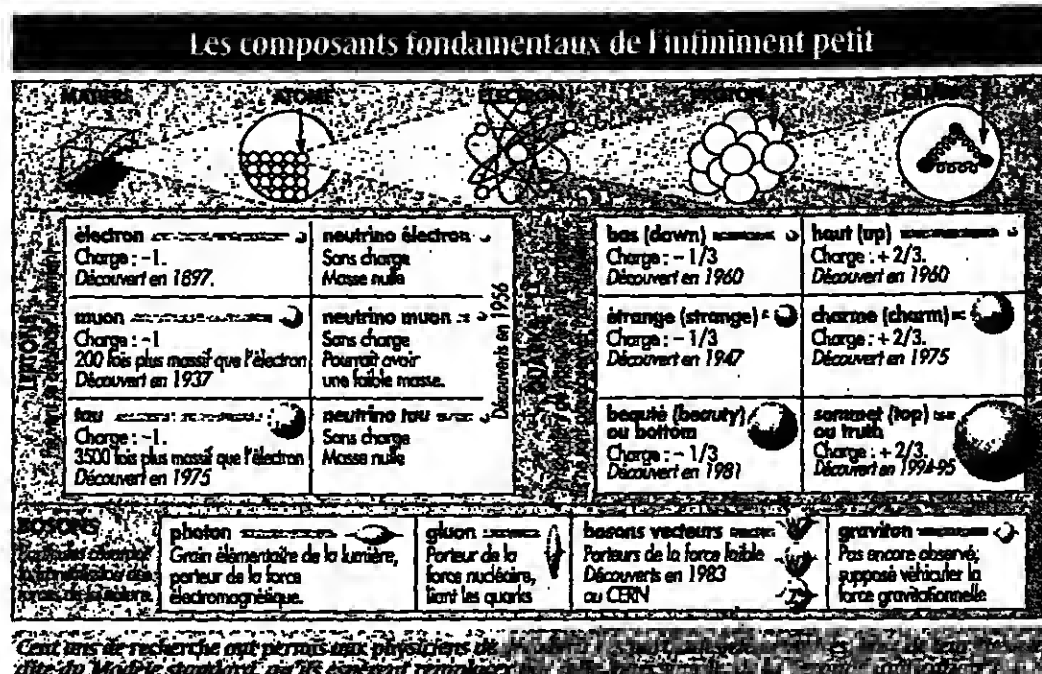
centaines, voire des milliers d'années auparavant.

C'est un autre Anglais, Stephen Gray (v. 1670-1736), qui découvre la conduction : lorsqu'un tube de verre est frotté par friction, les deux embouts situés à ses extrémités se dévient eux aussi, sans avoir été touchés, preuve qu'un principe chargé d'électricité est passé du verre aux bouchons. Jean Théophile Desaguliers (1683-1744), huguenot émigré en Angle-

L'ÉCLAIR ET LE VIDE

terre, reproduit l'expérience de Gray et établit une distinction entre « conducteurs » et « isolants ».

Pendant ce temps, en France, Charles Du Fay (1698-1739) occupe les loisirs que lui laisse sa charge d'intendant des jardins du roi pour reprendre les travaux de Gray. Il découvre que deux corps rendus électriquement s'attirent ou se repoussent l'un l'autre. Il montre également qu'un corps chaud



est pas porteur de charge électrique, une découverte qui jette les bases qui permettront la description de l'effet thermoélectrique.

Plus tard, l'Américain Benjamin Franklin (1706-1790), patriote, homme politique, inventeur et génie universel, découvre que l'éclair est de même nature que les étincelles produites par des machines électriques comme la bouteille de Leyde. A partir des observations de Du Fay sur l'attraction

et la répulsion électriques, il développe l'idée que les objets peuvent, après frottement, montrer un déficit ou un excédent d'électricité. Un siècle avant Thomson, il émet ainsi l'hypothèse que l'électricité est affaire de particules.

Pour aller plus loin, il faut attendre les progrès que l'Allemand Heinrich Geissler (1814-1879), habile souffleur de verre, fait faire à la technologie du vide. En effet, Michael Faraday (1791-1867) a

bien observé qu'une décharge électrique envoyée à l'une des extrémités d'un tube de verre vidé de son air crée une fluorescence à l'autre. Mais les techniques de pompage ne sont pas, à l'époque, assez performantes pour obtenir un vide suffisant, et ses travaux ne progressent guère dans ce domaine. Ils seront poursuivis plus tard par le physicien Julius Plücker (1801-1868), ami de Geissler, grâce aux tubes fabriqués par ce dernier. Plücker réussit à montrer que la

fluorescence se déplace quand le tube est soumis à un champ magnétique. Plus étonnant encore : la direction de ce mouvement dépend de la polarité de l'aimant. C'est un autre Allemand, Eugen Goldstein (1850-1931), qui introduit l'expression de « rayon cathodique » pour désigner le phénomène.

Améliorant encore la qualité de vide des tubes de Geissler, le Britannique William Crookes (1832-1919) parvient à montrer que les rayons cathodiques se déplacent en ligne droite, qu'ils peuvent mettre en mouvement de petites roues, et qu'ils sont susceptibles d'être déviés par des aimants. Crookes conclut à la nature corpusculaire des rayons cathodiques et, en 1891, l'Irlandais George Johnstone Stoney (1826-1911) invente le terme d'« électron » pour désigner l'unité minimale de charge électrique indivisible.

LE RAPPORT CHARGE/MASS

Au début des années 1890, la nature particulière de l'électricité est donc établie. Il ne reste plus qu'à trouver le rapport entre la charge des particules et leur masse. Ce que fait Thomson, à partir de travaux menés à l'aide des tubes de Crookes. Mais ce n'est pas son seul apport. J. J. Thomson comprend également que les particules émises par des surfaces métalliques chauffées, ou stimulées par la lumière de certaines longueurs d'onde (effets thermo- et photo-électriques), présentent le même rapport charge/masse, que les corpuscules des « rayons cathodiques ». Il montre enfin - et surtout - que toutes ces particules possèdent des propriétés identiques, quelle que soit leur origine.

Le mérite de Thomson - qui obtint le prix Nobel de physique en 1906 - fut de prouver le caractère de particule élémentaire de l'électron. Mais d'autres étaient sur la voie. Certains ont même, avant l'annonce de sa découverte, réalisé des mesures capitales. Ainsi l'Allemand Emil Wiechert fait un exposé complet à la Königsberg Physikalisch-Ökonomische Gesellschaft le 7 janvier 1897, soit plus de trois mois avant la démonstration de Thomson à la Royal Institution de Londres.

Beaucoup d'autres suivront : l'irruption de l'électron a bouleversé notre conception du monde, ouvrant aux chercheurs un champ nouveau dont le défrichage est loin d'être terminé.

Jean-François Augereau

Henry Gee

Des applications dans tous les domaines de la vie quotidienne

SI PETIT et pourtant si indispensables. Les Grecs, les premiers, avaient eu sans le voir l'intuition de ses étonnantes pouvoirs. En particulier, la capacité quasi magique qu'a l'ambre frotté par un chiffon sec d'attirer de petites morceaux de papier ou de paille. L'artiste de ces tours de passe-passe, l'électron, est aujourd'hui bien connu. Mais peut-être pas assez vénéré eu égard aux services qu'il rend.

Sans l'électron et ses « transports », la vie au quotidien serait impossible. La chimie dont nous sommes issus, une gageure. En fait, cette minuscule particule est tout à la fois électricien, soudeur, radiographe, informaticien, laborantin, « informateur », et même parfois pistard. Cette capacité à s'adapter peut surprendre. Pourtant elle se manifeste en permanence sous nos yeux. Ainsi l'électricité est le fruit des déplacements de ces corpuscules dans les conducteurs métalliques. Celle des piles comme celle des lignes à haute tension. Que l'élec-

tron refuse cette « charge », et bien des applications qui font le confort des sociétés occidentales disparaîtraient.

Autre exemple, sans lui le monde vivrait du côté obscur de l'atome. De fait, lorsqu'il est « au repos », tournant calmement autour de son atome, l'électron ne se manifeste guère. Mais, lorsqu'un petit apport d'énergie le rend turbulent, il quitte cet « état fondamental » et grimpe sur une orbite plus élevée. L'électron n'a alors de cesse de « redescendre » pour quitter cet « état excité », ce qu'il fait en émettant un photon, particule de lumière qui fait l'éclat des ampoules.

Convenablement travaillée, cette propriété permet d'aller plus loin et d'engendrer les électrons, qui marchent alors au pas et émettent tous ensemble une seule et même longueur d'onde (couleur). Cette lumière « cohérente » et très focalisée est à l'origine des lasers, dont les applications se sont multipliées en médecine, dans l'indus-

trie, les télécommunications, les chaînes hi-fi, l'informaticien, l'armement, les supermarchés, et même dans les boîtes de nuit pour servir d'attraction.

DES USINES A NOS PETITS ÉCRANS

L'électron sait aussi quitter ces paliettes et franchir la porte des usines. Il se fait alors soudeur ou, délaissant ce travail en force, joue de la finesse de ses faisceaux pour se mettre au service des microscopes et révéler des détails que l'œil humain n'aurait pu voir. Observateur attentif et délicat, l'électron sait aussi faire preuve de brutalité et se transformer, pour mieux sonder la matière, en un redoutable projectile dans les accélérateurs de particules.

A l'occasion, l'électron se fait discret et minuscule pour servir les besoins d'une informatique dévorante dont les maîtres mots sont « plus petit, plus performant, plus économique et moins cher ». D'où les travaux des chercheurs pour créer de minuscules

interrupteurs, comme les portes à électrons, ou des mémoires de stockage gigantesques de 1 000 milliards d'octets, comme celles qu'envisage le programme de fabrication et d'architecture de mémoire à l'électron unique (Fasem). En attendant, l'électron se médiatise chaque jour en colonisant la télévision, où les minuscules pastilles de poudre lumineuses qu'il « excite » recomposent les couleurs de nos petits écrans.

Reste un dernier domaine à prospecter. Celui des électrons libres, dont la théorie n'explique toujours pas le comportement en société, alors que pour les physiciens se cachent sous ce qualificatif des « pistards » parfaitement disciplinés qui, en tournant à grande vitesse dans des accélérateurs de particules, produisent, à la demande, toute une gamme de lumières propres à sonder le comportement de la matière.

Christopher Llewellyn-Smith, directeur général du CERN

« Il nous manque encore tout un pan de théorie »



CHRISTOPHER LLEWELLYN-SMITH

positive. On ignorait encore que ce dernier est formé de quarks.

Les choses se compliquèrent considérablement avec la découverte - à la fin de la deuxième guerre mondiale - que le muon, trouvé dans les rayons cosmiques, est une copie conforme de l'électron dans son comportement, mais avec une masse 200 fois supérieure. Le mystère s'épaissit encore en 1975 avec l'apparition du tau, second cousin monstrueux de l'électron, 3 500 fois plus lourd que lui.

Comment les physiciens se sont-ils tirés de ce mauvais pas ?

La plus grande confusion régnait surtout pendant un certain temps dans le domaine des hadrons, particules sensibles aux forces nucléaires, alors que l'électron, le muon et le tau (que l'on appelle les leptons) ne le sont pas. Avec la mise en service des accélérateurs de particules et des chambres à bulles, les nouvelles particules surgirent en abondance. La difficulté était de déterminer leur nature : lesquelles étaient élémentaires, lesquelles étaient composites ? Certains théoriciens avancèrent même le concept de « démocratie nucléaire », qui laissait à toute particule la possibilité d'être composite ou non.

Le Modèle standard permit de mettre de l'ordre dans tout cela. Cette superbe théorie forgée dans les années 70 stipule que la matière est composée de particules élémentaires seulement : six leptons (électron, muon, tau, associés chacun à un neutrino), six quarks et les bosons, particules qui assurent la transmission des différentes forces fondamentales de la nature.

Le problème est donc réglé ? Pas vraiment. Le Modèle standard décrit parfaitement les choses,

mais il ne les explique pas. Pourquoi deux fois six particules élémentaires et plusieurs bosons associés respectivement aux différentes forces ? On ne le sait pas. On ignore aussi l'origine de la masse de ces particules. Il nous manque encore tout un pan de théorie. Nous avons bien quelques hypothèses sur ce chaînon manquant, ce mécanisme caché du Modèle standard. Mais la vérification expérimentale de leur validité reste à faire.

C'est ainsi que le physicien écossais Peter Higgs a imaginé, dans les années 60, une théorie susceptible d'expliquer l'origine des masses. Elle met en jeu une particule, le « boson de Higgs », qui pourrait être détectée, si elle existe, à des niveaux d'énergie que nous espérons atteindre bientôt au CERN, peut-être sur notre LEP (collisionneur d'électrons et positrons), mais certainement sur le LHC (grand collisionneur d'hadrons). Le LHC doit entrer en service en 2005. Il devrait nous permettre de tester la supersymétrie. C'est une théorie très belle, mais elle implique que chaque particule élémentaire soit dotée d'un « ju-

meau » et aucun d'entre eux n'a encore été détecté !

Comment voyez-vous l'avenir ? Aurons-nous toujours, au siècle prochain, la même conception de la structure intime de la matière ?

L'électron a bien résisté pendant cent ans. Mais son statut de particule élémentaire peut ne pas être éternel. Certains théoriciens vont même jusqu'à émettre l'hypothèse que les particules ne seraient finalement pas ponctuelles, mais différentes vibrations de « cordes ». Cela résoudrait de manière radicale la question difficile de leur caractère « composite » ou « élémentaire ». Hélas, si elles existent, ces cordes doivent être d'une taille trop petite pour être accessibles à l'expérience, et cela pour bien longtemps encore.

Récemment, pourtant, un étrange « événement » a été observé lors de collisions électro-proton sur le synchrotron de l'Institut DESY à Hambourg (Le Monde du 27 février). Il ne s'agit peut-être que de fluctuations statistiques. Mais cela pourrait tout aussi bien constituer la première preuve que l'élec-

tron n'est pas une particule élémentaire. Ou montrer que l'électron (ou, plutôt, un positron) peut se combiner avec un quark, ce qui serait tout aussi sensationnel. Ce pourrait être encore autre chose... On en saura probablement plus d'ici à l'an prochain, avec la poursuite des expériences à DESY ou au Fermilab de Chicago.

D'ici dix à quinze ans, grâce au LHC, nous pourrions tester si notre désir actuel de parvenir à une « grande unification », une théorie qui unifierait en une seule les forces connues (électromagnétique, faible, nucléaire, gravitationnelle), est fondé. C'est toujours le même objectif : dépasser le Modèle standard, qui nous semble trop compliqué, trop « baroque ». Pour l'instant, hélas, cette grande unification reste largement du domaine de la spéculation.

Propos recueillis par Jean-Paul Dufour

* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale Nature. Traduction de Sylvette Gleize.

مكتبة الزهر

L'OMS estime que les maladies à prions peuvent être transmises par le sang

Ce constat devrait conduire à une série de nouvelles mesures préventives

Se référant aux travaux du professeur Paul Brown, du laboratoire des études du système nerveux central de l'institut national américain de la santé, Bethesda (Maryland),

l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que le prion impliqué dans la physiopathologie de la maladie de Creutzfeldt-Jakob peut être transmis par le sang.

AU TERME d'un colloque réunissant à Genève une cinquantaine d'experts de quinze pays l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a officiellement conclu que la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) pouvait être transmise par le sang et les produits sanguins. Cette conclusion est en contradiction avec ce que l'on croyait, jusqu'à présent, connaître des maladies dues aux agents transmissibles non conventionnels que sont les prions. A ce titre, elle devrait conduire à une série de nouvelles mesures préventives vis-à-vis de ce risque infectieux.

L'OMS recommande dorénavant à l'ensemble des autorités sanitaires de mettre en œuvre les dispositions pratiques qui permettront de refuser les dons de sang des personnes considérées comme appartenant aux groupes reconnus comme pouvant être potentiellement infectés.

FAIBLE MAIS RÉEL

Les conclusions de l'OMS se fondent sur les travaux du professeur Paul Brown du laboratoire des études du système nerveux central de l'institut national américain de la santé, Bethesda (Maryland). Ce chercheur, spécialiste de renom international a conduit une expérience dont les résultats ne peuvent pas ne pas apparaître à priori inquiétants. Il a expliqué à ses confrères réunis à Genève avoir injecté dans le cerveau de souris saines du plasma prélevé au préalable sur des souris qui avaient initialement été infectées par l'agent responsable de la MCJ. Contrairement à ce que l'on tenait jusqu'à présent pour acquis, les souris ayant subi ces injections ont à leur tour été atteintes de la maladie. En d'autres termes le prion impliqué dans la physiopathologie de la MCJ peut être transmis par le sang.

« Il s'agit d'une expérience bien construite sur le plan méthodologique dont les résultats sont encore quelque peu préliminaires », a déclaré au Monde le docteur Dominique Dormont, président du comité des experts français sur les maladies à prions. Le professeur Brown nous a expliqué que, sans avoir recours à de

fortes doses infectieuses, il parvenait à avoir entre 3 % et 4 % d'animaux malades. L'une des questions posées est celle de savoir si toutes les cellules sanguines avaient été exclues de la préparation plasmatisée ou si certaines étaient encore présentes.

Pour le professeur Brown une telle observation permet de conclure que le risque de transmission de la MCJ par la voie du plasma sanguin était faible mais bien réel. « Nous n'avons pas aujourd'hui la preuve que la MCJ a pu être transmise d'une personne à une autre par la voie sanguine », a pour sa part déclaré le docteur David Heymann, chef du département des maladies émergentes à l'OMS.

Le docteur Heymann a ajouté que

Les dispositions appliquées en France

Les mesures aujourd'hui préconisées par l'Organisation mondiale de la santé sont d'ores et déjà mises en œuvre en France. A la suite de la révélation par voie de presse (Le Monde du 7 février 1997) de l'affaire de l'hormone de croissance contaminée, Bernard Kouchner, alors ministre de la santé, avait pris les premières dispositions visant à prévenir la transmission par voie sanguine de l'agent responsable de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. M. Kouchner avait alors demandé à ce que les personnes ayant été traitées par une hormone de croissance d'origine extractive soient exclues du don du sang. Cette mesure avait été critiquée par des responsables de la transfusion sanguine qui estimaient que les autorités sanitaires françaises faisaient du catastrophisme et tenaient trop compte du principe de précaution. Par la suite les responsables de l'Agence française du sang ont, toujours pour prévenir ce risque, progressivement élargi les exclusions du don de sang.

L'usage thérapeutique de sang ou de produits sanguins pouvait toujours comporter un risque infectieux et que, vis-à-vis du risque de MCJ, des mesures devaient être prises. Il s'agit des personnes ayant été traitées à l'hormone de croissance (lorsque celle-ci était d'origine extractive; fabriquée à partir d'hypophyses de cadavres humains), les personnes ayant subi une opération chirurgicale avec usage de dure-mère (membrane protégeant le cerveau et utilisée par les chirurgiens à des fins reconstructives), ainsi que les membres de familles affectées par la MCJ.

Ces recommandations seront transmises aux autorités sanitaires

des 191 Etats membres de l'OMS. Elles devraient être d'une portée limitée si elle ne concernaient que la MCJ dans sa forme classique, cette affection étant relativement rare. Mais tout indique que ces conclusions doivent, en toute logique scientifique et sanitaire, s'appliquer également à la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (dénommée v-MCJ) que l'on tient aujourd'hui pour être la version humaine de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle »). Une série d'observations scientifiques laissent penser que l'agent transmissible non conventionnel à l'origine de la v-MCJ peut aisément être transmis d'un organisme à un autre, soit

par voie alimentaire, soit par contact direct. Elles devraient être d'une portée limitée si elle ne concernaient que la MCJ dans sa forme classique, cette affection étant relativement rare. Mais tout indique que ces conclusions doivent, en toute logique scientifique et sanitaire, s'appliquer également à la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (dénommée v-MCJ) que l'on tient aujourd'hui pour être la version humaine de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle »). Une série d'observations scientifiques laissent penser que l'agent transmissible non conventionnel à l'origine de la v-MCJ peut aisément être transmis d'un organisme à un autre, soit

par voie alimentaire, soit par contact direct. Elles devraient être d'une portée limitée si elle ne concernaient que la MCJ dans sa forme classique, cette affection étant relativement rare. Mais tout indique que ces conclusions doivent, en toute logique scientifique et sanitaire, s'appliquer également à la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (dénommée v-MCJ) que l'on tient aujourd'hui pour être la version humaine de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle »). Une série d'observations scientifiques laissent penser que l'agent transmissible non conventionnel à l'origine de la v-MCJ peut aisément être transmis d'un organisme à un autre, soit

par voie alimentaire, soit par contact direct. Elles devraient être d'une portée limitée si elle ne concernaient que la MCJ dans sa forme classique, cette affection étant relativement rare. Mais tout indique que ces conclusions doivent, en toute logique scientifique et sanitaire, s'appliquer également à la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (dénommée v-MCJ) que l'on tient aujourd'hui pour être la version humaine de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle »). Une série d'observations scientifiques laissent penser que l'agent transmissible non conventionnel à l'origine de la v-MCJ peut aisément être transmis d'un organisme à un autre, soit

Jean-Yves Nau

Erreur humaine et dissimulation à la centrale de Paluel

DANS LE NUCLEAIRE comme dans tous les systèmes industriels complexes, le maillon faible, c'est l'homme. Cette règle bien connue vient de se vérifier à la centrale de Paluel (Seine-Maritime). Avec, cette fois, une circonstance aggravante : la démonstration que, placés dans une situation difficile, les techniciens les mieux formés peuvent préférer la dissimulation à l'affrontement des difficultés.

L'incident a été annoncé récemment par la direction d'EDF : le réacteur n°1 de la centrale ordonnée avait « fonctionné pendant quarante jours avec un paramètre erroné sans que les techniciens responsables en informent la direction du site » (Le Monde du 13 mars). Il s'agit, heureusement, pas eu de conséquence sur la sûreté, mais EDF annonçait une enquête sur « ce défaut de transparence ».

Le résultat des investigations semble accablant. L'origine du problème remonte au 20 novembre 1996. Ce jour-là, un erreur de calcul est faite par l'un des techniciens chargés de réimplanter de nouveaux paramètres dans le logiciel de l'ordinateur qui sert au pilotage du cœur. Deux jours plus tard, l'agent détecte son erreur. « Il en a immédiatement informé son supérieur hiérarchique », mais, affirme la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), « aucune action corrective n'a été mise en œuvre par son service. Il n'a pas été procédé à une analyse formalisée des conséquences potentielles de cet événement et les services compétents n'en ont pas été informés, pas plus que les opérateurs en salle de commande ».

Après le 25 novembre on raisonne d'un problème d'alternateur, le réacteur redémarre le 4 janvier. Les paramètres (qui doivent être régulièrement adaptés à l'état d'usure du combustible) seront modifiés sept jours plus tard. Sans correction de l'erreur, pourtant connue ! Les chiffres corrects ne seront introduits dans le logiciel que le 13 février, « les dysfonctionnements précédents restant cachés à la hiérarchie du site », selon la DSIN, qui ajoute que l'inspection a révélé une « faiblesse des compétences locales en matière de neutrologie ».

L'incident a été classé au niveau deux de l'échelle de gravité et les cinq membres de l'équipe responsable se sont vu retirer leur « habilitation », indispensable aux interventions en milieu nucléaire. Le syndicat CGT de Paluel dément toute « volonté de dissimulation » des agents et qualifie les sanctions d'« injustes ».

J.-P.D.

● Philippe Quéau, La galaxie cyber ● Bernard Stiegler, Le mouvement perpétuel ● Jean-Pierre Balpe, Le Pixel crève l'écran ● Dominique Lecourt, Le savoir en Cybérie ● Interview de René Monory ● Sally Norman, L'empire des sens ● Yves Michaud, L'art numérisé ● Armand Mattelard, Les eldorados du numérique ● Nicolas Truong et Olivier Bakan, Quand l'image fait écran ● Bernard Montell, Les savoirs numérisés ● Denis Fortier, Les 15 en ligne ou sur la touche

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Et aussi : ● Michel Serres, Echange, première éducation ● Jean-Michel Gailard, Un examen pour entrer en système ● Hervé Hamon, Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas le multimédia ● Interview de Umberto Eco sur les médiathèques ● L'intolérance en débat, avec Elie Wiesel, Françoise Barré-Ducrocq et Jacques Le Goff

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Hors-série spécial résultats du baccalauréat 1996

POUR EXAMINER DE PLUS PRÈS LE CHOIX D'UN LYCÉE

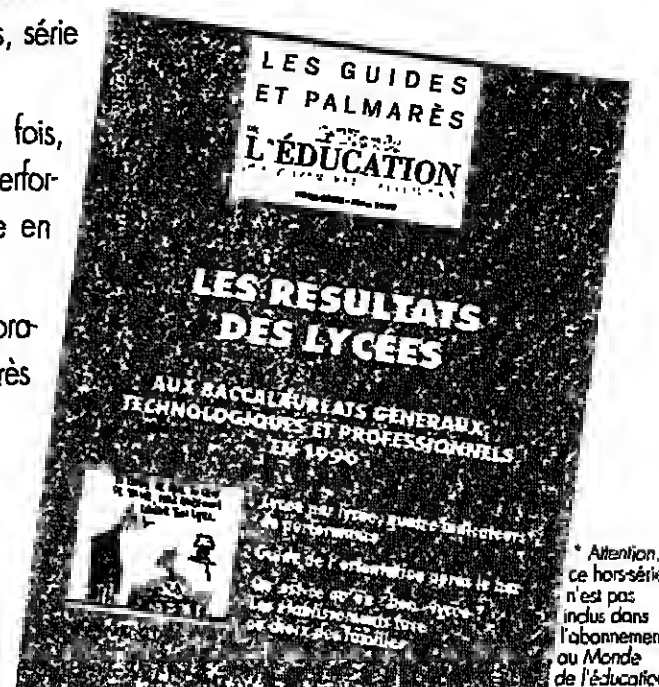
■ Qu'est-ce qu'un « bon » lycée ?
■ Tous les résultats de plus de 4 000 lycées généraux, technologiques et professionnels, série par série.

■ Et, pour la première fois, des indicateurs de la performance de chaque lycée en fonction de ses élèves.

■ Un guide complet et pratique des orientations après le baccalauréat.

Un hors-série édité par

Le Monde L'ÉDUCATION DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION



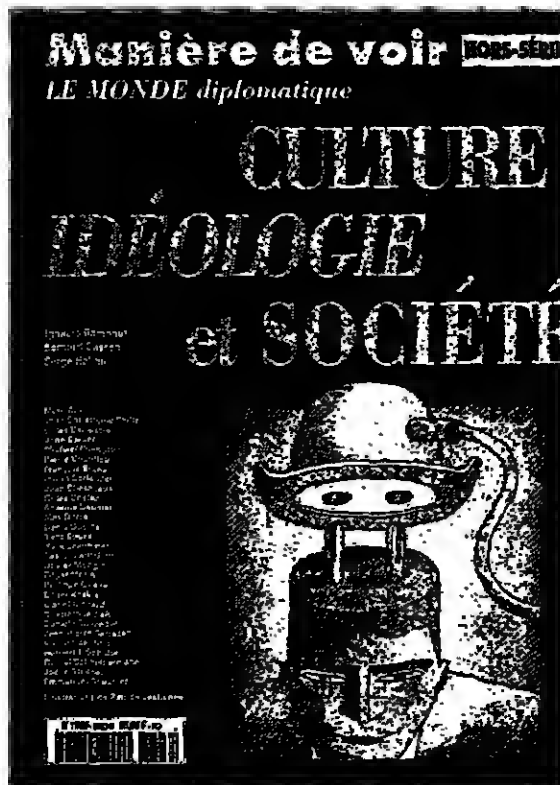
EN VENTE UNIQUEMENT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 30 F

HORS-SÉRIE

Manière de voir

Le trimestriel édité par

LE MONDE diplomatique



Contre la « pensée unique »

■ La marchandisation du monde, par Ignacio Ramonet. ■ L'idéologie aujourd'hui, par François Brune. ■ L'autophagie, grande menace de la fin du siècle, par Denis Ducloux. ■ L'alibi humanitaire, par Danièle Sallenave. ■ Mirages du progrès technique, par Victor Scardigli. ■ L'entreprise du XXI^e siècle, par Bernard Cassen. ■ L'argot et la machoie sacrée, par Emmanuel Soucier et Yves Jeanneret. ■ La plage, symbole trompeur du bonheur, par Marc Angé. ■ Anatomie d'un parc de loisir, par Marc Angé. ■ L'être du clip, par Jean Chesneaux. ■ Analyse d'un passage à l'antenne, par Pierre Bourdieu. ■ Réponse à Pierre Bourdieu, par Daniel Schneidermann. ■ Méfaits du petit écran, par Max Dorra. ■ Les vidéo-vautours de Los Angeles, par Yves Endes. ■ Interdire les films sanguinaires ? par Olivier Mongin. ■ Pourquoi tant de « tueurs en série » aux États-Unis ? par Denis Ducloux. ■ Vertiges des mangas... par Pascal Lardellier. ■ Des agressions publicitaires, par François Brune. ■ La nouvelle drogue des jeux vidéo, par Ingrid Carlander. ■ MTV, chaîne du rock et de la jeunesse, par Yves Endes. ■ Chimères de la télévision interactive, par Yves Endes. ■ Le monde du travail interdit de télévision, par Gilles Balbastre et Joëlle Stechel. ■ Comment nous trompent les images virtuelles, par Philippe Quéau. ■ Ces prêtres branchés de l'ère numérique, par Herbert L. Schiller. ■ Photos truquées, par Edgar Roskis. ■ Mettre en scène la pauvreté, par Edgar Roskis. ■ Les médias et les gueux, par Serge Halimi. ■ Le théâtre, un art ancré dans l'histoire, par Jean-Christophe Bailly. ■ Contre l'ennemi libéral, par Jean-Pierre Sarrazac. ■ La colère, toujours la colère, par Michael Billington. ■ Faire exploser la société française, par Gilles Costaz. ■ Les peintres contemporains face à l'histoire, par Lionel Richard. ■ De la résistance aux choses peintes, par John Berger. ■ Pour le droit public à l'information sur Internet, par Philippe Quéau. ■ Rébellions contre le futur, par Kirkpatrick Sale. ■ Contre l'oppression d'Hollywood, par Anatole Dauman. ■ Un modèle de civilisation : la Méditerranée, par Edgar Morin.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 50 F

هكذا من الأكل

Les mœurs et les mystères des salles de vente aux enchères

Il n'est pas aisé de suivre l'action quand les participants pratiquent des jeux parfois étranges

Du vocabulaire aux techniques dites de « bourrage », en passant par les chèques en blanc ou les révisions, l'univers des salles de ventes aux

enchères peut paraître étrange aux non-initiés. Une fois franchie la barrière des « usages », le spectacle peut paraître des plus divertissants.

Mais quand le marteau tombe sur un prix d'adjudication, il ne faut surtout pas croire que c'est celui qui sera réglé...

LA MAJORITÉ des deux mille personnes qui assistaient, le 10 décembre 1996, à la vente orchestrée par M^r Talan du *Jardin à Avers*, de Van Gogh, ont cru, lorsque le marteau s'est abattu sur une offre de 32 millions de francs, que la toile était vendue. Eh bien, non ! Le commissaire-priseur s'était abstenu de prononcer le mot « adjugé », qui, traditionnellement, marque le changement de propriétaire, validé ensuite par le procès-verbal de la vente.

Pourtant, les enchères avaient filé bon train. Elles étaient fictives. M^r Talan avait recours à la technique dite du « bourrage » et inventait des acheteurs fantômes. Ces deux pratiques sont parfaitement tolérées, et légales. Rien n'obligeait le commissaire-priseur à signaler immédiatement que le tableau était ravalé, rien de l'obligeait non plus à s'en tenir à des enchères véritables. Comme au théâtre, tout est bon pour chauffer une salle.

SURTOUT ÊTRE SOLVABLE

Les acteurs d'une vente aux enchères sont d'autant plus nombreux que, comme dans certaines pièces d'avant-garde, le public est encouragé à participer. Il est même à encourager. À condition de n'être ni mineur ni en état d'ivresse, et surtout d'être solvable, tout un chacun peut porter une enchère. Il est recommandé aux non-initiés de le faire à haute voix ; à moins de vous être préalablement concerté avec le commissaire-priseur, celui-ci peut légitimement penser que vous augmentez la mise si vous vous grattez le nez.

Quel que soit le mode choisi pour enchérir, le marteau tombe sur un prix d'adjudication qui n'est jamais celui que vous devez régler : il faut y ajouter les frais, de l'ordre de 10,8 %, dus au commissaire-priseur. Au créur, l'employé de l'étude qui traverse la salle pour vous apporter

le ticket correspondant à votre lot, il coovert donc de remettre un chèque signé, en blanc.

À ce jeu, les moins démunis sont les marchands, meilleurs clients, tant comme acheteurs que comme vendeurs des commissaires-priseurs. Certaines études font 90 % de leur chiffre d'affaires avec des objets qui leur sont confiés par des professionnels, de la « drouille de marchands », expression désignant des lots peu intéressants. Et lorsque le marchand achète, c'est à crédit. A moins qu'il ne révisé. Considérée comme une entrave aux enchères, la

aux enchères offre un spectacle souvent divertissant. Au pupitre, le commissaire-priseur, il est l'homme-orchestre. Dans des rôles qui ne sont pas que de faire-valoir, de chaque côté du battant d'estrader, ses assistants : des clercs ou des employés de l'étude, d'abord. L'un est chargé de la rédaction du procès-verbal de la vente. Certains sont dans la salle : le créur, ou l'aboyeur, qui parfois relaie les offres, et va prendre le chèque des derniers enchérisseurs ; les savoyards, ainsi nommés par l'origine géographique de leur recrutement, qui sont char-

« Marcus », du 3 mars 1981 sur la répression des fraudes en matière de transaction d'œuvres d'art et d'objets de collection, la qualité des objets est précieusement définie. Une commande « d'époque » affiche son âge. Une chaise « de style » peut avoir été façonnée hier. Un tableau « de » ou « attribué à » vaut mille fois mieux qu'un « à la manière de » et autres « d'après ».

AVANT LE SPECTACLE

Il est conseillé d'aller voir les acteurs-objets dans leur loge, avant le spectacle. Ce qui n'est pas toujours facile. Bruno Samier, conservateur du patrimoine, le confirme dans le livre publié aux éditions L'Harmattan par Hyacinthe Lema et François Duret-Robert, sous le titre *Quel avenir pour le marché de l'art ?* : « Drouot ouvre à 11 heures. Vous avez la journée pour voir les œuvres. Vous avez des experts, des commissaires-priseurs qui sont là - où pas là. À 18 heures, tout le monde s'en va. Le lendemain, vous pouvez voir les œuvres (...) entre 11 et 12 heures. Plus la vente se déroule aux alentours de 14 heures (...). À Londres, vous avez entre quatre ou cinq jours d'exposition... Des experts vous indiquent l'état de conservation. Il existe également un service après-vente... »

Pauvre Drouot, accusé de tous les maux, et souvent par les commissaires-priseurs eux-mêmes. Au point qu'ils négligent, dès que faire se peut, ses dix-sept salles et organisent leurs plus belles ventes ailleurs. A Drouot-Montaigne, par exemple, près du Théâtre des Champs-Élysées. Ou dans les salons de l'hôtel George-V. Rien toutefois qui puisse rivaliser avec certaines des plus belles ventes de province, comme celles organisées chaque année au château de Chevreuil par M^r Rouillac.

Harry Bellet

Lieux et publications

● Drouot-Richelieu, 9, rue Drouot, Paris 9^e. Tél. : 01-48-00-20-20. Les commissaires-priseurs éditent *La Gazette de l'Hôtel Drouot*, hebdomadaire. 10, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris. Tél. : 01-47-70-93-00. Internet : <http://www.gazette-drouot.com>

Les deux principales maisons de vente anglo-saxonnes ont également des bureaux à Paris, où elles devraient pouvoir organiser des enchères à partir de 1998.

● Sotheby's, 3, rue de Miromesnil, Paris 8^e. Tél. : 01-53-05-53-05. Revue *Sotheby's Preview*, mensuelle. 34-35 New Bond Street, London W1A 2AA. Tél. : 0171-493-80-80. Internet : <http://www.sothebys.com>

● Christie's, 6, rue Paul-Baudry, Paris 8^e. Tél. : 01-42-56-17-66. Revue *Christie's International Magazine*, mensuelle. 21-24 44th Avenue, Long Island City, NY 11101. Tél. : 718-784-14-80. Internet : <http://www.christies.com>

pratique est interdite : elle est pourtant courante. Les marchands s'en-tendent avant la vente pour ne pas surenchérir les uns sur les autres. Un seul se lance, et l'objet est ainsi adjugé sans véritable concurrence. La révision a lieu après la vente, entre marchands : l'offre la plus élevée l'emporte et les confères se partagent le bénéfice, c'est-à-dire la différence entre le prix de l'adjudication et celui consenti par leur compte.

Sans qu'il soit besoin de se perdre dans ces sombres coulisses, la vente

gés de transporter et de présenter les œuvres.

D'autres assistants, pendus au téléphone, prennent les ordres de leurs clients. Ce qui fait parfois les experts. Tout un chacun, à l'exception notable des conservateurs de musées, peut stimuler expert, et la profession voit se côtoyer le pire et, rarement, le meilleur. Mais pour un commissaire-priseur, l'expert est précieux : en cas de problème, il sert de fusible.

Enfin, une bonne vente comporte un catalogue. Depuis le décret

Des bureaux à cylindre sont proposés à Drouot

LE BUREAU à cylindre apparaît à la fin du règne de Louis XV. Sa caractéristique réside dans le couvercle coulissant, en forme de quart de cylindre, qui recouvre et découvre à volonté un ensemble de tiroirs et de casiers. Sa manœuvre d'ouverture fait avancer le plateau servant d'écritoire. La tradition attribue cette invention à Ceben (1720-1763), ébéniste de Louis XV, qui en reçut la commande vers 1760. Outre la nouveauté de la forme, le modèle du roi, très sophistiqué, comprenait des casiers et tiroirs secrets, dont l'aménagement nécessita de véritables tours de force techniques. Tant et si bien que, finalement, sa construction fut achevée par le successeur de Ceben, Riesener (1734-1806), qui le livra à Versailles en 1769.

Encore d'esprit Louis XV, les premiers modèles ont des pieds galbés, mais la grande majorité relève du style Louis XVI, à montants et piétements bido droits. Quelle que soit leur dimension, les bureaux à cylindre présentent un aspect massif et ventru, et tout l'art de l'ébéniste consiste à construire un meuble équilibré, grâce à l'harmonie des proportions et à la rigueur des lignes.

Placée sous le cylindre, une rangée de tiroirs et

des caissons latéraux vient atténuer sa masse imposante. Des marqueteries et des bronzes forment l'ornementation. Les plus beaux sont décorés sur toutes leurs faces, ce qui évite de les placer contre un mur, et offrent un agencement intérieur raffiné. Toutefois, ces bureaux ne permettent pas d'être face à un interlocuteur, c'est pourquoi les modèles plats sont beaucoup plus appréciés, et toujours plus chers à qualité égale.

LATITES MOUVANTES

Plusieurs bureaux du XVIII^e siècle seront mis en vente à Drouot mercredi 2 avril, avec un ensemble de meubles et d'objets d'art classiques. Le plus cher, estimé 200 000 à 250 000 francs, porte l'estampille de Boudin (1735-1804). D'époque transition Louis XV-Louis XVI, il est plaqué sur toutes ses faces de bois de rose et de bois de violette, posé sur des pieds galbés rehaussés de bronze doré. Il ouvre par un cylindre à lattes mouvantes, selon l'expression d'époque, découvre des tiroirs et des casiers en placage de palissandre.

D'exécution délicate et assez fragile, le système des lattes mouvantes apparaît en général

sur les modèles de haute qualité, la plupart comportant un cylindre de bois massif. Un exemplaire en acajou et placage d'acajou, d'époque Louis XVI, est estampillé Grevenich. De taille moins imposante que le précédent, il est surmonté d'une galerie de bronze et repose sur des pieds en gaine (80 000 à 100 000 francs).

Un petit modèle, en acajou mouluré à toutes faces, présente des montants cannelés sur des pieds fuselés et deux tiroirs latéraux (60 000 à 70 000 francs). On trouvera aussi un exemplaire Louis XVI en placage d'acajou à décor de filets d'ébène et de cuivre (50 000 francs) et une autre variante du cylindre Louis XVI, surmontée d'un gradin à deux portes garnies de glaces (30 000 à 35 000 francs). Les modèles XIX^e sont accessibles à partir de 12 000 francs.

Catherine Bedel

* Drouot-Richelieu, mercredi 2 avril. Exposition la veille de 11 à 18 heures, le matin de la vente de 11 à 12 heures. Étude Millon et Associés, 10, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris ; tél. : 01-48-00-99-44. Experts : Roland Lepic et Alain Nazare-Aga, 1, rue Rossini, 75009 Paris ; tél. : 01-42-45-06-76.

Un paradis de chineurs à Bruxelles

A deux heures de Paris, les rues et les magasins de la capitale belge offrent un choix pour tous les goûts et toutes les bourses

BRUXELLES

de notre correspondant

D'abord, réviser la table de division par six. En attendant l'euro, le franc belge est là, avec son pénible cours de change qui vous donne six unités de cette monnaie pour un franc français. Quelques exercices de calcul mental sont nécessaires au Français que le printemps va attirer vers les marchés aux puces, salles des ventes, brocanteurs et antiquaires qui foisonnent dans la capitale de la Belgique. Les deux heures de voyage du TGV Paris-Bruxelles, ou les trois heures d'autoroute entre la porte de la Chapelle à Paris et l'entrée dans la ville de Beulemans par les faubourgs de Drogenbos et Uccle pourrout utilement être mis à profit pour des exercices de mathématique élémentaire.

Autre précaution utile avant une expédition bruxelloise : se procurer l'édition du vendredi du *Saïr*, le principal quotidien francophone de Belgique. Son supplément économique publie les annonces des ventes publiques qui ont lieu dans la semaine à venir. Celles-ci se tiennent en général les lundis et mardis en soirée, mais les objets mis aux enchères sont visibles pendant le week-end. Si l'on ne peut assister à la vente, on peut laisser des enchères « en commission » au bureau du commissaire-priseur, mais il faudra revenir chercher l'objet adjugé le lendemain de la vente, sans s'entendre avec les gérants de la salle qui sont plutôt arrangeants.

LE GALLON DE TINTIN

Le parcours du chineur à Bruxelles nécessite de bonnes chaussures, un parapluie de préférence, car la « drache », ce trébuchet venu de la mer du Nord, n'est jamais à exclure, même en été. Maintenant tout est affaire de moyens, les riches chineurs ont « gros », les fauchés se contentent de petites choses charmantes. A Bruxelles, il y en a pour tous les goûts et toutes les bourses. Rayon bourse plate, ce qui n'exclut pas de faire quelques trouvailles intéressantes, le marché aux puces de la place du Jeu-de-Balle, les samedis et dimanches matins dans le quartier populaire des Marolles, sif des « kettles », les tiris bruxellois. Les tintinophiles reconnaîtront le marché où le héros de Hergé fit un jour l'acquisition d'un modèle réduit de gallon, prélude aux aventures du *Secret de la Licorne*.

Ce lieu vaut autant pour son ambiance que pour les découvertes que l'on peut y faire dans les fouillis des objets souvent déposés à même le sol. On est dans le vrai Bruxelles bruxellois, avec son patois mâtiné de flamand et ses ténues où l'on s'interpelle, comme au *Stève Architect* (l'architecte tordu, car, à Bruxelles, architecte est devenu une insulte depuis les dégâts provoqués dans la ville par cette corporation). Des échoppes

de brocanteurs se sont installées dans les alentours de la place du Jeu-de-Balle, rue du Renard, Rue Blaes, les unes « généralistes » du bric-à-brac, comme Le Rat qui chine, ou spécialisées, comme La Flancée du pirate, consacrée aux objets de marine anciens.

Des objets utiles ou insolites peuvent être dénichés aux Petits Riens, 101, rue Américaine, l'équivalent belge d'Emmaüs (fermé du samedi 13 heures au lundi 10 heures). Installés sur quatre étages dans une ancienne usine d'Ixelles, à deux pas du Musée Horta, cette institution fondée par l'abbé Froiture est une mine pour ceux qui veulent se meubler à petit budget. Les dons faits à cette institution charitable ne relèvent pas tous du kitsch sans valeur autre que d'usage, et les « belles pièces » font à intervalles réguliers l'objet de ventes aux enchères intéressantes.

À LA SOURCE

En passant dans ce quartier, les amateurs d'art nouveau et d'art déco ne devront pas manquer le magasin d'Yves Macaux, 21, avenue Lepoutre, spécialiste des meubles plaqués acajou, des lampes-tiges végétales, des vases géométriques, à des prix solides, mais fort concurrentiels face à ses homologues parisiens.

L'endroit le plus aisé est la place des Sablons, le cœur du Bruxelles des antiquaires et son marché des samedis et dimanches matin autour de l'église gothique du même nom. Sa notoriété lui attire des clients à gros pouvoir d'achat venus d'Allemagne et des Pays-Bas qui ont fait exploser les prix, notamment en matière de peinture belge et flamande des XIV^e et XV^e siècles.

Pourquoi alors ne pas aller à la source d'approvisionnement des marchands, les multiples salles des ventes actives dans un pays où le monopole des officiers ministériels dans ce secteur n'existe plus ? Des ventes, il s'en produit sans cesse à travers la ville. Les enchères monstres du Palais des Beaux-Arts, 10, place Royale, trois à quatre fois par an, avec près de mille « numéros » dispersés, jusqu'aux petites enchères de la Galerie Aberci, 386, avenue de la Couronne, toutes les catégories sont présentes.

Les « ventes bourgeoises », c'est-à-dire des dispersions de successions, où l'on trouve le meilleur comme le pire, sont la spécialité de l'hôtel des ventes Vanderkindere, 512, rue Vanderkindere à Uccle. La peinture ancienne et moderne, le mobilier de style haut de gamme, celle de la galerie Horta, 16, avenue Duplex, mais la plus originale, la plus bruxelloise par sa modestie de bon aloi, celle où l'on fait de bonnes affaires sans avoir l'air d'y toucher, s'appelle Les Nouvelles Galeries de Paris, sises 220, rue du Trône, où règne la sympathique famille Kotek.

Luc Rosenzweig

Publicités

Pour passer dans cette rubrique, contactez le 01 44 43 76 26 Fax : 01 44 43 77 50

XXV^e SALON D'ANTIQUITES BROCANTE DU VIEIL ANTIBES

du 28 mars au 12 avril 1997

Antibes (Alpes-Maritimes), port Vanban, du 28 mars au 13 avril, de 10 h 30 à 19 h 30, à partir de 14 heures le 29 mars, 140 exposants, entrée 35 F. Bayeux (Calvados), halle aux grains, du 28 au 31 mars, de 10 à 19 heures, 30 exposants, entrée 25 F. Bernay (Eure), Ahhatiale, F, du 28 au 31 mars, de 10 heures à 19 h 30, 30 exposants, entrée 20 F. Lorgues (Var), salle des fêtes, du 28 au 31 mars, de 10 à 19 heures, 50 exposants, entrée 20 F. Mootrichard (Loir-et-Cher), halle des sports, du 29 au 31 mars, de 9 à 20 heures, 40 exposants, entrée 10 F. Goémeo-Penfao (Loire-Atlantique), salle omnisports Bellevue, du 29 au 31 mars, de 10 à 19 heures, 80 exposants, entrée 20 F. Gien (Loiret), salle de Culry, du

Calendrier

● ANTIQUITES Antibes (Alpes-Maritimes), port Vanban, du 28 mars au 13 avril, de 10 h 30 à 19 h 30, à partir de 14 heures le 29 mars, 140 exposants, entrée 35 F. Bayeux (Calvados), halle aux grains, du 28 au 31 mars, de 10 à 19 heures, 30 exposants, entrée 25 F. Bernay (Eure), Ahhatiale, F, du 28 au 31 mars, de 10 heures à 19 h 30, 30 exposants, entrée 20 F. Lorgues (Var), salle des fêtes, du 28 au 31 mars, de 10 à 19 heures, 50 exposants, entrée 20 F. Mootrichard (Loir-et-Cher), halle des sports, du 29 au 31 mars, de 9 à 20 heures, 40 exposants, entrée 10 F. Goémeo-Penfao (Loire-Atlantique), salle omnisports Bellevue, du 29 au 31 mars, de 10 à 19 heures, 80 exposants, entrée 20 F. Gien (Loiret), salle de Culry, du

29 au 31 mars, samedi et dimanche de 10 à 19 heures, lundi de 10 à 18 heures, 30 exposants, entrée 20 F.

COLLECTIONS

Nevers (Nièvre), Biennale de la faïence, palais ducal, du 28 au 31 mars, 30 exposants. Le Poulliguen (Loire-Atlantique), Salon des cartes postales, salle des fêtes, du 29 au 30 mars, 15 exposants. Saint-Amant-en-Puisaye (Nièvre), marché du grès ancien, château, du 29 au 31 mars, 40 exposants. Avignon (Vaucluse), Salon des collections, parc expo, du 29 au 30 mars, 102 exposants. Paris, jusqu'au 27 avril, une galerie de photographies anciennes, située 4, rue Drouot, 9^e arrondissement, expose un ensemble de Louis-Emile Durandelle (1839-1917) sur le thème des décors de l'Opéra de Paris : sculptures, ornements, bas-reliefs, chapiteaux, etc. Il s'agit de tirages d'époque en

parfait état de conservation, réalisés par un spécialiste de l'architecture à l'époque de la construction du monument. Du lundi au vendredi de 14 heures à 18 h 30.

BROCANTES

Barjac (Gard), place Gynpét, du 28 au 31 mars, 400 exposants. Obernai (Bas-Rhin), château de la Léonardsau, du 28 au 31 mars, 30 exposants. Venarey-les-Laumes (Côte-d'Or), salle omnisports, du 29 au 31 mars, 30 exposants. Perros-Guirec (Côte-d'Armor), salle omnisports école Notre-Dame, du 29 au 31 mars, 35 exposants. Arcachon (Gironde), espace Abatilles, du 29 au 31 mars, 40 exposants. Egreville (Seine-et-Marne), les halles, du 29 au 31 mars, 50 exposants. L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), parc Gautier et avenue des Quatre-Orages, du 29 au 31 mars.

هكذا من الأهل

Un paradis de châteaux à Bruxelles

Nuages et faibles pluies

L'ANTICYCLONE des Açores se retire temporairement sur l'Atlantique. Vendredi une bande pluvieuse en profitera pour traverser la France du nord au sud. Des pluies faibles concerneront surtout la moitié est du pays.

Bretagne, Pays-de-Luire, Basse-Normandie. - Après les pluies de la nuit, le ciel retrouvera des éclaircies. Les températures maximales se limiteront entre 10 et 14 degrés malgré le soleil.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les pluies de la nuit laisseront place à un ciel plus variable du Nord à l'Ile-de-France. Quelques averses pourront se déclencher. Des Ardennes au Centre, le ciel plus changeant ne s'imposera qu'en cours de matinée. On atteindra 9 à 13 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La journée débutera sous les nuages et la pluie. Au fil de la matinée, la Champagne et la Lorraine retrouveront des éclaircies. Cette améli-

oration n'interviendra qu'à la mi-journée plus au sud. L'après-midi, il ne fera pas plus de 9 à 13 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les éclaircies matinales ne dureront pas du midi toulousain aux Pyrénées. Les nuages se multiplieront l'après-midi. Plus au nord, la couche nuageuse donnera quelques pluies du Poitou au Bordelais. Au meilleur de la journée, les thermomètres afficheront 13 à 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le temps va se dégrader et il pleuvra faiblement en plaine dès la fin de matinée. La neige fera son apparition dès 1 500 mètres en montagne. Il ne fera pas plus de 11 à 14 degrés l'après-midi.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil s'annonce moins vaillant que les jours précédents. Le mistral et la tramontane se lèveront l'après-midi. Un fort vent d'ouest soufflera dès le matin entre Corse et continent. Les températures at-

teindront 15 à 17 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 28 MARS 1997

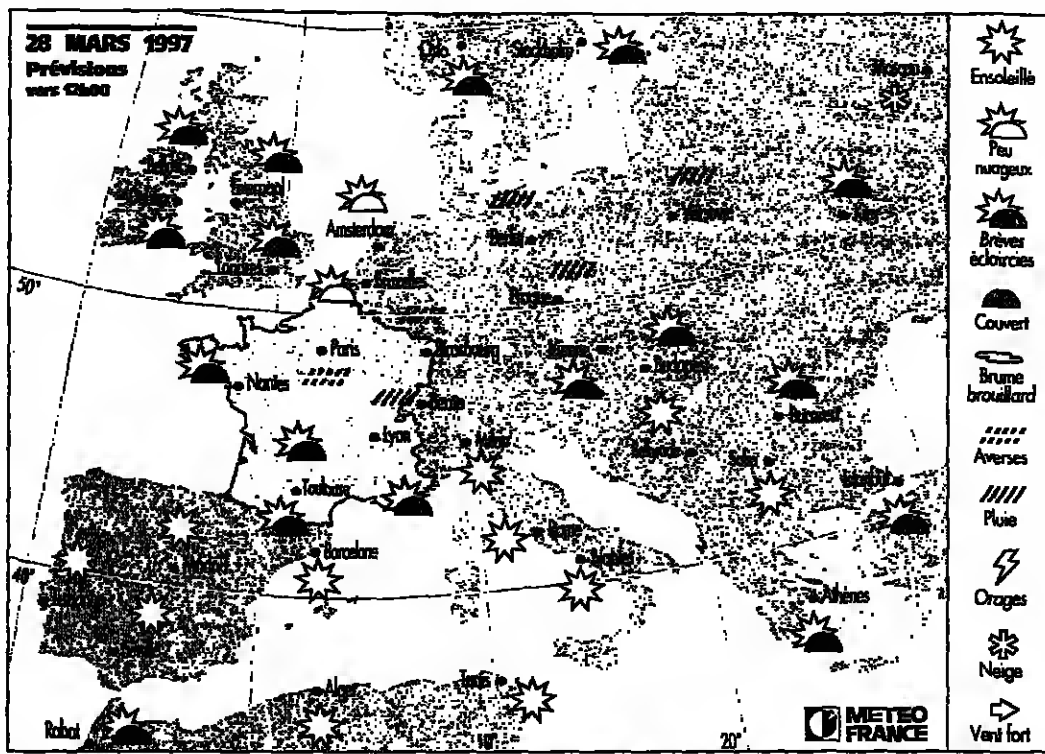
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : essoufflé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropolitaine		NANCY	
AJACCIO	5/17 S	NANTES	
BIARRITZ	12/15 P	NICE	
BORDEAUX	10/16 P	PAU	
BOURGES	9/12 S	PERPIGNAN	
BREST	7/11 S	RENNES	
CAEN	7/10 P	ST-ETIENNE	
CHERBOURG	6/11 P	STRASBOURG	1
CLERMONT-F.	10/13 P	TULOUSE	
DIJON	9/11 P	TOURS	
GRENOBLE	8/16 P	FRANCE outre-mer	
LILLE	8/10 P	CAYENNE	2
LIMOGES	9/13 P	FORT-DE-FR.	2
LYON	11/14 P	NOUMEA	2
MARSEILLE	10/18 S		

PRÉVISIONS POUR LE 28 MARS 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : essoufflé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

PAPEETE	28/29 P	KIEV	-2/5 S
POINTE-A-P.	25/26 S	LISBONNE	10/22 S
ST-DENIS-RE.	26/27 S	LIVERPOOL	4/9 S
BRUXELLES	9/18 S	LONDRES	4/10 S
AMSTERDAM	5/9 N	LUXEMBOURG	3/11 P
ATHÈNES	7/13 S	MADRID	7/17 S
MILAN	9/18 S	MADRID	3/15 S
MOSCOU	-7/3 S	MADRID	3/15 S
MUNICH	1/9 P	MADRID	3/15 S
NAPLES	7/15 S	MADRID	3/15 S
OSLO	-14 S	MADRID	3/15 S
PARIS	14/16 S	MADRID	3/15 S
PRAGUE	-1/4 S	MADRID	3/15 S
ROME	9/15 S	MADRID	3/15 S
SANTIAGO	9/7 P	MADRID	3/15 S
SEVILLE	14/16 S	MADRID	3/15 S
SOFIA	5/9 S	MADRID	3/15 S
ST-PETERSB.	3/11 P	MADRID	3/15 S
STOCKHOLM	-2/8 P	MADRID	3/15 S
TENEFER	9/11 N	MADRID	3/15 S
ISTANBUL	1/8 S	MADRID	3/15 S



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ESPAGNE.** Un accord de franchise a été conclu entre Iberia et la compagnie régionale privée Air Nostrum. Le programme de vol de cette dernière est intégré au réseau de la compagnie nationale et, à partir du lundi 12 mai, les vols porteront le code Iberia.

■ **ÉGYPTE.** Le gouvernement égyptien a approuvé un plan du Conseil supérieur des antiquités pour élargir du plateau de Guizeh et des pyramides cars, voitures et animaux. Une route de contournement, un parking et une station pour les charreux, chevaux et ânes doivent être construits au sud du plateau. - (AFP.)

■ **ÉTATS-UNIS.** Des habitants de Washington se pressent sous les trois mille sept cents cerisiers en fleurs qui entourent le Grand Bassin du mémorial de Lincoln. Les cerisiers en floraison témoignent d'un printemps précoce qui fait suite à un hiver exceptionnellement doux. - (AP.)

Les services ouverts ou fermés pendant le week-end de Pâques

● **Presse :** les quotidiens paraîtront normalement lundi 31 mars.

● **Bureaux de poste :** ils seront fermés aux horaires habituels le samedi 29 mars et ne rouvriront que mardi 1^{er} avril.

● **Banques :** elles seront fermées.

● **Grands magasins :** ils seront fermés.

● **Assurance-maladie, assurance-vieillesse, allocations familiales :** les centres d'accueil seront fermés au public du vendredi après-midi 28 mars au mardi 1^{er} avril à 8 h 30.

● **Archives nationales :** le Caran sera fermé. Le Musée de l'histoire de France sera ouvert dimanche 30 et fermé lundi 31 mars.

● **Bibliothèque nationale de France :** les salles de lecture seront fermées à la bibliothèque Richelieu, les 29, 30 et 31 mars; le Cabinet des médailles et les expositions seront fermés les 30 et 31 mars. A la Bibliothèque François-Mitterrand, les salles de lecture et l'exposition « Tous les savoirs du monde » seront fermées les 30 et 31 mars.

● **Hôtel national des Invalides :**

les musées - Armée, Dôme royal (tombeau de l'Empereur), Plans-Reliefs - et l'église Saint-Louis seront ouverts.

● **Institut de France :** l'Institut sera fermé. Le château de Chantilly, le domaine de Chailly (en face de la Mer de sable), le château de Langeais (Indre-et-Loire) et le château de Kerylos (à Beaulieu-sur-Mer) seront ouverts.

● **Musées :** dimanche 30 mars, les musées nationaux seront ouverts, à l'exception, à Paris, du Musée du Louvre et du Musée Guimet. Lundi 31 mars seront fermés, à Paris, le Musée d'Enfer, le Musée Guimet, le Musée Gustave-Moreau, le Musée Jean-Jacques-Henner et le Musée d'Orsay; en région parisienne, seront fermés le Musée du château de Bois-Préau, le Musée de céramique de Sèvres et le Musée des châteaux de Versailles et de Trianon; en province, sera fermé le Musée Magnin (Dijon).

Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert. La Cité des sciences et le Palais de la découverte seront ouverts dimanche 30 et fermés lundi 31 mars.

LOISIRS

De nouveaux espaces verts à Paris

Un parc de 14 hectares doit notamment être inauguré à Bercy

LE PATRIMOINE vert de la capitale, déjà riche de 3 000 hectares, va s'agrandir cette année de 5 nouveaux hectares de jardins, a annoncé le maire de Paris, mercredi 26 mars, en présentant à Bagatelle au bois de Boulogne la saison 1997 des parcs et jardins de la capitale. Jean Tiberi a affirmé que la politique « des grands espaces verts », mise en place en 1977 par Jacques Chirac et qui a permis de créer 150 parcs, jardins et promenades à Paris (environ 140 hectares), va se poursuivre.

C'est ainsi que doit être inauguré, au mois de septembre, le nouveau parc de 14 hectares, à Bercy (12^e arrondissement), une fois achevé le « Jardin romantique », un paysage de ruines, canal, lac, parterre d'arbres. La dernière tranche du parc André-Citroën (14 hectares) dans le 15^e arrondissement, prolongé jusqu'à la Seine, sera terminée l'année prochaine.

Dans un arrondissement encore pauvre en espaces verts - le 11^e -, un jardin de 4 500 m² à l'ambassade de « forêt vosgienne »

viendra aérer le quartier Dorian. Dans le 20^e, la ZAC Réunion abritera 4 000 m² de végétation étagée sur quatre niveaux.

Il sera désormais permis de flâner sur certaines pelouses

Françoise de Panafieu, adjointe au maire, a annoncé des mesures pour rendre plus conviviaux ces espaces qui sont souvent des lieux de rencontres entre les habitants de quartiers proches. Une démarche symbolisée par l'ouverture de certaines pelouses, où l'on pourra flâner et s'allonger. Soixante-douze hectares des 143 hectares de pelouses parisiennes, répartis dans les vingt arrondissements, devraient ainsi, après consultation des maires locaux, devenir accessibles par rotation.

Selon Françoise de Panafieu, « certaines pelouses sont plus fra-

giles ou plus dangereuses, en raison de leur déclin ou de plans d'écoulement pour les enfants »; elles ne peuvent donc être ouvertes au public. Quand à certaines activités sportives comme le football, qui arrache le gazon, elles resteront prohibées.

Autres grands projets lancés par la municipalité parisienne : la reconstruction, sur financement uniquement privé, de l'aquarium du Trocadéro, fermé depuis 1985.

M^{me} de Panafieu aimerait qu'il ouvre le 1^{er} avril - Jour du poisson - 2000. Elle a annoncé aussi la reforestation des bois de Vincennes et de Boulogne, véritables poumons de la capitale, avec un programme de 3 millions de francs.

Tous ces lieux verts accueilleront de nombreuses expositions et animations : une célébration printanière des bulbes à Bagatelle, une fête automnale au Parc floral, une deuxième « Journée des jardins de Paris » le 21 septembre, une semaine des sentiers à la Maison des cinq sens dans le 13^e.

DÉPÊCHES

■ **ÉTUDIANTS.** Les élèves de terminale, qui désirent demander une chambre en résidence universitaire et une bourse pour la prochaine rentrée, doivent s'inscrire par Minitel dans leur académie, avant le 1^{er} avril. Ils devront ensuite envoyer leur dossier au Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) avant la fin du mois.

■ **FORMATION.** La revue *Avant*, publiée par l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), consacre un numéro aux métiers du spectacle (65 F). Cette publication évoque les secteurs de la musique, de la danse, du théâtre, du cirque et de la technique : décorateur, régisseur son, éclairagiste, costumier.

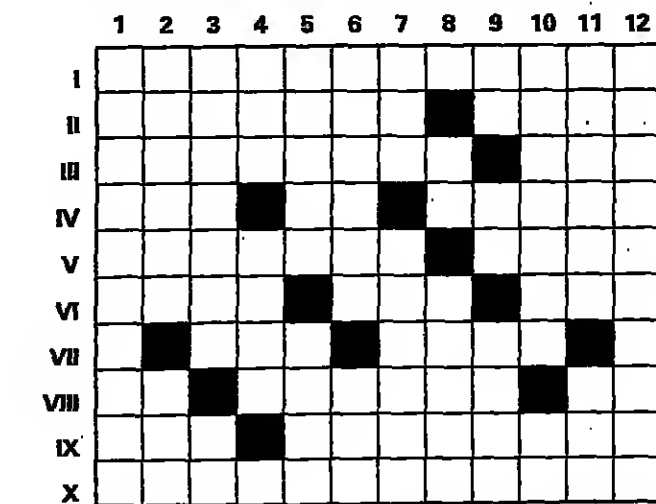
■ **LOTTO :** résultats des tirages n° 25 du mercredi 26 mars. Premier tirage : 4, 14, 15, 28, 37, 47, numéro complémentaire : 31; rapports pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 160 420 F; pour 5 bons numéros : 8 370 F; pour 4 bons numéros : 181 F; pour 3 bons numéros : 17 F.

Second tirage : 21, 22, 29, 41, 42, 47, numéro complémentaire : 44; rapports pour 6 bons numéros plus le complémentaire : 302 230 F; pour 5 bons numéros : 12 025 F; pour 4 bons numéros : 230 F; pour 3 bons numéros : 21 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97058

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. A exécuter avec ferveur. - II. Le petit défaut qui brise les pierres. Joindre les deux bouts. - III. C'est normal pour lui de porter la guigne. Endort si c'est doublé. - IV. Réveil des sens. Accompagne le grand patron. Corrompu. - V. Écartés à temps. Coule du raisin. - VI. Cher à Londres même pendant les soldes. En fin de soirée. Entendu dans le Nord. - VII. Coup vache, mais pas par en dessous. Quart de peseta. - VIII. Règle. Détendis la situation. Ouvre la gamme. - IX. Légale les premiers

mois. Font de la grande distribution. - X. Le plastique a petit à petit remplacé ces objets.

VERTICALEMENT

1. Donné par la banque, il permet d'aller voir ailleurs. - 2. Ne peut être contestée. Arrivée la première. - 3. Un choix qui n'est pas très juste. Une petite unité. - 4. Petite pomme. Prouve que l'on peut se passer d'argent. - 5. Passe au crible. Donne le temps et le prix. - 6. Une laie et ses petits. Dans un landau. - 7. En famille avec le barbeau. A la maison, il n'a

plus rien de religieux. - 8. Au milieu du précédent. Bon pour la pose. - 9. Prêt pour la pose. Propose un choix. Un petit coup de main. - 10. Protecteur. Infinitif. - 11. Pis une toile. Sans fleur ni couronne. - 12. Protège la feuille.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97057

HORIZONTALEMENT

I. Canonisation. - II. Epigone. Isba. - III. Rô. Incrétés. - IV. Fri-vole. Rugi. - V. Visé. Unes. Eg. - VI. OEA. Isis. Bma. - VII. Bas. Tarait. - VIII. Aces. Té. Erne. - IX. Naise. Epleu. - X. Tournemouler.

VERTICALEMENT

1. Cerf-volant. - 2. Aporie. CIO. - 3. Mi. Isabeau. - 4. Ogive. Asir. - 5. Nonno. Is. Su. - 6. Incius. Tee. - 7. Sérénité. - 8. ESA. Eo. - 9. Tiers. Repu. - 10. Issu. Baril. - 11. Ob. Géminée. - 12. Navigateur.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0950-2007

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gerson
94828 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION

N° 10

En collaboration avec

Réunion des Musées Nationaux

La galerie des rois de Juda

LES ROIS de Juda ornent la façade de la cathédrale Notre-Dame de Paris au XIII^e siècle et passaient pour les ancêtres des rois de France. Pendant la Terreur révolutionnaire, ces sculptures furent décapitées et mutilées et leurs têtes vendues. Le frère de Lakanal, célèbre conventionnel régicide, était, lui, resté fidèle à la royauté. Il acheta les vingt et une têtes et les fit enterrer dans la cour de son hôtel particulier qu'il était en train de se faire construire à Paris.

Elles ont été retrouvées par hasard deux cents ans plus tard. Malgré les actes de vandalisme, elles ont conservé leur étonnante beauté. Une beauté soulignée par quelques traces de polychromie, témoignage du décor coloré que l'on pouvait, alors, contempler dans les cathédrales.

A quel endroit ont été retrouvées les têtes des rois de Juda enfouies depuis la Révolution ?



Tête d'un roi de Juda, provenant de Notre-Dame de Paris. Paris vers 1220-1230. Pierre polychrome. Paris. Musée national du Moyen Âge. Thermes de Cluny.

■ Dans le sous-sol de la Banque française du commerce extérieur ?

■ Dans le sous-sol des Galeries Lafayette ?

■ Dans le sous-sol de la gare Saint-Lazare ?

Réponse dans *Le Monde* du 4 avril.

Solution du jeu n° 9 (*Le Monde* du 21 mars). Jack Lang a offert au Musée de la mode et du textile le costume qu'il portait lors de la séance de l'Assemblée nationale du 17 avril 1985, date à laquelle il était ministre de la culture.

مكتبة الأهل

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 28 MARS 1997

ÉCHANGES Le 26 mars a commencé à Paris un Printemps palestinien, organisé conjointement par l'Institut du monde arabe et l'Association française d'action artis-

tique. Il réunit plasticiens, musiciens, chanteurs, acteurs et écrivains jusqu'au mois de juillet dans neuf villes de France. ● CE PRINTEMPS est la première initiative culturelle en-

gagée par le gouvernement français en faveur de la Palestine depuis les accords de paix de Washington en septembre 1993 et l'installation de l'Autorité palestinienne en janvier

1996. ● SYMBOLE de son pays et de sa culture, l'écrivain de réputation internationale Mahmoud Darwich explique au Monde la spécificité de sa culture et ses espoirs d'une paix

pour son pays. ● LE GROUPE SABREEN, grandi dans les faubourgs de Jérusalem-Est, nous a ouvert son studio dans la vieille ville avant sa tournée française.

Mahmoud Darwich invite la Palestine à conquérir son autonomie culturelle

A l'occasion du premier Printemps palestinien, organisé par neuf villes françaises en association avec l'Institut du monde arabe et l'Association française d'action artistique, le poète estime, dans un entretien au « Monde », que l'histoire de son pays n'a pas encore été écrite

« En mai 1996, lors de votre arrivée à Ramallah, vous appelez les Palestiniens à abandonner l'image héroïque qu'ils se font d'eux-mêmes pour se reconstruire une « normalité » culturelle.

« J'aurais voulu qu'ils se mobilisent pour ce nouveau miracle. C'était sans doute trop tôt. Chaque fois que nous voulons sauter dans l'avenir, Israël prend une mesure vexatoire pour nous rappeler que nous sommes toujours occupés, que nous sommes hors de l'histoire. La guerre est peut-être terminée, mais la paix n'est pas là. Les Palestiniens ne peuvent pas se déplacer librement dans leur pays. Ils restent emprisonnés par les questions fondamentales de survie quotidienne. Comment passer d'une enclave libérée à une autre ? Comment obtenir le minimum : un logement, un morceau de pain ? La force occupante impose sans cesse à la culture palestinienne de rester une culture de résistance, en un certain sens primitive.

« La littérature, la poésie palestiniennes ne restent-elles pas trop fortement marquées par le militantisme ?

« Comment débattre du post-modernisme ou de la globalisation du monde lorsque nous sommes toujours rattrapés par les évé-

nements à la défense de nos terres contre la colonisation, à la défense de notre identité, de notre existence même dans notre propre pays ? J'avais prévu pour la prochaine édition de mon trébuchet, *Carmel*, de publier une vingtaine de mes poèmes. Mais puis-je éditer des textes qui parlent d'amour, de fleurs et de parfums de la Galilée quand le sang coule dans la rue ? On ne peut pas évoquer la culture palestinienne sans y mêler la politique, parce que la politique assiege notre culture.

« Après les accords d'Oslo, en septembre 1993, on parlait beaucoup de normalisation culturelle entre Israéliens et Palestiniens. Où en est-on ?

« Nulle part. Malgré toutes les insuffisances et les pièges d'Oslo, une culture de paix commençait à se développer. Il y avait des rencontres, des colloques, des conférences communes. Benjamin Nétanyahou nous a ramenés à une culture de guerre. Il ne s'agit pas de divorce : nous vivons, les Israéliens et nous, un mariage forcé dicté par l'histoire. Mais il ne peut pas y avoir de relations normales entre occupant et occupé. Tant que l'autre n'aura pas reconnu mon existence et mes droits sur cette terre, où je suis né, on ne pourra pas s'embarquer vers un avenir commun. Mon rêve est de

construire ensemble une histoire commune sur une même terre. Le préalable à sa réalisation est l'admission par Israël de l'injustice, des souffrances qui nous ont été infligées et de notre besoin d'un Etat indépendant.

« Une histoire commune ne devrait-elle pas plutôt aboutir à un Etat commun ?

« A très long terme, c'est évidemment la solution parce que personne au monde, jamais, aucun accord ni traité ne pourra me convaincre que j'affa, Haifa ou Saint-Jean d'Acre, près de laquelle je suis né, ne font pas partie de « ma » Palestine. Je ne fais pas ici de revendication politique : je parle de ce que je ressens, de ce que tous les Palestiniens ressentent. Je ne nie pas l'histoire. Mon pays a aujourd'hui deux noms : Israël et Palestine. Je dis que l'émancipation des deux peuples, leur coexistence passent par notre reconnaissance et donc par notre indépendance sur le reste de la Palestine [Gaza, Cisjordanie, Jérusalem-Est pour capitale]. Le problème est qu'Israël s'est créé non pas à côté de moi mais sur moi. Les Israéliens vivent sur moi, je n'existe pas !

« Les accords d'Oslo ont tout de même créé une autonomie et...

« ... Parlons-en ! Quelques enclaves libérées, assiégées, séparées

les unes des autres par des barrières militaires israéliennes. Ces étroites zones encagées à l'intérieur d'une autre cage qui est notre patrie n'ont fait que renforcer le sentiment de l'occupation.

« Mais Yasser Arafat est ici, et l'Autorité palestinienne autonome existe. Que fait-elle pour sauvegarder la culture de son peuple ?

« L'occupation a détruit toute notre infrastructure culturelle. Pas de cinéma, pas de bibliothèque, pas de salles de spectacles, pas de théâtre. Quelques-uns existent à Jérusalem-Est, mais Israël interdit (depuis quatre ans) la ville aux Palestiniens qui n'y résident pas. Il faut être franc, l'Autorité ne fait pas assez pour reconstruire. Elle n'a pas compris que si nous étions défaits culturellement, alors ce serait la fin. Elle n'a pas compris que sur ce point du processus de paix Israël ne peut rien nous dicter. Mais l'Autorité vient d'arriver, la tâche est gigantesque. Tous ses efforts sont mobilisés pour la négociation avec Israël et la défense de la terre.

« On a parfois l'impression que les artistes et les écrivains israéliens transmettent mieux que les Palestiniens leur attachement à cette terre.

« C'est vrai. Nous n'avons pas

trouvé les mots à la hauteur de notre tragédie. Mais nous ne devons pas toujours nous dénier par rapport à Israël. Nous sommes partie prenante de la culture moderne arabe. Mais, admettons-le, il y a un fossé entre la richesse de notre expérience et son expression littéraire. Je pense que la Palestine, dans tous ses aspects - sa culture, ses paysages - n'a pas encore été écrite. Les Israéliens « écrivent » le pays mieux que nous, et c'est notre tragédie culturelle. Mais l'occupation, l'exil, les camps de réfugiés, la lutte pour la survie et la reconnaissance sont toute notre histoire moderne. La relation entre les Israéliens et le pays est originellement basée sur un mythe, celui de la Bible. Cette nostalgie, combinée à des campagnes militaires victorieuses, a fait qu'ils ont été reçus dans cette région, qui est arabe, comme des envahisseurs, des occupants. Ils se conduisent comme cela. Ils n'apprennent pas l'arabe, ils ne veulent pas appartenir au Proche-Orient, ils s'identifient de plus en plus à l'Amérique, un morceau d'Amérique implanté dans cette région. Et dans le même temps, tout leur projet culturel est destiné à démontrer qu'ils ne sont pas des envahisseurs. D'où cette obsession pour l'archéologie qui, jamais, ne prouve ni ne prouvera que

cette terre et son histoire étaient inhabités avant eux.

« Et le Palestinien dans tout cela ?

« Il ne ressent pas la nécessité de prouver quoi que ce soit puisqu'il est là depuis toujours. Pour lui, son appartenance à la Palestine va sans dire. L'autochtonie palestinienne que je suis est le produit de toutes les cultures qui se sont croisées ici. Je suis arabe, je suis musulman, je suis chrétien, je suis juif, grec, romain, perse, etc. Reste à rassembler tous les morceaux de ce puzzle, à récupérer toute cette histoire que s'est appropriée l'autre et à construire une histoire moderne. Ensemble si possible, parce que je ne pourrai jamais résoudre mon problème sans résoudre d'abord la question israélienne. Et eux non plus. »

Propos recueillis par Patrice Claude

★ Le 14 avril paraîtront chez Actes Sud, sous le titre *La Palestine comme métaphore*, des entretiens de Mahmoud Darwich avec le poète et romancier libanais Bey Doun, la poétesse Haït Yashurun, le critique littéraire syrien Subhi Hadidi, les écrivains palestiniens Liana Badr, Zakariyya Muhammad et Mundhir Jabbar, et le poète syrien Nuri Jarrah.

La référence morale d'un peuple d'apatrides

JÉRUSALEM de notre correspondant

Évoquer la culture palestinienne, c'est immédiatement, pour des millions d'Arabes à travers le monde, invoquer le nom de Mahmoud Darwich. A la fois symbole, étendard, modèle et référence morale et culturelle pour un peuple apatride de cinq millions d'âmes,

PORTRAIT

Longtemps exilé, l'ami du romancier Emile Habibi partage aujourd'hui son temps entre Amman et Ramallah, la « capitale temporaire autonome »

Le poète capital de la cause palestinienne est l'auteur d'une vingtaine de recueils traduits en autant de langues. Profondément enraciné dans la lutte de ce peuple, son œuvre est aux antipodes d'une poésie de combat militant. « Face à la barbarie, écrit-il, la poésie ne peut résister qu'en affirmant son attachement à la fragilité humaine, comme un brin d'herbe qui pousse sur un mur tandis que défilent les armées. »

Né en 1942 à Birwé, petit village de Palestine rasé en 1952 pour faire place à deux kibboutzim israéliens, Mahmoud Darwich, plusieurs fois arrêté par les services de l'Etat juif pour appartenance à l'Olp (Organisation de libération de la Palestine) et assigné à résidence, a dû s'exiler en 1969. Elu membre du comité exécutif de l'Olp en 1987, il en a démissionné en septembre 1993, affirmant ne pouvoir assumer la responsabilité des accords d'Oslo. En accord « avec l'objectif

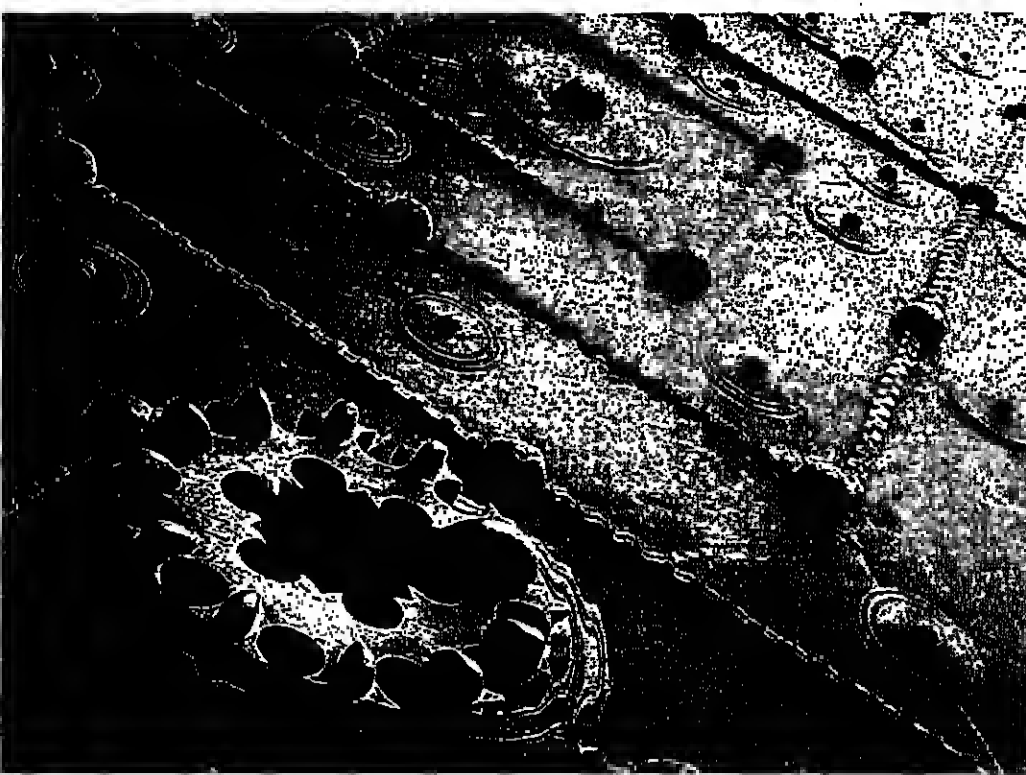
et le principe » de ce compromis transitoire - la paix -, le poète, qui se tient à l'écart de la politique sans s'interdire d'avoir « une vision du monde réel », ne croit pas à la pertinence d'Oslo pour atteindre à une véritable paix. L'actualité présente lui rend plutôt grâce mais il « ne s'en réjouit pas ».

« MON RÊVE S'EST EFFONDRE »

Autorisé en 1996 par le gouvernement travailliste d'Yitzhak Rabin à visiter sa Galilée natale - son village était situé près de Saint-Jean-d'Acre - à l'occasion de la mort de son ami Emile Habibi, le plus célèbre romancier arabe d'Israël, Mahmoud Darwich, qui a passé dix ans d'exil à Paris, partage aujourd'hui son temps entre Amman, capitale de la Jordanie, et Ramallah, « capitale temporaire autonome » de la Palestine, au nord de Jérusalem. Il souhaitait pouvoir retrouver sa nationalité israélienne - les Palestiniens qui ont pu rester sur leurs terres de Galilée et d'ailleurs en 1948, lors de la création d'Israël, ont obtenu plus tard la nationalité de l'Etat juif -, et s'établir parmi les siens à Saint-Jean-d'Acre.

« Un ministre israélien de l'ancien gouvernement me l'avait promis, nous a-t-il confié à Ramallah. Et puis Nétanyahou a remporté les élections et mon rêve s'est effondré... » Aujourd'hui, Mahmoud Darwich dispose d'un permis spécial israélien qui fait de lui un « résident » de Gaza. « Ils ne m'ont même pas laissé établir mon adresse à Ramallah où je passe le plus clair de mon temps. » L'homme qui a écrit « mon pays est une valise » n'est pas reparti en exil. Il le porte en lui.

P. C.



Heurtoir en bronze du portail de la Qibla. L'une des images de Saïd Nuseibeh, qui, depuis 1992, a photographié le Dôme du Rocher, à Jérusalem, l'un des monuments les plus célèbres des débuts de l'islam. Ces photographies sont exposées à l'Institut du monde arabe, jusqu'au 29 juin, dans le cadre du Printemps palestinien à Paris.

Le groupe Sabreen ou le chant patient d'une jeunesse empêchée

JÉRUSALEM de notre correspondant

Ce samedi, rue Saladin à Jérusalem-Est, les boutiques sont pleines, les marchands de falafels réfrilés et les changeurs désœuvrés. Depuis trois ans et demi qu'Israël a coupé la ville arabe de son débouché naturel en interdisant l'accès aux deux millions de Palestiniens qui résident dans les territoires occupés, la Jérusalem orientale se meurt doucement. Mais il y a encore 160 000 Arabes dans ses murs, et personne ne s'en rend compte. Dégainé nonchalant et verbe haut, des grappes d'adolescents estampillés Levi's et Adidas, comme de l'autre côté, occupent le trot-

toir. Sur l'asphalte, l'encombrement automobile est chronique. Il s'éclaircit en un clin d'œil quand passe une jeep de l'armée ou de la police israélienne. Quelques ordres en hébreu, crachés sec et fort dans le haut-parleur du véhicule, et chacun comprend qu'il a intérêt à dégager rapidement la voie.

En bas de la rue, la poste, gardée en permanence par des soldats en armes. En haut, gardés eux aussi par des hommes en faction, un commissariat de police et un tribunal assurent ensemble l'ordre d'Israël. Conquise en 1967, aussitôt annexée et rapidement ceinturée de hautes murailles de logements réservés aux « citoyens » juifs et in-

terdites aux « résidents » palestiniens. Jérusalem-Est reste une ville sous occupation. Pour contempler les remparts de Soliman le Magnifique, quand on est arabe, il faut montrer patte blanche. La musique et les musiciens de Sabreen sont nés ici. Tous deux symbolisent la résistance d'un peuple confronté à la colonisation de sa culture et de sa terre.

« CHARMÉ GORGÉ D'ESPOIR »

Dans son studio artisanal, au fond d'une cour, face à un terrain vague abandonné, le groupe répète. Kamliya Joubrane, la voix chaude et lumineuse de Sabreen, laisse courir ses doigts sur les cordes du bouzouk. La belle Palestinienne est l'âme du groupe, fraîche et voluptueuse sur scène, grave et chaleureuse parmi ses copains. Saïd Mourad en est la tête : il a fondé Sabreen en 1980, composé ces mélodies tissant tradition folklorique palestinienne, musique arabe classique, blues et reggae. « Moins rugueuse que le roi, moins "loukoum" que les mélodies des divas moyen-orientales, moins « douce » que le jazz-music du Caire, la production de

Sobreen, estime Rémy Kolpa-Kolpoul, ami du groupe, navigue entre charme gorgé d'espoir et gravité d'un avenir incertain. »

Sabreen est le groupe le plus populaire de ce non-pays qu'on appelle la Palestine. Il travaille pour le cinéma, la publicité, la danse, le théâtre. Quelquefois, il se produit dans les villes arabes d'Israël, Nazareth, Haifa, Jaffa. Il a tourné aux États-Unis, au Japon, en Égypte, en Europe. Malgré son talent, l'ensemble ne trouve que trop rarement l'occasion d'offrir des concerts à son public palestinien. Trente années d'occupation ont détruit l'infrastructure culturelle palestinienne. Pas de producteurs, pas de promoteurs, pas de studios dignes de ce nom, pas de salles. A Jérusalem-Est, mis à part le théâtre Hakawati de trois cents places, il n'y a rien. Rien non plus d'approprié dans les villes arabes de Cisjordanie, « autonomes » depuis dix-huit mois. Pour aller vers le public, il faut obtenir de l'armée israélienne les permis nécessaires. Sans garantie de succès.

Poétiques, décalés, les textes de Sabreen sont nourris de la violence

quotidienne qui accompagne l'occupation militaire. Ils sont écrits par Hussein Barghouti, écrivain, philosophe et professeur à l'université palestinienne de Bir Zeit. Il a rédigé l'ensemble de ceux du quatrième et dernier album. *Here Come the Doves* - « Les colombes arrivent ». Une lettre de l'exilé évoque un ami, banni de son pays. *Abou Hableh* décrit un homme « qui n'est ni israélien ni gazan ». Peut-être est-il de Jérusalem ? Il marche sur une plage de Tel Aviv, « moudissant son destin », un couteau dans la main. Veut-il tuer quelqu'un ? « Ton époque est tyrannique, Abou Hableh, mais c'est la tienne. » Patience, c'est la traduction française du mot « Sabreen ».

P. C.

★ Sabreen se produira les 25 et 26 avril à l'Institut du monde arabe à Paris (tél. : 01-40-5138-38 ; location ouverte), le 28 avril au Théâtre des arts de Cergy-Pontoise (tél. : 01-34-20-14-14) et le 30 mai au centre culturel Résidences Bellevue à Belfort (tél. : 03-84-21-24-57).

Premiers rendez-vous

● Arts plastiques. Neuf artistes palestiniens contemporains à l'Institut du monde arabe (IMA), du 26 mars au 25 juin. Le Dôme du Rocher, par le photographe Saïd Nuseibeh, du 26 mars au 29 juin (note photographique).

● Musiques. Ensemble soufi de Jérusalem, les 18 et 19 avril à l'IMA. Samir Jubran, le 24 mai à l'IMA. Adel Salameh, le 30 et 31 mai à l'IMA. Adel Salameh, le 6 juin à l'IMA.

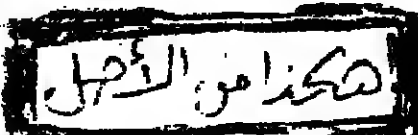
● Théâtre. *Motel*, par la troupe El-Hakawati, les 11 et 12 avril à l'IMA, les 23 et 24 mai au Touris de Marseille. *Les Nuits de la moisson*, par le Théâtre Beit Al Karma, le 23 mai à Cergy-Pontoise, le 27 mai à l'IMA, le 28 mai au Mallon de Strasbourg. *La Jeune Fille et la Mort*, par Al-Kassaba Théâtre, les 13 et 14 mai à l'IMA. *L'Optimiste*, par Al-Kassaba, le 14 mai à Aix, le 23 à Belfort, le 24 à Cergy-Pontoise.

● Édition. La 27^e édition des « Belles Étrangères » sera consacrée à la littérature palestinienne du 12 au 23 mai 1997.

théâtre 28 et 29 mars

Christoph Marthaler - Stunde Null

01 45 13 19 19 MAISON DES ARTS CRETEIL



Tal-Coat, peintre de la présence condensée

A Genève, une rétrospective exemplaire rend justement hommage à l'artiste et reconstitue la totalité de son itinéraire, entre figure et trace, représentation et transmutation

Le Musée Rath de Genève présente jusqu'au 25 mai une rétrospective consacrée à Tal-Coat, la première digne de ce nom depuis la mort du peintre en 1985. Cette exposition se déplacera ensuite au Musée Unterlinden de

Colmar et au Musée Picasso d'Antibes. Une salle est particulièrement remarquable. Elle contient une cinquantaine d'autopourtrats de 1927 aux dernières années de l'artiste et résume à elle seule son itinéraire : influence de

Derain et de Modigliani, puis de Picasso, expressionnisme sévère, « picassisme » à nouveau, abstraction et un retour surprenant à l'autopourtrait, vers 1980, que l'on ne peut pour autant réduire à de la simple figuration.

Les dernières œuvres, une vingtaine, n'avaient jamais été montrées ensemble. Elles appellent des comparaisons avec Fautrier et Bacon, mais aussi Giacometti et Hélon.

Musée Rath, 1, place Neuve, Genève. Tél. : 00-22-310-52-70. Tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 17 heures ; le mercredi de 12 heures à 21 heures. L'exposition sera présentée à Colmar (Musée Unterlinden, 14 juin-14 septembre), Antibes (Musée Picasso, 30 octobre-4 janvier 1998) et Winterthur (Kunstmuseum, 21 février-3 mai 1998).

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Il y a dans cette rétrospective - la première véritablement substantielle depuis la mort de Pierre Tal-Coat en 1985 - une salle si remarquable, si passionnante qu'elle suffirait à justifier un voyage à Genève. Cette salle, qui n'est pas loin de résumer l'exposition, contient, accrochés dans l'ordre chronologique de leur exécution, une cinquantaine d'autopourtrats de 1927 aux dernières années de l'artiste. Les plus anciens sacrifient à la mode d'alors, entre Derain et Modigliani. Intervient vite l'autorité de Picasso, avant que Tal-Coat, vers 1935, ne semble s'arrêter à un expressionnisme sévère - dessin

dur, touches appuyées, rebuts de rouges et de verts. Il le sacrifie bientôt à plus de caricature et de brutalité, « picassisme » à nouveau dans les années 40 et semble renouer à se peindre quand l'interprétation de plus en plus abstraite de la nature envahit son œuvre. Les rochers, les eaux, les arbres, les cieux y sont évoqués par des taches et des traits, mais pas un visage, pas même le sien.

L'histoire finirait ainsi, elle serait simple. Un artiste, après avoir essayé plusieurs manières figuratives dans l'entre-deux-guerres comme bien d'autres, préfère ensuite l'interprétation elliptique, le signe, la trace presque imperceptible : itinéraire exemplaire au XX^e siècle. Il se trouve qu'il ne finit pas ainsi. Vers 1980, alors qu'il est depuis longtemps tenu pour abstrait, Tal-Coat revient à l'autopourtrait, c'est-à-dire qu'il cherche comment, par la couleur, le geste et la tache - ses moyens - inscrire une présence humaine sur la toile. Il n'a besoin pour cela d'aucun détail, d'aucune ressemblance, d'aucune étude de physiognomie. Il restreint la figure à une masse où se reconnaissent quelquefois, rongées, plus qu'à demi effacées, la ligne du nez, la

place d'un œil, la fente d'une bouche. Portraits ? A peine, effacés, absorbés par le jaune et des rouges lourds, épais et grumeleux, des rouges de sang séché et de sable ferrugineux. Ces toiles, une vingtaine, n'avaient jamais été montrées ensemble - c'est à peine si elles étaient connues. Elles sont admirables. Elles appellent des comparaisons avec les *Otages* de Fautrier, avec les études de Bacon. La tragédie ordinaire du temps, la fatigue des chairs, le surréalisme progressif de l'os sous la peau y sont évoqués avec une extrême économie de moyens. Quelques dessins crayonnés les suivent, datés des dernières années, qui font venir aux lèvres les noms de Giacometti et d'Hélon.

Que faut-il dire ? Que Pierre Tal-Coat, in extremis, a renoué avec la figuration et, par conséquent, abandonné l'abstrait ? Ce serait trop simple, une contradiction facile et fautive que le peintre n'éprouve pas. Jusque dans les périodes où l'identification du motif semble douteuse, la peinture ne rompt pas avec la nature. Elle la considère tantôt à distance - et dans ce cas il est possible de représenter à peu près les choses,

tout en sachant la difficulté extrême de l'entreprise - tantôt de si près qu'elle tente de se faire surface crayeuse de la roche, profondeur fluide de la mer, terre labourée, nuée. Entre transcription et transsubstantiation, Tal-Coat oscille, avec pour conviction centrale que « chaque terme doit être précis, mesuré dans sa couleur, sa ligne, son volume, indivisible et immuable ; son équilibre viendra de sa simplicité et de la simplicité de notre connaissance ».

GRACE CHORÉGRAPHIQUE

L'exposition dépeint ce balancement, sans privilégier aucune période. A ceux qui ne connaissent de Tal-Coat que les décennies d'après-guerre, celles de l'épuration à son paroxysme, elle révèle les portraits hiératiques de Gertrude Stein, de la femme au peignoir jaune, effrayante de tristesse, et de Giacometti, tatonné d'écarlate tel un sorcier de Nouvelle-Guinée. Elle révèle encore la suite des *Massacres*, commencée en 1936 et prophétique : des civils en haillons allongés dans l'herbe, des charniers en plein air, l'ordinaire de la guerre. Alors que Picasso suggère Thémis en noir, gris et

blanc, Tal-Coat en impose la sensation en juxtaposant des couleurs discordantes sur des toiles de petite taille qui tiennent de l'ex-voto. Elles agissent par concentration de formes dans un espace réduit.

C'est là l'un des caractères propres au peintre : mieux que les grands formats théâtraux, les plus réduits lui conviennent. Il évite alors que le graphisme flotte sur le fond et perde de son intensité, qu'il y ait une grâce chorégraphique. Sur une surface étroite, il condense, accumule, taille dans la matière, l'incise, l'opprime, la force et, dans cette épreuve, la rend plus expressive. Pour un ciel d'orage, il n'est pas besoin d'immensité mais de noirs et de gris sauvagement striés.

Ce qui importe, c'est le degré d'intensité de la présence sensible, quels que soient les moyens. Lui-même le notait en 1937 : « Une surface devient espace quand l'intelligence sensible la meuble, et si nous avons fortement connaissance du paysage nous pouvons en supprimer les objets, n'en laisser qu'une figure matériellement schématisée mais toute peuplée d'âme et d'esprit ».

Philippe Dagen

A la Comédie-Française, un Tartuffe plié en deux et dos au mur

TARTUFFE, de Molière. Avec Igor Tyczka, Bruno Raffaelli, Olivier Dantrey, Catherine Ferran... COMÉDIE-FRANÇAISE, Salle Richelieu, 1, place Colette, Paris-1^{er}. M. Palais-Royal. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 185 F. En alternance jusqu'au 30 juillet.

La nouvelle mise en scène de *Tartuffe* chez les Comédiens-Français a été achevée par les acteurs de la pièce, sous le monitoring de l'un d'entre eux, Jean Dautremay, après le départ, pour raisons de santé, du metteur en scène initial, Dominique Phlozet. L'administrateur Jean-Pierre Miquel précise, dans le programme imprimé, que ce réajustement « a été fait dans le respect du projet, matérialisé par le décor et les costumes de Katrin Michel ». Ce décor est une simple boîte, aux parois peintes en blanc crème, uni. Seule issue : une porte, juste au centre de la cloison de face. Porte basse, étroite, ce qui oblige les acteurs à se plier en deux chaque fois qu'ils entrent ou sortent.

Seuls accessoires : deux chaises de bois, aux mesures de meubles pour enfants. Elles sont accrochées au mur, à 2 mètres de hauteur, comme les casseroles dans une cuisine. Si le maître de maison ou l'un de ses parents veulent ne pas rester debout, ils n'ont qu'à se caler par terre, dos au mur. Quand Molière a prévu qu'Orgon se cache sous une table, une table est apportée, petite elle aussi (toute « bas » d'Orgon dépasse).

L'anomalie des costumes est présente aussi, quoique moins marquée. La dame de céans, Elmire, porte la même robe que la domestique, Dorine, mais dans une autre teinte. La tenue d'Orgon penche vers l'ecclésiastique, et celle de Tartuffe vers l'intello branché, sauf lorsqu'il apparaît, au cinquième acte, en marquis pondré. Le seul signe patent d'une mise en scène est cette nécessité de se plier en deux pour rejoindre ou quitter l'espace de jeu, celle aussi de s'asseoir ou de s'allonger sur le plancher, une conduite courante du théâtre aujourd'hui, mais

plus rare dans *Tartuffe*. Deux nouveautés tout de même : lorsque la femme d'Orgon se met à « provoquer » Tartuffe, elle y va plus loin que franc jeu, elle remonte sa robe sur ses cuisses, délace grand ouvert son corsage, puis s'allonge carrément sur le dos, tête renversée en arrière, jambes ouvertes. C'est, plutôt que de la relance, du harcèlement à la hussarde. L'autre invention est plus fine : aux dernières secondes du dernier acte, quand Tartuffe va être conduit en prison, Orgon, au lieu de l'agres-

ser, vient se caler tout contre lui, pose sa tête sur son épaule. Rien n'y fait : Orgon, malgré qu'il en ait, ressent quelque chose pour Tartuffe, comme Molière lui-même pour le jeune Michel Baron.

Tout le long de la soirée, la diction des vers, c'est un choix, est on ne peut plus scolaire, appliquée, sonore, sauf chez deux rôles courts, très bien joués par Igor Tyczka (Théophile) et Bruno Raffaelli (l'officier de justice). Dans les deux premiers rôles, Philippe Torron (Tartuffe) joue un Dra-

cula modéré, et Jean Dautremay (Orgon), style gros méchant scrogneux, s'applique à essayer de nous faire croire qu'il oublie de dire son texte, tant il est amoureux fou. Une fois de plus, notre Comédie-Française, reprenant un grand classique, aurait pu mieux faire. Elle semble ne pas même s'en douter. Est-elle en crise de sensibilité ? Lichtenberg disait : « Quand la vieillesse arrive, la maladie tient lieu de santé ».

Michel Cournot

Christophe Perton fait crier la tragédie de Sénèque

MÉDÉE ET LES PHÉNICIENNES, de Sénèque. Mise en scène : Christophe Perton. Avec Marie Carré, Luc-Antoine Dignère, Damien Dodane, Emmanuel Renon et Samira Sédina. Créé au TNP de Villeurbanne le 11 mars. Tournée : les 28 et 29 mars, à Chambéry ; les 1^{er} et 2 avril, à Echirolles ; du 4 au 8 avril, à Privas.

VILLEURBANNE

correspondance

Faut-il écouter les « maîtres de Séénèque » ou se contenter de regarder les images inscrites dans le superbe décor de Christian Fenouillet ? A l'évidence, le spectacle créé au TNP est plus satisfaisant pour l'œil que pour l'oreille. La puissance du scénographe s'affirme une fois de plus dans un espace rythmé par sept éléments de hauteur croissante, entre colonnes de temple et stèles métalliques, évanouissant les blocs d'acier de Richard Serra.

An-delà de cette construction, un ciel vide et bleu. Au sol, le sable d'une plage où des chaises pliantes ont été abandonnées dans le désordre d'une fin de fête. Et soudain, dans ce lieu hors du temps, une ambiance pasolinienne s'installe, avec une femme triste éroulée sur l'une des chaises, et un ragazzo solitaire adossé à l'un des piliers, le regard perdu dans un rêve de bonheur.

L'UNIVERS DE PASOLINI

Cette référence à Pasolini, dont on entend un texte en prologue, rappelle que Christophe Perton a beaucoup aimé l'univers de Pier-Vincenzo Italiani. C'est à la lecture du scénario de *Médée* que lui est venu, semble-t-il, son intérêt pour cette héroïne. Au point qu'il a superposé deux spectacles en un, avec une vision qui prolonge ce scénario et une autre née des mts de Sénèque. Dans la première, on découvre un Jason empli en costume blanc pour ban-

quet de noces, le regard fuyant, qui vient tenter de calmer son « ex » en la priant de « penser aux enfants ». Dans la seconde, l'épouse bafouée finit par se transfigurer en fille des dieux, arrachée à l'amour et au crime par la machine solaire descendue des cieux.

Si le spectacle laisse insatisfait, ce n'est pas à cause de ce mélange de références mais parce que Christophe Perton, dans sa direction d'acteurs, n'a pas trouvé le rapport juste entre la parole et le cri. Marie Carré est presque continuellement poussée à forcer sa voix. Pourtant, quand elle cesse de hurler, les mots trouvent leur résonance. Seul Emmanuel Renon, chœur en un seul homme, fait entendre le lyrisme du poète latin sans écorcher les oreilles. En particulier dans le récit sur les héros morts en mer, tandis que le défile-

ment des nuages, derrière les stèles-colonnes, transforme la scène en pont d'un grand navire dérivant.

Les fragments de la tragédie achevée des *Phéniciennes*, joués après cette *Médée*, prolongent peu utilement la représentation. Certes, le second décor de Christian Fenouillet est aussi beau que le premier, dans une tonalité crépusculaire, mais le texte ressortit trop au théâtre « à thème », donc bavard. C'est encore une image qui sauve cet ajout pesant : l'apparition dans la pénombre, aux deux extrémités de la scène, des guerriers fratricides Étéocle et Polynece. La force théâtrale des *Phéniciennes* se concentre dans cette double présence fantomatique et silencieuse, comme surgie d'un néant mémoriel.

Bernadette Bost

Gérard Condé

Les intonations puissantes et remarquables de l'Orchestre Poitou-Charentes

MOZART : ouverture de *Così fan tutte*. BEETHOVEN : Concerto n° 3. LANCINO : *Divertimento*. MOZART : *Symphonie n° 39*. Orchestre Poitou-Charentes, Dominique Merlet (piano), Xavier Rist (direction). Mardi 25 mars. Théâtre des Champs-Élysées.

Entre les mains de Charles Frey, qui en est devenu le directeur artistique en même temps que le violon solo en 1989, l'Orchestre Poitou-Charentes a rapidement gravi les étapes de la maturité. Nnn content de donner six fois chacun de ses programmes à Poitiers et dans les villes de la région, cette formation non permanente, dont les membres ont, pour la plupart, une activité d'enseignement sur place, n'avait pas craint d'affronter le public parisien en 1995. Avant de partir pour une tournée au Vietnam, en avril, elle est revenue au Théâtre des Champs-Élysées avec un programme typique de sa politique artistique : ouverture, concerto et symphonie classiques encadrant la création d'une œuvre nouvelle.

La notice évanouie concernant le *Divertimento* pour orchestre de Thierry Lincino (né en 1954) pose d'emblée de bonnes questions : « Et si nous nous divertissions ? Et si la musique nous ordonnait d'exulter ? »

L'œuvre en quatre mouvements enchaînés n'y répond pas d'emblée. Après un *maestoso* violent, la transparence du deuxième épisode, *Andante*, aux sonorités d'orgue tonitruant, n'est pas moins fascinante et peut-être même préférable-t-on les ombres incertitudes du *tenebroso* aux explosions joyeuses du *mobile* qui couronnent l'œuvre en un déchirement ludique et tonique dans l'esprit du *Sacre du printemps*. On est surpris par la puissance sonore déployée par un orchestre dont l'effectif correspond à celui des symphonies de Beethoven. La méditation finale laisse entendre cependant que l'exultation n'a qu'un temps. Pour n'être pas divertissant dans le sens courant du mot, ce *Divertimento*, d'un accès plutôt aisé, ne laisse jamais l'attention et la qualité de l'interprétation, sous la direction de Xavier Rist, chef invité depuis 1994, ajoutait encore à sa force de conviction.

On avait pu juger des possibilités de l'orchestre dans le *Concerto* de Beethoven, où la complexité avec le soliste, Dominique Merlet, atteignait un rare degré d'osmose : même conception rigoureuse et épurée, même attention au timbre et une tendresse communicative pour l'élément le plus intime de la musique. Pas de lecture baroque, mais un classicisme idéalisé aux lignes pures. La *Symphonie n° 39* confirmera cette impression et le soin infini apporté à l'équilibre des vents par rapport aux cordes apparaît comme l'un des aspects les plus remarquables de ce que l'orchestre a donné à entendre.

Maliens, ici et là-bas... Evry/Kayes
Exposition photographique de Patrick Zachmann
Maison de la Villette - Du 26 mars au 29 juin 1997
Parc de la Villette - Informations 0 693 304 206

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 01-48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260
Informations téléphoniques au : 01-48-00-20-17 ou sur Internet, 36-17 Drouot
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Seuls indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11h à 18h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur : O.S.P., 136, avenue Charles de Gaulle, 92253 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX. 01-46-40-26-08.

MERCREDI 2 AVRIL
S.7- Tableaux et sculptures des XIX^e et XX^e siècles. FIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS.
S.8- Mobilier, bibelots, objets d'art. M^{re} LOUDMER

JEUDI 3 AVRIL
S.9- Bijoux, argenterie. FIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASS.
VENDREDI 4 AVRIL
S.8- Livres anciens et modernes. M^{re} LOUDMER

LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 01-44-79-50-50
FIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS, 5, rue Drouot (75009) 01-53-34-10-10

AVEC NOSTALGIE LE BONHEUR C'EST

Leila Josefowicz
19 ans seulement, et déjà star du violon.
Découvrez son nouvel album d'Airs Tziganes.
Bohemian Rhapsodies : tout le charme et le talent de Leila Josefowicz.
NOSTALGIE

مكتبة الزميل

PRESSE ÉCONOMIQUE véritable institution britannique, le groupe Pearson a subi récemment des revers financiers, qui alimentent des rumeurs de vente de sa filiale

française, le groupe Les Echos, à Bertelsmann ou CEP Communication. Lors d'une rencontre avec *Le Monde*, Marjorie Scardino, directrice générale, a démenti ces ru-

meurs ainsi que toute négociation avec CEP. **LA FONDATRICE** de *The Georgia Gazette*, qui dirigea ensuite *The Economist*, croit aux performances financières de son groupe,

versé à la fois dans l'information économique, l'édition, la télévision, le multimédia, la banque et le musée. **LE GROUPE** Les Echos, filiale française de Pearson, a enregistré

des pertes financières en 1996, dues à l'échec d'*Argent Magazine*. Le nouveau directeur général, Olivier Fleuret, table en 1997 sur une bonne santé retrouvée.

La directrice générale de Pearson dément les rumeurs de vente des « Echos »

Répondant aux critiques faisant du conglomérat britannique un ensemble « de bric et de broc », Marjorie Scardino affirme vouloir continuer à investir dans la presse économique, l'édition électronique et la télévision. La priorité est d'améliorer les résultats financiers du groupe

MAISON-MÈRE du *Financial Times* et propriétaire du musée de Madame Tussaud, le groupe Pearson est une véritable institution de la City londonienne, quel que soit l'échelle depuis quelques mois. Un investissement risqué dans l'édition multimédia. *Mindscape* - 45,5 millions de livres de pertes en 1996, soit environ 400 millions de francs - a fait chuter les résultats du groupe et tenu son cours de Bourse.

Aussitôt, les critiques sur un conglomérat fait « de bric et de broc » remissent, en même temps que les rumeurs d'OPA. Depuis plusieurs années, le groupe présidé par Lord Blekenham - qui cède sa place à Dennis Stevenson - s'est recentré sur les médias, mais pas assez au regard des analystes, dont l'un décrit Pearson comme « une collection de journaux pour vieux messieurs ».

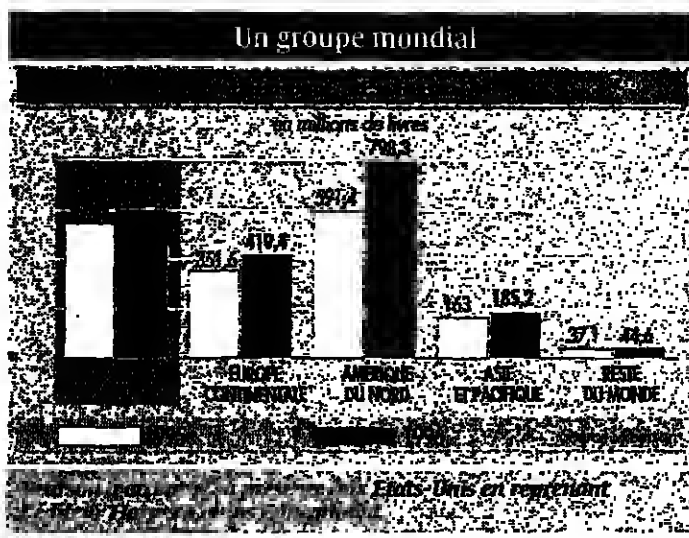
Depuis le début de l'année, ce groupe très british est dirigé par une femme, américaine de surcroît: Marjorie Scardino, qui était aux commandes de l'hebdomadaire *The Economist* depuis 1992. La cinquantaine énergique, Marjorie Scardino est passée du Texas, où elle est née, à la City. Elle a commencé sa carrière comme journaliste, avant de créer, avec son mari, un quotidien local, *The Georgia Gazette*, qui remporta un prix Pulitzer. Elle s'occupe ensuite du département nord-américain de *The Economist*, avant de rejoindre Londres et de doubler le homme partie de l'état-major de Pearson, qui gèrait la place de Frank Barlow.

De passage à Paris, mardi 25 mars, pour rencontrer le nouveau directeur, Olivier Fleuret, et la rédaction de sa filiale française *Les Echos*, Marjorie Scardino a tenu à démentir les rumeurs de vente du premier quotidien économique français, tantôt attribué à Bertelsmann, tantôt à la filiale d'Havas, CEP Communication.

« L'une des principales et des plus anciennes activités de Pearson, c'est

l'information économique et financière, explique Marjorie Scardino. *Les Echos* s'inscrivent parfaitement dans ce cadre-là. Nous investissons dans *Les Echos*, c'est une indication de notre grand et constant intérêt pour le groupe. Nous voulons qu'il poursuive sa croissance et nous continuerons à investir dans *Les Echos*. » Pour Marjorie Scardino, *Les Echos* renforceront leur coopération avec le *Financial Times*, notamment dans l'édition électronique.

Le groupe a annoncé un investissement de 100 millions de livres (environ 900 millions de francs) au cours des cinq prochaines années pour développer le *Financial Times* aux États-Unis. Le directeur de la branche information du groupe, David Bell, précise que 50 millions de livres (environ 450 millions de



Premières pertes pour la filiale française

ARGENT MAGAZINE a coûté cher au groupe *Les Echos*: la filiale du britannique Pearson a enregistré en 1996 ses premières pertes depuis la création du quotidien, en 1908, avec un résultat d'exploitation négatif de 3,5 millions de francs. Lancé en janvier, le mensuel grand public *Argent magazine* a été brutalement arrêté en août, et son personnel licencié. Sans cet échec, le résultat d'exploitation aurait été de 42,7 millions de francs. Le résultat courant après impôts est de 32,5 millions de francs en 1996, contre 76 millions en 1995 et 124 millions en 1993.

Ces mauvais résultats ont entraîné en novembre 1996 le départ du directeur général, Gilles Brochen, et son remplacement par Olivier Fleuret. Celui-ci s'attend à des résultats positifs pour tous les titres en 1997. Outre *Argent magazine*, l'ancien quotidien médical du groupe, *Panorama du médecin*, devenu bihebdomadaire, a également perdu de l'argent.

DIFFUSION EN HAUSSE DE 3,22 %

Le chiffre d'affaires du groupe a toutefois continué à progresser, à 578 millions de francs, contre 520 millions en 1995 et 569 millions en 1993. La diffusion totale payée des *Echos* a augmenté de 3,22 % en 1996, avec 105 506 exemplaires. La vente au numéro a progressé de 5,79 %, à 38 623 exemplaires. Le mensuel *En-*

jeux *Les Echos* continue sa progression, avec 109 422 exemplaires. Mais 1996 n'a pas été une bonne année publicitaire. « Il y a eu une petite faiblesse en publicité commerciale », reconnaît Olivier Fleuret, qui constate une « croissance forte » au premier trimestre 1997 et se dit satisfait des opérations de couplage, avec *Le Monde* et *L'Equipe*, ou avec le *Financial Times*.

Les recettes publicitaires de la branche médicale ont continué à se détériorer en 1996, ce qui a entraîné le changement de périodicité du *Panorama*. Pour Olivier Fleuret, « 1997 sera une année de transition très importante » pour la presse médicale. Le gouvernement devrait obliger les médecins à une formation médicale continue qui passerait par la presse. Avec *La Revue du praticien* et le *Concours médical*, le groupe s'estime bien placé sur ce terrain.

Les Echos compte lancer deux lettres spécialisées en 1997. Des projets sont à l'étude dans le domaine de l'informatic, des télécommunications et de l'agroalimentaire. Le site Internet des *Echos*, créé en septembre 1996, attire quotidiennement 4 500 personnes. Selon Olivier Fleuret, qui compte développer l'édition électronique, il faut faire payer les services en ligne: « On ne s'en sortira pas avec des petites cartouches de publicité. Il faut défendre la valeur de l'information. »

A. S.

« Nous investissons dans "Les Echos", c'est une indication de notre intérêt pour le groupe. Nous voulons qu'il poursuive sa croissance »

A ceux qui jugent le groupe trop éclectique, Marjorie Scardino répond: « Nous nous concentrons sur nos performances financières, pas sur ce que nous pouvons vendre ou pas. Nous ne manquons pas de capitaux, nous n'avons pas besoin d'argent, notre groupe est profitable. Notre objectif principal est d'améliorer nos résultats. »

« Si, dans l'avenir, nous changeons d'une façon ou d'une autre, pour- suit-elle, et que nous n'avons pas assez de capitaux, nous aviserons et nous prendrons des décisions stratégiques pour nous centrer sur un secteur, mais nous ne ferons pas un groupe bien rangé, bien ardonné

Alain Salles

La Générale des eaux pourrait vendre son réseau câblé à l'américain Time Warner

JEAN-MARIE MESSIER, PDG de la Générale des eaux, avait prévenu: « le câble aura de toute façon quitté le périmètre de la Générale à la fin 1997 » (*Le Monde* du 8 février). La cession des réseaux câblés de la Compagnie générale de vidéocommunications (CGV) pourrait être plus rapide que prévu. A l'occasion d'un déplacement à Lisbonne, Jean-Marie Messier a confirmé, mercredi 26 mars, que des discussions étaient « sérieusement engagées » avec le géant américain Time Warner, selon l'éditorial du 27 mars du quotidien économique et financier de Londres, le *Financial Times*.

Ces négociations autour de la vente de la CGV se dérouleraient avec l'aval de Canal Plus et Havas. Outre Time Warner, le PDG de la Générale des eaux avait aussi indiqué que KPN, opérateur néerlandais du téléphone, et Tele-Communications Inc (TCI), premier câble-opérateur américain, étaient aussi sur les rangs.

Toutefois, les contacts entre la Générale des eaux et le géant américain pour le rachat de la CGV seraient les plus anciens. Mais ils n'auraient jamais abouti, faute d'accord sur la partie financière.

680 MILLIONS DE FRANCS

Cette fois, la Générale des eaux pourrait céder l'ensemble de ses réseaux câblés regroupés dans la CGV pour plus de 600 millions de francs. Détenue par la Générale des eaux (72 %), Canal Plus (20 %) et la Société Générale, la CGV regroupe aujourd'hui plus de

330 000 abonnés contre 309 887 un an plus tôt. Toutefois, la participation de 38 %, détenue par la Générale des eaux dans le câble-opérateur britannique General Cable, devrait être conservée.

A la fin de 1996, la CGV, dirigée par Jean-Pascal Tranié, a été le premier câble-opérateur à proposer une offre de programmes numériques. Malgré ce développement technologique, qui a séduit 15 000 abonnés et qui a été assez bien accueilli, la filiale de la Générale des eaux a enregistré une perte de 300 millions de francs en 1996. En revanche, elle pourrait parvenir à l'équilibre à la fin de cette année. Pour atteindre cet objectif, la CGV a licencié 200 salariés à l'automne 1996.

En France, Time Warner est déjà présent sur le câble via sa filiale Cité-Réseau, câble-opérateur de Moutreuil (Seine-Saint-Denis) et Limoges (Haute-Vienne).

Si Time Warner est candidat au rachat de l'ensemble de la CGV, la Générale des eaux pourrait conserver une participation minoritaire. Une façon, selon certains proches du dossier, de ne pas heurter certaines sensibilités qui pourraient s'inquiéter de la vente de réseaux câblés à une société américaine.

Toutefois aucune décision n'a encore été prise. Le départ de la Générale des eaux ne devrait pas entraîner celui de Canal Plus. De même, France Télécom, intéressé par la reprise des réseaux de la CGV, pourrait être amené à s'enrichir.

Guy Dutheil

La nomination de Patrice Gélinet à la tête de France-Culture inquiète les producteurs de la station de radio

LA NOMINATION de Patrice Gélinet, mercredi 26 mars, à la direction de France-Culture provoque quelques remous. Cela fait pourtant plusieurs semaines que le bruit courait selon lequel Jean-Marie Borzeix, nommé en 1984 et dont le dernier mandat expire le 30 juin, ne serait pas reconduit à cette fonction. Même s'il le souhaitait, et que son professionnalisme était reconnu.

Producteur à France-Culture depuis 1985 ainsi qu'à France-Inter - depuis la grille des programmes d'automne -, il présente « Les Jours du siècle » en début d'après-midi, Patrice Gélinet, 50 ans, a étudié l'histoire et les sciences politiques, puis a été journaliste au *Figaro* et professeur d'histoire, discipline à laquelle il consacre ses émissions.

« Il aura la responsabilité de mettre en œuvre les orientations tracées dans le « Projet pour Radio-

France », qui donne à France-Culture l'ambition de rassembler le public qu'elle mérite dans le respect de la vocation et de la personnalité d'une chaîne de la connaissance, du débat et de la création », indique un communiqué de la présidence de Radio-France, à propos de cette décision.

LIBERTÉ DE PROGRAMMER

Dès sa nomination par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à la présidence de Radio-France - un choix qui avait été fortement contesté -, Michel Boyoo avait indiqué son intention de réformer France-Culture. Celle-ci a toujours été considérée comme « la chaîne la plus chère et la moins écoutée » du service public. Il avait même chargé Arnaud Ténèze, ancien de l'ORTF, d'une mission de réflexion dont les conclusions devaient être rendues publiques dans le courant du mois d'avril. L'objectif est de

faire décoller l'audience de cette chaîne du seuil de 1 % auquel elle se cantonne.

La centaine de producteurs qui travaillent pour France-Culture sont soulagés d'avoir « échappé » à Daniel Boudet. Ce conseiller de Michel Boyoo, qui collabora aux cabinets des ministres de la communication Nicolas Sarkozy et Alain Carignon, avait été un moment candidat à la direction de France-Culture. Mais cela ne les empêche pas d'être inquiets. Et ils regrettent que Michel Cazenave, un « historique » de la station n'ait pas été choisi.

Ses détracteurs reprochent notamment à Patrice Gélinet de vouloir « France-Interiser » la chaîne culturelle et d'avoir fait des déclarations sur les effectifs trop nombreux.

L'objectif, qui consisterait à fidéliser les auditeurs en multipliant les rendez-vous réguliers et les émis-

sions fabriquées plus rapidement, hérisse la conscience professionnelle et les habitudes de producteurs habitués à travailler depuis toujours sans trop de contraintes.

« Nous bénéficions d'une autonomie totale. Nous voudrions être certains de conserver l'originalité des sujets traités sur France-Culture où on entend des choses qui ne sont nulle part ailleurs », explique ainsi Marianne Thiba, une des responsables de l'Association des professionnels de la radio qui devait tenir une conférence de presse, jeudi 27 mars.

Les professionnels de France-Culture ont d'ailleurs adressé une lettre en ce sens au président de Radio-France, en faisant remarquer que « la nomination du nouveau directeur des programmes prend une signification particulière » et qu'ils « ne manqueraient pas une occasion de défendre publiquement l'esprit de la chaîne ».

« Aura-t-on encore la liberté de programmer de nouveaux auteurs parfaitement inconnus, mais qui grâce à nous peuvent accéder à l'antenne ? », s'interroge une productrice qui rappelle que, ces dernières années, France-Culture a déjà beaucoup modifié ses programmes, notamment en s'ouvrant sur les questions sociales et de société.

Les moins critiques sur cette nomination, qui pensent notamment qu'il faut « sortir de l'intégrisme culturel de certains », estiment que M. Gélinet aura du mal à maîtriser le fonctionnement de cette « chaîne compliquée », qui, outre les heures d'antenne avec documentaires, fictions et débats, organise des colloques, participe à des festivals et autres manifestations culturelles.

F. Ch.

Françoise Chirot

هكذا من الأهل

« Terroristes » en deçà des Andes, « guérilleros » au-delà

Le gouvernement péruvien conteste la façon dont les journalistes étrangers présentent le mouvement Tupac Amaru et rendent compte de la prise d'otages qui dure depuis le 17 décembre 1996 à Lima

« POURQUOI la presse internationale irrite-t-elle le gouvernement ? » s'interrogeait récemment, à propos des otages de Lima, l'éditorialiste Mirko Lauer dans le journal d'opposition péruvien *La República*, qui, peu de jours auparavant avait consacré sa « une » à « la compagne orchestrée contre la liberté de presse » en titrant : « Non au bâillon ». C'était au lendemain de l'intervention au Congrès de deux parlementaires, Rafael Rey, qui avait accusé les journalistes indépendants d'être des sympathisants du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), et Barba Caballero, qui s'en était pris aux envoyés spéciaux « qui sont venus dans notre pays comme un seigneur, afin de désinformer le monde entier sur la crise des otages ».

« Le gouvernement, a commenté Mirko Lauer, supposait que les visiteurs feraient montre de complaisance et même de soumission, ce qu'il n'a pas obtenu ».

Déjà, des menaces de mort ont contraint Miguel Real, correspondant de la télévision britannique WTN, à abandonner brusquement le pays. Miguel Real avait transmis des déclarations du chef du commando du MRTA, Nestor Cerpa, annonçant la suspension des négociations avec l'interlocuteur du gouvernement, parce qu'il avait découvert que l'armée construisait un tunnel pour attaquer la résidence nippone.

MENACES

L'association de la presse étrangère (APEP) a dénoncé les menaces contre le correspondant de WTN, ainsi que les pressions



indirectes exercées par l'interlocuteur du gouvernement, le ministre Domingo Palermo. Au cours d'un entretien, le ministre avait fait comprendre à Yves-Claude Liorca, président de l'APER, et directeur du bureau de l'AFR glissé que certains journalistes « conseillaient » les preneurs d'otages. Sans apporter aucune preuve. Depuis, plusieurs correspondants ont reçu des intimidations : « Les contacts radio

avec Cerpa doivent cesser, sous quoi vous serez obligés de prendre le même chemin que votre collègue de la WTN », leur expliquaient des interlocuteurs anonymes.

L'éditorialiste de *La República* rappelle que la terminologie employée par les journalistes étrangers a été à l'origine de leur mise en cause. Il qualifiait en effet de « guérilleros » au de « rebelles » les membres du MRTA, au lieu d'utiliser, comme la presse locale le mot « terroristes ». « Cette formule a été interprétée par le gouvernement comme une expression de sympathie, ou pour le moins de neutralité (...) et bien sûr, le président Alberto Fujimori a entamé une polémique sur ce thème ».

L'incursion de la presse étrangère dans la résidence nippone n'a pas non plus été vue d'un bon œil. Mais, c'est le fait que, pen-

dant les temps morts, de nombreux journalistes ont envoyé des articles sur la marche de l'économie et la pauvreté, en contradiction avec la propagande officielle, qui a surtout déplu.

« Tout cela a débouché sur un verdict officiel selon lequel les envoyés spéciaux ignorent la réalité péruvienne, sont frivoles dans leur approche de ce drame et, dans certains cas, ont pris parti pour les preneurs d'otages », commente Mirko Lauer. Il conclut : « Les partisans de Fujimori rêvent de bâillonner la presse. C'est la raison pour laquelle ils sont irrités par la flopée de journalistes qui se sont exprimés librement (...). Espérons que toute la presse péruvienne ait cette liberté intérieure pour mériter cet honorable désagrément ».

Nicole Bonnet

EN VUE

■ Lady Thatcher, ancien premier ministre de Grande-Bretagne, a irrité Buckingham Palace en faisant imprimer, sur son papier à lettres, un logo ressemblant à s'y méprendre à celui de la reine Elizabeth II. Le Collège héraldique a jugé le procédé présomptueux. De son côté, Lady Diana, qui utilisait encore le papier à en-tête de Saint James's Palace, orné des plumes de l'écusson de son ex-mari, le prince Charles, a choisi, selon les usages, un nouvel emblème : un « D » impudique à larges volutes, au-dessous d'une petite couronne.

■ Depuis plus d'un an, rapporte l'hebdomadaire kazakh *Express*, K.Alexandre Maltsev, un prétretrait asthmatique du Kazakhstan, ne cessait de réclamer à son ancienne entreprise de bâtiment, Koustanaïagrogilstroï, le paiement intégral de sa pension. Koustanaïagrogilstroï, sans doute irritée, a réagi en lui envoyant, sans frais, un cercueil d'un prix équivalent aux sommes dues.

■ L'éventuel transfert des restes de Lénine vient, une nouvelle fois, de soulever les passions à Moscou. A la Douma, les partisans de l'inhumation ont osé traiter de « poison séché » la dépouille du fondateur du régime soviétique. Olga Oulianova, nièce de Vladimir Ilitch, a riposté en prophétisant de grands malheurs pour la Russie si l'on touchait à son cheveu de la momie. Le 19 juin 1944, deux jours avant l'invasion de l'URSS par l'Allemagne, des archéologues soviétiques s'étaient-ils pas défaits de la tombe de Tamerlan, le guerrier conquérant de la fin du XIII^e siècle ?

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel
■ Alors que la profession médicale jouit d'une considération particulière, que les internes et chefs de clinique en constituent une élite très qualifiée et très mal payée, la grève n'est pas populaire. Les grévistes sont sympathiques, leur action est mal ressentie. C'est une situation nouvelle, puisque depuis plusieurs années, toute protestation sociale recevait un vaste appui populaire. Cette fois, les

soutiens sont rares. Les autres catégories du personnel hospitalier n'embranchent pas jusqu'ici sur le mouvement, malgré les encouragements de la CGT.

LA CROIX

Bruno Froppat
■ Le Front national, ses troupes et ses œuvres, ses discours et ses desseins... Faut-il en parler et en reparler ? La marge de manœuvre est réduite pour les journalistes, entre deux risques. Le premier est de faire involontairement de la publicité au Front national en le plaçant au centre d'un débat obsédant, la

dénouciation boomerang favorisant ce que l'on veut combattre. Le second est d'alimenter le discours de « victime » du FN, en censurant cet aspect dérangeant de la cruelle réalité française dont la permanence du lénisme est le symbole. Pour se prémunir contre ces deux risques, il faut informer sans hystérie, et expliquer sans haine le fonctionnement du FN, le sous-bassement idéologique de ses prétendues solutions, l'état exact de ses succès, arpenter le terrain où il germe. Et, surtout, vérifier la vigueur et la validité des valeurs qu'on

lui oppose : solidarité, justice, dignité.

LIBÉRATION

Laurent Joffrin

■ Depuis dix ans, tous les gouvernements cherchent à maîtriser les dépenses de santé. Art difficile. Quand la gauche s'y est essayée, les médecins sont descendus dans la rue, soutenus notamment par un manifestant ommé... Alain Juppé. Mais quand la droite est revenue au pouvoir, elle a repris l'entreprise de la gauche. Ce fut la première bataille de la Sécurité sociale gagnée par le gou-

vernement : le plan Juppé de maîtrise des dépenses se met en place, bon gré, mal gré, avec l'assentiment d'une grande partie du corps médical. C'est cette victoire que les internes, inquiets pour leur avenir, rebelles à la perspective de voir les dépenses, qui sont aussi leurs revenus, mises sous tutelle, ont décidé de contester. Mais le refus de tout contrôle cooduit précisément là où la majorité des Français - et beaucoup de médecins - ne veut pas aller : à l'explosion de la Sécurité sociale. La chose mérite réflexion.

VENDREDI 28 MARS

TF 1

18.00 Papa revient demain. Série. L'Amour en pianissimo.
18.30 Jamais deux sans toi... Série. Forme les yeux que je te vois.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
20.35 L'Image du jour.
20.35 Le Bon Jeu, le Bon Geste.

20.45

DRÔLE DE PLANÈTE
Diversité présentée par Daniela Lumbroso. Vitor Lizio et Lydia Luzzo. La 194 la plus folle du monde. Invités : Alain Chabat, Thierry Lhermitte (140 min). 871567
Sur le même concept que Y a pire ailleurs sur France 3.

23.05

SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Courbet. Thème : La jalouse. Invités : Elsa Zylberstein. Avec Marie Leconte et maître Didier Bergès (10 min). 482219
Comment ce sentiment peut pousser à la déstabilisation et parfois à des extrêmes dramatiques telles que le crime. 0.55 Attachez vos ceintures. Série. Affaire de cœur. 1.40 et 2.45, 3.45 TF 1, 1.45 et 2.35, 3.55, 4.25, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 4.50 Musique. Concert (30 min).

TV 5

20.00 Médecins de nuit. Anne.
21.00 Bon week-end.
21.55 Météo.
22.00 Les cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Tarzatat.
Invités : Julia Igiéles, Maxwell, Emmanuelle Béart, Au Petit Bonheur (France 2 le 27/03/97).
23.50 Ça cartonne.

Planète

19.30 Toxicos sous ordonnance.
20.35 Bâtiments anti-choc.
21.25 Araignées géantes d'Amazonie.
22.15 Botero quatre saisons.
23.10 Derrière les murs du palais. (P4). Les seigneurs royaux.
23.35 Welfare, l'aide sociale.

Animaux

20.30 Témoin oculaire.
21.00 Monde sauvage. Les tortues de Malaisie.
21.30 La Vie des zoos.
22.00 Oiseaux des glaces.
23.00 Tout pour le toutou.
0.00 Monde sauvage. De l'Alaska aux Antilles.
0.30 Filpper le champion.
1.00 Palati (30 min).

France 2

17.50 Hartley, cœur à vie. Série.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.55 Studio Gabriel. Invités : Thierry Lhermitte, Marie-Anne Chazel, Céline Clément.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal. A cheval !, Météo, Point route.

20.55

MAÎTRE DA COSTA
En désespoir de cause. Série de Bob Swain, avec Roger Hanin, Dietz Werner-Steck (100 min). 247370
Julien Da Costa enquête sur la disparition de sa filleule.

22.40

BOUILLON DE CULTURE
Magazine. La sagesse et la prière. Invités : Jacques Lacarrière, Matthieu Ricard, Jean-François Sli, le Père Pascal Ide, Didier Decoin (70 min). 1495041
23.50 Journal. Bouzou, Météo.
0.05 Plateau Ciné-Club.
0.10 Drame de la jalouse. ■ Film d'Ettore Scola, avec Marcello Mastroianni (1974, v.o., 105 min). 2.25 Brève spéciale. Magazine (rediff.). 3.00 L'Annuaire des médias. Documentaire. 5.30 A quel rythme les jeunes filles ? (20 min).

Paris Première

19.55 Point bourse.
20.00 et 0.50 La Semaine.
20 h Paris Première.
21.00 Ici Londres. Magazine.
21.55 La Semaine du J.T.S.
22.25 Le Trouver.
Opéra en quatre actes de Giuseppe Verdi, enregistré à l'opéra de Sydney (145 min). 84247044

France Supervision

20.30 Capitain Caffé. Invités : Maurice, Jean-Claude Vanier, Au Petit Bonheur, Abou. 21.25 Concert à l'abbaye Saint-Ferréol d'Essômes. (90 min). 67823022
22.55 Transantartica. De Laurent Chevillon. 23.50 La Dernière Science.

Ciné Cinéfil

20.30 Brève rencontre. ■ Film de David Lean (1945, N., v.o., 85 min). 49602428
21.55 La Vérité presque nue. (The Naked Truth) - Your Past is Showing. ■ Film de Mario Zampi (1957, N., v.o., 90 min). 6296374
23.25 Tous les chemins mènent à Rome. ■ Film de Jean Ruyet (1949, N., 90 min). 7659954

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 d'Information.
19.10 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 ConsoMag.

20.50

THALASSA
Magazine présenté par Georges Perraud. Le phare de Bonifacio (60 min). 3087003
L'archipel des Lavezzi, au milieu du détroit de Bonifacio, vit dans la haine d'une possible marée noire.

21.50

FAUT PAS RÊVER
Magazine. Invité : Yann Kersal. Euro-Lima : le château de Cidras. ■ France : compositeurs du jour de France. Chine : grands rêves et petites merveilles (65 min). 4657190
22.55 Journal. Météo.
23.20 ConsoMag. Ça va ? Prostate, un combat d'hommes (35 min). 3448948
● **Aléa** daté Jeudi 27. 0.15 Livre court. Dado de Roberto Garzelli (20 min). 1984
0.45 Vini avec... (rediff.). 1.20 La Grande Aventure de James Clavell. Foulleux. Champêtre comme le vent. 1.55 Musique grégorie. Magazine. Concours des Jeunes Danseurs 1996 (extraits) (20 min).

Ciné Cinémas

21.00 Terrain miné. Film de Steven Seagal (1995, 100 min). 36841732
22.40 Au-dessous du volcan. Film de Roger Spottiswoode (1994, v.o., 110 min). 58443408
0.30 La Nuit du loup-garou. ■ Film de Terence Fisher (1961, 90 min). 3891349

Série Club

20.45 Au-delà du réel, l'aventure continue. La brigade légende. 21.35 et 1.50 La Florentine. 22.30 Le Choix de George Sherman. Sa vie rétrospective. 23.00 Elly Queen : A l'heure et à sang. L'arme de Judé. 23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Je vous tuerai à midi !

Canal Jimmy

20.30 Star Trek. Le mal du pays. 21.30 Elvis Good Rockin' Tonight. Bel Air Breakdown. 21.45 Absolutely Fabulous : Mode d'emploi. 22.15 Chronique du front. 22.20 Dream On. Verra-t-elle à notre porte. 22.45 Seinfeld. L'invocateur.

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Portraits de singes : Les capucins d'Amérique du Sud. 18.50 50 jours pour 50 Palmes. (1750).
Arte
19.00 Tracks. Magazine.
19.30 7/2. Le Congrès du Front national à Strasbourg ; L'extrême droite.
20.00 Brnt. Magazine (30 min).
20.30 et 1/2 Journal.

20.45

► **CORPUS CHRISTI**
Documentaire de Gérard Mordillat, Jérôme Prieur. (45) Pâque (35 min). 8400393
Selon les évangiles synoptiques (Marc, Matthieu et Luc), Jésus serait mort le jour de la Pâque juive. Selon Jean, il serait mort la veille. Deux chronologies qui posent un problème historique considérable.

21.40

► **LENI**
Téléfilm de Leo Heimer, avec Hannes Thandor, Johanna Thandor (1993, 80 min). 2502428
En 1937, un couple de paysans bavarois prend en nourrice une petite fille et découvre qu'elle est d'origine juive lorsque sa mère naturelle réapparaît. Prix du public et Prix du meilleur réalisateur au Festival de Santa Barbara.
23.00 Moondance. ■ Film de Dagmar Hirtz, avec Rüdiger Conroy (1995, v.o., 90 min). 62915
0.30 Le Dessous des cartes. Chronique géopolitique (rediff.). 0.40 Au-dessous du volcan. ■ Film de John Huston, avec Albert Finney (1984, v.o., rediff., 110 min). 7702023
2.30 Contacts. Court métrage (rediff., 15 min).

Disney Channel

19.00 Petite fleur.
19.30 et 23.30 Dinosaures.
20.10 Juste pour rire.
21.00 Ne vous fâchez pas Inogène.
22.30 Sport Académie.
23.00 La Rédac.
0.00 Opération Mozart.
0.30 Zorro. (30 min).

CORPUS CHRISTI
4. Pâque
Vendredi soir à 20h45
arte

M 6

17.40 Classe mannequin. Série. Garde du cœur.
18.10 Agence Acapulco. Série. Les touristes.
19.00 Lois et Clark. Série. Retour vers le passé.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Mister Biz. Magazine. Des effets très spéciaux.
20.35 Capital 6. Magazine.

20.45

KIDNAPPING
Téléfilm d'O. David Greene, avec Robert De Niro, Kenneth Branagh (105 min). 425175
Un homme d'affaires croit reconnaître, dans le métro, une fillette disparue depuis quinze jours.

22.30

POLTERGEIST
Un traître parmi nous. Série de Stuart Gillard (35 min). 60791
23.25 La Signature de l'assassin. ■ Téléfilm de Michael Ray Rhodes, avec Stephenie Zimbalist (100 min). 8251935
Une psychologue de la police se voit confier les vieux dossiers du service. 1.05 Best of groove. 2.05 Préparez-vous ! ■ (rediff.). 2.45 Femmes démasquées. Documentaire. 3.40 Jazz 6 (rediff.). 4.45 E = M c² (rediff.). 5.10 Culture pub (rediff.). 5.35 Fen de (rediff., 25 min).

Canal +

16.15 André, mon meilleur copain. Film de George Miller (1994, 90 min). 2013175
17.45 et 6.45 Surprises. 17.50 Diables de monstres. En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs. Magazine. Invité : Philippe Torreton.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

UN PRINTEMPS DE CHIEN
Téléfilm d'Alain Tasma, avec Robert De Niro, Kenneth Branagh (90 min). 601225
22.05 Babylon 5. Série. Dépendance.
22.50 Flash d'information.

23.00

FRANKENSTEIN
Film de Kenneth Branagh, avec Robert De Niro, Kenneth Branagh (1994, 118 min). 65515
1.00 Duel à Rio Bravo. Film de Tullio Demicheli (1964, 90 min). 3818233
2.30 Le Syddical du crime 2. ■ Film de John Woo (1987, 100 min). 6168229
4.10 Cent ans de bulles. Documentaire. 7982184
5.05 La Révolution. Film de Michael Ritchie (1994, 100 min). 8319542

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Michel Caes. 5. Orlanise-moi.
20.30 Le Banquet. Le présent.
21.32 Black and Blue. Eddie Daniels, clarinettiste coréographique.
22.40 Nuits magiques. Suites africaines. 4. Kinshasa. 0.05 Du jour au lendemain. Philippe Jaroulet (Médias), 0.48 Les Champs du musée-bail. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

19.00 Concert. Franco-Allemand. Donné en direct de l'église Saint-Thomas de Leipzig et en simultané sur les radios de Berlin, Francfort et Sarrebruck, par le Chœur de Saint-Thomas de Leipzig et l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Georg Christoph Biller : Passion selon saint Jean (oratorio BWV 245), de Bach, Ruth Holton, soprano, Axel Köhler, alto, John Marc Ainsley, ténor.
22.30 Musique pluriel. 23.07 Miroir du siècle. Œuvres de Beethoven. 0.00 Jazz-club. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Les dernières souffrances du Sauveur, de C.-P.-E. Bach, par le Collegium Vocale de Gand et la Petite Bande, dir. Sigiswald Kuijken.
22.45 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Brahms, Smetana. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 22.00 Larry King Live. 23.30 tonight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Monty Toys.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economica. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.30, 20.00, 20.30, 21.00, 21.30, 22.00, 22.30, 23.00 Europa. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 Pro Comment. 23.45 Artissimo. 0.45 Chéma. 1.45 Visa.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.15 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'économie. 23.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA

○ Accord parental souhaitable.
A Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.35 Héros malgré lui. Film de Stephen Frears (1992, 120 min). Avec Dustin Hoffman, Geena Davis, Andy Garcia. Comédie.

RTL 9

22.30 La Charge héroïque. Film de John Ford (1949, N., 105 min). Aventures.
0.50 Monte Roma, détective de choc. Film de Jean-Luc Miesch (1991, 90 min). Policier.
2.30 Cols de cuir. Film de Paul T. Robinson (1968, 95 min). Aventures.

TMC

23.30 La Carapace. Téléfilm d'Estève Périer (1971) avec Marie Trémouquet.

TSR

20.45 La Folie du roi George. Film de Nicholas Hyman (1995, 105 min). Avec Nigel Hawthorne. Histoire.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
■ Signalé dans « Le Monde ».
■ Télévision-Radio-Multimédia.
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

مكتبة الأنجلو

Le Monde

VENDREDI 28 MARS 1997

Trouble de voisinage

par Pierre Georges

LES MAGISTRATS belges n'ont pas le sens de l'humour. Imaginez qu'un avocat d'excellente réputation, puisque ancien bâtonnier du barreau de Bruxelles, se présente à un juge d'instruction, comme l'émissaire du groupe Schneider. Imaginez que ledit présumé émissaire fasse état des plus louangeuses certifications des meilleurs maîtres. Et notamment de la maison France. Imaginez qu'au nom de son client, de la Belgique, de l'Europe, de l'Europe et des affaires qui restent, tout de même, les affaires, l'avocat propose une sonante transaction : 66 millions de francs français contre un non-lieu en faveur de Didier Pinea-Valencienne, inculpé par la justice belge de faux et usage de faux, escroquerie et abus de confiance.

Ce n'est pas imaginable. Et aussi bien, parce que cela ne l'est pas, le procureur du roi, à Bruxelles, Benoît Dejeunne, l'a totalement confirmé. Oui, il y a bien eu tentative de transaction. Non « la justice belge n'est pas à vendre ». Cela tombe fort bien, d'ailleurs. Car Didier Pinea-Valencienne a formellement démenti avoir mandaté un intermédiaire pour négocier l'arbitrage judiciaire. Dans son esprit, jamais, évidemment, la justice belge n'a été à acheter. Il faut croire, alors, que l'émissaire a parfaitement usurpé sa qualité. Et que la cause du patronat français n'est pas servie comme elle le devrait par les gens de robe. Si donc, comme le rapporte notre correspondant à Bruxelles (voir page 19), l'avocat a proposé cette transaction, c'est en son nom propre et dans une intempestive initiative.

On peut le déplore. Car, à force, les Belges vont finir par nous prendre pour des Français.

Affaire Dassault, affaire Pinea-Valencienne, affaire Renait-Vilvorde, l'image de notre beau et bel pays, tellement ami et si fructueusement proche, commence à en prendre un sérieux coup du côté de Bruxelles et provinces attenantes. Il se pourrait même que l'opinion publique considère désormais que le voisin d'en dessous prend par trop ses aises, qu'il se conduit comme en pays, en économie et en justice conquies.

Le trouble de voisinage, pour tapage social et judiciaire, est donc constitué. Et cela ne fait pas trop rire. Sauf à paraphraser l'admirable déclaration d'Hervé de Charette, qui, parlant de son parti, le Parti populaire pour la démocratie française, eut ce mot : « Ce n'est pas parce que nous sommes un parti charnière qu'il faut nous prendre pour des gonds. » Remplaçons « parti » par « pays » et nous y sommes presque !

Mais tel n'est pas le propos. Avec ce mot, en tout cas, notre ministre des affaires étrangères vient d'être « nommé » pour le Grand Prix 1997 du club de l'humour politique en France. On ignore si l'équivalent existe en Belgique. Mais, au pays des gonds, la concurrence s'annonce sévère. Autres premiers nommés, en effet : Raymond Barre (« la meilleure façon de résoudre le chômage, c'est de travailler »), Laurent Fabius (« il est plus facile de ceder son siège à une femme dans l'autobus qu'à l'Assemblée nationale ») et Jean-Pierre Brand, commandant à Bruxelles (voir page 19), l'avocat a proposé cette transaction, c'est en son nom propre et dans une intempestive initiative.

On peut le déplore. Car, à force, les Belges vont finir par nous prendre pour des Français.

Les corps de 39 jeunes gens découverts dans une villa près de San Diego, en Californie

Les victimes appartenaient à une secte nommée « WW Source supérieure »

LES CORPS de trente-neuf jeunes gens de race blanche ou hispanique, âgés d'environ dix-huit à vingt-quatre ans, ont été retrouvés dans l'après-midi du mercredi 26 mars dans une luxueuse villa de Rancho Santa Fe (Californie), une communauté résidentielle paisible située à une trentaine de kilomètres au nord de San Diego.

Les jeunes gens étaient vêtus de façon identique, en pantalons et chaussures de tennis foncés. Selon les premières indications fournies par la police, les victimes gisaient sur le dos, les mains sur les côtés, éten-

dus sur des matelas ou des lits, « comme s'ils étaient endormis ». Les policiers, qui ont pénétré aux lieux après un coup de téléphone anonyme, ont détecté une odeur âcre qu'ils n'ont pas été en mesure d'attribuer à la décomposition des corps ou à l'effluve éventuelle d'un gaz.

DISPOSITION DES CORPS

La « réaction initiale » de la police est que les 39 morts sont le résultat d'un « suicide collectif », a déclaré mercredi soir le capitaine Alan Fulmer, du bureau du shérif du comté

de San Diego. Il a cependant précisé que l'enquête n'en était qu'à un stade préliminaire et que les policiers « n'excluaient aucune hypothèse ». Les policiers n'ont pas découvert de « note de suicide », a-t-il dit, lors d'une conférence de presse. « Je ne suis pas en train de vous dire qu'il est confirmé », qu'il s'agit d'un suicide collectif, a-t-il souligné. Il a cependant déclaré qu'il était enclin à le penser en raison « du nombre des gens » morts et de la « disposition des corps » qui se trouvaient tous sur des matelas, des lits de camp ou des

Si l'identité des victimes n'est pas encore connue, on sait qu'elles appartenaient au groupe « WW Higher Source » (WW Source supérieure), une secte qui a des affiliés au Nouveau-Mexique et en Arizona et qui avait emménagé en octobre dans cette résidence de Rancho Santa Fe, selon l'avocat du propriétaire de la villa, Milton Silverman.

La secte dont les membres se considéraient comme des frères et sœurs est dirigée par deux hommes, dénommés « Père Jean » et « Père Logan ». Selon l'avocat, les membres de « WW Source supérieure » affirmaient qu'ils venaient d'une autre planète et qu'ils avaient été envoyés à l'Amérique comme des anges.

Par ailleurs, un agent immobilier aurait attribué sa difficulté à vendre la demeure de 600 mètres carrés (au prix de 9 millions de francs) à la présence dans les lieux de membres d'une secte, qui demandaient aux visiteurs de porter des chaussons chirurgicaux dans le sord d'éviter toute contamination.

Si l'on confirme qu'il s'agit d'un groupe religieux, ce serait le deuxième suicide collectif impliquant une secte de Californie. En novembre 1978, 913 membres d'une secte originaire de San Francisco, le People's Temple, dont le leader était Jim Jones, se sont donné la mort en absorbant une boisson au cyanure, en Guyane.

Enfin, quelques heures après la découverte des corps à Rancho Santa Fe, le shérif du comté de San Diego se refusait à établir un lien entre ce suicide collectif en Californie et celui de cinq membres du Ordre du Temple solaire, le week-end dernier à Saint-Casimir, au Québec. (AFPAP)

Les précédents

● 18 novembre 1978 : 912 membres du Temple du Peuple meurent, en Guyane, lors d'une cérémonie rituelle de suicide et de meurtre.

● 19 avril 1993 : aux États-Unis, après 51 jours de siège, la police donne l'assaut à la secte des Davidiens à Waco (Texas). Un incendie ravage le ranch d'où seront retirés plus de 80 corps calcinés, dont celui du gourou David Koresh.

● 5 octobre 1994 : les corps de 48 membres de l'Ordre du Temple solaire (OTS) sont retrouvés carbonisés à Cheby et aux Granges-sur-Salvan, en Suisse et 5 autres au Québec. Les gourous Luc Joubert et Joseph Di Mambro sont identifiés parmi les victimes.

● 23 décembre 1995 : les cadavres de 16 membres de l'OTS sont découverts en France, à Saint-Pierre de Cheyenne dans le Vercors.

● 23 mars 1997 : 5 autres membres de l'OTS sont trouvés morts à Saint-Casimir, près de la ville de Québec.

COMMENTAIRE

IMPUISSEANCE

Si, dans le nouveau drame de San Diego, rien n'autorisait jeudi matin à faire le rapprochement avec les suicides collectifs de l'Ordre du Temple solaire, l'effet de contagion n'est guère comestible. Il tient à la multiplication, à travers le monde, des groupes apocalyptiques et millénaristes, dont tous les spécialistes s'accordent à dire qu'ils approchent de 2000. Ils sont loin d'avoir produit tous leurs effets.

L'amalgame n'est guère facile entre le suicide de la secte de Jim Jones au Guyana en 1978, qui touchait des populations désespérées, celui des Davidiens de Waco, fruit de sombres dissidences au sein de la mouvance pentecôtiste américaine, et celui de l'Ordre du Temple solaire, une « chapelle » ésotérique qui a mal tourné. Mais le terreau est le même : l'effondre-

ment des idéologies séculières, le déclin des Églises historiques, les ruptures sociales et éducatives aboutissent à une effervescence des intégrismes et des fanatismes sectaires, où cohabitent le folklorique et le tragique.

Face à de tels phénomènes, les démocraties pluralistes semblent démunies. Faute de définition incontestable d'une « secte », comment réprimer, sans risquer de porter atteinte à des principes aussi sacrés que la liberté de conscience et de religion ? Sur quel critère établir que tel groupe minoritaire est une secte ou non ? Si l'escroquerie financière est démontable, comment définir la manipulation mentale ? Des démocraties comme la France ou les États-Unis s'interdisent des législations spécifiques anti-sectes. Mais sera-t-il possible de résister davantage à des besoins renforcés de prévention et de transparence ?

Henri Tincq

Bernard Tapie comparait en appel dans l'affaire du « Phocée »

BERNARD TAPIE devait comparaître à partir de jeudi 27 mars devant la neuvième chambre de la cour d'appel de Paris dans l'affaire de la gestion de son yacht, le Phocée. M. Tapie a été condamné le 31 mai 1996 en première instance à dix-huit mois d'emprisonnement, dont six ferme, pour fraude fiscale et trente mois d'emprisonnement avec sursis et dix ans d'interdiction de gérer pour banqueroute et abus de biens sociaux.

L'ancien député des Bouches-du-Rhône, qui purge actuellement une peine de deux ans, dont huit mois ferme, pour l'affaire du match de football turc VA-OM, a été transféré, lundi 24 mars, de la maison d'arrêt de Luyens (Bouches-du-Rhône) à la prison parisiense de la Santé. Condamné à des peines d'emprisonnement avec sursis, Elie Fellous, ancien PDG d'Alain Colas Tabini (ACT), la société qui exploitait le volier, Pierre Despeyrolles, ex-directeur général de la SDO (ex-filiale du Crédit lyonnais) et Ibrahim Benalcha, alors commissaire aux comptes, ont également fait appel.

■ TÉLÉVISION : Laurence Piquet, journaliste à France 2, mise en cause dans une publicité utilisant les moyens techniques et l'image du journal « 19-20 » de France 3 (Le Monde du 26 mars), « n'entend pas être, pour des raisons ponctuelles et qui la dépassent, une victime exploitée de tout un système » a fait savoir son avocat, mercredi 26 mars. La présentatrice précise « avoir déclaré verbalement ce projet de collaboration à son supérieur hiérarchique, pensant qu'en aucun cas, s'agissant d'une opération qui se déroulait dans les locaux de France 3, celle-ci pourrait porter un préjudice quelconque ». La journaliste n'est ni suspendue, ni licenciée : actuellement en vacances, elle devrait être entendue, à son retour, par une commission disciplinaire.

Controverse sur le « bon à tirer » du deuxième tome des Mémoires de Jacques Foccart

LA SCÈNE se passe mercredi 26 mars, en fin d'après-midi, dans la lecture d'un communiqué de l'Agence France-Presse.

« Je ne veux pas faire obstruction », assure M. Sberro en parlant au nom de son client, qui veut faire valoir son droit moral, mais je veux savoir où je vais. Et pourquoi, et comment... » Et l'avocat, découvrant les pièces présentées par l'éditeur, d'expliquer, légèrement en retrait sur sa demande : « Nous n'avons pas pu avoir jusqu'ici les contrats, ni le texte. En fait, je suis là pour vous dire : "Montrez-nous, et après nous verrons" ».

Devant cette curieuse formulation, M. Henri Leclerc, conseil de la librairie Fayard, représentée à l'audience par son éditeur, Claude Durand, s'interroge sur « cette demande d'interdiction d'une grande gravité » venant d'un homme sensé être au courant de tous les secrets de Jacques Foccart. « M. Rigaud, note le défenseur, ne produit aucun document qui attesterait que Jacques Foccart ne se soit jamais prononcé à la fin de sa vie pour un quelconque retrait de l'ouvrage achevé et remis à l'éditeur sous forme de manuscrit bon à tirer dès le 14 juillet 1996. »

Au contraire, M. Leclerc établit que par contrat en date du 10 juillet 1994, le « Monsieur Afrique » du pouvoir gaulliste a cédé ses droits à la société Sijia, appartenant au groupe Jeune Afrique.

de tous ses secrets », s'est inquiété de la parution de ce second tome de la lecture d'un communiqué de l'Agence France-Presse.

CURIEUSE FORMULATION

« Je ne veux pas faire obstruction », assure M. Sberro en parlant au nom de son client, qui veut faire valoir son droit moral, mais je veux savoir où je vais. Et pourquoi, et comment... » Et l'avocat, découvrant les pièces présentées par l'éditeur, d'expliquer, légèrement en retrait sur sa demande : « Nous n'avons pas pu avoir jusqu'ici les contrats, ni le texte. En fait, je suis là pour vous dire : "Montrez-nous, et après nous verrons" ».

Devant cette curieuse formulation, M. Henri Leclerc, conseil de la librairie Fayard, représentée à l'audience par son éditeur, Claude Durand, s'interroge sur « cette demande d'interdiction d'une grande gravité » venant d'un homme sensé être au courant de tous les secrets de Jacques Foccart. « M. Rigaud, note le défenseur, ne produit aucun document qui attesterait que Jacques Foccart ne se soit jamais prononcé à la fin de sa vie pour un quelconque retrait de l'ouvrage achevé et remis à l'éditeur sous forme de manuscrit bon à tirer dès le 14 juillet 1996. »

Au contraire, M. Leclerc établit que par contrat en date du 10 juillet 1994, le « Monsieur Afrique » du pouvoir gaulliste a cédé ses droits à la société Sijia, appartenant au groupe Jeune Afrique.

présidé par Bechir Ben Yahmed. Que, par ce contrat « qui oblige les héritiers et ayants droit », Jacques Foccart a également délégué au journaliste Philippe Gaillard et à M. Ben Yahmed - tous deux présents à l'audience - « le pouvoir de donner le bon à tirer de l'ouvrage », dans le cas où il en serait empêché. Et que, enfin, M. Ben Yahmed a négocié un autre contrat de cession de droits, cette fois avec la librairie Fayard.

« Si la publication a été suspendue après juillet 1996, précise alors M. Grégoire Tiet, conseil de Jeune Afrique, ce n'est que parce que Jacques Foccart avait repris des fonctions à l'Elysée et qu'il se sentait encore astreint à un devoir de réserve. » Ce qui fut le cas jusqu'en décembre 1996. « Si M. Rigaud n'avait simplement demandé de lire le manuscrit, je le lui aurais donné, assure enfin Bechir Ben Yahmed, en légataire moral et politique. Jacques Foccart m'a fait confiance pour cet ouvrage, c'est un devoir pour moi que ce livre paraisse selon sa volonté. »

En point d'orgue à la querelle d'héritiers moraux, le premier substitut du procureur de la République, Pierre Dillange, revenant au droit, argue alors, comme M. Leclerc et Tiet, que le tribunal des référés, « juge de l'évidence », n'est pas compétent pour se prononcer.

Jugement le 28 mars.

Jean-Michel Dumay

LE N°1 DE LA VIE INFORMATIONNELLE

SVM

Science & Vie Micro

Internet

Il va falloir s'y mettre !

Retard français : Un drame national ?

Bien débiter : 35 pages spéciales pour ne pas mourir idiot

Et aussi

Exclusif :

Les projets secrets d'Intel Cyrix Media GX :

Le processeur malin qui a fait craquer Compaq

SVM, toute la vie de la micro.

Retrouvez nos offres d'emploi

3615 LE MONDE

BOURSE			
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE			
Cours relevés le jeudi 27 mars, à 12 h 30 (Paris)			
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Taipei Nikkei	18422,50	+0,38	+3,94
Hong Kong Index	12776,40	-0,44	-5,01
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Cours du jour en % Var. en %			
Paris CAC 40	2648,79	+6,99	+14,58
London FT 100			+5,91
Zurich			+15,45
Milan MIB 30			+2,71
Frankfurt Dax 30	2413,99	+1,29	+13,18
Bruxelles			+12,42
Suisse SMI			+13,13
Madrid Iboex 35			+4,49
Amsterdam CBS			+12,61

Tirage du Monde daté jeudi 27 mars 1997 : 462 698 exemplaires.

مكتبة المجلد

gens découverts
n Diego, en Californi

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
« La Tunisie
d'infamie »
de Michel del Castillo
page II



GEORGES PEREC
page II

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 28 MARS 1997



LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VII

JEUNESSE
page IX



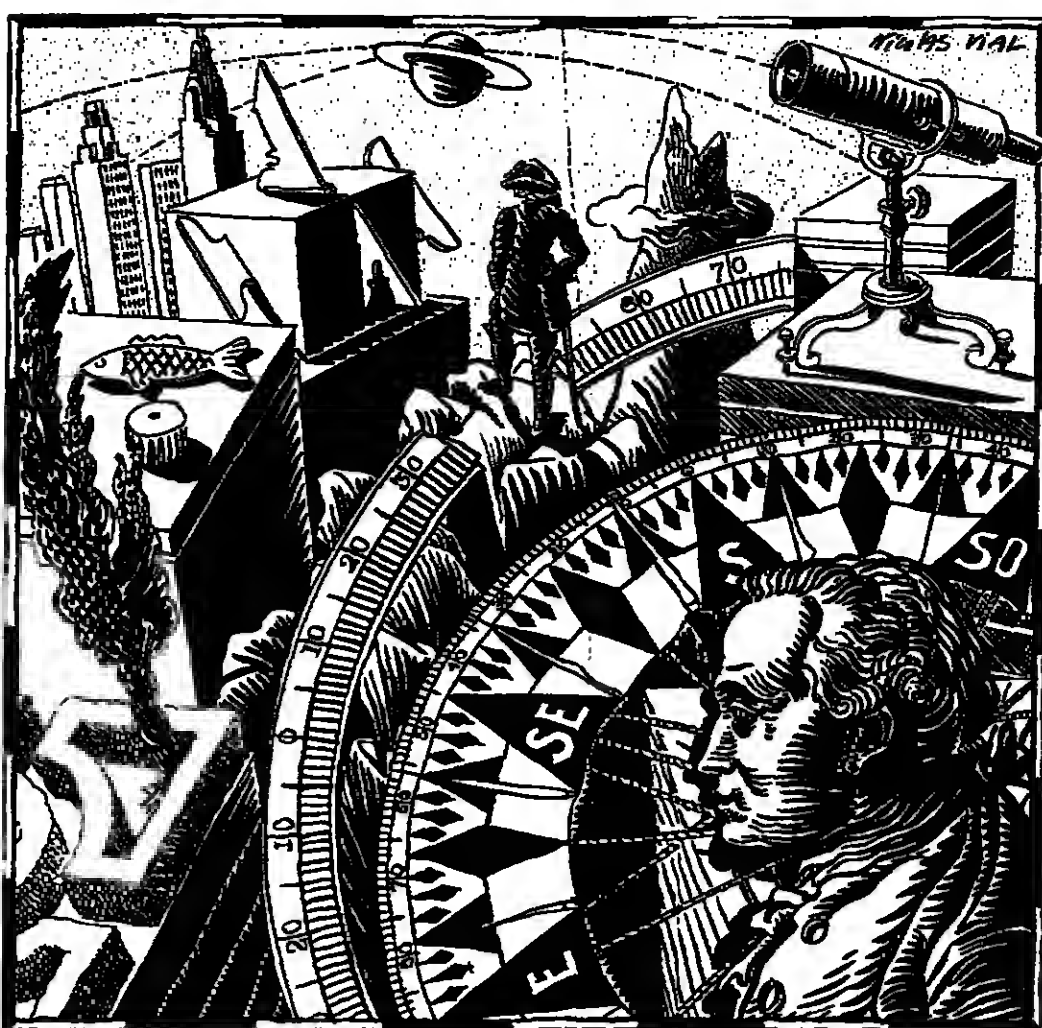
Parce qu'il est si présent dans notre système éducatif, depuis la fin du dernier siècle, et parce qu'avec Platon et Descartes il forme le socle de la philosophie, telle qu'on l'enseigne dans l'université française, Kant pourrait passer pour un simple classique. Or parler de Kant « aujourd'hui », c'est-ce pas souligner à quel point ce philosophe est plus actuel que Hegel, Nietzsche ou Heidegger, pourtant venus après lui ? Tel est le sens du profond travail entrepris par Alain Renaut sur les promesses d'une œuvre qui lui est si familière. Avec ce *Kant aujourd'hui* qui accompagne sa traduction nouvelle de *La Critique de la raison pure* (voir la chronique de Roger-Pol Droit, p. VII), c'est bien à l'histoire de la philosophie qu'il entend résolu-ment arracher l'auteur des trois Critiques... pour en faire ni plus ni moins que l'un de nous.

Mais comment « être moderne » avec Kant, ce personnage auréolé de légendes, confiné tout au long de son existence, de 1724 à 1804, dans la lointaine Königsberg, aux marges de l'Europe, en Prusse-Orientale ? Pour Alain Renaut, si Kant conserve, en cette fin du XX^e siècle, l'actualité que tant d'autres systèmes ont perdue - à l'heure où la philosophie, notamment dans sa partie morale, suscite l'incrédulité et les attentes d'un public de plus en plus large, à l'extérieur des cercles du savoir -, c'est parce que sa pensée constitue l'« ascendance » d'une notion avec laquelle nombreux sont ceux qui alimenteraient aujourd'hui leur quête de sujet.

Une idée dont on a presque oublié qu'elle a pu être discréditée, jusqu'à transformer son corollaire, l'humanisme, en attachement frivole, voire suspect, aux illusions de la métaphysique. Alain Renaut appartient, lui, au contraire, à ce courant alimenté d'affluents divers qui, depuis une vingtaine d'années, ne cesse de dénoncer les philosophies de « la mort du sujet » sous le vocable de « pensée 68 » (tel est le titre du livre qu'il écrit avec Luc Ferry, et dont la parution chez Gallimard en 1985 fit sensation). Le lecteur se constatera d'ailleurs rapidement : Alain Renaut est rompu à ce qu'il appelle une pratique « politologique » de l'érudition philosophique, et celle-ci ne contribue pas peu à enthousiasmer

un exposé toujours clair mais exigeant. L'adversaire, ainsi désigné, est donc un pseudo-modernisme qui s'ingénierait sous l'invocation de Marx, de Nietzsche, de Freud et de Heidegger à ravalier définitivement le sujet rationnel libre et responsable, au placard des notions périmées, ce qui aurait eu pour effet de rendre la philosophie « inhumaine ».

Il est vrai, le « retour au sujet » ne saurait être un retour à Descartes, à un ego souverain jouissant d'une sorte d'accès direct à l'Absolu et à l'infini. Alain Renaut le montre plus d'une fois : le ciel des idées métaphysiques s'est bel et bien vidé pour toujours, et, si sujet il y a, celui-ci n'a plus rien à voir avec l'âme immortelle de la philosophie classique. Moderne, le sujet actuel est un sujet limité, désubstantialisé, dont la finitude constitue l'essence même et dont l'horizon s'inscrit dans l'histoire et non dans l'éternité. Tel est du moins le sujet légué par Kant aux modernes. Par un paradoxe dont Alain Renaut tient compte, c'est précisément l'un des inspirateurs de la « pensée 68 », Martin Heidegger, qui a perçu avec le plus d'acuité la radicalité de la révolution kantienne en la matière. Si le sujet est limité, par nature, dans ses connaissances comme dans ses



En rendant sa modernité à la pensée kantienne, Alain Renaut démontre qu'il y a bien une philosophie possible du sujet fini, responsable, de l'homme et de ses droits, dans un monde désenchanté

Kant, mon prochain

actions ; s'il ne parvient pas plus à connaître les « choses en soi » qu'il ne peut être certain, comme Kant le fit remarquer lui-même, qu'il n'y ait jamais eu d'acte moral dans le monde, comment ne pas être tenté de renoncer purement et simplement à une notion privée d'efficacité ?

L'enjeu est de taille. Pour Alain Renaut, ce effet, l'impossibilité d'articuler pensée de la finitude et interrogation éthique explique, par exemple, le ralliement de Heidegger au nazisme. Si le sujet, réduit à quia, n'est plus que ce reflet dé-

pendant et déterminé de l'être, si la raison n'est plus que « cet ennemi acharné de la pensée » et si c'est justement l'intuition profonde de la philosophie kantienne, réinterprétée par Heidegger, de les avoir

Nicolas Weill

vus ainsi, comment ériger Kant en père fondateur de l'humanisme contemporain ? Comment ne pas entendre les paroles écrites par Heine en 1834 : « N'ayez crainte, vous autres républicains allemands, la révolution allemande ne sera pas

plus douce et plus tendre, parce que la Critique de Kant (...) l'aurait précisée (...). Des kantien émergeront, qui se refuseront de respecter même le monde des phénomènes visibles (...). Car la main du kantien frappe fort et sans hésiter, parce que son cœur n'est ému par aucune sorte de référence traditionnelle ». Comment oublier aussi - s'inspire-t-elle de ces propos prophétiques - qu'il y eut parmi les plus grands criminels nazis des hommes pour se réclamer de Kant ? Eichmann, par exemple, ou le juriste Hans Frank, celui-là

même qui, d'après Hannah Arendt, fut à l'origine d'une reformulation horrible du célèbre « impératif catégorique », origine de toute moralité selon Kant (« Agis de telle sorte que la maxime de ta volonté puisse valoir en même temps comme principe d'une législation universelle ») : « Agissez de telle manière que le Führer, s'il avait connaissance de vos actes, les approuverait. »

Comment donc sauver le sujet de ce désastre menaçant ? En montrant que, chez Kant lui-même, Dieu, l'âme, le monde ont beau avoir été déconstruits, ils n'ont continué pas moins à « servir » d'hypothèse nécessaire, ooo plus certes sous la forme des réalités ultimes de la métaphysique, mais comme des idées régulatrices qu'on peut au moins penser, et qui donnent sens à l'action. Oui, il y a bien une science après l'épuisement de la notion de monde. Oui, il y a un sujet après celui de la notion d'âme ; et il y a bien une éthique après la critique. Une éthique qui ne se laisse pas réduire à ce formalisme coupé des réalités, sous les traits duquel ooo a caricaturé le kantisme. Le Maurice Barrès des *Déracinés* ne prétendait-il pas attribuer à Kant la paternité de la figure du fonctionnaire-philosophe pour qui « la loi, c'est la loi » - dernière son personnage du professeur Bootteiller ? Un personnage dont l'influence pernicieuse venue d'Allemagne avait, à l'école, corrompu la jeunesse française...

Pour Alain Renaut, ooo seulement le souci de l'application est sans cesse présent dans la philosophie kantienne, mais la question « qu'est-ce que l'homme ? » en occupe le centre, sous le nom d'« anthropologie ». Elle en fait même la source des approches les plus contemporaines du problème de l'éthique appliquée qui s'impose comme un thème majeur de la philosophie actuelle, aussi bien chez l'Allemand Jürgen Habermas que chez l'Américain John Rawls.

Est-ce ainsi un hasard si l'un des ouvrages les plus discutés de ces vingt dernières années, *La Théorie de la justice* de John Rawls (*Le Seul pour la traduction française, 1987*), s'inspire précisément d'une démarche kantienne ?

Bref - et telle est la démonstration qui court d'un bout à l'autre de l'essai -, il y a bien à partir de Kant une philosophie possible du sujet fini et responsable à la fois, une philosophie de l'homme et de ses droits, dans un monde désenchanté. Contrairement à la formule fameuse des *Frères Karamazov*, même si Dieu n'existe pas, tout n'en est pas pour autant permis...

Lire la suite page VII
KANT AUJOURD'HUI d'Alain Renaut. Aubier, coll. « Philosophie », 512 p., 150 F.

L'ivresse de l'ethnologue

En quête du dinosaure du Congo, Redmond O'Hanlon conte une délirante expédition

O'HANLON AU CONGO
(Congo Journey)
de Redmond O'Hanlon.
Traduit de l'anglais
par Jacques Chabert,
Flammarion, coll. « Gulliver »,
782 p., 150 F.

Des bibliothèques où se cotoient Verne, Kipling et Stevenson, récits d'aventures sous couvertures rouge et or, épopées fantastiques ou odyssées pirates, ont surgi des personnages désormais mythologiques, figures hautes en couleur de boulingueurs obstinés à explorer le cœur des ténèbres. Parmi eux, un natif de Saint-Malo, appartenant à la génération des Surcouf, dont Alfred Assolant retraça les exploits : « merveilleux mais authentiques » : le capitaine Corcoran, qui, devenu maharajah du pays des Maharras, finit par découvrir le fameux Gouroukaranté, manuscrit vieux de vingt-cinq mille ans avant l'ère chrétienne et sauvé un jour de déshonneur par un certain Noé, qui naviguait en Arche. Cent trente ans plus tard (la première publication des *Aventures du capitaine Corcoran* chez Hachette date de 1867), la tradition est respectée. Mélange de sa-

vant Cosinus et d'Indiana Jones, l'écrivain-voyageur Redmond O'Hanlon conte l'une de ses délirantes expéditions : la quête acharnée, près du mystérieux lac Télé, du mokélé-mbémbé, le dinosaure du Congo.

Attiré par la jungle tropicale et le gag exotique, cet ornithologue oxfordien, membre de la Société royale de géographie, auteur d'un

Jean-Luc Douin

ouvrage sur l'influence du darwinisme sur les écrits de Conrad, disciple de Lewis Carroll et de Samuel Beckett, petit-fils spirituel de Stanley et Livingstone et tonton narquois des Monty Python, a déjà publié en France deux comptes rendus scientifiques-burlesques : une plongée picaresque *Au cœur de Bornéo* sur la piste d'un rhinocéros blanc au phallus homérique (un best-seller), et *Help !* (titre original : *In Trouble Again*, c'est-à-dire « Encore une fois dans la merde ! »), exposé loufoque et nostalgique de ses mois de crapahutage dans l'Amazonie vénézuélienne à la poursuite des Indiens Yanomamis (1).

Redmond O'Hanlon ne voyage jamais seul. Il est flanqué cette fois

de Marcellin Agnagna, un guide congolais biologiste, et d'un savant américain, Larry Shaffer, auteur d'une thèse de doctorat sur le comportement prédateur des goélands bruns au détriment des crabes. Compagnons parfois écorchés, le premier, clone de Priape, ne pouvant se passer, dans les contrées les plus inhospitalières, de préservatifs, le second traquant la menace permanente d'accès de sécheresse en plaques.

Comme dans une bande dessinée ou dans un film de Spielberg, nos héros avancent en terres hostiles. O'Hanlon n'a pas son pareil pour recenser tout ce que la création a engendré de créatures animales, mouches tsé-tsé, cafards de la taille de moutons, dégingolés dégingolés des lacs, abeilles s'insinuant sous les aisselles, cobra des forêts et vipère du Gabon, crocodiles friands de doigts de pied, léopards oocourus, moustiques, larves des rivières reodant avec des gorilles amoureux. Inventaire des terreur tropicales, le palu, le plan qui se transmet d'une blessure à l'autre par les pattes des mouches, le virus Ebola qui déclenche des hémorragies par les yeux, le nez, la bouche, l'anus,

avant de transformer les corps en pâte visqueuse. Et les cauchemars d'essence humaine, braconniers du Soudan en quête d'éléphants, hélicoptères zélés, bureaucrates marxistes-léninistes, effrayants Pygmées.

Brossé comme une virée extravagante, une escapade de héros, une pochade ethnologique, le voyage au Congo de Redmond O'Hanlon est un trip, une descente aux enfers jubilatoire, une expédition de défiance au pays des esprits, des animaux, des sorciers. Le martèlement du tam-tam y scande un plaisir masochiste à sentir monter en soi la peur irrationnelle de l'indigène, de l'inconnu, du venin impalpable, des âmes errantes. Rhinocéros, Indiens ou dinosaures sont chez lui ce qu'Alfred Hitchcock appellait des « MacGuffin » : des fausses pistes, un prétexte à rêverie, un carburant pour faire galoper l'action. Ce qu'il traque, c'est un idéal de récit de voyage surréaliste, avec oryxotrope hurlant, pangolin à petites écailles tricuspidées, écureuil volant, daman des arbres : les animaux interdits d'un bestiaire arraché au monde des fantômes.

(1) Les deux ouvrages sont publiés chez Payot.

ANTOINE
VOLODINE

NUIT BLANCHE
EN BALKHYRIE

roman



GALLIMARD

مكتبة الدليل

LA TUNIQUE D'INFAMIE
de Michel del Castillo.
Fayard, 348 p., 130 F.

La foi doit être persuadée, non imposée, répétait, en latin, Bernard de Clairvaux. Mais, allez donc convaincre de cela les politiques, de quelque foi qu'ils se réclament. Ils rêvent d'ordre - qu'ils nomment aussi la paix. L'ordre idéal est celui de l'uniformité : un prince, un parti, une religion, une race, une pensée.

Née au XIII^e siècle, lors du concile de Toulouse, au moment de la forte extension des hérésies cathare et albigeoise, l'inquisition fut, à l'origine, une invention de l'Eglise destinée à freiner les excès unificateurs des princes et des populations en leur imposant un cadre légal. Pour tenter d'éviter les massacres et les pogroms, on organisa des procès, on expulsa, on tortura, on brûla, selon la loi, au nom de l'Evangile ; sans éteindre vraiment le zèle des massacrés, qui pouvaient se justifier d'alléger ainsi le travail des tribunaux. Mettre la loi sur la folie ne fait que rendre la loi folle.

Curieusement cette inquisition médiévale et française, pourtant fort efficace, a laissé moins de traces dans la mémoire collective que l'inquisition espagnole (1). Peut-être parce que celle-ci fut plus tardive et plus durable - instituée en 1480, elle ne fut abolie qu'en 1820 -, sans doute parce qu'elle fut s'entourer d'une sombre mise en scène baroque et morbide qui frappait durablement les imaginations.

Sans doute aussi parce que cette inquisition moderne fait figure de monstre historique : c'est à la fois un anachronisme, la survivance d'un fanatisme médiéval en plein essor de la Renaissance humaniste et une préfiguration : celle de l'Etat totalitaire moderne, de la police des pensées, de la rage froide et administrative dirigée contre les minorités, contre les différences. Elle est d'avant-hier, d'hier ; on la devine de demain.

Sans doute est-ce cette image d'un Etat et d'une foi marchant la main dans la main pour extirper le plus petit germe de la plus petite dissidence qui nous effraie et nous fascine aujourd'hui, comme un fantôme qui peut à tout instant se rematérialiser. Dans l'introduction à son indispensable étude sur l'inquisition espagnole, Bartolomé Bennassar signale qu'en 1963 la bibliographie de l'inquisition comptait 1 950 titres ; trente ans plus tard, on en répertorie plus de 7 000 (2). Cette accélération de la production inquisitionnaire a un sens qu'il est aisé de lire.

Faut-il y faire entrer le dernier roman de Michel del Castillo ? Oui, bien sûr, si l'on considère que l'écrivain se sert dans ce livre de l'inquisition, comme il s'est servi, dans le précédent, de Dostoïevski : pour interroger le mal contemporain, pour établir des filiations de l'horreur et de la souffrance. Son roman, sans absoudre pour autant le système inquisitionnaire, ne cesse de ramener notre sensibilité rétrospective à de justes proportions : nous avons, depuis, fait beaucoup mieux dans le fanatisme glacé et dans le crime imperturbable que ces prélats de la terreur à qui il arrivait même, par instants, de douter. Del Castillo sonde, au

Le feuillet
de Pierre Lepape

Le notaire du secret



Michel del Castillo a choisi de se mettre face à son frère le plus ennemi : Manrique, redoutable inquisiteur, image du fanatisme tranquille. En posture d'accusé, ce serviteur de l'Eglise et de l'Etat à la dialectique affûtée a tôt fait d'ébranler le romancier. De mettre à mal ses certitudes et de révéler cette part d'inquisiteur qui sommeille en nous

plus profond, en lui-même, pour découvrir le gène inquisition qui empoisonne toujours notre sang, cette incurable et cruelle nostalgie de l'Un, bien plus vivace que l'amour.

Mais *La Tunique d'infamie* n'est pas un roman historique sur un inquisiteur, pas davantage la description sang et or, toujours complaisante, d'une Espagne des bûchers et des tortionnaires en proie à l'hystérie nationale-religieuse, traquant le juif converti sous le chrétien dévot, le musulman sous le morisque, la sorcière sous la femme, l'hérétique sous le lettré. Comme tous les romans de Michel del Castillo, celui-ci creuse, par l'écriture, le mystère d'une histoire singulière - qui suis-je ? - de telle façon qu'elle se mêle à l'histoire plurielle de ses lecteurs : que l'improbable « je » devienne enfin, dans le travail de deuil de la littérature, un « nous ».

Dans cette recherche de soi inséparable de la perte - « je suis mort », répète l'écrivain, seule l'écriture me donne l'illusion de vivre », Dostoïevski représentait la figure d'identification la plus proche : il était « mon frère l'idiot », celui dont il est possible de partager

l'humanité, la souffrance, le désordre et même les faiblesses et les lâchetés. Manrique, l'inquisiteur, appartient au pôle opposé, à la répulsion, à cette part d'Espagne que del Castillo porte en lui comme une tumeur. Dialoguer avec ce qui vous est contraire, le laisser pénétrer en vous en l'imaginant, en faire un frère ennemi mais frère quand même, suppose d'avantage que de la lucidité : à force de vouloir comprendre son personnage, del Castillo prend le risque de l'aimer.

D'où la tension, admirable et insupportable, qui, à la fois, meut ce livre et l'immobilise comme le ferait une crampe.

Manrique - Michel del Castillo a repris le nom d'un inquisiteur célèbre mais qui vécut un demi-siècle avant son personnage, à l'époque de Charles Quint - est l'image même du fanatisme tranquille. Il ne cherche ni les plaisirs, ni l'argent, ni même le pouvoir. Il n'est animé ni par la haine ni par un quelconque ressentiment. Il aime la vérité, il pourchasse ceux qui croient pouvoir ruser avec elle ; en premier lieu les conversos, les juifs convertis de force, dont chacun soupçonne qu'ils ne sont pas, qu'ils ne seront jamais - question de sang, plutôt que de foi - de vrais chrétiens.

Un converso est pire qu'un juif, c'est une grimace de chrétien : un faux-monnayeur, disait Thomas d'Aquin. Manrique n'éprouve aucun plaisir à la chasse ni d'ailleurs à la vie. Il est le serviteur de Dieu et de l'Etat, qui se confondent. Il applique la loi, méticuleusement, modérément, justement. Il n'entend pas les cris, il n'imaginer pas les corps torturés. Il attend l'aveu, le dossier que l'on boucle comme un devoir bien fait : « Combien de hauts fonctionnaires ont plaidé la même cause ? », demande del Castillo.

Manrique est un adversaire redoutable ; sa dialectique est affûtée, sa moralité irréprochable, son art de la question consommée. Placé par l'auteur en posture d'accusé, il a tôt fait de retourner la situation à son avantage et de mettre les certitudes de l'écrivain - les nôtres - à la torture. Par une belle et étrange dérive,

sans cesse justifiée par une construction impeccable, l'écrivain et sa créature échangent leurs rôles. Manrique devient l'auteur d'une fiction dont l'écrivain occupe la position du personnage. L'un est le roman de l'autre, la projection imaginaire d'une partie de sa réalité. Ils se toisent, ils s'évaluent, ils se comprennent, ils se méprisent, se exprimant ici tout à la fois la réflexion et la réciprocité. « Est-ce sa douleur qui m'opprime ou la mienne que je lui reflète ? », se demande le romancier.

Jeu littéraire, entrelacs d'art, à coup sûr, et d'un dessin puissant, mais dont les motifs ne nous apparaissent qu'ornementaux n'était la sincérité de l'œuvre, à chaque mot, à chaque réplique. La parole de l'inquisiteur démolit, une à une, les lignes de défense du romancier, ses ficelles d'écrivain, sa rhétorique d'homme de lettres, ces pièces d'identité qu'il se fabrique depuis quarante ans.

Manrique, à la fin du livre, découvre ce qu'il s'est toujours caché et que sa foi ne pouvait admettre : il est juif, comme le sont, quand ils ne sont maures, la plupart des habitants de la région où il est né. « Soit moi se désagrège sous ses yeux. De ce qu'il croyait être, rien ou presque ne subsiste. Que reste-t-il d'une vie menée dans le mensonge et dans l'aveuglement ? » La même question se pose pour le romancier.

Depuis qu'il a choisi d'écrire dans la langue française, depuis son premier livre, Michel del Castillo s'est construit contre une certaine idée de l'Espagne. On se souvient des premières pages du *Crime des pères* : « Je n'aime pas l'Espagne, je déteste les Espagnols. (...) Le pays où j'ai vu le jour déborde d'une haine immémoriale, qui traverse les familles et les générations. Depuis toujours, chacun déteste tous les autres, lesquels exècrant le monde entier ».

Dans *La Tunique d'infamie* encore, le romancier s'entend à la fois « lo vertigineuse continuité d'un récit unique, depuis Philippe II jusqu'à Franco. La même indifférence hautaine, une identité impassibilité, une mélancolie silencieuse (...) une éternité hallucinée ». Mais échappe-t-il lui-même à l'hallucination ? D'où vient cette étrange et inguérissable croyance aux liens du sang qui continue à l'habiter quand tout, dans son histoire, aurait dû l'effacer ? Pourquoi l'ombre effrayante de Manrique l'inquisiteur l'a-t-elle poursuivi pendant trente ans, si ce n'est qu'elle était enkystée dans sa mémoire depuis toujours ? « J'ai fait ta mémoire ancestrale, dit Manrique à l'auteur, j'ai semé cette inquiétude en toi. Tu tiens pour une de tes créatures, tu prétends faire de moi l'un de tes personnages, alors que je t'ai, moi, non pas écrit, mais inscrit en lettres de feu ».

Rien n'est plus espagnol en effet que ce roman français. Rien, dans nos lettres, qui exprime avec une force telle l'abandon orgueilleux au destin.

(1) Voir, pourtant, les trois volumes, admirables, même si leur information est un peu vieillie, de l'historien américain Henri Charles Léa, *Histoire de l'inquisition au Moyen Age* (1887), traduits et réédités en France en 1986 par les éditions Jérôme Millon.

(2) Bartolomé Bennassar, *L'inquisition espagnole, XV^e-XIX^e siècles*, Hachette-Purjel, 1994.

Cher vieux !

Correspondance entre deux jeunes gens dont l'un va devenir Georges Perec, ce que l'autre sait déjà

CHER, TRÈS CHER, ADMIRABLE ET CHARMANT AMI...
Correspondance de Georges Perec et Jacques Lederer.
Flammarion, 611 p., 145 F.

Jacques Lederer et Georges Perec, même histoire, même lycée, mêmes goûts (le jazz), mêmes couleurs (le cinéma), même flambe de littérature, même après-guerre, même dépression, beuveries ensemble, sensations en miroir. Ils s'écrivent interminablement, tous les jours. Perec dit : « Cher vieux ! », Jacques Lederer : « Cher, très cher, admirable et charmant ami... ». L'un est sec, nerveux. L'autre fait des phrases. Celui qui fait des phrases ne deviendra pas écrivain. Encore qu'il ait publié un recueil de nouvelles estimables, *Mordre le coude* (Flammarion), dont deux textes évoquent Perec de façon vive.

Leurs deux cent vingt lettres couvrent cinq ans, 1956-1961. C'est une anthropologie piquante. Ce n'est certainement pas la vie de tous, ni les goûts moyens du temps. Ce sont les passions de deux garçons qui s'exaltaient, battaient, font de la figuration plutôt épisodique à la Sorbonne, descendant au Blue Note et au Caméléon (curiosité archi-minoritaire), ne lisent pas les livres à la mode, vivent fort comme on parle fort. Tous les types qui ont vingt ans en 1956 ne deviennent pas Georges Perec. Il s'en faut. Déjà peu à devenir Lederer.

Leurs sorbonnes, ce sont des troquets, des boîtes de jazz, le Harry's Bar de la rue Daunou, le Cinéac-Montparnasse et le Texas de la rue de la Gaîté, les flippers à 20 centimes la partie (le prix ne bouge pas jusqu'en 68), et la psychanalyse à 20 francs. Mises et Nadeau pour passeurs. Plus les épreuves. Lederer est steward à bord des Vickers Viscount qui vont en Afrique, Perec saute en para-

chute. La guerre d'Algérie approche. Lederer manifeste à Paris. Perec fait le trou à Pau. Début 58, ils lisent *La Question*, d'Henri Alleg. Ce serait un effet d'optique que d'en faire un signe des « jeunes » (lesquels étaient souvent apathiques comme des vœux mariés) : « Toute l'après-midi, soleil éclatant - vers midi j'écoute "Jazz en liberté" (Duke, Borne, Chico Hamilton, Al Lewis, Miles, Milt) - près d'un haut-parleur. Cof-cof not. J'ai un mal de tête fou ».

Lederer est incorporé à son tour. Leur échange est tricoté de calembours, de petites vanes, de brouilles, d'histoires de filles, et d'un incalculable nombre de titres, de livres, de films, de projets et de morceaux de jazz. Sur fond d'agressivité, de trivialité et de souci d'être drôle. En fait, c'est à la générosité désarmée de Lederer que l'on doit cette publication. Son correspondant ne le ménage pas : « Ton style, pour autant que j'ai pu en juger, et malgré la couleur que tu m'aurais d'envie de me faire avaler, est souple comme mon cul (ainsi que le dirait ma très chère sœur). Ça rattronne comme un ballon, et ça s'essouffle encore plus vite... » Ils lisent *Jazz-Hot*, *Jazz-Magazine*, *Le Monde*, *Arts*, *Ciné 60*. Joyce, Freud et Kafka tiennent la corde. Ils ne parlent que des livres et des lettres, de la politique et de l'amour. On sent, qui couve, la revue qu'ils ont en projet : *Lo Ligne générale*. Ils aiment leur temps. Perec un moment : « Je veux me soulever de noms ». L'amitié tanguine. Lederer reçoit une dernière carte le 8 août 1961, j'aimerais bien te voir, peut-être m'appeler, qu'on dîne ensemble, etc. Perec meurt le 3 mars 1982.

Francis Marmande

* Signalons également *Perec/rinçons*, visite guidée de Paris par mots croisés et devinettes ludiques (Zulma, 96 p., 49 F.).

Perec au regard de la psychanalyse

Alors que Claude Burgelin, à travers « La Vie Mode d'emploi », étudie les rapports ambivalents de l'écrivain avec la figure de l'analyste, Ali Magoudi interprète le sens du lipogramme de « La Disparition »

LES PARTIES DE DOMINOS CHEZ MONSIEUR LEFÈVRE
Perec avec Freud
Perec contre Freud
de Claude Burgelin.
Ed. Circé, 251 p., 140 F.

LA LETTRE FANTÔME
d'Ali Magoudi.
Ed. de Minuit, 109 p., 73 F.

On devait déjà à Claude Burgelin une introduction à l'œuvre de Georges Perec, l'un des meilleurs titres de la collection « Classiques du XX^e siècle », au Seuil, paru en 1988. Sous un titre énigmatique, c'est à nouveau l'œuvre entière de Perec que Burgelin convoque pour éclairer le rapport ambivalent que l'écrivain entretient avec la figure de l'analyste dans *La Vie Mode d'emploi*. Ainsi les Parties de dominos chez Monsieur Lefèvre - on pense à des jeux périlleux dans quelque cabinet épiscopal - s'éclairent rapidement d'une indiscretion sur J.-B. Pontalis, troisième analyste de Perec et... l'un des héritiers de la bi-cuiterie Lefèvre-Utile, le petit-bourgeois LU. L'essayiste glisse cette galette dans son jeu d'herméneutique, après avoir repéré dans *La Vie Mode d'emploi* l'encryptage par Perec du nom de son analyste au civil, Lefèvre-Pontalis, sous des figures burlesques et inquiétantes. « Shakespere, Kafka, Freud, Pontalis et Perec débattaient en même temps », jubile-t-il. Hamlet et ses rapports morbides avec sa mère, le fantôme du père, le chambellan Polonius transpercé d'un coup de lame, Kafka pour le dressage paternel, Freud à travers un Lefèvre diminué (« Pompon ») mais sadique (dresseur de singes), et Perec en cobaye de test psychanalytique.

Sur cet arrière-plan psychanalytique enfantin, le couple Gaspard Winckler/Bartlebooth incarne la relation analytique telle que Perec la fantasme après son analyse avec



cette opération qui aurait, pendant cinquante ans, entièrement mobilisé son auteur. Cette relation étrange dans sa logique absurde métaphoriserait la relation analytique, règle par un contrat qui scande le temps et le monnaie, un temps où, pour finir, rien ne sera advenu. Comme dans l'analyse où les paroles s'évaluent, les regards se défont et le temps passe sans que rien ne se passe, sinon l'exécution d'un programme, les embûches tendues par un analyste méfiant à un analyste morose ne donnaient l'occasion que d'« instants privilégiés, enivrants et éphémères ». L'analyste paraît alors un bourgeois médiocre, indifférent, quasi nihiliste, convaincu de l'inalité de l'art et des artistes, le regard fixe, épris de la mort et du néant. Quant à l'analysant-artiste, il ruse pour se dérober à l'emprise de l'analyste, déjouer le contrat en feignant d'y

obéir, rester caché en souhaitant être découvert. Cependant, chaque puzzle proposé par Winckler à Bartlebooth est aussi une aventure unique qui relance son désir, prévient son échec mais permet de la renouveler. Pour finir, après la mort de Winckler (la fin de l'analyse), Bartlebooth meurt sans achever le quatre cent trente-neuvième puzzle, tenant entre ses doigts la dernière pièce, un W.

L'analysant prendrait donc une revanche sur l'analyste, « foudroyé par la lettre qui tue », et le roman serait le récit de l'échec d'une analyse, la mise en échec d'un analysant. Burgelin ne s'arrête pas à cette conclusion, il connaît trop les méandres, les ambivalences, les renversements de sens et d'affects qui se jouent dans un parcours analytique. Mais il n'y a guère de doute que Perec ait gardé, au moment d'écrire *La Vie Mode d'emploi*, des sentiments mitigés à l'égard de Pontalis. Celui-ci a évoqué encore son cas, après la mort de Perec, dans un beau texte repris dans son livre *L'Amour des commencements*, où il met au jour la chambre secrète de la pyramide construite par Perec autour de son manque essentiel : « La mère de Pierre ovolait disposé dans une chambre à gaz. Sous toutes ces chombrs vides qu'il ne finissait pas de remplir, il y avait cette chambre-là. (...) Un jour, c'était quand déjà ? Pierre et moi avons réussi à trouver des mots qui ne soient pas des restes, des mots qui, par miracle, ont été à

leur destinataire inconnu ». Burgelin montre que l'analyse, parce qu'elle était empreinte de conflits et de violence cachée, a eu pour Perec un effet de libération, tout en le laissant persuadé de la supériorité essentielle de l'artiste sur l'analyste. Perec avec Freud, Perec contre Freud, c'est en effet d'une partie d'échecs qu'il s'agit. L'ambition de Perec dans *La Vie Mode d'emploi* est de représenter le psychisme humain et tout ce qui l'empêche par un immeuble parisien et des instantanés narrants la vie de ses habitants. « Entreprise aussi folle et grandiose que celle de Bouvard et Pécuchet », commente Burgelin. « L'essentiel de l'œuvre de Perec se présente comme un immense message crypté », ajoute-t-il. Critique sagace, il comprend que celui qui prétendrait la déchiffrer d'une formule la tuerait, et se tuerait du même coup comme critique. L'essai de Burgelin, enquête passionnante, frémissante, troublée et troublante, est dénuée de dogmatisme.

C'est moins le cas de l'ouvrage bref, dense, autoritaire, du psychanalyste Ali Magoudi, *La Lettre fantôme*, qui explore le sens dérobé du lipogramme de *La Disparition* : cet évanouissement de la lettre « e ». Cette disparition symboliserait pour Ali Magoudi, beaucoup plus que la disparition de la mère, celle de la Loi dans la folie nazie, qui a poussé jusqu'au bout la dissolution du pouvoir politique entraînée par la religion chrétienne laquelle serait fondée sur une « énigme incestueuse » où le Sauveur s'engendre lui-même, ce qui serait le fantasme profond de Perec aussi, obsédé par l'absence de la Loi. Cette « lacune » fonde la tragédie propre de l'homme moderne. La Shoah serait alors le thème constant, et toujours éludé dans sa vérité, de l'œuvre perecquienne.

Michel Contat

حكايا من الضحك

De la vie avant toute chose

Aux côtés d'une fillette et de sa baby-sitter, Catherine Vigourt nous entraîne dans un singulier voyage où se mêlent tension et émotion.

LA VIE DE PRÉFÉRENCE
de Catherine Vigourt.
Flammarion, 256 p., 98 F.

Prendre, en toutes circonstances, le parti de la vie. Refuser de s'abandonner au malheur, au pathos, à la mort. Décider, une fois pour toutes, de ne pas consentir aux stéréotypes sociaux qui entraînent vers tous les renoncements. C'est probablement ainsi que Catherine Vigourt essaie d'être. Elle n'en fait pas état, mais sa lecture le montre, tout particulièrement son troisième livre, qui annonce la couleur des leçons : *La Vie de préférence*. Elle, c'est une femme jeune, la quarantaine éternelle. Une personne réservée, délicate, en même temps qu'accueillante et pleine d'humour. Elle aime lire, elle apprécie les nourritures gustatives : « *qui ne sont plus à la mode aujourd'hui où l'on a perdu le sens de la saveur* » - et les bons vins. En 1990, elle publie un premier roman, *Ariana* (Presses de la Renaissance). On y découvre son talent - le sens de la phrase, du rythme - mais le livre sent encore son exercice d'agrégée de lettres qui décide de « faire de la littérature ». Peu importe, le deuxième roman est déjà en route.

Mais rien ne se passe comme prévu : un accident dont il est difficile de se remettre, un éditeur avec lequel on ne s'entend plus, un manuscrit qu'on juge soi-même mauvais et qu'on laisse dans un tiroir. Voilà une vie d'écrivain bien compromise. Heureusement Catherine Vigourt n'est pas du genre à s'incliner devant les difficultés et, quelques années plus tard, elle recommence le parcours du combattant, en envoyant un texte ici et là, dans l'espoir d'une réponse favorable d'un éditeur. Elle a pris le risque minimal, car son manuscrit est un recueil de nouvelles, *Pense à Tobie* est pourtant publié, en 1996, chez Flammarion. C'est un petit précis de simplicité, de gaieté,

que quelques lecteurs attentifs remarquent. Vigourt est une valeureuse surveillante.

Elle revient ce printemps avec un roman qui ne dément pas les promesses des nouvelles. La phrase est toujours impeccable. En outre, Catherine Vigourt a voulu montrer qu'elle maîtrisait une construction romanesque complexe. Elle y est si bien parvenue qu'il est difficile de dire en quelques mots ce qu'est *La Vie de préférence*.

L'histoire d'un « détournement de majeure », comme elle le dit ? Certainement. C'est le centre du récit. La rencontre de Julie - une fillette de sept ans quasi muette, effrayée par le monde extérieur, accablée par la névrose de sa mère - et de Sacha, une jeune femme

répressée. Ce bref résumé ne dit malheureusement pas l'intérêt et la beauté de ce roman, qui ne tient pas dans les péripéties de cette aventure, mais dans la manière de Catherine Vigourt. Dans les moments de tension, elle supprime volontiers la ponctuation, pour accélérer le rythme de son texte. Les descriptions, au contraire, sont apaisées par le point-virgule.

« Ici », du côté d'Apt, de Manosque ou de Forcalquier, « on se retrouve en montagne sans s'en rendre compte, même les vallées en contrebas sont suspendues ; dans le détour des pentes quelques villages résistent au vent et de loin se confondent à la pierre dès que le jour descend ; alors le froid tombe avec lui, et avec eux le sentiment de notre importance ».

Extrait.

« Mon Dieu, se dit Sacha, si vous recommencez un jour, faites que la vie soit une piscine. C'est grand bain de préférence. C'est là qu'elle plongerait à l'infini, pour cette sensation-là. Cette sensation qui mille fois reproduite ne se répéterait pas. (...) Cette fois, devant soi, une bombe passe à la verticale. Une bombe silencieuse dans une nuée de bulles, un petit corps qui s'est ramassé dans ses bras et qui avant le fond s'ouvre comme une fleur. Qui devient une petite fille qui rage, avec des ciseaux encore courts, quelque chose de la grenouille perdue dans des pétales ».



C. VIDOUAU

fantasme qui a quitté un homme et un pays en guerre (l'ex-Yougoslavie peut-être) pour se retrouver femme de ménage dans un cabinet juridique parisien, avant de se laisser convaincre par le beau-père de Julie, Me Campion-Devret, de veiller sur la petite fille.

Julie et Sacha, parties en Provence pour quelques jours, avec la bénédiction - et la voiture - de la famille, vont, au retour, s'attarder en chemin, pour découvrir, au gré d'un singulier itinéraire (donné par les cartes postales envoyées à Julie par le fils de Campion-Devret, que Sacha et elle aiment particulièrement), plusieurs régions de France. Aux yeux de la mère de Julie, cela s'appelle une fugue, et cela mérite

Il faut la suivre dans les imperceptibles bifurcations du récit, pour voir se mettre en place, de prédictions en détours, subitement, la joyeuse invention de la vie. Pour comprendre la violence des relations entre les personnes, la tendresse aussi, la jalousie, les humeurs. La mère, angoissée, insupportable et touchante pourtant. Le beau-père, Campion-Devret, qui a « toujours confondu la dureté et l'intelligence » (ce qui en fait un mâle très « normal »). Son fils Edouard, qui est, avec Sacha, le symbole même de la liberté et du projet de ce roman, annoncé d'emblée : la vie, de préférence.

Josyane Savigneau

Une femme absente

A l'occasion de l'enterrement d'un ami, un homme revisite le mystère de son ancienne épouse

LA CLÉF
de Frank Lanot.
Stock, 238 p., 110 F.

Il n'est pas si courant de tomber sur un roman qui honore la règle de l'envoûtement immédiat, une première phrase qui vous cueille d'emblée, distillant une dose nécessaire d'énigme suspense. Celle qui ouvre *La Cléf* est magique, mine de rien. « Il ferma la porte derrière lui : il était chez elle. » Geste banal, banalement décrit en apparence, mais qui démontre un art littéraire discret, stimule la curiosité naturelle du lecteur lambda, toujours à l'affût d'une histoire d'amour, d'un crime, d'un secret caché derrière une

porte. Avant même de dire qui est « il » et qui est « elle », Frank Lanot expédie comme un uppercut une tragique information en même temps qu'un troisième personnage : « *Pierre est mort*. » Il s'agit donc bel et bien d'une enquête, l'auteur laissant filer sa mémoire pour évoquer d'abord le disparu. Mais au fil des pages, c'est d'une autre absence irrémédiable qu'il sera question : l'absence de Béatrice, dont le narrateur (Antoine) est divorcé. Il a la clef de son appartement, mais ne trouve jamais la clef du personnage : trop étrangère.

ERREUR DE DISTRIBUTION ?

Antoine et Béatrice se sont pourtant beaucoup aimés. Comme dans la première phrase d'*Aurélien*, d'Aragon, nous apprendrons très vite que la première fois qu'Antoine vit Béatrice « elle ne lui plut pas du tout ». Pierre, à côté du couple, avait joué le rôle de l'ami commun, puis de l'ami gardien. C'était un homme impénétrable, arborant un éternel sourire détaché, mi-complice mi-caustique, fascinant par sa dextérité à lire Lacan dans le texte, parler de Barthes sans gêne et expliquer Foucault avec maestria.

Antoine n'est pas doué pour la communication. Lorsque Béatrice lui demande comment il trouve sa voiture neuve, il répond « bleue ». Béatrice, de son côté, linguiste chevronnée, met « tout son art à éviter les mots pleins, les paroles qui auraient du sens ». Elle enveloppe leurs retrouvailles de silence et de banalités. Béatrice lit Annie Ernaux, Simone de Beauvoir et Philippe Sollers, Pierre savait réciter du Philip Roth et du Bianciotti, Antoine n'a jamais entendu parler de Gramsci et connaît par cœur la composition de l'équipe de foot de l'A.S. Saint-Etienne des or-

gines à nos jours : peut-être y eut-il dans le trio une erreur de distribution. Baignée de regrets, teintée de jalousies, cette évocation d'un mariage raté ressemble à un simulacre.

Dernière l'apparent fatalisme d'Antoine, sa pudeur, son ironie, sa façon de se décrire en sage veillant, il se pourrait que se camoufle une version post-existentialiste de l'amour fou, un délire burlesque. « Antoine n'attendait pas Béatrice. Pourquoi l'attendre ? Il venait de la retrouver. Il était chez elle. Elle lui offrait le meilleur d'elle-même : son image portée déployée dans l'espace, son parfum, les traces visibles et palpables de sa vie trépassée. Il avait déchanté Béatrice dans sa quintessence ultime : le rêve matérialisé de sa Béatrice ».

Et bientôt, surréalisme oblige, mais sans abandonner ses petites phrases courtes, alertes, stimples, élégantes, sensibles, urgentes, c'est dans un remake naturaliste du *Verigo* d'Hitchcock que Frank Lanot fait basculer le récit. Antoine rencontre Elsa. Nouvelle idylle, avec l'ombre de Béatrice en rétro. Puis une femme brune habillée de noir, fantôme. Interrogation jamais comblée.

Jean-Luc Douin

MICHEL
HOUELLEBEQC
à
Compagnie
le jeudi 3 avril
à partir de 18 h

58, rue des Ecoles, Paris 5^e
Tel. 01 43 26 45 36

BARICCO



"Une heure d'enchantement."
PIERRE LE PAPIER, LE MONDE

"Enigmatique et fulgurant."
RENÉ D'AMÉTIEN, LE FIGARO

"La force poétique du haïku, la grâce désespérée de la fugue et la sereine sensualité du roman."

Une merveille."
MICHELLE GAZIER, L'ESPRESSO

"Attention chef-d'œuvre."
CHRISTINE ARNOULT, LE PARISIEN

"Désespéré comme Céline, lucide comme Conrad, inventif et riche comme Calvino."

OLIVIER LUNARDI, L'ESPRESSO

"Beau comme la rencontre de Kafka et du Douanier Rousseau."

FREDERICATHON, LE NOUVEAU OBSERVATEUR

"Une perfection."
JEAN-BAPTISTE HIRANG, L'ESPRESSO

"Un récit brûlant, impalpable, aussi net et précis qu'un morceau d'Erik Satie."

ERIC NECHOU, MADAME FIGARO

ALBIN MICHEL

مكتبة الأدب

Le vertige et le silence

Sept nouvelles parfaites de Fleur Jaeggy,
écrivain suisse de langue italienne

LA PEUR DU CIEL
(La Paura del cielo)
de Fleur Jaeggy.
Traduit de l'italien
par Jean-Paul Manganaro,
Gallimard, coll. « Du monde
entier », 112 p., 85 F.

L'art de la nouvelle consiste à faire entrer un monde entier dans les limites d'une narration étroite - sans le forcer ni se forcer. Des qualités de vivacité et d'exactitude, un regard acéré sachant choisir parmi les détails qui importent en même temps qu'embrasser un vaste champ, sont requis. Lorsque cet art atteint, comme c'est le cas chez la Suissesse de langue italienne Fleur Jaeggy, une sorte de perfection, le monde est là, précis comme dans un dessin d'architecture, rendu comme par miracle selon toutes ses dimensions, visibles et invisibles.

Un paysage surgit alors de l'agencement de quelques mots : « Le village n'a pas de nom. Il y a l'église, entourée par les morts, une dizaine de maisons, les granges et la maison en ruine des jumeaux Schibeli. » Les personnes qui habitent les nouvelles de Fleur Jaeggy, qui vivent, passent ou meurent, n'ont besoin que de quelques traits pour exister. Évoqués, elles sont là avec leur épaisseur, leur trouble sans nom, l'inconscience vertigineuse qui tisse leurs rapports, fonde et souterrainement leur détresse et leur haine : « Kurt et Verena Kuster fêteront leurs noces d'or. Les voisins disent que c'est beau de fêter les noces d'or (...). On sentait le reproche dans le sifflement silencieux, le mantail de la terre et il s'élevait comme une brume pourrie en enveloppant les gros meubles imposants. Eux deux, comme d'un bas-fond, surplombaient ces humeurs, les méchants génies, en silence. »

Il y a quelque chose d'un peu froid, comme détaché, dans le regard de Fleur Jaeggy. Son style, la

construction un peu funambulesque de ses histoires - le lecteur devra considérer avec une grande attention les premières lignes de chaque nouvelle - profitent de ce qui est bien plus et mieux qu'une habileté.

L'auteur n'éprouve pas la pitié comme un miel trop sucré, ne distribue pas de gâteries du haut de son savoir ou de son art. Elle ne manifeste aucune condescendance à l'égard des pauvres et des malchanceux, des couples désolés, des fous et des vieilles filles qui forment sa petite société. Si « surplomb » il y a, c'est à partir du « bas-fond ». Lisant Fleur Jaeggy on se prend à songer au Suédois Torngy Lindgren - pour l'univers protestant -, ou encore à la grande Flannery O'Connor. Une Flannery qui aurait pas pour la soutenir et la guider cette colonne faisant monter le rire et la compassion jusqu'au ciel. Absence qui, dans les nouvelles de Fleur Jaeggy, rend les choses et les êtres encore un peu plus insidieusement désespérés.

Les sept nouvelles qui forment ce court recueil sont des modèles de concentration de la matière narrative. La phrase ne fléchit jamais, taillée d'une main assurée. Parfois, elle perd son verbe, s'impatientant et va à sa conclusion en brillant toutes les étapes. Dans l'une des nouvelles, la plus belle peut-être, « Une femme », qui condense une vie entière, et même celle de plusieurs générations, l'auteur intervient sous le masque du narrateur, se qualifiant lui-même d'« intrus ». Le terme est assez juste. Fleur Jaeggy entre comme par effraction dans la vie de ses personnages, intervient au nœud de leur vie, au moment où cette vie bascule, se perd.

Patrick Kéchichian

★ Un très beau roman de Fleur Jaeggy a été publié, *Les Années bienheureuses du châtiment* (Gallimard, 1992).

science-fiction

Par Jacques Baudou

Dick ressuscité

REQUIEM POUR PHILIP K. DICK

de Michael Bishop.
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Paul Villon,
Denoël, coll. « Présences », 514 p., 160 F.

S'il est un écrivain de science-fiction américain qui jouit d'une réputation d'auteur culte, entretenue par une chapelle zélée et agissante d'admirateurs, c'est bien Philip K. Dick. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il devienne à son tour le héros d'une fiction empruntant à son œuvre quelques-uns de ses thèmes les plus caractéristiques. Au début du roman de Michael Bishop, Philippe K. Dick meurt d'une attaque dans son appartement californien, comme cela lui est arrivé en réalité. Mais l'auteur nous avertit tout de suite : cet an 1982 n'est peut-être pas celui de la plupart des livres d'histoire. Nous découvrirons d'ailleurs rapidement que le Dick du roman n'est pas du tout l'auteur de S-F que nous connaissons, mais un auteur de littérature générale apprécié pour « sa critique mordante des valeurs de la bourgeoisie américaine », bref l'auteur que le vrai Philip K. Dick avait tenté d'être à un moment et qu'il aurait peut-être pu être si sa carrière littéraire avait penché d'un côté plutôt que d'un autre. Tout comme *Le Maître du haut château*, *Requiem pour Philip K. Dick* est une uchronie. Le destin littéraire de Dick n'est pas le seul à avoir été bûché ; le cours de l'Histoire aussi. En faisant bombarder les digues du Nord-Vietnam, le président Nixon a gagné la guerre en Asie du Sud-Est, s'est fait réélire à plusieurs reprises à une très forte majorité après s'être débarrassé de ses adversaires et les faisant emprisonner sous l'inculpation d'activités anti-américaines et a radicalement transformé son pays. Les États-Unis sont devenus, sous sa gouverne, un État policier, où les déplacements sont sévèrement réglementés et où il ne fait pas bon peo- ser autrement que la majorité silencieuse. De cette Amérique républicaine, Michael Bishop trace un portrait féroce qui fait froid dans le dos. D'autant qu'il imagine des tyrans de l'Antiquité, « Richard I^{er} », comme l'appellent ses détracteurs, sombre dans une folle paranoïaque.

Et c'est là que Dick intervient, ou plutôt le fantôme de Dick, très actif, qui visite les psychothérapeutes, transpire dans le corps d'un palefrenier noir et nain, fait des incursions dans la base lunaire de Von Braunville et rassemble des disciples afin de provoquer un « changement de réalité », un écoulement différent de l'Histoire.

Le dernier chapitre proclame leur victoire : les personnages se retrouvent dans un univers parallèle où Dick s'emploie aussitôt « à modifier soigneusement les caractéristiques fondamentales de l'univers » par la grâce de l'écriture. Michael Bishop réussit ici une belle démonstration : même mort, Dick est toujours vivant.

● **SUPERSTITION**, de Douglas Preston et Lincoln Child.

La sortie récente du film *Relic*, qui est l'adaptation, a redonné quelque actualité à cet excellent roman d'horreur, passé trop inaperçu à sa parution il y a quelques mois, sans doute en raison d'un titre français médiocre et qui n'a pas grand-chose à voir avec le thème traité effectivement. Bien sûr, il y est question d'une exposition sur la superstition, censée drainer le grand public vers le musée d'histoire naturelle de New York et dont l'inauguration va constituer l'un des moments-clés de l'intrigue. Mais le titre original, *Relic*, est infiniment plus révélateur : le monstre qui tue et dépece ses victimes pour dévorer leur hypothalamus dans l'enceinte du musée appartient à une

littérature

LITTÉRATURE FRANÇAISE

● **NOIR ANIMAL OU LA MENACE**, de Yann Queffelec

« Vas-y Charlie, t'es pas si petit. » Charlie a douze petits printemps, alignés dans l'univers oppressif d'un orphelinat. Un jour, la famille Bougran débarque, l'adopte. La liberté ? L'amour ? Il n'en est pas question. Parce que, chez les Bougran, c'est le fils, Edic, qui mène la danse. Il est skis, nazi, raciste, nettoyeur en chef de tout ce qui est un peu trop coloré dans la banlieue parisienne, à Néry. Charlie, lui, il est noir, et avec cette famille « providentielle » il a gagné la mutité à perpétuité, sous peine de se retrouver ligoté sur les rails pour le passage du Paris-Bordeaux. Alors Charlie, il « brode », il invente des histoires pour ses rêves à lui, mais aussi pour les autres, afin de ne pas dire les mots que personne ne veut entendre. Ce bref roman, version revue et augmentée d'une nouvelle intitulée « La Menace », parue hors commerce en 1994 pour les lecteurs de France Loisirs, et la même année en Pocket, attaque de plein fouet les arguments frustes et simplistes d'un discours tragiquement actuel. Yann Queffelec renoue ici avec un de ces thèmes favoris : la peinture psychologique d'un adolescent claustré dans son monde, rejeté pour cause de différence (Bartillat, 138 p., 100 F.). Sy. J.

● **LA POUSSIÈRE DU MONDE**, de Jacques Lacarrière

Petit à petit, Yunus Emrê trace son chemin, gravant la terre. Le sillon qu'il inscrit dans le sol aride des steppes est l'insigne de sa démarche : tout en introspection, harmonie du corps et de la nature. Derviche errant, poète de l'Anatolie du XIII^e siècle, mystique soufi, son histoire se confond avec les aspirations de son « biographe », Jacques Lacarrière. Parce que, justement, lui aussi est un nomade. Mais s'il puise dans la philosophie de Yunus Emrê pour atteindre « l'immense », il analyse aussi les secrets des civilisations conquérantes, celles surtout des Mongols. Jacques Lacarrière joue avec l'ambivalence de son écriture : tour à tour poésie fleurie et sensuelle, expression d'un vrai conteur, puis longues phrases sur les invasions mongoles, comme aspirées par le rythme de leurs galops, où l'auteur mêle de petites remarques personnelles, donnant à ses réflexions une dimension intemporelle. Légende, conte ou travail d'historien ? Le texte perd son caractère référentiel pour devenir une méditation sur la science de la vie et la connaissance de soi, de l'autre, de l'immense et de l'infime. « Est-ce l'hygiène qui imite l'immense ou l'immense qui imite et agrandit l'hygiène ? » (Nuit éditions, 186 p., 120 F.). Sy. J.

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● **ÉTÉ INDIEN**, de William Dean Howells

À Florence à la fin du siècle dernier, un homme d'une quarantaine d'années, riche et bien portant, retrouve une amie d'enfance qui y réside avec sa petite fille et une jeune demoiselle. Notre homme mal remis d'une histoire d'amour aime la compagnie des femmes et les fêtes légères, même s'il professe une fausse modestie de vieux monsieur qu'il n'est pas. Des relations sentimentales se tissent entre ces trois personnages féminins (d'âges différents) et le héros. Il se passe des choses étranges, des aventures cruelles, des rencontres réjouissantes. Les personnages principaux échangent des propos justes, pénétrants, étonnants, interrompus par-ci par-là d'incohérences qui finissent par donner au livre un charme inexplicable (traduit de l'anglais - États-Unis - par Patrice Repussé, préface de John Updike, Mercure de France, coll. « Bibliothèque américaine », 378 p., 160 F.). M. S.

espèce relique, à l'un des culs-de-sac de l'évolution. C'est du moins ce que pense l'un des anthropologues du musée, auteur d'une hypothèse combinant la théorie du chaos et celle de l'évolution darwinienne, et qui voit en lui l'illustration de ce qu'il appelle l'effet Callisto, du nom d'une nymphe à la métamorphose brutale. L'intérêt du roman vient de ce que l'affrontement à huis clos dans le musée ne se fait pas contre une créature surnaturelle et inintelligible, mais contre une espèce aberrante que les scientifiques décryptent peu à peu et contre laquelle ils finissent par trouver une stratégie. En déconstruisant leur intrigue du fantastique vers le roman de conjecture rationnelle, les auteurs ont rendu le suspense infiniment plus efficace, sans rien altérer de la charge horrifique. Le résultat est des plus convaincants. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Jean Colonna, Robert Laffont, coll. « Best-sellers », 452 p., 139 F.)

● **MARS ATTACKS**, de Kareo R. Jnnes

Il est rare de disposer, à propos du tournage d'un film, d'un ouvrage équivalent à celui de Kareo R. Jnnes, qui suit toutes les étapes de sa création depuis son insolite source d'inspiration - les « trading cards » de la Topps Chewing Gum Company - jusqu'à la réalisation de certaines de ses séquences-clés, en passant par la revue de détail de toutes les techniques d'effets spéciaux utilisés, notamment l'image de synthèse 3D. Le livre est abondamment illustré, mais pas seulement avec des photographies du film ni du tournage : il comprend de nombreuses reproductions de dessins préparatoires, d'extraits du *story board*, de maquettes. Pour l'œuvre d'un réalisateur comme Tim Burton, venu de l'animation et qui attache une grande importance à l'aspect « graphique » de ses films, c'est un parti pris nécessaire. C'est l'est d'ailleurs plus ici qu'il s'agit d'un film de S-F, et que le travail de conception réalisé autour des Martiens et de la civilisation martienne - pour relever d'une imagerie bien établie - n'en est pas moins essentiel et remarquable. On regrettera toutefois qu'un aussi bel album n'ait pas bénéficié d'une traduction plus soignée et qu'en particulier on ne se soit pas donné la peine de rechercher les titres français des films mentionnés dans le texte... (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Catherine Pontecurvo, éd. Dreamland, 176 p., 160 F.)

● **SHOCK ROCK**, anthologie de Jeff Gelb

Jeff Gelb est un spécialiste de la compilation d'anthologies originales de nouvelles d'horreur, et tout particulièrement de nouvelles érotiques d'horreur. J'ai lu « Epouvante » a publié les versions françaises de deux de ces dernières sous le titre *Histoires de sexe et de sang* ; les deux volumes ne brillaient pas par la qualité des textes sélectionnés, bien au contraire. *Shock Rock*, qui regroupe des textes d'horreur traitant du thème générique du rock, ne vaut guère mieux. Les nouvelles réunies ici ne se distinguent ni par la qualité de l'écriture, ni par l'originalité de l'approche, ni par l'ingéniosité des intrigues et des chutes. Elles donnent une impression d'uniformité, et de l'univers du rock une vision assez convenue et étiquée. Elles ne se montrent guère inventives dans leur manière de mettre l'horreur en jeu, et l'exploitent le plus souvent de manière primaire. L'ensemble paraît aussi répétitif et pesant qu'un concert de hard. Deux textes, seuls, émergent de la débâcle : ceux de F. Paul Wilson et de Richard Christian Matheson. Rien d'étonnant, ce sont les meilleurs du lot ! (Traduit de l'anglais - États-Unis - collectif, Rivages « Effroi », 328 p., 129 F.)

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

NOUVEAUTÉS 1997



Un recueil de nouvelles japonaises offert, pour l'achat de 3 titres de la collection

Chaque ouvrage 40 F

مكتبة الزمزم

VI / LE MONDE / VENDREDI 28 MARS 1997

ECONOMIE

par Philippe Simonnot

La martingale Cahen

SPÉCULER AVEC L'ANALYSE TECHNIQUE DYNAMIQUE de Philippe Cahen. Ed. Economica, 226 p., 185 F.

L'avez-vous cru ? La Bourse est une école de morale. Et même de morale Grand Siècle. C'est du moins ce qui apparaît d'abord dans le livre de Philippe Cahen, expert financier et inventeur d'une nouvelle « martingale » dénommée « analyse technique dynamique ». En effet, les premières pages de son livre sont semées de conseils qui n'auraient pas déplié à l'auteur de *Cinna* : « En combattant ses passions, il est possible d'obtenir sensiblement ses performances. » Ou : « Surtout, ce que [ma] méthode vous apporte, c'est apprendre à maîtriser vos passions. » Mieux encore : « Il faut combattre ses doutes, son émotion, les pressions de son environnement. » Puisque l'univers aujourd'hui se gouverne à la Bourse, Cornélius aurait pu faire dire à Auguste, après avoir lu ce livre, à la fois indigeste par son jargon et fascinant par son ambition : « Je suis maître de moi comme de la corbeille ! »

Au moins est-il utile de connaître l'économie pour gagner de l'argent en spéculant ? Pas du tout ! répond Philippe Cahen. Non seulement « l'étude de l'activité économique n'est pas nécessaire pour anticiper le comportement des marchés financiers », mais encore « aucune connaissance d'économie n'est nécessaire pour pratiquer l'analyse technique dynamique ».

Même si les deux auteurs qui passent pour les plus grands économistes des XIX^e et XX^e siècles, à savoir Ricardo et Keynes, ont été de fameux boursicoteurs, la théorie économique classique, il est vrai, est plutôt insensible aux charmes peu discrets de la Bourse. Elle enseigne en effet que, sur un marché parfait – et la Bourse est très proche de cet idéal –, toutes les informations disponibles sur le passé, le présent et l'avenir sont inscrites à chaque instant dans les cours de Bourse. Dès lors, même les plus grands professionnels du marché seraient incapables de battre le marché ou, comme le disait joliment Keynes, de « battre le pistolet » du starter. A chaque minute, un spéculateur aurait autant de chances de gagner que de perdre. Autrement dit, on ne peut gagner qu'en trichant – par exemple en disposant d'informations privilégiées, ce qui constitue le délit d'initié.

Comme ses collègues « chartistes » du monde entier et autres analystes de graphiques, Philippe Cahen pense exactement le contraire. On peut bonnement gagner de l'argent à la Bourse, et si l'on suit sa méthode on peut même quasiment gagner à tous les coups. Le raisonnement se déroule en trois temps.

Sous le vocable d'« analyse technique dynamique », Philippe Cahen ne propose rien de moins qu'une méthode pour spéculer « gagnant » en Bourse

Premier temps : la reconnaissance de la nature du marché. Cette nature est « fractale » – ce qui veut dire que le marché obéit à la même loi quelle que soit sa dimension et quelle que soit l'unité de temps prise en considération : quelques minutes, la journée, une ou plusieurs semaines. Cette loi qui s'impose à tous les opérateurs n'est autre que la recherche permanente du profit maximal. Il est terminé, le capitalisme de papa, qui consistait à pérenniser un capital et à le faire fructifier ! Les années 1990 ont vu apparaître, avec les fameux hedge funds à la George Soros, un « sous-système » d'importance rapidement croissante, dont l'objectif est de maximiser en permanence les profits. A cette révolution dans les esprits s'est ajoutée la révolution informatique qui a raccourci le temps de la spéculation. Pour Philippe Cahen, il n'est pas aujourd'hui nécessaire de garder une position spéculative très longtemps, car l'accroissement du gain n'est pas fonction du temps, mais de la manière dont est perçu le changement en cours. Cela expliquerait pourquoi les volumes de transactions financières se sont tellement gonflés ces dernières années, jusqu'à atteindre 1 500 milliards de dollars par jour, soit, au bas mot, cent fois la valeur des transactions commerciales.

Deuxième temps : le fait que les opérateurs obéissent à la même loi partout et en tout temps invite à la récollection des comportements passés. Plus longue est la série statistique dont on dispose, « plus la probabilité de rencontrer une situation similaire à la situation actuelle augmente ». Ici, Cahen nous dit de nous méfier, car certaines séries historiques sont peu fiables. « Il ne faut pas se fier à l'origine de l'émission des bases de données, prévient-il, car certains d'entre eux, et non des moindres, ne se gênent pas pour diffuser des bases de données complètement erronées. »

Troisième temps : le travail sur le passé. A l'aide de quatre indicateurs aux noms bizarres – du moins pour le profane – qu'il n'est pas question de discuter ici, Philippe Cahen a constitué un modèle analytique qui, affirmé-t-il, permet de prévoir les mouvements des différents marchés sur des périodes comprises entre quelques minutes et plusieurs semaines. Même les célèbres mais mystérieuses « bulles financières » et leur éclatement deviendraient calculables. Tel croisement de courbe est un premier signal de prise de profit. Telle autre forme indique qu'en tout état de cause il faut donner un ordre de prise de profit. Telle autre encore annonce un mouvement plus violent. Lire dans le marc de café ne donnerait pas plus d'assurance.

« Pour gagner, écrit Cahen, il n'est pas nécessaire d'acheter au plus bas et de vendre au plus haut, mais il suffit d'acheter près du plus bas et vendre près du plus haut. » Encore faut-il pouvoir identifier le plus bas et le plus haut. C'est précisément ce que vise la méthode en aidant à reconnaître, dans ce qui se passe sur le marché, l'une des quatre – quatre seulement – formes possibles : changement de tendance forte ou faible, reprise technique forte ou faible, afin d'agir en conséquence.

Au contraire des analyses concurrentes qui seraient statistiques, et qui ne correspondraient plus à la réalité d'un marché de plus en plus mouvant, l'analyse de notre auteur se veut dynamique. Elle serait comme un zoom qui permet de « voir exactement ce que l'on cherche, tout en connaissant son environnement ».

Et si tout le monde adoptait la « martingale Cahen », est-ce que cela ne nuirait pas à son efficacité ? Son inventeur a répondu par avance à cette objection. La méthode reste valable, assure-t-il, « quel que soit le nombre d'opérateurs qui l'utilise ». Tout au plus admettrait-il sans doute que l'accroissement du nombre de ses disciples pourrait accroître la volatilité des cours, par des effets moutonniers. Mais ce ne serait pas pour lui déplaire. Tant il est vrai que la spéculation a le même ennemi que la marine à voile : le calme plat.

PASSAGE EN REVUE

Les Temps modernes

La controverse est loin d'être éteinte autour du livre de Daniel Goldhagen (voir « Le Monde des livres » du 17 janvier), dont les ventes, en France, ont d'ores et déjà dépassé les vingt-cinq mille exemplaires. Tandis qu'une historienne, Ruth Bettina Birn, familière des archives de Ludwigsburg qui rassemble en Allemagne les comptes-rendus des procès de criminels de guerre, conteste l'exploitation que l'historien de Harvard fait de ces documents qui constituent la base de son ouvrage, c'est au tour de la revue de Claude Lanzmann de se lancer dans la bataille provoquée par la parution des *Boureaux volontaires de Hitler* (Seuil). Pour l'occasion, Raul Hilberg, l'auteur de *La Destruction des juifs d'Europe*, s'exprime pour la première fois par écrit sur le livre de Goldhagen, dont il estime, selon lui à juste titre, que dès la fin 1996, le monde universitaire, à l'inverse des lecteurs profanes, l'a « rayé de la carte ». Au milieu de réactions franchement hostiles de Liliane Kandel, Pierre-Yves Gaudard et Claude Lanzmann lui-même, tranche un texte plus équilibré de Pierre Bourdieu (n° 592, février-mars, 82 F).

INTERNATIONAL

par Daniel Vernet

HISTOIRE DE LA RUSSIE

ET DE SON EMPIRE

de Michel Heller.

Traduit du russe

par Anne Coldefy-Faucard.

Plon, 996 p., 198 F.

Michel Heller a eu le temps, à la fin de l'année dernière, de relire les épreuves russes et françaises de son livre, avant d'entrer à l'hôpital et de s'éteindre le 3 janvier, à l'âge de soixante-quinze ans. L'historien et écrivain d'origine russe qui avait émigré en France en 1969, a pu mettre ainsi un point final à son œuvre majeure, une histoire de la Russie, une somme d'érudition et de culture, qui devrait devenir très vite un livre de référence. C'est l'histoire, dit-il, « de la naissance, de l'essor, de la grandeur et du déclin de l'empire », d'autant plus difficile à écrire qu'elle a été sans cesse utilisée à des fins politiques. Les héros ont changé, les adversaires sont devenus partisans et les amis, des ennemis jurés, les événements ont été occultés ou déformés selon les lubies des puissants du moment. Les exemples sont légions et n'ont pas commencé avec le communisme. Au XVIII^e siècle, l'impératrice interdit toute référence à la thèse selon laquelle les fondateurs de la Russie étaient des Normands. En 1937, Sergueï Eisenstein prépare son film sur le tsar Alexandre Nevski qui collabora avec la Horde d'or mongole contre l'Ouest. Pour Staline, l'ennemi principal était alors l'Allemand. Deux ans plus tard, Alexandre Nevski est interdit, car entre-temps l'ennemi est devenu allié.

Le travail de mise au jour de cette histoire cachée, déformée, disputée – y compris sur les origines mêmes de la Russie – n'a pas

POLITIQUE

par Gérard Courtois

LA FRANCE VA-T-ELLE DISPARAÎTRE ?

de Jean-Claude Barreau.

Grasset, 198 p., 115 F.

Si nous étions aux Etats-Unis, Jean-Claude Barreau serait sans doute télévangéliste. Nous sommes en France. Il écrit donc des livres. Un par an, ou peu s'en faut. Cet ex-céru éducateur de rue, ex-socialiste conseiller de François Mitterrand à l'Elysée, ex-président de l'Office des migrations internationales, ex-conseiller de Charles Pasqua puis de Jean-Louis Debré au ministère de l'Intérieur, la recette est éprouvée : assez de bagout pour attirer l'attention, beaucoup d'idées simples pour ne pas rebuter le chaland, ce qu'il faut de provocation pour se donner des airs d'iconoclaste courageux et un zeste de pathos pour faire frémir dans les chaudières.

Tous ces ingrédients sont réunis dans le sermon 1997. Et tout d'abord ce titre-choix : *La France va-t-elle disparaître ?* Qu'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit pas d'une banale décadence, mais de poisons plus insidieux qui menacent la vie même de la nation. On enoierait « Atax ardens, citoyens ! » et l'on ferait sonner le tocsin pour bien moins. Les « forces de dissolution externes » qui mettent la patrie en péril portent un nom : l'europhobie, cette absurde « idéologie » qui entretient l'illusion funeste de construire en Europe un nouvel espace civique sur « les débris des cultures historiques ».

Au prix de la souveraineté du peuple et de la légitimité de l'Etat, rognée d'un côté par les « provinces » qui se poussent du col et les « tribulations de tout poil », et d'un autre côté par des directives européennes où la technocratie le dispute à l'oligarchie.

SCIENCES

par Catherine Vincent

LA SOURIS, LA MOUCHE ET L'HOMME

de François Jacob.

Ed. Odile Jacob, 238 p., 120 F.

François Jacob a l'art de décrire dans le style le plus clair les lois les plus complexes de la biologie. Après *Le Jeu des possibles* (Payard, 1981), petit essai alerte et brillant sur la diversité du vivant, après *La Statue intérieure* (Odile Jacob, 1987), attachante autobiographie dans laquelle se dévoilaient tour à tour le savant, le patriote engagé et le citoyen du monde, c'est à la connaissance pure qu'il revient aujourd'hui. Avec un talent que lui éprouvent bien des auteurs, et une traîtrise d'esprit inaltérée.

Qui oublierait, après avoir refermé ce livre, la formidable image du « chien moléculaire » et du « chien familier » – le second n'étant qu'un pâle reflet du premier, mais le seul accessible à notre perception ? Les récits que la science nous livre, souligne Claude Lévi-Strauss, sont aussi éloignés du sens commun que ceux qu'a créés la pensée mythique. Sciences et mythes, ajoute François Jacob, « jouent des rôles semblables. Ils répondent tous deux à une exigence de l'esprit humain, en lui apportant une représentation du monde et des forces qui le régissent ».

Et quelles forces ! Dans l'aventure qu'il nous conte ici, c'est une mouche, comme l'indique le titre de l'ouvrage, qui tient la place centrale. De

seulement un intérêt académique. « L'histoire aide parfois à se remémorer l'avenir », affirme Michel Heller, en soulignant que la Russie de Boris Eltsine affronte des questions souvent apparues dans le passé russe : « Au seuil du XXI^e siècle, la Russie se cherche une visée nationale. Par deux fois, au cours du XX^e, elle aura perdu son empire. Quelles leçons tirera-t-elle du passé ? Quelle réponse donnera-t-elle au défi de l'histoire ? » Ou, pour poser la même question dans les termes de l'historien Klioutchevski au début du XX^e siècle, à propos de Pierre le Grand : « L'option conjainte du despotisme et de la liberté, des Lumières et de l'esclavage, telle est la quadrature du cercle, l'équation politique que nous tentons de résoudre depuis deux siècles sans y être parvenus à ce jour. »

Dans son histoire de la Russie, Michel Heller expose bien d'autres « quadratures du cercle ». La place manque pour en rendre compte. Deux dominent cependant les interrogations sur le passé et le présent russes : le rapport à l'Asie et à l'Occident, l'essence impériale du pays.

La plupart des historiens russes placent la Russie au cœur de l'Eurasie ; cette situation « à cheval sur deux continents, réunissant l'Europe et l'Asie, mais ne s'identifiant ni à l'une ni à l'autre, étant à la fois l'une et l'autre » trace une « voie particulière » et lui donne une « mission ». Le moine Nestor qui, au début du XII^e siècle, écrit la *Chronique du temps jadis*, première histoire écrite de la vieille Russie, a été annexé tantôt par les slavophiles, tantôt par les occidentalistes, « la grande contradiction » de la Russie, dit Michel Heller. Elle a commencé avec le baptême à Kiev du prince Vladimir, dont Mikhaïl Gorbatchev, en pleine euphorie de la perestroïka, célébra le millénaire en 1989. Vla-

dimir choisit le christianisme de rite byzantin parce que le catholicisme lui paraissait trop austère et l'islam trop strict sur l'interdit de l'alcool. « La joie des Russes est de boire, nous ne sourions nous en passer », disait-il. Vladimir adopte aussi le système d'Etat byzantin qui, avec l'héritage mongol, contribue à forger les caractéristiques de la vie russe, « potence, soumission, piété ».

La tentation est grande d'expliquer par cette double empreinte l'« orriération » de la Russie, que les Russes préfèrent appeler sa « différence ». Ils en tirent une certaine fierté et la certitude que ce retard peut se révéler bénéfique, qu'ils peuvent « s'approprier en un clin d'œil » ce que les peuples européens ont mis si longtemps à réaliser. La liste est longue des dirigeants russes convaincus que le progrès, décrété d'en haut, devait venir de l'Europe, quitte à retourner ensuite contre cette même Europe les emprunts qui lui avaient été faits.

L'autre constante de l'histoire russe est la quête permanente de nouveaux territoires – qui la rapproche de la Rome antique –, depuis la Russie médiévale jusqu'à l'Union soviétique. Cet « impérialisme défensif » destiné à assurer la sécurité de la métropole amène à repousser sans cesse les frontières, car « chaque territoire nouvellement acquis a des voisins qui à leur tour représentent une menace ». En même temps, l'histoire russe du XX^e siècle est l'histoire de l'effondrement de cet empire que le bolchévisme n'a fait que retarder sans pouvoir l'empêcher. Un des principaux défis auxquels sont confrontés les dirigeants postcommunistes est de penser une Russie non impériale. Les parcours de l'histoire balisés par Michel Heller montrent combien la tâche est difficile.

Aux armes, citoyens !

Pis encore, ces européistes sont les marchands du temple, tant ils ont partie liée avec un libéralisme ravageur, abolisseur de frontières, aveugle au fait national. Et ils trouvent de coupables complaisances en France même. L'impératrice Jean-Claude Barreau ne lésine pas sur les formules à l'emporte-pièce. Le « cynisme de masse » n'est-il pas en train de désintégrer notre « système civique » ? L'affaire des sans-papiers de Saint-Bernard, durant l'été 1996, ne témoigne-t-elle pas du triomphe de la « bombeuse arène » et de ces « bien-pensants » qui, à « n'écouter que [leur] cœur », ne comprennent pas qu'ils risquent de « ruiner la cité » ? A quoi s'ajoutent les « rotés de la machine à intégrer », la crise démographique, et surtout ce « mépris du peuple » dont feraient preuve nos élites.

L'auteur pointe donc un doigt vengeur sur deux péchés capitaux. Le premier, un brin ridiculisé, remonte au mois de mai 1968. « Le marxisme envahit, que restait-il de 68 ? Un ramassis de bons sentiments vagues », « une espèce de bouillie bienveillante, sans frontière, individualiste et naïve », fustige-t-il. Mais il faut remonter plus loin, à un autre mois de mai, celui de 1940, pour comprendre l'attitude actuelle de la « classe dirigeante » française. Ce désastre, qui vit s'effondrer en un mois l'armée, l'Etat et les corps constitués, « pèse toujours sur l'inconscient de nos dirigeants et explique, sans l'excuser, leur comportement hétéroclite de renoncement et leurs complexes vis-à-vis de l'Allemagne ». Or « la notion est bien malade quand le mosaïsme remplace l'admiration qu'on doit à sa patrie ».

Belle saive d'anathèmes. Mais la sincérité – et on ne doute pas de celle de Jean-Claude Barreau – n'autorise pas la facilité. Gaulliste de

la plus belle veine quand il s'agit de défendre la grandeur de la France éternelle, il est saisi d'une étrange amnésie quand il met sur le compte des règlements de Bruxelles l'« abaissement » du Parlement français ; cela ne fait-il pas quarante ans – la Constitution de 1958, le primat de l'exécutif, puis l'élection du président de la République au suffrage universel – que les députés sont réduits au rôle de figurants ? De même, il est approximatif, même pour les besoins de la cause, de prétendre que « la France était aussi ouverte au « marché » il y a une, deux ou trois générations qu'aujourd'hui », quand le poids du commerce extérieur dans le produit national brut est passé, en vingt ans, de 14 à 28 %.

Reste une question, dont Jean-Claude Barreau se défend comme un beau diable : son plaidoyer n'apporte-t-il pas de l'eau au moulin de Philippe de Villiers, pis, de Jean-Marie Le Pen ? Au premier, il rétorque que « le civisme n'a rien à voir avec l'ordre moral », tout en admettant que son diagnostic est « assez bon ».

Quant au Front national, notre auteur n'a pas de mots assez durs à son encontre : n'est-il pas « désqualifié, dans sa prétention au patriotisme, en sa racine même, par son vicisme originel. La FN est vichyste. Il reste profondément collabo » ? On ne saurait mieux dire. Mais il reconnaît lui-même : « Le véritable problème est de transformer le patriotisme en un sentiment ouvert et non xénophobe. » Problème d'autant plus délicat à résoudre quand on pose comme postulat que le lien social a trouvé ses limites indissolubles dans les frontières des nations modernes. Et quand on se montre impuissant à imaginer l'avenir autrement que comme une répétition du passé, une restauration, voire une réaction.

Le grand Meccano vivant

Convaincu que la formation d'un être humain demeure « l'histoire la plus merveilleuse et le problème le plus déconcertant de ce monde », ce fondamentaliste dans l'âme n'en oublie pas le rôle – bon ou mauvais – que peut jouer la science dans la société. Notamment la génétique. Lui qui, dans les années 50, choisit cette discipline pour lutter contre le lissénisme – « faire de la génétique, c'était alors, à mes yeux, le refus de substituer à la raison l'intolérance et le fanatisme » –, consacre à cette réflexion la dernière partie de son livre.

« A l'époque du génie génétique, du projet sur le génome humain, des recherches sur l'embryon (...), il n'est pas possible de faire comme si rien ne s'était passé dans les camps de l'Allemagne nazie », écrit-il, en rappelant que toute tentative eugénique serait « biologiquement suicidaire et socialement absurde ». François Jacob, qui évoque comme personne le miracle de la sexualité et de la diversité humaine, sait qu'il est scientifiquement impensable, parce qu'impossible, de poursuivre la « bonne » recherche et d'abandonner la « mauvaise ». Pour que s'opèrent au mieux les futurs choix des sociétés humaines, il place son espoir dans l'honnêteté des scientifiques, qui se doivent de dire « toute la vérité et rien que la vérité » sur l'état et les conséquences possibles de leurs connaissances. En homme libre, François Jacob montre l'exemple. Sa parole est essentielle.

هكذا من الأهل

Le suppli
com
en form

ur de l'Eurasie

CRITIQUE DE LA RAISON PURE
d'Emmanuel Kant.
Traduit de l'allemand
et présenté par Alain Renaut,
Index analytique établi
par Patrick Savidan,
éd. Aubier, 750 p., 195 F.

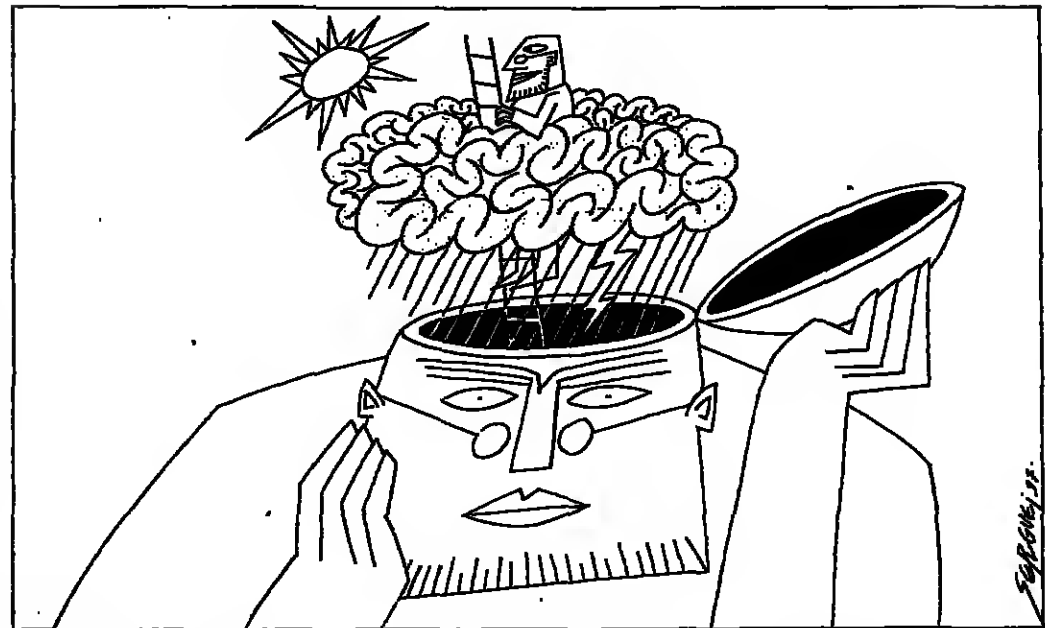
Mettez-vous des philosophes faciles à lire. Au premier regard, ils sont limpides, agréables à suivre, dépourvus d'aspérités apparentes. En fait, ils masquent leur travail sur les concepts sous une prose tantôt chantante et tantôt veloutée. Rousseau ou Bergson, par exemple, si différents qu'ils soient, partagent cette caractéristique de posséder un abord trompeur. On croit saisir d'emblée leurs propos, on les voit fuir comme sable aux doigts dès qu'on tente de les agripper vraiment. Il faudrait en dire autant, pour d'autres raisons, de Montaigne, de Pascal ou de Nietzsche : leurs fulgurances de style ne rendent pas toujours perceptibles d'emblée la précision philosophique de leur démarche ni la complexité de leurs analyses. Avec Kant, cet inconvenient n'existe pas. On sait toujours où l'on en est. Impossible d'ignorer comment chaque pas s'enchaîne. Pas un bouton ou manque aux démonstrations. Le prix à payer est une certaine rugosité de l'écriture, plus attentive à se faire entendre qu'à se parer. En revanche, chacun est assuré, s'il suit le fil des explications, de ne pas perdre de vue le chemin emprunté. Kant n'est pas artiste, en revanche il n'est jamais flou. A défaut de style, il a de la constance. Une sorte d'obstination pédagogique le mène continuellement. Aussi des pages qui sembleront particulièrement rébarbatives à celui qui ouvrira au hasard la *Critique de la raison pure* se révéleront-elles sans mystère aucun quand il aura parcouru chacune des étapes de l'œuvre, en commençant par le commencement.

On s'apercevra alors que tout ce que l'on a pu dire sur la lourdeur de Kant est fortement exagéré. Sans le rendre aérien, ce qui est impossible, la nouvelle traduction

La métaphysique était un champ de bataille. Enfin Kant vint. A-t-il vraiment mis un terme aux combats en éclairant les malentendus qui leur donnaient naissance ?

d'Alain Renaut permet aux francophones de lire cette œuvre capitale de manière plus fluide que ne le permettaient les précédentes tentatives. Supposons un lecteur qui ne se soit jamais aventuré dans ce massif passant pour aride - le cas est fréquent. Comment lui crayonner une carte grossière ? On lui indiquera d'abord que l'excursion vaut d'être tentée. Sans intermédiaire, sans commentateur, sans guide professionnel. Heureusement, tout seul, à ses risques et périls. En tentant d'oublier que s'opère là un tournant majeur de l'histoire de la pensée, en s'efforçant de ne pas se laisser terrifier par la renommée du titre, les tomes de commentaires, le poids des lectures. Premier constat : le professeur Kant, que l'on a très souvent dit austère et obscur, est seulement méticuleux et subtil. S'il utilise des termes spéciaux - l'esthétique transcendantale - ou le « jugement synthétique a priori », qui ont ébahi un instant des générations successives de jeunes esprits - c'est pour quitter l'ambiguïté des termes quotidiens, pour empêcher que ne restent associés à des vocables plus habituels ces halos de sens indéfinis qui forment autant de nids à malentendus. Or la *Critique de la raison pure* est une machine à dissiper les malentendus. Son projet n'est pas d'explorer les capacités de notre esprit pour le seul plaisir d'en démontrer le fonctionnement. Son but est de mettre fin aux recherches vaines, à la confusion entre spéculations et connaissances sûres. Kant cherche

L'illusion de la colombe



à délimiter ce qu'il nous est possible de connaître et ce que nous devons nous contenter de croire. Il ne cesse de marquer la frontière entre foi et savoir. Avant lui, évidemment, la distinction existait déjà. Mais pas sous la forme de cette radicale délimitation qui, après, paraît si évidente et simple.

Opérer ce partage, c'est mettre fin à la bataille qui se poursuit depuis l'Antiquité à propos des objets dont traite la « métaphysique », c'est-à-dire, mot à mot, des objets de connaissance qui se situent au-delà (meta) de la nature (physis) : Dieu ou la cause première, l'âme immortelle de l'homme, la liberté qui le rend créateur et responsable de ses actes. Les mathématiciens peuvent résoudre leurs conflits par voie de démonstration, les physiciens par l'expérimentation comme par le calcul, pourquoi des siècles de métaphysique ne conduisent-ils qu'à des impasses, des oppositions de thèses antagonistes entre les

quelles la raison doit s'avouer incapable de trancher ? Serait-il possible, ex aequo, à quelles conditions se constituerait une science, d'y conformer enfin, définitivement, l'examen de ces questions à la fois inévitables et insolubles appelées métaphysiques ? Tel est, en très ramassé, le point de départ de Kant. Tout le parcours de la *Critique* s'inscrit dans cette perspective. « La question principale reste toujours la suivante, écrit Kant dans la préface de la première édition (1781) : que peuvent connaître, et jusqu'où peuvent connaître, l'entendement et la raison, indépendamment de toute expérience ? » Cette question de la possibilité d'une connaissance a priori, indépendante de l'expérience, et capable malgré tout de s'accroître par synthèse, est au cœur de la *Critique*. Le coup de génie de Kant, la révolution qu'il opère, et compare lui-même à celle de Copernic, consiste à situer du côté du sujet, dans les formes de la sensibilité

à vide. Elle ne saurait étendre ainsi ses connaissances sur des mondes inaccessibles à toute intuition et doit rectifier cette erreur fondamentale relative à son rôle même. Celui-ci doit être de découvrir les normes universelles de l'action libre, ou Dieu, l'immortalité et la liberté ne seront plus des questions posées en vue d'un savoir, mais des croyances, des postulats rendus nécessaires par l'action morale. Cesser de franchir inutilement les limites de validité du savoir, c'est en finir avec l'illusion de la colombe. Kant lui-même suggère cette image : « La colombe légère, quand, dans son libre vol, elle fend l'air dont elle sent la résistance, pourrait se représenter qu'elle réussirait encore bien mieux dans l'espace vide d'air. C'est ainsi justement que Platon quitta le monde sensible, parce que celui-ci impose à l'entendement de si étroites limites, et qu'il s'aventura au-delà de celui-ci, sur les ailes des idées, dans l'espace vide de l'entendement pur. » Y a-t-il une colombe de Kant ? Peut-être bien, mais en un sens très différent. Cette fois, l'oiseau évoque pour nous la volonté de paix. Celle-ci ne cesse d'animer l'entreprise kantienne, qu'il s'agisse de clore le champ de bataille de la métaphysique, de formuler le critère d'universalité de la loi morale, ou d'envisager, par le biais d'une juridiction mondiale, la paix perpétuelle. L'illusion de Kant, si elle existe, concernerait la pratique. Une confiance excessive dans les pouvoirs de l'explication rationnelle le porte à croire qu'il peut suffire d'analyser un malentendu pour y mettre un terme, que l'appel du vide cesse une fois qu'il est clairement décrit, que les combats s'arrêtent si on a montré qu'ils sont vains. Peut-être Kant surstime-t-il la facilité de la paix, oubliant la résurgence continuelle des forces obscures, l'acharnement à l'erreur, le peu de poids des traités. On peut certes espérer encore que cette confiance ou la raison finisse par convaincre et par rendre le monde moins absurde. Le moins qu'on puisse dire est que les deux derniers siècles suggèrent que la tâche est longue, difficile, et incertaine.

Kant, mon prochain

Suite de la page I

Le salut du sujet par Kant, tel qu'il est proposé par Alain Renaut, s'apparente moins au fameux « retour à Kant », un programme dont l'énoncé remonte aussi loin que 1862, qu'à une « appropriation constructive ». Il s'agit de prolonger certaines anticipations de la pensée kantienne, ou de cultiver certains champs, laissés par lui en jachère, tout en évitant toute orthodoxie et en conservant ouvert le champ des interprétations possibles. Par exemple, Alain Renaut fait de Kant le premier à avoir opéré philosophiquement la dichotomie entre société civile et Etat, en distinguant dans sa *Doctrine du droit* le droit privé (« qu'est-ce qu'être libre à l'égard des choses ») du droit public (ou « comment les diverses libertés individuelles peuvent-elles s'accorder entre elles »). Une distinction à partir de laquelle il serait possible, d'après Alain Renaut, de cerner les trois formes fondamentales de la vie politique : l'anarchisme où l'Etat se dissout dans la société ; le « socialisme étatique » qui voit l'Etat s'efforcer d'absorber la société, et le libéralisme (« limitation réciproque de la société et de l'Etat »). De même pourrait-on produire à partir de Kant une théorie - et la condamnation - du totalitarisme moderne. Si la coïncidence de l'Etat et de la société est en effet impossible, la visée même de cette coïncidence ne peut que produire les conséquences catastrophiques qui ont culminé avec les dictatures du XX^e siècle, catatisme dont Kant aurait, par avance, dégagé la théorie.

Alain Renaut a parfaitement conscience que, très tôt, les limitations kantienne se sont avérées intenable, et que, peu de temps après la disparition de l'auteur des *Critiques*, le retour-régression au sujet absolu de type hégélien leur a apporté un démenti flagrant. Mais la fragilité en philosophie est, elle aussi peut-être, un héritage de Kant.

Nicolas Weill

Rectificatif

Le hasard et l'émotion

Une erreur technique a rendu incompréhensible toute une partie de la chronique de Roger-Pol Droit dans « Le Monde des livres » du 21 mars. Cet article rendait compte des *Mémoires* de Dominique Desanti, *Ce que le siècle m'a dit* (Plon, 694 p., 165 F.). Dans l'espace situé sous le dessin, il fallait lire le texte qui suit, qui commence par une évocation du père de Dominique Desanti.

« Une rafale de mitraille, en Allemagne, au bord d'une voie ferrée, a mis fin à ses jours. Lui qui avait emprunté à Disraeli la belle devise « Never complain, never explain » (ne jamais se plaindre, ne jamais expliquer) fut assassiné par les nazis. Dominique Desanti rappelle, de manière pudique et bouleversante, les jours d'attente au Lutetia, où sont regroupés après la Libération les déportés revenant à Paris. Sont demeurées gravées en elle, intactes au mot près, les phrases de celui qui lui apprit finalement la vérité. Pourquoi, tant d'années, n'en a-t-elle rien dit ? Sans doute était-ce trop terrible, trop insupportable. Ce n'est certes pas moins aujourd'hui, mais, en rédigeant des *Mémoires*, en tentant de retisser les fils défaits des existences perdues, on s'efforce aussi de réparer, comme on peut, le constant déchaînement des absences

sans retour. Mais on a beau écrire, ça ne passe pas, ça revient, inépuisable, la même douleur qu'au moment même, intacte sous le temps passé. Heureusement, il y a les autres - les surprises de l'amour et les risques du hasard, les tribus successivement traversées, les entretiens, les bien-aimés ou les seulement croisés. Le rayon des portraits est abondamment fourni. On y trouve, entre autres, Cavalière, Sartre et Beauvoir, Groethuysen, Paulhan, Lazareff, Lacan, Verdigione. Et Jean-Toussaint Desanti, le plus proche compagnon de route, rencontré rue d'Ulm avant la guerre. Bien qu'il préfère Balzac alors qu'elle ne jure que par Stendhal, ils se marièrent. Ce n'est pas tout le monde qui peut se vanter d'avoir eu Merleau-Ponty et Jankélévitch à sa noce ! Les Desanti traversent ensemble la Résistance, le Parti, les années d'après. On découvre qu'une fois ils ont failli se perdre, à force de vouloir vivre en liberté. Car jamais leur couple ne fut conforme aux règles de bienséance bourgeoise, exigeant la fidélité et suscitant la tromperie. Ils ont choisi au contraire d'être fidèles à leur tendresse ou refusant de se mentir, au risque de se blesser. Et puis, malgré le temps et les crises, tout a tenu, par quelque complicité indéfectible et secrète. »

Le Monde POCHE
Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche
Prochaine parution : avec *Le Monde* de jeudi 3 daté 4 avril

DIDIER DAENINCKX

Didier Daeninckx
Mort au premier tour

ÉLECTION : PIÈGE MORTEL

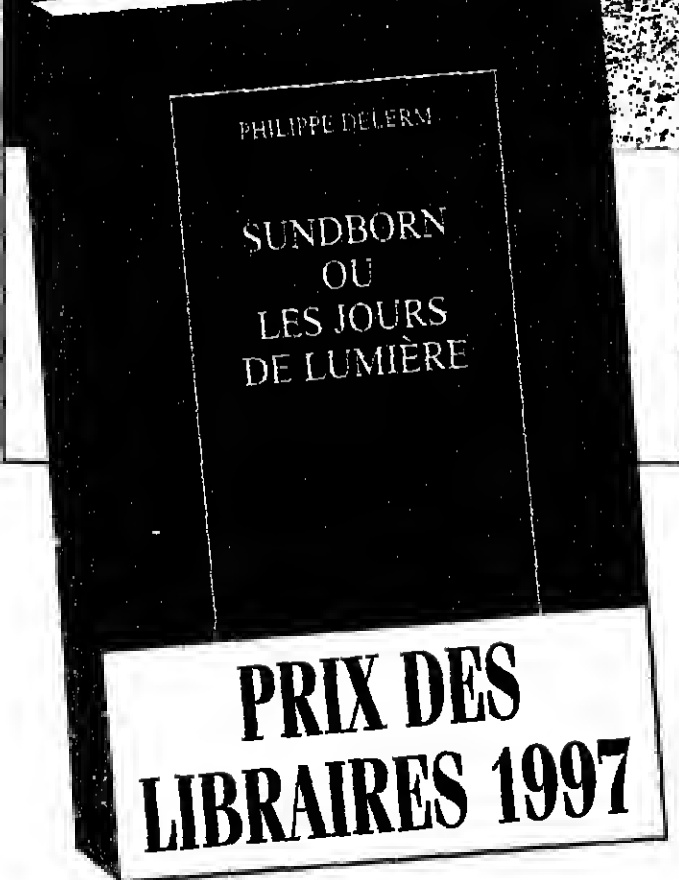
roman

Denœl

مكتبة النهر

PRIX DES LIBRAIRES 1997

Philippe Delerm



"Ce roman séduisant, qui mêle des personnages réels et fictifs, est une vibrante célébration d'un art qui ne se sépare pas de la vie."

LE MONDE

"Philippe Delerm ressuscite ces grandes figures venues du Nord et du passé, dans un roman de peintre contrarié. Sur sa palette, quatre couleurs : la mort, la vie, le noir et la joie."

LE NOUVEL OBSERVATEUR

ÉDITIONS DU
ROCHER

L'énigme de la tour

L'essai inachevé de Paul Zumthor sur le mythe de Babel est aussi une réflexion sur la malédiction de l'homme et sur son propre destin de nomade

BABEL OU L'INACHÈVEMENT
de Paul Zumthor.
Seuil, 235 p., 130 F.

Paul Zumthor a été hanté toute sa vie par le mythe de Babel. Il lui a enfin consacré tout un livre. Le destin a voulu que ce fût son dernier. Le titre en est *Babel ou l'inachèvement*, et le destin a voulu qu'il restât inachevé. Inachevé de si peu que la lecture n'en souffre pas, mais inachevé tout de même. Zumthor, qui était la vie même, reste ainsi plus vivant de ce s'être pas arrêté, mais d'avoir été interrompu. Arrachée de justesse à la mort, la leçon qu'il nous donne devient testament et mise en garde. Enfin, ce livre de réflexion et de savoir est aussi un livre très intime, que rend plus intime encore la correspondance entre l'inachèvement dont il parle et celui auquel la mort de son auteur l'a condamné.

Il s'ouvre sur une synthèse des connaissances, des réflexions et des interprétations touchant la tour de Babel. On sait combien ce court passage de la Genèse (11, 1-9) est énigmatique – et plus encore dans la traduction littérale et poétique d'André Chouraqui. Pourquoi vient-il interrompre la géologie des descendants de Noé ? Les hommes commettent-ils une faute en construisant « une ville et une tour » ? Et quelle faute ? L'orgueil ? Se peut-il que Dieu soit jaloux des hommes, inquiet de leur pouvoir ? S'il les juge coupables, pourquoi son intervention paraît-elle une mesure de prudence plutôt qu'un châtiement ? Et surtout, pourquoi le texte, composite, associe-t-il la menace de disperser les hommes – menace que la construction de la tour veut explicitement écarter et qu'elle provoquera – et la confusion des langues ? Quelle est la relation de ce texte, d'une part avec les épo-

pées ou les mythes sumériens et babyloniens, d'autre part avec la réalité archéologique – avec les villes immenses et les énormes ziggurats élevées par les empires mésopotamiens, que les Hébreux nomades pouvaient contempler ? Comment l'épisode de Babel a-t-il été interprété dans le Talmud et dans la tradition chrétienne ? Quelle représentation et quel sens lui ont donné écrivains et peintres à travers l'Histoire ? D'où vient, selon les époques, l'alternance d'indifférence et d'intérêt pour Babel ? Pourquoi la nôtre s'y intéresse-t-elle et y cherche-t-elle une image d'elle-même ?

Ces dernières questions appellent la méditation sur l'unité et

la dispersion dans le monde moderne, sur la habélisation du monde, qui occupe la seconde moitié du livre. Elle dénonce les injustices de l'ordre mondial, les dangers écologiques, la malinise de l'Etat sur la vie, la dictature de l'économie, l'uniformisation de la culture, le rêve informatique, la naïveté dangereuse du « politiquement correct », la standardisation du langage combinée à sa spécialisation et à son abstraction vide, « la chimère de la sémiologie », le préjugé contestable de la scientificité de la linguistique.

Faut-il passer par la tour de Babel pour donner un poids à ces dénominations et à ces iniquités, au demeurant si répandues ? Oui, il le faut. Le lieu est solide et va bien au-delà de la métaphore. Tout repose sur l'opposition entre le nomade et le bâtisseur sédentaire. Depuis Sumer, depuis que des civilisations monumentales ont élevé leurs villes, leurs palais et leurs temples en Mésopotamie et en Egypte, les peuples nomades, et parmi eux les Hébreux, ont contemplé avec mé-

fiance cet élan ouvreur qui « engendrait les premiers chefs-d'œuvre de la politique et des arts ». « Une réaction primitive, provenant des couches archaïques de l'esprit, leur inspirait méfiance, sinon horreur de l'œuvre, de la construction, de la machine, des causes secondes. Leur foi implicite dans la rectitude de la nature faisait à leurs yeux de celle-ci le seul guide assuré des individus et des peuples. »

Zumthor voit-il en ces nomades des survivants rétrogrades de la préhistoire et exalte-t-il chez les « Babéliens » l'audace du progrès ? Tout au contraire. C'est en déchiffrant la réprobation de ces témoins, exprimée par le laïviste, auteur de la couche rédactionnelle ancienne de la Genèse, qu'il lit et qu'il interprète la habélisation de notre monde. L'élan collectif ? Il cache la figure du tyran Nemrod. L'organisation du travail ? Elle est le modèle kafkaïen d'une machine à administrer et à produire qui se nourrit d'elle-même, et est sa propre finalité absurde. La proesse technique dans l'utilisation de la brique et du bitume ? Elle s'achève par « la première catastrophe technologique de l'Histoire ».

Quant au projet de se faire un nom, il aboutit à la confusion des langues. Dans la vision fulgurante de Dante, la division des langues chez les Babéliens signifie que chaque corporation – architectes, tailleurs de pierre, manoeuvres – eut une langue propre et fut dès lors incapable de communiquer avec les autres, rendant impossible la poursuite d'une œuvre collective. La spécialisation joue contre la découverte, le sens et la beauté du nom. Aujourd'hui, par « myopie quantificatrice, par crainte et dégoût des saveurs ataviques du langage commun », nos sciences ont le même effet. « Dans le secteur

même de ce que désigne l'expression contradictoire de « sciences humaines », la situation est aujourd'hui bloquée ». La vocation de l'Histoire est l'inachèvement. Le projet d'une société réglée par l'Etat et la production est absurde. Il n'atteindra jamais son terme, et nous le voyons s'effondrer sur lui-même dans l'oubli de ses fins, le morcellement de ses activités et de ses langages, l'insignifiance conjuguée de l'émission et de l'uniformisation. En interrompant la construction de la tour de Babel et en dispersant les hommes, labré ou les pas punis, il les a protégés cette fois-là, et il les a avertis.

La parabole du oomade et du bâtisseur n'a pas seulement un sens au regard de l'Histoire. Elle a aussi un sens qui touche à Paul Zumthor. A la fin du livre, mais hors du livre, en italique : « J'écris cela de nous tous. Sur un autre clavier, je l'écris de moi. » Zumthor n'aura jamais cessé de se sentir un nomade, d'éprouver fortement les déracinements nombreux de sa vie. Il l'a confié dans *Ecriture et nomadisme*. Babel n'aura cessé de le poursuivre. Babel et l'impossible achèvement, Babel, malédiction de l'homme, mais qui fait de lui ce qu'il est et qui le modèle dans le temps de l'Histoire : c'est déjà, en 1946, la conclusion de son essai sur Victor Hugo, poète de Satan. En 1969, son roman *Le Puits de Babel* fait se croiser les langues et les voix.

Une vie qui s'achève est toujours inachevée. Les mots ultimes du livre sont « que rien jamais ne s'achève », et que la mort est « la chute ultime de cette éternelle restauration cette fois pour de bon à son foyer ». Jahvé, à Babel, a épargné aux hommes l'achèvement de l'Histoire. Peut-être, écrivant sur un autre clavier, épargne-t-il à chacun d'eux l'achèvement. Peut-être recueille-t-il l'éternelle dans son foyer.

livraisons

SCIENCES

● **L'ÂME DE LA MÉDUSE. SUR LA COMPLEXITÉ DU MONDE**, de Jorge Wagensberg. Quiconque entend s'informer des démarches scientifiques d'aujourd'hui rencontre les notions de complexité, de chaos, d'auto-organisation. Les implications épistémologiques de ces notions ne sont pas évidentes. Jorge Wagensberg, physicien et philosophe des sciences, les expose en termes accessibles à tous. S'interrogeant sur le statut du hasard dans les sciences, il renouvelle les termes du débat qui opposent les partisans du déterminisme à ceux de l'indéterminisme. L'entrelacement des questions apparemment triviales et des aperçus saisissants donne la mesure des transformations qui affectent les méthodes scientifiques (traduit de l'espagnol par Jean-Baptiste Grasset, Seuil, 171 p., 99 F.). J.-P. Th.

PHILOSOPHIE

● **CHARLES FOURIER OU LA CONTESTATION GLOBALE**, de René Schérer. La brève, dense et savoureuse présentation de Charles Fourier par René Schérer n'a pas pris une ride. Vingt-cinq ans après sa première publication chez Seghers, elle défie le temps en résumant les trop subtiles exégèses du « fait d'écriture » propre à Fourier. La prétention référentielle n'est pas absente de l'œuvre du grand maître-réveur. Le lire, pour René Schérer, c'est déchiffrer notre temps. Le petit volume d'articles publié simultanément, sous le titre *Utopies nomades*, donne la mesure de ce projet qui prend aujourd'hui la forme d'une philosophie de l'hospitalité. Schérer, par la simple vertu de la fidélité à ses principes, met à jour les sources masquées de la corruption universelle (éd. Séguier, 230 p. et 130 F. chaque volume). J.-P. Th.

● **LE CORPS. Colloque des intellectuels juifs**. Qu'est-ce qu'une très ancienne tradition comme le judaïsme a à dire sur le corps, à l'ère des manipulations génétiques, des soins palliatifs et des questions juridiques posées par les expériences faites sur des malades en état de mort cérébrale ? Juifs, biologistes, médecins, personnalités religieuses ont croisé sur ce thème leurs expériences de la maladie, de la mort du rite ou de la jouissance, sans forcément chercher à les synthétiser, au cours du trente-cinquième colloque des intellectuels juifs de langue française (1994), dont ce volume rassemble les débats (Albin Michel, « Présence du judaïsme », 254 p., 98 F.). P. K.

VOUS CHERCHIEZ UN
LIVRE ÉPUISÉ ?
Une seule adresse
LE TOUR DU MONDE
et son réseau de 250 correspondants
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.83.73.59
Fax : 01.42.83.40.57

ECRIVAINS

pour vos envois
de manuscrits
renseignements :

Editions LA BRUYÈRE
128, rue de Belleville
75020 PARIS
Tél. (1) 43.66.16.43

La toile d'araignée

Alain Etchegoyen demande aux stoïciens
une réponse pour l'an 2000

DES LIBERTÉS
Sous influence
d'Alain Etchegoyen.
Seuil, 204 p., 110 F.

Vaste programme que de savoir ce qui affecte la liberté. Pour les matérialistes à la mode, elle n'est qu'une illusion, puisque la subtilité mécanique des neurones et des synapses est programmée pour enchaîner les comportements individuels. Ce qui la contraint, pour Etchegoyen, c'est l'influence. Il mesure cette pression, visible ou invisible, des astres aux médias, des trafics aux lobbies, des réseaux aux maillages. « L'influence », dit-il, donne un pouvoir quand on n'a pas le pouvoir. Tout naturellement notre auteur est conduit à la fameuse question des stoïciens : « Qu'est-ce qui dépend de nous et qu'est-ce qui n'en dépend pas. » Il part de là pour déduire un savoir-vivre individuel et collectif en nous menant très finement dans des lacs qu'on n'imaginait pas. A priori, nous nous enghions dans une société où de moins en moins de choses dépendent de nous, où la mondialisation, l'Europe, le progrès technique, etc., tissent une toile d'araignée où nous nous débattons, impuissants. Ce n'est pas si simple, répond Alain Etchegoyen. Quelles que soient les contraintes, dépend toujours de nous de choisir l'attitude face à elles. Mieux, qu'il

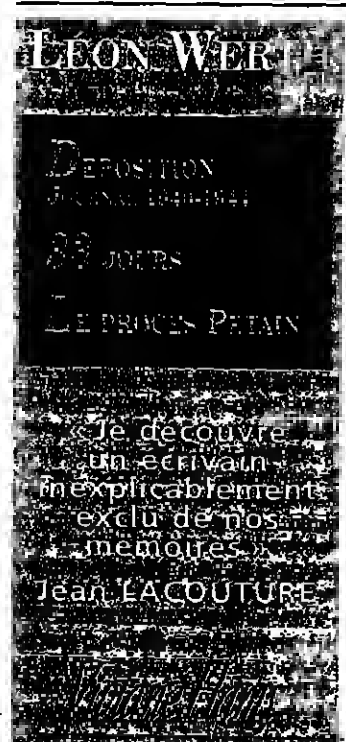
(1) Le livre *Le Temps des responsables*, d'Alain Etchegoyen (Julliard, 1993), vient d'être publié chez Pochet dans la collection « Agora ».

* Vient de paraître également : *La Nature de Sophie : Esquisse à la féminité* (Aria, 190 p., 100 F.). Une œuvre de bonne plume à la gloire de l'empire des femmes, inspirée par le livre cinquième de l'*Emile* de Jean-Jacques Rousseau sur sa compagne Sophie, où le philosophe disserte sur la différence entre les sexes.

s'agisse d'un gouvernement, d'une entreprise, d'un syndicat, il doit vouloir les contraintes incontournables. Il y va de sa liberté et aussi de sa sécurité... comme la ceinture du même nom. « La sécurité ceinture tout » et « il faut s'enlever en omettant la pesanteur ».

Le refus aussi dépend de nous, c'est évident, pour certaines évolutions prétendues inévitables. Quant au « sens », il est un commencement. A partir de là, l'auteur s'exerce à quelques démonstrations sur le temps de travail et sa réduction et sur les responsabilités qui impliquent jostement la résistance aux influences. Une bonne formule : « L'addition des pouvoirs, c'est la soustraction des responsabilités » (1).

Pierre Drouin



هكذا من الأدب

« Toujours suivre une ligne de sorcière »

Jacqueline Duhême a posé ses couleurs éclatantes et tendres sur les symboles et concepts de Gilles Deleuze. Penser, juger... de petites graines joliment plantées pour « semer l'herbe dans les têtes »

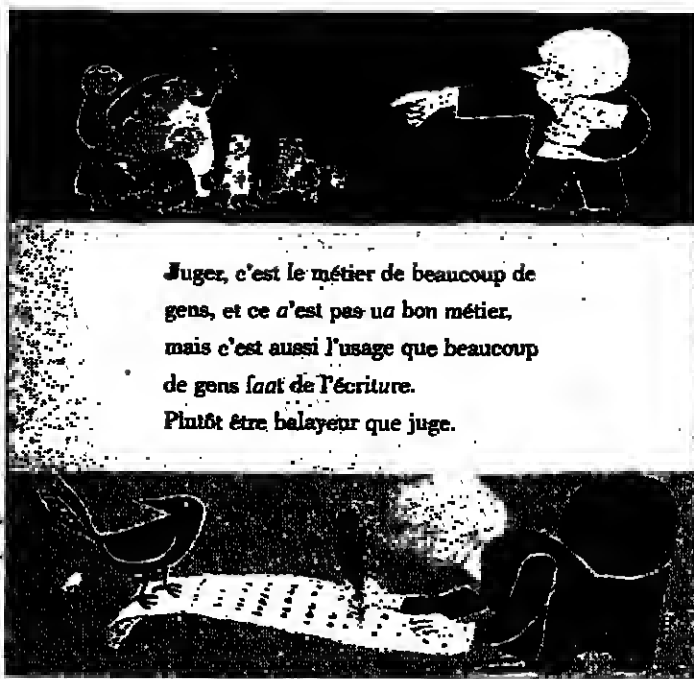
L'OISEAU PHILOSOPHIE
Duhême dessine Deleuze.
Seuil, 42 p., 65 F.

Ils se connaissent depuis toujours. Ils s'étaient rencontrés alors qu'ils avaient « quai ? », vingt-cinq, trente ans ? Terrez, là c'est en Bretagne, on avait loué une petite maison. Elle montre une photo en noir et blanc : ils sont grands, minces, beaux. Ils rient... Depuis cette « tendresse de jeunesse », ils ne s'étaient jamais vraiment quittés, s'écrivant, s'admirant. « Je lui envoie tous mes livres. Il me répond de sa petite écriture bien nette... » Un jour, dans le train, elle lisait ses Dialogues avec Claire Parinet (Flammarion). « Il y avait beaucoup de choses simples. Des textes que j'aimais tellement que je les voyais en images. » Et elle ajoute, pensive : « Dommage qu'il n'ait pas vu ce livre. Il l'aurait, je crois, bien aimé... »

Elle, c'est Jacqueline Duhême, grande dessinatrice, « imagière » illustre qui fut le modèle de Matisse, l'amie d'Eluard, de Picasso, de Claude Roy, de Raymond Queneau, de Miquel Angel Asturias et, bien sûr, de Prévert, dont elle a mis en images une bonne dizaine de livres (chez Gallimard). Il faut lire sa vie, si romanesque, si improbable, dans *Line et les autres* (Gallimard, 1986). « J'ai été gâtée, pauvre », résume-t-elle à soixante-dix ans, avec ce franc-parler qui la rend si attachante. « Était-ce parce que j'étais jolite, charmante, que j'avais du talent ? Sûrement un tas de fourbis comme ça ! »

Lui, c'est Gilles Deleuze, le philosophe hors norme, hors chapelle, hors école, l'intellectuel « en cavale », l'éveilleur, l'insaisissable expérimentateur de la pensée... qui s'est donné la mort, samedi 4 novembre 1995, à l'âge de soixante-dix ans.

Lorsque son amie Jacqueline lui



Une « cohérence esthétique »

propose de réaliser un livre illustré, il s'enthousiasme. « Il a toujours été séduit par l'idée que la philosophie ne s'adresse pas seulement aux spécialistes, mais aussi aux musiciens, aux artistes, et pour quel pas aux enfants ? », souligne sa femme, Fanny Deleuze. Il a tout de suite pensé à sa petite-fille, Lola.

Lola, six ans et demi, est une enfant curieuse de tout qui adore les musées - surtout le Louvre, où tant de gens n'ont ni bras ni tête ! Peu avant le suicide de son grand-père, Lola lui avait téléphoné pour lui demander : « C'est quoi une métaphore ? »

Comme on offre une perruche ou un poisson rouge, Deleuze et Duhême offrent à Lola et aux enfants de son âge cet Oiseau philosophie (« Vous ne trouvez pas, disait Deleuze, que c'est joli comme

un nom d'oiseau, philosophie ? ») Que pourront-ils y comprendre ? Pas tout, sans doute. Choisis par Jacqueline Duhême et Martine Laffon, du Seuil, les phrases de ce florilège - extraites de Dialogues et de Qu'est-ce que la philosophie ? (avec Félix Guattari, aux Éditions de Minuit) - n'ont jamais été écrites « pour » les enfants. Mais elles les intrigueraient à coup sûr. Exemple : « Penser, c'est toujours suivre une ligne de sorcière. » Ou : « On a de l'herbe dans la tête et pas un arbre. » Ou encore : « Tout événement est un brouillard de gouttes. »

Penser, juger, apprendre, partir, fuir, tracer des lignes, faire rhizome, devenir, créer, inventer, travailler, rencontrer... les lecteurs suivront ces verbes comme les cailloux blancs du Petit Poucet et se fraieront leur propre chemin

dans la forêt touffue des concepts et des symboles. Au fond, Deleuze et Guattari n'avaient-ils pas l'habitude de dire : « On écrit pour les gens qui ont sept ans maintenant ? » Autrement dit, pour un public toujours prêt à interroger, à questionner, à relancer. Ce qui ressemble fort au fonctionnement du cerveau enfantin... à condition, ici, qu'il soit accompagné par un adulte.

A ces textes « d'apparence difficile », Deleuze voulait donner, plus qu'une « suite logique », une « cohérence esthétique ». Grâce à Duhême, à ses gouaches, ses lavis, ses encres, cette harmonie s'impose d'emblée. Il y a là tout un monde grouillant et coloré, hommes, femmes, danseurs, musiciens, papillons, castors, iris, oiseaux morts, chimère à tête de léopard, arlequins volants, chaussure égarée dans une page, arbres changés en balais... tout un univers où, pour paraphraser Baudelaire, « les concepts, les couleurs et les sans se répondent ». Avec ses violets « doux comme les haubais » et ses verts « frais comme des chaises d'enfant », avec son humour aussi vif que ses jaunes d'or et ses roses tyriens, avec sa gaieté et sa générosité légendaires, Duhême a su conférer au texte « une clarté rigoureuse en même temps qu'une tendresse ». Mieux, s'extasiait Deleuze à la vue des crayonnés, elle a su « peindre les mots ».

Florence Nolville

Facétieux Anno

Portrait d'un des maîtres de l'illustration japonaise, amoureux de la nature et des mathématiques

Il était venu pour le Salon du livre. Lui, Mitsumasa Anno, amoureux de la France et des Européens, commeot aurait-il pu résister à une énigme virée parisienne ? Pourtant, ses éditeurs n'auront pas donné grande publicité à sa veoeo. A soixante et onze ans, Anno a beau avoir publié une soixantaine de livres - dont une trentaine traduits en français -, il a beau être l'un des plus extraordinaires illustrateurs du Japon contemporain - au point d'avoir reçu, en 1984, le prix Hans Christian Andersen, sorte de Nobel de la littérature enfantine -, on aura peu parlé de ce maître de l'image et du trait, dont les facettes du regard ont bouleversé les données de l'album illustré.

Paradoxe médiatique ? Infortune du livre pour enfants, trop souvent laissé-pour-compte du livre tout court ? Dans les salons de l'hôtel Nikko, Mitsumasa Anno semble loin de ces questions. Ce petit bonhomme rond, impassible en surface dans son complet-veston d'ou dépasse une carte de transit, s'anime lorsqu'il parle d'art. Non, il n'a jamais appris à peindre ni à dessiner. Il a bien commencé sa carrière comme instituteur, mais en art, il est autodidacte. Enfant, dans l'auberge de campagne que tenaient ses parents, non loin d'Hiroshima, il dessinait déjà jusqu'à plus soif. Inguérissable curieux, il observait les insectes, les fleurs, les légumes, les oeufs sur lesquels il peignait des visages, comme dans son livre *Bonjour citronnelle ! Mon maître, c'est la nature : le visible et l'invisible, la pesanteur, les saisons, la mort...*, reconnaît cet inconditionnel de l'entomologiste Jean-Henri Fabre qui a aussi beaucoup entraîné ses gènes dans les musées.

Pourtant, il y a plusieurs portraits possibles de Mitsumasa Anno. A côté de l'amateur de nature, de l'auteur minutieux de Loup y es-tu ? - où les enfants se voient

d'abord qu'une forêt dense, avant de discerner un bisou, une mouffette, un échassier, un cacatoès... et même une tête de mort en amorphose -, il y a l'amateur de petits villages propres et tirés au cordeau, l'amoureux des campagnes et des métiers d'autan (Ce jour-là) qui ne dessine que des voitures à cheval pour que ses livres « ne risquent pas d'être dépassés ».

Il y a aussi le mathématicien Anno, féru d'astronomie et de calculs savants. Étirer, déformer, compter des points, des cercles, des gouttes d'eau, des triangles, mettre des ombres en ordre ou se perdre dans des labyrinthes le met en transes. C'est tout un programme d'initiation à la pensée mathématique qu'il offre ainsi aux plus jeunes. Les aînés, quant à eux, pourront se frotter au calcul factuel avec l'aventure du *Pot magique*, qui rappellera quelques cauchemars à d'aucuns. (Sur une île, il y a deux royaumes ; dans chaque royaume se dressent trois montagnes ; sur chaque montagne, quatre villes ; chaque ville comprend cinq quartiers, chaque quartier compte six maisons qui comprennent... ; etc., jusqu'à ce qu'on arrive à neuf caisses contenant chacune dix pots. Question : combien y a-t-il de pots sur l'île ?)

Enfin, cette année, Anno était attendu au Salon du livre avec impatience pour dédicacer le premier CD-ROM réalisé à partir de son œuvre, *Valmaison au fil des saisons* (Flammarion). Autour d'un village à réinventer et à voir évoluer dans le temps, on trouvera là, sans un mot de texte, une superbe réalisation graphique avec, intacte, toute la finesse et la poésie des albums. Une nouvelle « entrée » pour pénétrer l'esthétique d'un créateur hors normes.

FL N.

* Les livres de Mitsumasa Anno sont publiés à l'Ecole des loisirs et chez Flammarion.

Riches galeries

Deux ouvrages rendent hommage aux auteurs-illustrateurs, à leurs talents, à leurs univers

L'ALBUM DES ALBUMS
41 portraits d'auteurs-illustrateurs de l'Ecole des loisirs.
L'Ecole des loisirs, 64 p., offert sur demande en librairie ou chez l'éditeur.

PANORAMA DE L'ILLUSTRATION DU LIVRE DE JEUNESSE FRANÇAIS
Sous la direction d'Henriette Zoughebl.
Centre de promotion du livre de jeunesse Seine-Saint-Denis, éditions du Cercle de la librairie, 258 p., 285 F.

S'il est vrai, comme l'affirme le peintre Cueco, que « le désir d'inventer des images est lié au temps de l'enfance durant lequel les moyens de communication par les mots n'existent pas », alors il y aurait une connivence immédiate entre l'artiste et l'enfant. Que l'on puisse discuter cette proposition à l'infinitif ne fait guère de doute. Ce qui n'en fait pas, en revanche, c'est la « révolution » qui s'est produite à l'égard de l'illustration pour enfant, laquelle, toujours selon Cueco, « a obtenu son statut de pleine reconnaissance à travers la peinture moderne ».

Qu'il s'agisse de la « famille » Olga Lécaye-Nadja-Grégoire Solotareff, d'Antoon Krings, Alan Miers ou Mireille Vautier, cela fait belle lurette que les peintres ont investi le champ de la littérature de jeunesse, au côté de dessinateurs de génie (Sendak, Ungerer, Dumas...), d'anciens sculpteurs (Chris Van Allsburg), de plasticiens en tout genre (des papiers collés de Léo Lionel aux superpositions voilées d'Elzbieta). Et force est de constater que de « vrais artistes » se sentent bien aujourd'hui, dans cet espace de « l'image narrative » naguère jugé mineur.

Témoin de la singularité de leurs langages, la jolie galerie de portraits qui paraît ces jours-ci à

L'Ecole des loisirs. Cet éditeur, qui pense encore que ses auteurs-illustrateurs sont sa vraie richesse, a décidé de leur rendre hommage en les réunissant tous. Présentés avec humour et vivacité par Florencia Seyvos, ils sont là, un peu comme dans un jardin : il y a les grands arbres majestueux qui étendent leurs branches aux multiples ramifications (Claude Ponti, Philippe Corentin, Michel Gay...), il y a les jeunes pousses prometteuses (Anaïs Vaugelade, Bénédicte Guettier, Jennifer Dalrymple...), les « boutures » aux parfums exotiques rapportées de Suède (Olof et Lena Landström) ou du Japon (Kenjiro Teijima)... Un jardin patiemment cultivé dont on laisserait mûrir les essences, chacune à son rythme, ce qui n'est plus, non plus, si courant...

On ne s'étonnera pas de retrouver bon nombre de ces talents parmi les quatre-vingts retenus par le Centre de promotion du livre de jeunesse, organisateur du Salon de Montreuil. De May Angeli à Zati, il y a là de quoi oser, avec Jean Clavie, un « petit cocorico » à la gloire d'une telle profusion. Comme avec le *Wha's Wha* ou d'importe quel dictionnaire, on ne manquera pas de pointer qui en est et qui n'en est pas (Jacqueline Duhême par exemple !). Reste que cette sélection, forcément subjective, mais volontairement variée (des auteurs reconnus côtoyant des « espoirs »), enrichie d'un répertoire de six cents noms et de courtes bibliographies, constituera un outil précieux pour qui s'intéresse à l'album le plus contemporain.

Plus que jamais, des images, il y en a pour tous les goûts : des sages, des belles, des tordantes, des culottées, des qui frapperont les imaginations. Et l'imaginadeo, comme dit Claude Paoletti, « c'est comme le vélo, si on apprend assez tôt à en faire, on continuera tout le temps à pédaler » !

FL N.

PRIX RENAUDOT ESSAI 1997

André Chouraqui



André Chouraqui

Jérusalem

Une ville sanctuaire

PRIX RENAUDOT ESSAI 1997

« Un voyage accompagné avec un guide au regard large, unitaire, positif. L'érudition, la beauté l'intelligence de toutes les fois. »

LA CROIX

« Selon Chouraqui, ce n'est pas seulement l'avenir d'Israël mais celui du monde qui se joue dans cette ville d'une force et d'une séduction intellectuelle presque surnaturelles. »

LE PARISIEN

ÉDITIONS DU ROCHER

مكتبة من الكتب

L'ÉDITION
FRANÇAISE

● **Claire Paulhan** éditeur. Chargée de mission à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC), Claire Paulhan avait fondé et dirigé la collection « Pour mémoire » chez Ramsay, Seghers, puis Verdier, tout en collaborant au « Monde des livres ». Elle continuera cette activité éditoriale dans la maison qu'elle vient de créer sous son nom, en publiant les textes dont elle s'est fait une spécialité : les écrits autobiographiques d'écrivains disparus (Mémoires, journaux intimes, correspondances littéraires). Entièrement édités par ses soins avec une rigueur obstinée (souvent recopiés à la main, puis mis en forme, annotés, édités, marqués, diffusés), trois premiers ouvrages ont paru sous des couvertures graphiques élégantes : un inédit de Jean Grenier, *Sous l'occupation*, et deux titres publiés auparavant chez Seghers et repris par Verdier : le *Journal de jeunesse* de Catherine Pozzi et *La Vie est pleine de choses redoutables* de Jean Paulhan, grand-père de l'éditeur et dont le livre inaugure symboliquement la maison d'édition (85-87, rue de Reuilly, 75012 Paris, tél. et fax : 01-43-41-47-38).

● **La scénographie en encyclopédie**. Cofinitée par Carré et Actes Sud, la première encyclopédie mondiale de la scénographie paraîtra le 5 mai. Dirigée par Giovanni Lista, chercheur au CNRS et spécialiste du futurisme, rédigée par des auteurs de tous les pays, elle dressera un panorama à la fois thématique et chronologique de la « scène vivante » : théâtre, opéra, danse — des cinquante dernières années. Une base de données biographique et chronologique de plus de 1 000 représentants de la scène donnera lieu, dans un second temps, à des applications numériques. À partir du 1^{er} mai, les éditions Carré seront diffusées par Actes Sud.

● **Sélections du Femina**, en vue des prix de Fessal et du premier roman, remis le 3 avril. Pour le Femina du premier roman : *L'Enfant d'herbe* de Philippe Forest (Gallimard), *Technique du marbre* de Béatrice Leca (Seuil), *Le Météore dans le sang* de Gilles Petel (Payot), *L'Hypothèse du désert* de Dominique Sigaud (Gallimard), *L'Accordeur d'Alain Veinstein* (Calmann-Lévy). Pour le Femina essai : *Océano* de Louis-René des Forêts (Mercure de France), *Les Enfants de Saturne* de Jean-Paul Enthoven (Grasset), *La Chèvre noire de Langwood* de Jean-Paul Kaufmann (La Table ronde), *Signé Malraux* de Jean-François Lyotard (Grasset), *L'Homme déposé* de Tzvetan Todorov (Seuil).

● **Prix littéraires**. Le prix Renaudot essai a été décerné à André Chouraqui pour *Jérusalem, une ville sacrée* (Le Rocher) ; le prix Cazes-Brasserie Lipp à Jean-Paul Enthoven pour *Les Enfants de Saturne* (Grasset).

PRÉCISIONS

● La plupart des ouvrages de l'écrivain allemand Jurek Becker, qui vient de mourir (*Le Monde* du 19 mars), ont été publiés aux éditions Grasset (*Jahob le menteur*, *Les Enfants Bronstein*, *Amoroso sans cœur*). Chez Actes Sud a paru *Gare à l'écrivain* (et chez Flammarion *Histoire de Grégoire Bimé*).

● Dans l'article sur Herman Melville (« Le Monde des livres » du 21 mars), il était fait mention de la dernière traduction des *Les enchanteurs* par Bernard Hoepfner. Celle-ci a paru en mars aux éditions des Mille et Une Nuits.

ANTÓNIO LOBO ANTUNES
le manuel des inquisiteurs
PRIX DU MEILLEUR ROMAN ÉTRANGER 1997
BOURGOIS

Jules Verne à revoir

Réunis à Amiens pour leur deuxième rencontre internationale, les verniens ont pu découvrir un texte inédit de l'écrivain éclairant certains aspects de sa vie

Malgré un sérieux de circonstance, une évidente inhibition se lisait sur les visages de la cinquantaine de « verniens » réunis à la maison de la culture d'Amiens, samedi 22 mars, à l'occasion des deuxièmes Rencontres internationales Jules-Verne organisées par le Centre de documentation du même nom. Aucun chauffeur de taxi ne vous laisse oublier que c'est là, dans la ville d'Amiens, qu'a vécu l'auteur du *Tour du monde en quatre-vingt jours* et que c'est là qu'il est enterré, histoire de marquer un point contre Nantes, ville natale de l'écrivain et dépositaire de la plupart de ses manuscrits. Au milieu de deux journées de conférences consacrées à l'étude de différents aspects littéraires de l'œuvre, l'intervention de l'italien Piero Gondolo della Riva, collectionneur et spécialiste incontesté de Jules Verne, était particulièrement attendue : il venait révéler, en maintenant la suspense nécessaire, la découverte d'un inédit de l'écrivain.

Encore ? diront les désabusés. Après l'exhumation de *Voyage de reculs* et de *Poésies inédites* (Le Cherche-Midi, 1989), l'événement fut la publication chez Hachette en 1994 (en coédition avec Le Cherche-Midi) d'un roman de jeunesse étonnant par son futurisme et intégralement inédit, *Paris au XX^e siècle* (« Le Monde des livres » du 23 septembre 1994). Établi et préfacé par le même Piero Gondolo della Riva, celui-ci faisait état,

dans la préface qu'il lui consacrait, d'une liste établie par Michel Verne, fils de l'écrivain, à la mort de son père en 1905. Or la liste qui énumère par catégories (pièces de théâtre, nouvelles, romans complets ou incomplets, notes historiques, etc.) les pièces inédites de Verne, passe sous silence l'existence du texte révélé samedi à Amiens, intitulé *Joyeuses misères de trois voyageurs en Scandinavie*. Pour ajouter au mystère, seul un projet de cette liste envoyé à l'éditeur Hetzel fils indique en revanche l'existence « d'un grand nombre de manuscrits, notes, projets, ouvrages inachevés ».

Pour les verniens, ce n'est que plus exaltant : le manuscrit des *Joyeuses misères de trois voyageurs en Scandinavie* (remis à Piero Gondolo della Riva par un collectionneur déistant garder l'anonymat) est non seulement inédit mais inconnu. Il est cependant loin d'avoir la même envergure que *Paris au XX^e siècle* : il ne s'agit que de douze pages constituant le premier chapitre écrit en 1861 (Verne avait 33 ans) d'un roman autobiographique, écrit à la première personne, dont rien ne permet d'affirmer qu'il ait été achevé, relisant le voyage qu'entreprend Jules Verne la même année en compagnie de son ami Aristide Hugard et d'un troisième homme non identifié. S'il présente des curiosités d'ordre stylistique, son intérêt essentiel réside dans l'apport de précisions biographiques (sur la date réelle et les préparatifs du voyage, les compagnons de

Jules Verne lors de l'expédition, ses lectures, ses états d'âme, sa visite en Suède au baron de Rothschild, entre autres détails). « Ce texte confirme que la biographie de Jules Verne est à écrire, à récrire, constate Piero Gondolo della Riva. On n'arrête pas de découvrir des choses. C'est un monde dans le monde. C'est nous qui faisons les voyages extraordinaires en cherchant à éclaircir certains points de sa vie ».

Parmi les aficionados de Jules Verne qui l'écoutaient, à la fois complices et émus, par toute nouvelle pièce apportée au dossier, le président de la société Jules Verne, Olivier Dumas, a annoncé à son tour une nouvelle de taille : la publication dans un prochain numéro du *Bulletin de la société Jules-Verne* (trimestriel), de la traduction de *L'Avenir de la navigation sous-marine*, un article écrit par Jules Verne en réponse à un journaliste et paru dans un journal anglais. L'écrivain y révélerait ne pas croire à son propre génie, et notamment à la possibilité de réaliser un sous-marin tel qu'il l'avait imaginé avec le Nautilus dans *Vingt Mille Lieues sous les mers*. Jules Verne aurait-il poussé l'invention, en revanche, jusqu'à concevoir une œuvre sans fin ? Selon Piero Gondolo della Riva, il ne reste pas de roman complet inédit à découvrir, mais toutes sortes de papiers personnels dont ce n'est pas en quatre-vingt jours, semble-t-il, qu'on en aura fait le tour.

Marion Van Renterghem

Bron, le corps et l'écrit

La Fête du livre a su marier avec bonheur exigence intellectuelle, convivialité et plaisir de lecture

Entre pudeur et obscénité, souffrance et jouissance, mis en jeu ou en danger, le corps fut au cœur de la onzième Fête du livre de Bron. Comme elle le fait sans faille depuis dix ans, cette remarquable manifestation a su, durant trois jours, conjuguer l'exigence intellectuelle la plus stricte — de la conférence inaugurale de Daniel Sibony aux lectures rencontres avec Eugène Savitzkaya et Christian Prigent — et une dimension festive qu'a confirmée l'affluence une fois de plus record : même si la gratuité de l'événement interdit la prise de précision, on estime à près de 25 000 la fréquentation de l'édition 97. C'est la sans conteste la plus importante manifestation littéraire de la région, la plus conviviale aussi. Attirant désormais bien au-delà de son environnement local, le Grand Lyon et la région Rhône-Alpes, le rendez-vous de Bron a mobilisé autant de Genevois que de Parisiens, de Marseillais ou de Strasbourgeois. Son cadre ? Les locaux de la bibliothèque municipale prolongés par un vaste chapiteau abritant une librairie thématique animée par une quinzaine de libraires du « cru ». De l'aventure du sport extrême à la dimension érotique, de la redéfinition du complot à la quête du paradis, aucune approche ne fut écartée. Près de quarante écrivains, plus de vingt rendez-vous, des spectacles (expositions, projections, ateliers) et des espaces réservés aux enfants, invités à part entière d'une man-

ifestation où ils font mieux que suivre leurs parents... Ce succès, c'est celui d'une équipe dynamique, étroitement soudée autour de Colette Gvas et Brigitte Giraud qui a su imposer, dans un contexte de forte vie associative, un pari ambitieux né d'un Projet d'action éducative (PAE) mettant en jeu les établissements scolaires, de la maternelle au lycée, comme les services culturels de la municipalité. Son but : réhabiliter la lecture et le lieu de vie qu'est toute bibliothèque ouverte, où le livre est désacralisé, accessible et complice. Depuis 1987, la cause a su convaincre : le ministre de la culture, le conseil général du Rhône, le conseil régional et plus récemment jusqu'à Lyon qui a pu être une rivale puisqu'elle offre ses espaces d'information municipale, tous ont su reconnaître cette manifestation bon enfant et chaleureuse qui concilie exigence et simplicité, honneur du partage et volonté de surprendre.

Depuis 1996, la mairie, toute proche, a même ouvert un espace supplémentaire mais la respiration fut de courte durée. Déjà, pour l'édition 1997, la plupart des rencontres ont refusé du monde. Condamnée à grandir toujours, cette fête, qui est moins un salon qu'un rendez-vous d'art et d'essai, tant elle choisit, littéraire ou sciences humaines, de soutenir l'excellence, devrait inventer encore pour inaugurer sa deuxième décennie.

Philippe-Jean Catuchi

Les bibliothèques et l'extrémisme

Le Front national aura décidément réussi à faire parler de lui tout au long du 17^e Salon du livre. Après la découverte, lors de l'inauguration, du stand de *National Hebdo* et sa mise à sac, jeudi 13 mars (*Le Monde* des 14 et 15 mars), après la pétition des éditeurs et la table ronde des éditions de l'Aube intitulée « Toulon, Orange, Marignane, Vitrolles : l'urgence de comprendre », la manifestation s'est clôturée, dans une salle bondée, par un débat sur « Les bibliothèques face aux extrémismes ».

Organisée, avec le soutien de l'Association Mémoires vives, par la Bibliothèque publique d'information, le *Bulletin des bibliothèques de France* et la Fédération française de coopération entre bibliothèques, cette rencontre a notamment porté sur l'opportunité d'un texte de loi permettant de lutter contre la censure et de garantir « un vrai pluralisme des collections ». Une discussion qui intervenait alors que le projet de loi sur les bibliothèques, annoncé par le ministre de la culture, est actuellement en cours de rédaction à la direction du livre et de la lecture.

Après le témoignage de Catherine Cazalet, conservatrice, expliquant comment, à Orange, les élus FN ont fait des bibliothécaires des « otages de l'arbitraire », Denis Pallier, inspecteur général des bibliothèques et auteur du rapport sur la bibliothèque d'Orange, a souligné l'insuffisance du cadre juridique existant. Une analyse non partagée par Yvanick Guin, adjoint du maire chargé de la culture de la ville de Nantes, pour qui il est moins besoin d'« occulter la législation » que de revenir aux valeurs de la République, en s'interrogeant sur la notion même

de pluralisme : « La bibliothèque publique n'est pas une librairie, un supermarché ou une Fnac gratuite où tout serait disponible à la demande. De même que l'école n'enseigne pas n'importe quoi, des choses qualitatives sont à effectuer ».

De même, le philosophe Joël Roman, rédacteur en chef d'*Esprit* a souligné la nécessité de « ne pas abandonner au FN l'usage du mot pluralisme », de « défendre l'idée d'un pluralisme social, culturel, ethnique, comme composante de l'Histoire française » et, au-delà des différents juridiques, de proposer des « contre-projets politiques ». Les « adversaires » de la loi ont également rappelé les propos de Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique du FN, faisant valoir que, « si une loi sur le pluralisme était votée », son parti « l'utiliserait devant les tribunaux pour faire entrer dans les bibliothèques les auteurs et les journaux qui en sont aujourd'hui exclus » (*Le Monde* du 19 février). Propos qui illustrent la complexité de l'affaire.

Au ministère de la culture, on se veut rassurant. Le texte en préparation n'est pas un texte sur « le pluralisme », mais un « projet d'ensemble » qui aborde « toutes les dimensions de l'action des bibliothèques en tant que service public (fonctionnement, coopération, mise en réseau, statut des fonds patrimoniaux...) », affirme « la vocation des personnels scientifiques à diriger les bibliothèques » et consacre ces dernières comme « lieux d'ouverture ». Il fera d'ailleurs l'objet d'une « concertation » avec les associations de bibliothécaires et les autres ministères.

FL N.

AGENDA

● **LE 29 MARS. VENAILLE.** A Paris, la librairie Vendred propose une rencontre-lecture avec Franck Venaille, Prix Mallarmé 1996, à 19 heures (rens. : 67, rue des Martyrs, 75009).

● **LE 3 AVRIL. VOIX.** A Lyon, la Villa Gillet présente à 20 h 30 une conférence du poète, philosophe et traducteur, Henri Meschonnic, dans le cadre du séminaire annuel sur le thème « La voix : de l'intimité à l'espace public » (rens. : 25, rue Chazière, 69004 Lyon, tél. : 04-78-27-02-48).

● **DU 3 AU 6 AVRIL. JEUNESSE.** A Saint-Jeannet, le Deuxième Printemps du livre jeunesse-Côte d'Azur se déroulera en présence de plus de trente éditeurs et de nombreux auteurs (rens. : mairie de Saint-Jeannet, rue du Château 06640 ; tél. : 04-93-24-90-13).

● **DU 4 AU 6 AVRIL. LIRE.** A Limoges, la ville présente la 14^e édition de la Fête du livre. A cette occasion quatre conférences sont organisées, ainsi que des prix littéraires, couronnant de grands romans de l'année et des animations en direction des jeunes (tél. : 05-55-45-61-60).

● **JUSQU'AU 5 AVRIL. POÉSIE.** En région Centre, dans le cadre des cinquièmes Ambassades, des rencontres, lectures, débats sont

organisés en présence de nombreux écrivains (rens. : centre régional du livre de Vendôme, tél. : 02-54-72-27-49).

● **DU 10 AU 12 AVRIL. CHATELAIN.** A Caen, l'Association Rencontres pour lire propose des lectures des nouvelles de Georges-Olivier Châteaureynaud. Le 4 avril, en coproduction avec le théâtre de Lisieux, à 20 h 30, une création se déroulera en présence de l'auteur (rens. : 135, bd Maréchal Leclerc, BP 71, 14007 ; tél. : 02-31-30-76-00).

● **LE 25 ET 26 AVRIL. SAINT LOUIS.** A Aigues-Mortes, un colloque est organisé autour du thème « La Méditerranée au temps de saint Louis », en présence de nombreuses personnalités et sous la présidence de Jacques Le Goff (rens. : Sivom culture, 13, rue du Port, 30220 Aigues-Mortes ; tél. : 04-66-73-91-23).

● **LE 25 AVRIL. NOUVELLE FICTION.** Au Blanc-Mesnil, la compagnie théâtrale l'Ours foomabule, en collaboration avec la médiathèque, la bibliothèque Jacques-Prévert et le Bibliobus, organise un « Cabaret littéraire », avec les auteurs proches de ce que Jean-Luc Moreau a appelé, dans un essai paru en 1992 (*Critérium*), la « nouvelle fiction », à 20 heures en présence d'auteurs de ce groupe (rens. :

Médiathèque, 1-5, place de la Libération, tél. : 01-48-14-22-22).

● **LE 26 AVRIL. AUTOBIOGRAPHIE.** A Paris, le Collège international de philosophie présente un débat autour du livre de Jean-François Chantaretto *De l'acte autobiographique*. Le psychanalyste et l'écrivain autobiographique, aux éditions Champ-Vallon (1995), à l'amphi Stourdzé, à 14 h 30 (rens. : 1 rue Descartes, 75005).

● **LE 25 ET 26 AVRIL. ARCHITECTURE.** A Toulouse, un colloque sur le thème « Hard French, néo-brutalisme et art sacré, le studium des dominicains de Rangueil » se déroulera au couvent des dominicains de Toulouse Rangueil (rens. : 1 impasse Lacordaire, 31078).

● **DU 9 AU 12 MAI. ROMAN.** A Chambéry, le 10^e Festival du Premier Roman se déroulera en présence de nombreux écrivains. Des rencontres, spectacles et animations diverses seront organisés à cette occasion (rens. : 237, carré Cudral, 73000, tél. : 04-79-60-04-48).

● **DU 29 AU 31 MAI. CAMUS.** A Poitiers, le 2^e colloque international sur l'œuvre d'Albert Camus rassemblera plusieurs tables rondes thématiques (renseignement et inscription : 14, rue du Port-Sarrasin, 34000 Montpellier, tél. : 04-67-42-47-86).

A L'ÉTRANGER

Une Alfa Romeo pour Muriel Spark

La presse anglaise ne tarit pas d'éloges sur Muriel Spark, qui vient, à soixante-dix-neuf ans, de recevoir le British Literature Prize attribué tous les deux ans par le Arts Council grâce au David Cohen Family Charitable Trust. Ce prix, qui récompense un écrivain vivant pour l'ensemble de son œuvre, est doté de £ 40 000 (360 000 F), dont le vainqueur doit reverser £ 10 000 pour aider de jeunes auteurs ou de jeunes lecteurs. Dame Muriel Spark a décidé, pour sa part, d'en faire bénéficier la James Gillespie's High School, l'école d'Édimbourg qui lui a servi de modèle pour le roman qui l'a rendue célèbre en 1961, *Les Belles Années de mademoiselle Brodie* (Le Livre de poche). Avec le reste de l'argent, elle a l'intention de s'offrir une Alfa Romeo.

● **GRANDE-BRETAGNE : le crime pale**

Les collectionneurs de livres contemporains sont prêts à débours des sommes assez considérables pour acquérir des premières éditions, en particulier de romans policiers. Ainsi, un des premiers romans de Dick Francis, *Dead Cert*, vendu 15 shillings de l'époque, en 1962, peut atteindre aujourd'hui £ 3 000 (27 000 F) s'il est en très bon état. Dick Francis lui-même a avoué avoir dû débours £ 2 000 pour s'en procurer un exemplaire. Il a regretté de ne pas en avoir mis plusieurs exemplaires de côté. *The Icehouse* de Minette Walters paru en 1992 au prix de £ 12,99 s'arrache à £ 700. Quant à *Trainspotting* d'Irvine Welsh, il a atteint £ 1 000 dans une édition grand format de 1994, tandis qu'un exemplaire de *Midnight Children* de Salman Rushdie n'a fait que £ 150. Tout cela devrait réjouir l'écrivain américain John Dunning, auteur de romans policiers dont le héros, Cliff Janeway, est un ancien flic devenu spécialiste en livres rares, qui enquête dans le milieu des collectionneurs prêts à tout pour un *Catcher in the Rye*, première édition.

● **ÉTATS-UNIS : riche histoire**

Jessie Foveaux, âgée de quatre-vingt-huit ans, s'est vu offrir la coquette somme de 144 millions de pesetas (5,7 millions de francs) par Warner Books pour les 208 pages de l'histoire de sa vie. Son professeur de « creative writing » avait envoyé le manuscrit à une journaliste du *Wall Street Journal* qui a publié un portrait de cette vieille dame qui habite dans un petit village du Kansas et a élevé huit enfants. Cet article a déclenché une pluie de propositions qui a culminé avec cette avance imposante de Warner Books et qui a surpris plus que tout le monde l'auteur du manuscrit qui voulait surtout laisser un souvenir à ses petits-enfants.

● **ESPAGNE : le centenaire de García Lorca**
Madrid, Grenade et Barcelone seront les hauts lieux des commémorations du centenaire de la naissance de Federico García Lorca (1898-1936) car ce sont les trois villes qui ont le plus marqué son œuvre et sa vie. De nombreuses manifestations seront organisées afin de mieux faire connaître celui qui fut l'un des poètes et des écrivains les plus importants de son époque mais qui a été fortement occulté dans son pays par le franquisme.

Une clé pour l'Universel

Histoire de l'Université de Paris et de la Sorbonne

Deux volumes - 1200 pages - 500 illustrations - plus de 80 pages d'apparat critique - double index et chronologie comparée



N.L.F. - G.V. Labat - Éditeur
36, avenue des Termes 75017 PARIS
Tél. : 01 45 72 28 88 Fax : 01 44 09 84 18

Ouvrage couronné par l'Académie Française

سكننا من الشعر